

Avec ce numéro, supplément «Initiatives »

QUARANTE-SEPTÈME ANNÉE - Nº 14245 - 5 F

MERCREDI 14 NOVEMBRE 1990

Les défilés de jeunes, les violences à Paris et l'annonce d'un « plan d'urgence »

L'exception française

imaginables à Londrés ou à Bonn? L'idée pourrait-eile ger-mer dans l'esprit des lycéens bri-tanniques ou allemands de ective pour y exposer leurs riefs, attirer l'attention des plus

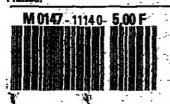
de Paris et où il ne peut y avoir société sans ébranlement du voire sans crise de

personne n'aurait l'idée de s'en mécontents de leurs conditions de vie, c'est au ministre de l'enseignement de teur Land qu'ils s'en prendralent, ou aux autori-tés municipales, dont les pou-voirs de gestion sont importants.

Ce n'est d'ailleurs pas le cas : baisse de natalité sidant, les élèves allemands sont sans doute les plus choyés de l'Europe tout comme leurs maîtres, infiniment mieux payés que leurs col-lègues français, même a'ils n'ont pas, pour la plupart, le droit de grève. Une infinité de passerelles avec un enseignement profes-sionnel très développé contriwent à désecraliser un bac qui est deveriu en France une véritable obsession en même temps qu'un leurre. Une sorte de rouette russe, aussi, à laquelle trop d'adolescents ont conscience de

A Grande-Bretagne, victime Ldu « communalisme », c'est-à-dire de la prise du pou-voir dans telle ou telle ville, tel ou tel quartier, d'une communauté athnique, s'interroge en revanche sur la faillite d'un système scolaire à deux vitesses dont plus de 50 % de ceux qui le quittent n'ont strictement aucune formation ni diplôme. Paradocalement, c'est M- That-cher qui plaide là pour l'avanement d'un certain centralisme. pour l'imposition d'un programme national minimum aux commissions scolaires locales dont les pouvoirs sont exerbitants. Vaste entreprise qui se heurte à une tradition bien ancrée et; comme en France; à une grave détérioration de la condition et des capacités du corps enseignant.

La situation de l'enseignement secondaire n'est guère plus britnte en Italie, où le centre à la française est cependant tem-péré par une régionalisation depuis longtemps entrée dans les mours. Le mouvement est plus récent en Espagne, puisqu'il s'agissait d'y briser le carcan centralisateur franquiste. C'est chose faite : de nombreuses entités autonomes (Catalogne, Andalousie, Pays basque, Navarre, etc.) ont bénéficié d'importants transferts de combé ces en matière d'éducation. Un domaine dans lequel presque tout reste encore à faire en



• Le préfet de police fait son autocritique Des lycéens manifesteront à nouveau

seurs ». Il y a eu plus de cent blessés parmi les vendredi 16 novembre.

Les manifestations ont rassemblé environ forces de l'ordre. Le préfet de police admet, 300 000 lycéens dans toute la France, lundi dans un entretien au « Monde », sa responsabi-12 novembre. L'oppposition met en cause la lité. En dépit de l'annonce, par M. Jospin, d'un responsabilité du ministre de l'intérieur, après « plan d'urgence », une partie des lycéens a les violences commises à Paris par des ∉ cas- déjà appelé à des manifestations régionales



Le vieil homme et la casse

par Bruno Frappat

Un homme, une houle lycéenne et un millier de cas-seurs. Un chef de l'Etat, tonton tutélaire toujours prêt, de révolte en révolte, à « comprendre », à « entendre », indulgent et paterne. Des dizaines de milliers d'élèves, ne sachant trop à quel slogan se vouer, à quel meneur se fier, à quelle coordination se er, traversant tout Paris et arrivant, exténués, pour com-

· Lire également -# « Les vitrines brisées du mouvement »:

■ « Un rendez-vous désasper GÉRARD COURTOIS.

w Un entretien avec M. Pierre Verbrugghe par ERICH INCIYAN.

E La stratégie du PC per ALAIN ROLLAT. pages 10 à 15 - section B

 L'ombre de la rivalité Mitterrand-Rocard par PATRICK JARREAU. page 40 - section D

rendre qu'on leur avait voié leur manif, comme il se pique, chaque jour, des dizaines de walkmans. Des casseurs nouveau style, vedettes incontestées d'une journée de tromperie, dominant pour un soir sur tous les écrans de télé, gros plans sur la violence, le voi, les autos qui brûlent comme au bon vieux temps et alimentant, de leurs figures entraperçues, le racisme ordinaire. Triste bilan de la « marche nationale pour l'édu-

Au soir du 12 novembre, colère des lycéens s'était faite amertume, et à cette amertume répondait l'embarras des adultes qui nous gouvernent, désen comme l'avouerait le préfet de police - par le gâchis.

Un mouvement social, pour avoir quelque chance de réussir, doit être animé par un refus précis, par des perspectives claires ou, à défaut, par une émotion

Lire la suite page 11 - section B

Les relations entre l'Union soviétique et la Russie

MM. Gorbatchev et Eltsine d'accord sur le traité de l'Union

Le Cameroun sur la voie du multipartisme L'ouverture, à pas comptés

page 7

Subventions agricoles

Les Etats-Unis et les partenaires de « l'Uruguay Round » rejettent les propositions de la CEE

page 25 - section C

BERNIÈRE ÉDITION

Ecrans plats

L'énorme avancée de l'industrie japonaise

page 28 - section C

Quartiers défavorisés

Les ratés de la rénovation

Butin des douanes

Le ministre du budget a remis eu ministre de la culture des objets d'art saisis

page 17 - section B

La Corse et son statut Un point de fixation :

la notion de « peuple »

page 9

La Bourse aux stages

page 28 - section C

« Sur le vil » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section C

Les Saoudiens dans les turbulences du Golfe

Ryad cherche à maintenir l'équilibre entre des religieux omniprésents et une population qui aspire à plus de liberté

de notre envoyée spéciale

Une manifestation de femmes an volant de leurs voitures en plein Ryad, l'annonce par le roi Fahd de la prochaine installation d'un conseil consultatif : les ondes de choc de la crise du Golfe n'ont pas fini de s'étendre et, même si les deux événements n'ont apparemment pas grandchose à voir, il ne fait pas de doute qu'ils relèvent tous les deux, à des degrés divers, des conséquences d'une crise qui a

ouvert les yeux de beaucoup et déterminants d'un mouvement sans leader, parti de deux

Spectaculaire et « révolutionnaire» dans un pays où les débats restent internes, la manifestation de ces quarante-sept femmes qui ont conduit dans les rues de Ryad n'est pourtant que l'expression publique d'une revendication ancienne et qui touche globalement au statut de la femme. L'exemple des femmes koweltiennes fuyant leur pays, avec leurs enfants, au volant de leursvoitures ainsi que la crainte de la guerre ont été les éléments

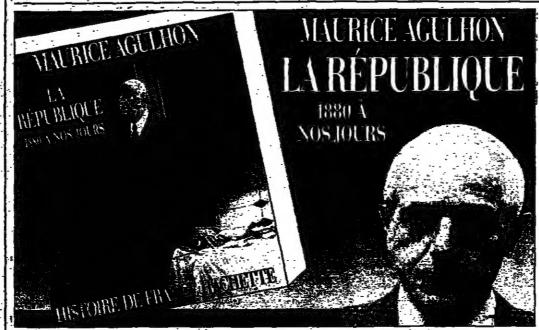
sans leader, parti de deux groupes de femmes qui ont osé braver un interdit plus social que légal – aucune disposition ne pré-cisant que la femme n'a pas le droit de conduire. Ce mouvement de femmes - dont beaucoup sont issues des grandes familles du royaume, la plupart très éduquées (professeurs à l'université, médecins, semmes d'affaires), mais aussi femmes au foyer - a fait éclater au grand jour un débat de fond qui divise

aujourd'hui le pays et dont les

faire sentir. Parmi les adversaires les plus

farouches de cette manifestation majoritairement approuvée par les nombreux badauds incrédules qui s'étaient approchés, - on trouve les religieux, en particutier les mouttawaa's, cette police religieuse visible partout en Arabie saoudite et qui se veut gardienne des bonnes mœurs mais qui est bonnie par la majorité de la population.

FRANÇOISE CHIPAUX Lire la suite page 4



SCIENCES • MÉDECINE

La guerre du feu stellaire Les grandes manoauvres politico-financières autour de la recherche sur la fusion thermo-nucléaire menacent la suprématie européenne.

Les débris d'un mystère

Trois jours auront suffi pour donner une explication à un phénonène étrange apparu dans le ciel d'Europe.

Point de vue : « La mort main dans la main », par Genevière Laroque

Le sida serait en partie d'origine bactérienne

Les travaux d'une équipe française, dirigée par le professeur Luc Montagnier (institut Pasteur de Paris), apportent de nouveaux arguments en faveur du rôle pathogène de certaines bactéries dans l'évolution de l'épidémie de sida. Si des preuves irréfutables confirmaient cette théorie, selon laquelle la maladie serait due à l'action conjointe d'un virus et d'une bactérie, un nouveau traitement, associant des produits ambients au des produits ambients pour aits des produits ambients pour au la contrait de la confirmation des produits ambients pour au la contrait de la confirmation de la confirmation de l'épidémie ambient de la confirmation de la confirmation de la confirmation de la confirmation de l'épidémie ambient de la confirmation de la confi ciant des produits antiviraux à des produits ambiotiques, pourrait ouvrir des perspectives de guérison.

Lire page 16 - section B, l'article de JEAN-YVES NAU

Contre l'Europe de l'apartheid

par Charles Pasqua

*EUROPE peut enfin choisir son destin. Pour la première fois de ce siècle, elle est à même de renouer avec ce que le général de Gaulle qualifiait de « rève des sages et ambition des puis-sants»: son unité. Et pour la première fois de son histoire, elle est en mesure de le faire pacifiquement.

Chacun perçoit bien l'alternative ui s'ouvre à elle après qu'elle s'est soit libérée d'un demi-siècle de division, d'occupation et de dictatures. Soit elle efface son passé, soit elle le pérennise. Le sentiment, l'intérêt, opportunité commandent évidemment qu'elle l'efface en traçant immédiatement le cadre de son avenir commun. Ce n'est cependant pas la voie dans laquelle elle s'engage depuis les sommets de Strasbourg, de Dublin et de Rome.

Un an à peine après le formidable espoir né à Prague, à Budapest, à Berlin, à Bucarest, il ne semble res-ter qu'une illusion. L'Europe – enfin ce que nous, nous appelons l'Europe – hésite, tarde à se séparer des certitudes tranquilles héritées de la guerre froide, déjà prête à renon-cer à son ambition ultime, l'union de toutes les nations européennes, au profit de la fusion de quelquesunes de ces nations seulement.

Europe fédérale à douze, voire moins, ou Confédération de l'Europe tout entière ? Voilà l'alternative, le choix le plus important que, de tout temps, les peuples européens aient eu à effectuer. Pourtant ce choix est escamoté, étouffé, truqué.

Escamoté, car les citoyens sont moins que jamais associés et qu'ils n'auront à se prononcer qu'une fois le processus achevé; étouffé, sous les orgues de la nouvelle religion officielle: hors de la Communauté, point de salut ; truqué, parce qu'enlièrement manipulé par une techno-cratie qui s'est souverainement érigée juge et partie.

De l'Atlantique à l'Ourai

Une véritable idéologie impose jour après jour ses postulats. Le pre-mier d'entre eux voudrait qu'on ne paisse élargir l'Europe avant de l'avoir «approfondie». L'«appro-fondissement», c'est-à-dire l'union économique, monétaire et politique des douze, ne nous est pas proposé comme un choix politique, mais comme une évidence que seuls quel-ques rèveurs ou quelques fieffés nationalistes auraient l'outrecui dance de contester.

Ce postulat, qui gagne jusque dans nos rangs, ne résiste pas à l'analyse. D'abord parce qu'il contredit la façon même dont cette sacro-sainte Europe des Douze s'est elle-même construite. Le noyau initial – les six pays signataires du traité de Rome – s'est progressive-ment élargi à neuf, en 1972, puis à dix et à douze dans les années 80, avant de franchir en 1986 une première étape vers l'approfondissement, l'Acte unique.

On sait aussi que, sans les événe-ments de l'Est, de nouveaux Etats membres auraient été admis au sein de la CEE Enfin l'intégration immédiate de la RDA démontre bien que

le même droit aurait pu être spontanément reconnu sans plus ni moins de dommage, à la Tchécoslovaquie ou à la Hongrie,

ou a la riongrie.

Il y a, disait de Gaulle, deux conceptions de l'Europe. L'une, la nôtre, se donne pour finalité l'union de tous les Etats de notre continent, «de l'Atlantique à l'Oural», L'autre a pour raison d'être - et ce n'est pas «ce l'Attantique à l'Ourais, L'autre a pour raison d'être – et ce n'est pas méprisable – la constitution d'un Etat unique, intégré, fédéral, sur le modèle des Etats-Unis d'Amérique. Mais, pas plus que les Etats-Unis ne réunissent toute l'Amérique, les Etats-Unis d'Europe n'ont pour ambition de rassembler toute l'Eu-

Pour les tenants de la supranatio-nalité, le degré d'intégration obtenu est beaucoup plus important que le nombre de pays effectivement réu-nis. Le sommet de Rome vient de dégrates de focus esemplaire que démontrer de façon exemplaire que l'objectif recherché par la Commis-sion de Bruxelles est l'intégration et

non pas l'union. Peut-on tout à la fois fédérer économiquement et politiquement la partie de l'Europe la plus riche, parce que la plus favorisée en 1945, et proposer à l'autre moitié une formuie d'association au rabais, puis-qu'elle ne serait par définition ni complètement économique ni vrai-ment politique ? L'Europe de l'apartheid, en quelque sorte...

Notre vision des choses est à l'opposé. Nous pensons qu'il est possi-ble de réunir sans délai toutes les nations européennes qui ont rompu avec le totalitarisme dans un ensem-ble commun : la Confédération euro-

C'est d'une nouvelle donne, à partir des réalités nouvelles, que l'Eu-rope a besoin. Il nous faut rompre rope a desoin. Il nous faut rompre avec le raisonnement qui voudrait que l'union politique ne puisse pro-céder que d'une union économique préalable, syllogisme qui conduit tout naturellement à exclure les pays qui n'ont pes arteint un dévelopmequi n'ont pas atteint un développement comparable au nôtre et, par-tant, à repousser à jamais l'union effective de toute l'Europe.

Ni la Grèce, ni le Portugal, ni l'Irlande, n'avaient, au moment de leur entrée dans le Marché commun, un niveau de développement économique, ni même souvent politique, comparable à la France ou à l'Allemagne. L'adhésion a précédé et entraine le développement, et non pas l'inverse comme on semble aujourd'hui l'exiger des nouvelles démocraties d'Europe centrale et

Aujourd'hui, le sentiment comme la raison exigent que l'on cesse de mélanger les différents aspects de la question européenne - le politique, le militaire, l'économique - et que l'on restaure la primauté du politique. Bref, il suffit de le vouloir. I n'est pour s'en convaincre que de voir comment l'Allemagne, en marche vers son unité, a eu raison de tous les obstacles et de tous les

Le principe de la Confédération est essentiellement politique. En cela, sa création, sa date de naissance, ne dépendent que de la volonté politique. Héritiers d'une seule et même civilisation, tous les

pays européens ont vocation à faire pays européens ont vocation à faire partie de la même organisation politique. D'ores et déjà, on voit mal ce qui empêcherait de jeter les bases de cette Confédération entre les pays membres de la CEE, ceux de l'AELE et les pays de l'Est ayant définitivement rompu avec le passé.

Nul donte que la paissance d'un

ment rompu avec le passe.

Nul doute que la naissance d'un tel ensemble serait à très court terme facteur d'attirance et donc accélérateur des réformes dans les pays dont la transition vers la démocratie n'est pas achevée, Union soviétime comprise. Nul doute cu'il soviétique comprise. Nul doute qu'i associerait d'ici à la fin de ce siècle - dans moins de dix ans - notre continent tout entier.

Un nouveau traité

Sans doute reviendra-t-il à la Communauté le rôle majeur dans l'édification de l'espace économique européen de demain. Mais la construction politique est d'une autre nature et il faut avoir la incidité de reconneitre que le rationalité. dité de reconnaître que la rationalité politique de l'Europe à Douze s'est effondrée avec le mur de Berlin.

Le repliement de l'Europe sur elle-même, à Douze ou à moins elle-même, a Douze ou a mons encore, serait d'autant plus incom-préhensible et insupportable qu'en matière d'union politique, tout reste à inventer. Rien n'indique a priori que l'espace politique à imaginer doive reposer sur une superposition ou une juxtaposition d'institutions concurrentes. A l'évidence, chacune de ces institutions chercherait à avoir sa politique et ses alliances propres. Si les objectifs de l'union politique sont bien, comme nous le pensons, la paix à l'intérieur des frontières et la solidarité vis-à-vis de l'extérieur, alors la nécessité d'une scule et même institution s'impose.

Une Europe « concentrique » ne serait que la pénalisation perpétuelle des nations que Yalta a abandonnées à Staline et la reconstitution de nees a staine et la reconstitution de cette Mittel-Europa dont l'Histoire nous enseigne qu'elle est plus source de drame que d'espoir.

Ce «néo-cartiérisme» européen, dont le plan Delors est le plus remarquable, mais pas la seule illus-tration, aurait l'inconvénient à nos yeux rédhibitoire, d'empêcher qu'emerge jamais une coopération paneuropéenne en matière de sécurité. Se coulant

paresseusement dans le moule de l'alliance atlantique, laissant la Russie à l'écart du concert des nations européennes, auquel elle appartient de plein droit, cette Europe-là insulterait gravement l'avenir de notre

Aussi faut-il sortir du cercle vicié dans lequel le débat sur l'avenir politique de l'Europe est en train de s'étouffer. La communauté ne saurait être le cadre adéquat de l'union

L'union politique doit faire l'objet d'une création originale à partir d'un nouveau traité. Ce traité, instituant la confédération européenne, doit être ouvert à tous les Etats européens membres de la CSCE, tant il nous apparaît essentiel que les limites géographiques de l'union politique coîncident avec celles de la zone de sécurité collective souhaitée.

Il est clair qu'à ce traité devraient adhérer directement les Etats, y compris ceux membres de la CEE, sans préjudice de leur appartenance à celle-ci mais sans délégation de leur souveraineté au sein du nouvel ensemble. Il y va de la cohésion de l'entité ainsi constituée, dont on voit mal, sinon, comment elle pourrait éviter ou la satellisation ou la sécession des pays qui ne seraient pas membres du «noyau central».

L'« empire» ne nous paraît pas être le modèle de l'Europe de

Certes, la Confédération ainsi créée n'aurait aucune prétention supranationale, ni l'ambition de résoudre tous les problèmes à la place des nations. Mais qui ne voit, en revanche, que seule l'unité de tout le continent, de tous les peuples de « même race blanche, de même origine chrétienne, de même manière de vivre » que le général de Gaulle appelait dans ses Mémoires d'espoir à « former un tout, ayant au milieu du monde son caractère et son orga-nisation», ne soit le seul défi qui vaille à l'aube du troisième millé-

➤ Charles Pasqua est sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine.

BIBLIOGRAPHIE

Gorbatchev et la mafia

L'EMPIRE CORROMPU de Renata Lesnik et Hélène Blanc. Editions Robert Laffont 265 p., 100 F.

Lorsqu'il dirigeait l'URSS Andropov laissait à ses adjoints le traitement des dossiers de dissidents, même s'il prenait parfois le temps et le plaisir de converser avec un prisonnier contestataire de haut niveau. Lui-même se consacrait plutôt à l'étude de la corruption, une spécialité qui n'avait guère les honneurs de la presse. S'il arrivait au pouvoir de faire battage autour d'un trafiquant démasqué, c'est qu'il fallait bien rendre quelc'est qu'u tailant ofen fendre ques-que hommage à la vertu en sacri-fiant un gredin qui avait rempli des poches trop grandes pour lui.

L'envers du décor donnait une tout autre image et, hors d'URSS, de solides études avaient été publiées sur les trafics généralisés du haut en bas de l'échelle. Il fallut cependant attendre la perestroïka pour avoir une idée de l'ampleur des dégâts. Dans l'Empire corrompu, Renata Lesnik, ancienne journaliste à Radio Moscou maintenant installée à Paris, et Hélène Blanc, chercheur au CNRS, font le compte « des mafias qui, des kol-khozes au Kremlin gangrènent l'URSS ». A Moscou, le mai n'est plus ignoré, bien an contraire. Il suffit, pour brosser le tableau, de ramasser les informations de la presse soviétique et même de rapporter ses diagnostics sur l'origine du mal. C'est le professeur Maida. niok qui affirmait en mars 1990 dans une interview aux Izvestia: «La nature même de notre économie officielle donne naissance à l'économie criminelle. Elles sont jumelles».

Cette corruption a commencé sous Khrouchtchev à atteindre les

hautes sphères du régime. Elle s'est étalée sous Brejnev. C'est pendant les années dites de stagnation que des apparatchiks suprêmes ont mis en coupe réglée des territoires dont ils avaient la charge. Ces gens qui s'étaient hissés jusqu'au bureau politique faisaient profiter de leurs largesses Breinev et ses proches, ce qui les mettait à l'abri du châtiment – du moins tant qu'llyitch II vivait.

Véritable armée de mercenaires

Grâce à la transparence, les vices naguère cachés sont dévoilés. Il faut cependant reconnaître, que loin d'apporter la guérison, la restructuration a élargi le terrain où s'épanouit la criminalité. Des coopératives voient le jour. Aussitôt se mettent en place des bandes de racketeurs, dont le seul objet est de rançonner les nouvelles entreprises : payez sinon nous vous détruisons. Une véritable armée de mercenaires s'est constituée. Le commandant Kazakov estime par exemple que « les racketeurs contrôlent environ 75 % des nouvelles entreprises. Chaque bande se compose d'au moins trois hommes. On aurait donc affaire à près de 100 000 mafiosi».

Et que fait Gorbatchev? Ses ennemis prétendent qu'il s'accommode d'un mai qui lui vaut même des avantages personnels, D'autres estiment qu'il est complètement dépassé par l'ampleur du phénomène. Le parti dont il reste le chef revait, au temps de l'utopie, qu'il allait engendrer la société sans classes. Il a simplement mis bas un inextricable et jusqu'à présent incontournable réseau de mafias. BERNARD FÉRON



TRAIT LIBRE

Lycéens

On veut des claques!

par André Bercoff

E trop-plein, l'infinité du vide. Des dizeines de milfiers de jeunes dans les rues, en quête da pères sévères et d'ordre enfin rétabli : et, le même jour, dans ce terrain vague appelé encore Palais-Bourbon, quelques zombles errant encore an week-end de Toussaint ne se demandent même plus à quoi ils servent. Au Journal de 20 heures, cette jeune fille, blonde, mutine, les yeux clairs : « Au fond, nous sommes peut-être moins mûrs que ceux de 68. Nous avons besoin d'être pris en mein, et, pourquoi pas, des maîtres qui nous fichent des claques de temps en temps... I Un peu plus tard, sur la même lucame cathodique, notre Jospin quotidien tui; enet, dignement pathétique, ses lancinantes interrogations : mais que diantre veulent les lycéens ? Qu'ils le disent. Qu'lls parient d'une saule voix et nous irons jusqu'au président de la République, espoir suprême des implosions politico-représentatives

Il fait ce qu'il peut, le gestionenir de nos chères têtes blondes, brunes ou métissées ; le problème est qu'il n'y aura plus jamais « une seule voix ». Entre ceux qui veulent sortir à tout prix de la banlique - purgatoire - et ne voient aucune raison de ne pas profiter, ici et maintenant, des signes extérieurs de richesse que la publicité tresse et que l'image célèbre, et ceux qui réclament flics, pions et gardiens pour les protéger de la rage avide des premiers, il n'y a de dénominateur commun que l'insatisfaction. L'absence de perspectives, le poème de Kipling ainsi reformulé par nos productivistes humanisants : e Tu seras un bacheller, mon fils » et l'impasse du chômage ou de la déqualification au bout du parcours n'ont certes pas de quoi réveiller les enthousiesmes les plus délirants. Les lycéens veulent du pain, c'est-à-dire, en 1990, une assurance détaillée sur l'avenir avec contrat de

confiance et plan de carrière ;

on leur donne de la brioche, c'est-à-dire des subventions et des augmentations de postes d'encadrement sans se demander une minute si la fitiale universitaire est la seule qui vaille, à l'heure où le traveil a changé de signe et où professions, métiers et rentes de situation s'écroulent par pans entiers dans la redistribution mondiale de l'offre et de la demande.

Ne pas quitter les berceaux

Au fond, les rues des grandes villes tintinnabulantes de frustrations et l'Assemblée nationale déserte confortent la théorie des vases communicants : représentants et rejetons du peuple se succèdent au micro dans un dialogue impossible, qui signe bien la formidable incertitude dans laquelle nous sommes rentrés et que nous ne quitterons pas de sitôt. Jospin fait front, cranement : mais il ne peut rien contre la massive les citoyens qui, faute de vision et d'avenir formulés, n'ont plus, mais plus du tout, envie de quitter leurs berceaux subventionnés, et leurs biberons garantis.

Quant aux autres, ceux de la marge, les laissés-pour-compte de l'expansion, les « pertes » des profits de la crise, ceux-là ont bien l'intention de ne pas se laisser mourir sans ébranier fortement les colonnes du temple. Et le spectacle de cette Assemblée vide achève la décomposition du vieil ordre exécutif-législatif-judiciaire. Que reste-t-il de nos amours républicaines d'antan ? L'Elysée-Matignon, la télévision, la rue. Ce qui, on le reconnaîtra, promet quelques beaux embrasements.

➤ André Bercoff est journaliste et écrivain.

Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969).

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 THL: (1) 40-65-25-25 Télécopleur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tel.: (1) 40-65-25-25

Edité per la SARL le Monde

oques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

ADMINISTRATION: Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

*Rentables les prix. Rentable le choix. Rentable le service. Rentable le conseil. Rentable DURIEZ. 112, Ed Soint-Germoin 132, Ed Soint-Germain 18, Ed de Sebastepal 75003 PARIS 75004 PARIS 75004

Rentable*!



••• Le Monde • Mercredi 14 novembre 1990 3

CRISE DU GOLFE

Le débat aux Etats-Unis sur l'engagement militaire

La perspective d'une offensive contre l'Irak suscite des réticences croissantes

Le président Bush sera-t-il en mesure de mener jusqu'à son terme la politique qu'il a définie à l'égard de l'Irak; ou sera-t-il lâché en chemin par l'opinion et le Congrès, avant de l'être peut-être par certains de ses alliés au sein de la coalition anti-irakienne? Depuis que M. Bush a annoncé l'envoi de enforts massifs dans le Golfe, les échéances semblent se préciser : l'Irak dispose d'un délai supplémentaire de quelques mois pour se décider à évacuer sans condition le Koweit, mais à partir du moment où les renforts américains seront en place, c'est-à-dire vers le mois de janvier ou de février, les Etatsde janvier ou de frévier, les Etats-Unis ne pourront attendre bien longtemps. Du coup, la classe poli-tique américaine, qui, dans les der-nières semaines de la campagne électorale, avait un peu mis l'af-faire du Goile sous le bolsseau, s'interroge. Les critiques viennent, bien entendu, des deux bords.

Les « va-t-en guerre » protestent contre l'attente supplémentaire qui contre l'attente supplémentaire qui leur est imposée. Le plus bruyant d'entre eux, l'éditorialiste William Safire, regrette « chaque mois qui passe sans que l'Irak soit bombardé». En termes beaucoup plus enveloppés, l'ex-secrétaire d'Etat Henry Kissinger estime que « lorqu'il sera devenu évident que les sanctions ne peuvent réussir, une option militaire crédible n'existera probablement plus ». Jeane Kirkvaprobablement plus ». Jeane Kirkpa-trick, l'énergique ex-ambassadrice américaine auprès des Nations unies, et qui paraissait très réser-vée à l'égard de l'intervention américaine dans le Golfe, semble avoir changé d'avis, depuis qu'elle a trouvé une élégante solution au

problème qui est au centre de toute la discussion aux Etats-Unis, le nombre de victimes américaines d'un éventuel conslit : l'offensive terrestre, celle qui est la plus coûteuse en hommes, devra, selon elle, être menée par des troupes arabes; les Américains se réservant les attaques áériennes et les bom-

Mais c'est surtont dans le camp d'en face, parmi ceux qui doutent des vertus d'une guerre dans le Golfe, que les récentes décisions de M. Bush ont suscité les réactions les plus vives. Le président va es pius vives. Le president va « trop loin, trop vite », estimait dimanche le New York Times dans un éditorial, et lundi c'est la confé-rence des évêques catholiques smé-ricains qui, à une écrasante majo-rité, a estimé « immoral » de recomir à la force avant que toutes les autres options aient été épui-sées, ce qui, d'après les évêques, est loin d'être le cas.

Dans le même temps, les paci-fistes traditionnels se font entendre avec plus de vigueur qu'au début de la crise du Golfe et, même si les campus universitaires restent encore relativement amorphes, la gauche libérale commence à join-dre ses voix à celle des « isolation-Pat Buchanan, même si ces alliés de circonstance, que tout par ail-leurs sépare, préférent s'ignorer

Enfin - et surtout - il y a le Congrès, qui après avoir, dans les premières semaines de la crise, fait corps avec le président, semble désormais réticent à le suivre plus avant. Le démocrate Sam Nun, le président de la commission des forces armées du Sénat, a été le premier à lancer, dimanche, un avertissement remarqué, en se

le président e précipitait les choses », alors que « la guerre devait ètre l'option ultime ». Et de reprocher, comme beaucoup d'autres, à M. Bush de n'avoir toujours pas su expliquer de manière convaincante ce qui pouvait justi-fier l'engagement des Etats-Unis dans ce conflit lointain.

Un ton au-dessous du sénateur Num, son homologue de la Cham-bre des représentants, Les Aspin, et le leader démocrate au Sénat, George Mitchell, rappellent que la décision d'entrer en guerre ne saurait être prise sons consultation du Congrès. Un a jugement collectif» par opposition à celui du seul président – sera nécessaire pour déterminer si l'on a suffisamment attendu avant de recourir à la force, estime, par exemple, M. Aspin. Quant au sénateur démocrate Patrick Moynihan, il rappelle lui aussi que seul le Congrès a le pouvoir de déclarer la guerre, mais agrémente ce rappel de propos fort désagréables : M. Bush, affirme-t-il, va «provoquer la ruine de notre armée», « et il s'apprête à ruiner sa présidence dans le sable d'Arable»...

> Conflit de compétences

Tous ces avertissements, qu'ils soient discrets ou flamboyants, viennent des rangs démocrates et, au lendemain d'élections qui ont consacré la faiblesse actuelle du président, il est naturel que ses adversaires lui indiquent les limites de sa latitude d'action. Mais même certains républicains s'apprêtent à se rappeler au bou souvenir de M. Bush - l'influent sénateur Richard Lugar devait ainsi demander mardi au président de convoquer le Congrès (avant sa rentrée normale de la fin janvier) pour débattre d'une éventuelle déclaration de guerre à l'Irak.

Un tel conflit de compétences entre le Capitole et la Maison Blanche est traditionnel. Les prési-Blanche est traditionnel. Les présidents américaius s'en tirent d'ordinaire à leur avantage, tant les impératifs de la guerre moderne semblent incompatibles avec les délais imposés par des débats parlementaires. Mais cette fois la situation se complique un peu dans le mesure où, l'echèance semblant repoussée à quelques mois, la contestation a largement le temps de s'organiser. Le Congrès sera « consulté à chaque pas », a cependant déclaré lundi le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater.

Mais le porte-parole a aussi rap-pelé que « des provocations impré-vues pourraient conduire à l'obliga-tion de prendre des mesures avant [de consulter] ». Ce serait là bien sûr la solution de loin la plus sim-ple pour M. Bush, une manière pour le président d'éviter un débat difficile et de s'assurer du soutien de l'opinion. Mais encore faudrait-if pour cela qu'il soit suffisamment clair que cette « provoca-tion » n'ait pas elle-même été « provoquée ». Déjà, la presse amé-ricaine bruisse de rumeurs souvent non fondées, mais évoquant des manœuvres pour pousser Saddam Hussein à la faute. M. Bush a encore fort à faire pour gagner ses concitoyens à sa politique. Et c'est sans doute parce qu'il n'est pas très sûr de ses arrières qu'il s'est abstant insou'à présent de langer à tenu jusqu'à présent de lancer à Saddam Hussein un ultimatum aussi explicite que celui de M= Thatcher : le retrait ou la

JAN KRAUZE

Une démarche des Douze en faveur des otages

zélandais, M. David Lange, de retour à Wellington, mardi 13 novembre, après une visite en Irak, a annoncé que ses seize compatriotes retenus en otage par Bagdad seraient prochaine-ment libérés. D'autre part, les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé de demander l'aide d'une quarantaine de pays pour tenter de faire libérer les Occidentaux retenus en Irak.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Grands dispensateurs d'aide aux pays moins bien lotis, les Douze souhaitent parfois être payés en

Réunis à Bruxelles, lundi 12 novembre, au niveau des minis-tres des affaires étrangères, pour un conseil dit « des affaires géné-rales », ils ont décidé d'« envoyer quarante messages», selon la présidence italienne de la Communauté, à des pays islamiques ou non alignés pour leur demander d'intervenir auprès de l'Irak en faveur des otages.

Cette initiative va de pair avec le souhait que les Nations unies renforcent l'efficacité de l'embargo terrestre en aidant les pays qui -telle la Jordanie - ont du mai à faire respecter les décisions de la communauté internationale en raison de contingences économiques.

Les premiers interlocuteurs des ministres européens pour cette initiative relative aux otages out été leurs homologues de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qu'ont constituée l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, dans l'espoir, justement, de parve-nir à constituer, un jour lointain, une entité analogue à celle des

Qualifié de « réunion infor-melle », un déjeuner a réuni les uns et les autres en marge du conseil. Non seulement une telle rencontre était sans précédent mais encore c'était la première fois qu'un repré-sentant de la Libye dialoguait ainsi avec les Douze puisque ce pays est le seul, avec la Bulgarie, à ne béné-ficier d'aucun accord de coopération avec la CEE, étant même l'objet de sanctions.

«La Libye souhaite des relations normales avec tous les pays », à affirmé, au cours d'une conférence de presse, M. Ghozali, ministre algérien des affaires étrangères, apparemment conscient du carac-tère insolite de la présence du « secrétaire du bureau populaire aux relations extérieures » dans ces instances bruxelloises où il repré senta longtemps son pays et où il compte de nombreuses amitiés.

« Le dialogue enro-arabe »

M. Roland Dumas s'est félicité de cette première rencontre avec l'UMA, « qui scelle la coopération dans le cadre du dialogue euro-arabe » souhaité par M. Mitter-rand. Selon le ministre français des affaires étrangères, le point de vue commun des membres de l'UMA sur la crise du Golfe – au moins tel qu'il a été présenté par M. Ghozali à ses commensaux - est le suivant : rejet total de l'agression con-tre un voisin ; rejet non moins total de la destruction d'un pays (c'est-àdire l'Irak en cas d'attaque américaine); affirmation du caractère indispensable d'une solution pacifique; prise en compte nécessaire du problème palestinien.

JEAN DE LA GUÉRIVIÉRE

州 定基

1. 1. 1. A. 1. 3

12 - 1 2 E

On veut des claques

Un ciel bien encombré

Les satellites espions américains ne sont pas les seuls à survoler la région du Golfe : trois sociétés privées, dont une soviétique, proposent à la vente des images satellitaires de cette région, pouments sur le déploiement des forces en présence.

Un porte-parole du Penta-gone a indiqué, lundi 12 novembre, que, bien que le gouvernement américain n'ait pas tenté jusqu'à présent de bloquer la vente de ces photographies, nettement moins précises que celles des extellites aspions. la révélation de détails opéra-tionnels per leur intermédiaire serait un sujet de « préoccupation a pour le département

Sur les trois sociétés - la soviétique Soyouzkarta, la française SPOT Image et l'américaine Landsat -, les images fournies par Soyouzkarta sont les plus précises, révélant des détails de l'ordre de 5 mètres (10 mètres pour SPOT et 30 mètres

« Des images jamais vues »

Un professeur de l'université de Georgetown, à Washington, M. Peter Zimmermann, qui a examiné ces images, a estimé qu'il s'agisseit « des images [satelli-taires] non secrètes les meilleures qu'il ait jamais vues ».

Selon les spécialistes, les photos diffusées par Soyouz-karta, officiallement raprésentée aux Etats-Unis, proviennent en partie de soviétiques posent un pro-blème dans la mesure où il s'agit souvent de clichés photographiques et non vant être traitées par ordinateur pour faire apparaître des détails supplémentaires.

Les trois sociétés ont rappelé qu'aux termes des réso-lutions des Nations unies, il leur était interdit de vendre ces images à l'Irak.

Pour éviter la guerre

M. Saddam Hussein se dit prêt à des «sacrifices»

Recevant, lundi 12 novembre à Bagdad, le ministre chinois des affaires étrangères Qian Qichen, avant son départ pour Djedda, le président Saddam Hussein s'est déclaré disposé à « consentir des sacrifices o pour sauvegarder la paix dans le Golfe. Mais, a-t-il ajouté, « les menaces et le recours à la force ne nous obligeront pas à adopter la position de ceux qui menacent d'utiliser la force».

La grande majorité des Etats arabes n'avaient pas encore réagi mardi à la proposition marocaine d'un sommet arabe exceptionnel. Seuls quelques pays ont fait connaître leur position sur la pro-position du roi Hassan II, que l'Irak a implicitement rejetée en estimant qu'elle risquait d'aggraver les divergences interarabes et de servir de couverture à une offenservir de couverture à que orien-sive « américano-sioniste ». Il s'agit du Yémen, de l'OLP et de la Mauritanie, qui soutiennent la position irakienne en faveur

d'une solution arabe. La Jordanie, l'un des rares Etats à maintenir des liens directs avec Saddam Hussein, s'est félicitée de l'initiative marocaine, mais un responsable jorda-nien a dit que la tenne d'un sommet dépendrait surtout des « alliés traditionnels » du Maroc, dont l'Egypte et l'Arabie saoudite, qui ont rejoint la coalition anti-iraont rejoint la coalitiou anti-ira-kienne et qui n'ont pas réagi. En revanche, le Koweftien Abdallah Bichara, secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe, a affirmé que la proposition maro-caine ne servait à rien parce qu'elle arrivait « un nou tron tard »

A Tokyo, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, s'est déclaré a déçu » devant la « dureté de l'Irak » au devant la « dureté de l'Irak » au cours d'un entretien lundi avec M. Michel Rocard. Il a notamment regretté que M. Saddam Hussein ne donne « pas de signes de vouloir appliquer les résolutions des Nations unies ni de vouloir évacuer le Koweit ». « Il est désormais difficile d'espèrer une solution pacifique. Il n'y a plus guère de marge de manœuvre », » t-il dit par ailleurs au cours d'une rencontre avec le premier ministre japonais, premier ministre japonais, M. Kain.

M. Kaifu.

A Londres, le premier ministre britannique; M= Thatcher, s'est une nouvelle fois déclaré déterminée à recourir à la force s'il le fallait pour contraindre les Irakieus à se retirer du Koweit, Elle a également laissé entendre qu'il ne fallait pas laisser l'Irak conserver une puissance militaire importante. onissance militaire importante. -(AFP, Reuter, AP.)

A Bagdad, un singulier « camp de la paix »

de notre envoyé spécial

«Les émissaires de la paix satient Saddam Hussein, l'homme de la situation, » Ce slogen suffiseit à donner le ton de la cérémonie d'inauguration, lundi 12 novembre à Bagdad, du «camp de l'amitié et de la paix mondiale».

Dans une île du Tigre, les locaux d'un village de vacances déserté par les touristes ont été convertis pour accueillir une trantaine d'étrangers, en majorité italiens, evolontaires pour la paix au Moyen-Orienta. Ils viennent délibérément servir de «bouclier humain» quend tant d'autres sont contraints de le faire sur les trop fameux « sites stratégiques ».

La scène est décorée d'un grand portrait fleuri du président irakien, tout sourire. Ses militams chantent la paix sur un rythme endiablé : «Pace, pace», «salem, Salam», «Oh, oh, oh Bagdad!»... Une chorale irakienne leur répond sur une non moins entralnante musique arabo-disco : «Peace, applaudit; pas les autres, occupés par des spectateurs au visage fermé : une centaine d'otages einvités » à cette cérémonie et préfèrent rester muets. Mais leur regard dit assaz blen qu'ils appré-cient le spectacle à sa juste valeur.

.Un spectacle agrémenté d'inscriptions telles que : « Affamer les enfants est un crime abominable», ell vaut mieux trancher la gorge des gens que de les priver de leur pain quoèdien. » Reste que, malgré cette maxime peu pacifique, la famine reste à prouver en Irak, quels que soient les premiers effets de l'embargo. Autre slogan, certainement du goût de quicon-que est gardé en otage pour dis-

 Une ceutaine de soldats irabiens ont demandé l'asile politique à la Turquie.
 Une centaine de soldats irakiens et trente civils ont demandé l'asile politique à la Terquie après avoir franchi ensemble la frontière, a révélé, lundi 12 novembre, le gouver-neur de la province de Van, dans l'est du pays. «Les autorités étudient leurs demandés d'asiles, a précisé M. Adnan Darendelier. Parmi les réfugiés, figurent deux officiers, six sergents, trois caporaux et quatre vingt-huit appelés, a-t-il ajouté, sans vouloir révier la date de leur entrée en territoire turc. - (Reuter.)

-BAGDAD " : suader les siens où leurs alliés des bombarder l'endroit où il se trouve : «Les droits de l'homme sont menacés, les Etats-Unis en sont responsables ».

Cat Stevens et le «Baron noir»

Que M. Anker Jörgensen, ancien premier ministre danois, ou américain de la justice, aient cautionné une telle «fête» de leur présence et de leur discours - même enuancé» - e de quoi faire réfié-chir. Il y avait aussi un emarcheur de la paix», un jeune Palestinien ayant esymboliquement» enfreint l'embargo pour apporter du leit et une boîte de médicaments au peuple iralian en prétendant avoir ral-lié à pied Bagdad depuis

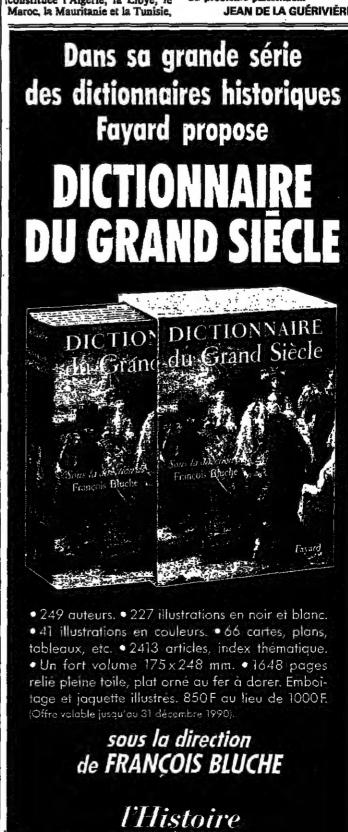
Neuf cents kilomètres - 90 par jour – à travers le désert avec, à l'arrivée, un sec à dos immeculé et des chaussures à peine usées. Il ne manquait que quelques adeptes de la méditation transcendentale qui, à force de se concentrer pour imposer la paix dans les esprits, s'étalent déjà évanouis.

Ou encore Cat Stevens, vadette pop qui a embrassé la foi musuimane et dont on attend le retour imminent - il a ses habitudes à Bagded depuis trois mois. Sans compter le «Baron noir», aviateur reprises hanté les nuits da l'es-pece aérien parisien, qui a proposé — en vain — ses services de pilote au président Saddam Hussein et est reparti dépité.

lière; sous les yeux des otages toujours figés, seules quelques colombes ont été relâchées.

Au terme de cette fête singu-

☐ Expulsion réciproque de diplomates entre Londres et Bagdad. — Le gouver nement britannique a annoncé, lundi 12 novembre, l'expulsion d'un diplomate irakien en représailles à l'expulsion par l'Irak de l'attaché de presse de l'ambassade de Grande-Bretagne à Bagdad. Le Foreign Office a précisé que le gouvernement irakien avait signifié vendredi à l'attaché de presse d'avoir tenu des propos hostiles au président Saddam Hussein au cours d'une intervention en public – qu'il avait dix jours pour quitter le pays. –



FAYARD

LA CRISE DU GOLFE

Les Saoudiens dans les turbulences

Cette manifestation est pour elle un défi inacceptable. Mais si les interrogatoires par des agents de ce qu'on pourrait appeler les renseigne-ments généraux se sont prolongés une bonne partie de la nuit, toutes les femmes ont été relâchées à l'is-sue de ceux-ci, leurs maris dûment convoqués pour venir les chercher.

L'affaire n'est toutefois pas finie pour autant. Le prince Salman, gou-verneur de Ryad, a d'abord reçu les maris ou frères de ces femmes pour les avertir de la gravité qu'aurait le renouvellement d'une telle affaire; puis il s'est entretenu avec les prin-cipaux responsables des moutta-

Entre-temps, prenant leur revanche dans les mosquées, un cerrain nombre d'imams pe se sont pas privés de traîner - parfois nommé-ment - les femmes dans la boue, les accusant de toutes les turpitudes. accusant de toutes les torpudes. Selon l'un d'eux, cette action « est le début du désastre. Aujourd'hui elles veulent conduire, demain elles vou-dront travailler à égalité avec les homnes puis sortir devoilées, c'est le commencement de la sin». Les femmes avaient pourtant pris soin, au cours de leur manifestation, de se couvrir totalement, ne dévoilant que

Equilibre délicat

Plus que le fait lui-même, c'est le moment choisi - à une époque où la crise du Golfe complique les choses et où l'attention sur l'Ambie saoudite est plus grande - qui, dit-on, a brusqué les autorités. Celles-ci n'ont cependant pris aucune mesure punitive, à ce jour, contre les récalci-trantes (1). La crainte existe toutefois que, sous la pression des mouttawaz's, déjà peu enclins à é bénir » la présence de troupes étrangères dans le royaume et qu font circuler à ce sujet des cassettes clandestines, le gouvernement prenne quelques mesures pour que le défi à leur pouvoir ne soit pas

trop grand. L'équilibre à maintenir entre les religieux omniprésents et une popu-lation qui, tout en respectant stricte-ment l'islam, aspire à plus de liberté est un exercice délicat pour les auto-rités; mais ce ne serait pas la première fois que celles-ci trancheraient dans le sens de l'ouverture. On remarque à cet égard que, «promu» au début de l'année conseiller du roi, le chef des mouttawas's n'a toude ceux-ci de perdre un peu de leur pouvoir n'est pas étrangère à leur

Du côté des manifestantes, on insiste sur le fait que cet acte n'est en rien dirigé contre le gouverne-ment. Sans rejeter cette requête, le prince Salman leur aurait simplement fait dire d'attendre mais, la réponse n'étant pas parvenue à temps, ces femmes auraient plus ou

moins cru à un accord tacite. Chacun ici est conscient qu'une évolution, quelle qu'elle soit, ne peut se faire que lentement et pro-

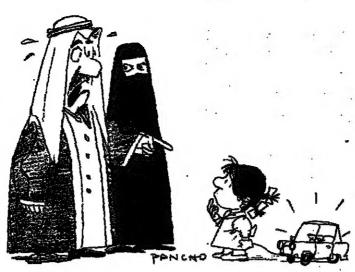
gressivement; mais, comme nombre de femmes le soulignent, si on en est requêtes faites depuis des années n'ont reçu aucune réponse circons-tanciée. Acte politique, l'appel du roi à l'engagement des femmes dans le service sanitaire des armées pour participer à la défense du pays laisse toutefois espérer à certains une petite évolution dans le sens de l'ou-

Resserrer les rangs

Cette manifestation sans précédent a-t-elle accéléré l'annonce par le roi qu'il « étudiait des recommandations finales, pour la prochaine adoption d'une loi fondamentale, de la création d'un conseil consultatif et d'une réforme des structures des pro-vinces »? Beaucoup le pensent ici, même si l'affaire était dans l'air depuis le début de l'année et si elle

Vieux débat, la perspective de création d'un conseil consultatif qui sera en tout état de cause nommé - remonte au temps du roi Fayçal et ressurgit de temps à autre, en particulier dans les périodes de crise. Restera-t-il encore cette fois au stade de vœu pieux?

Il est trop tôt pour le dire même si



des réformes, comme l'a bien souligné le roi Fahd, se feront dans le cadre de la charia -la loi islamique - qui « demeure la seule source de législation dans le royaume ». Rap-pelant que son père, le roi Abd El Aziz, fondateur de l'Arabie saoudite, avait établi un tel conseil, le roi a d'ailleurs affirmé que « l'islam a fait du principe de la consultation la base du gouvernement et que le prophète avait adhère à ces principes tout au

annonce n'est, en tout cas, pas innocent et semble montrer que, conscient du malaise que connaît la société saoudienne, brusquement jetée dans une très grave crise aux conséquences incalculables, le roi cherche à resserrer les rangs d'un pays, certes construit et développé économiquement en quarante ans, mais qui ne constitue pas encore une véritable nation. Le premier réflexe de peur passé, l'heure est à la réflexion et an bilan, qui a révélé aux Saoudiens incrédules la vulnéra-

bilité de leur pays. Sans remettre en cause le régime, nombre de Saou-diens souhaiteraient aujourd'hui une plus grande participation à la vie publique et, surtout, une mainmise moins pesante du pouvoir sur tous les aspects de la vie. Comme l'affirme un homme d'affaires, « le roi Abd El Aziz avait conseillé à ses fils de gouverner ou de faire des affaires. ceux-ci font un peu trop les deux ». Certains princes, dit-on, auraient dejà compris cette revendication fondamentale d'une bourgeoisie éduquée - souvent dans les grandes universités américaines - et qui aspire à plus de rigueur et de justice dans ce domaine. Les Saoudiens, affirme un bon observateur, « sont devenus plus exigeants à l'égard de l'Etat, du gouvernement, et cette crise pourrait faciliter une évolution vers moins de laxisme et d'ineffica-

Antre développement attendu par reaucoup : la création d'une véritable armée, plus largement ouverte à tous et donc plus nombreuse, qui pourrait constituer le creuset natio-nal qui fait encore défaut au pays.

En faisant s'interroger les Saou-diens sur eux-mêmes, cette crise a, sans aucun doute, révélé les lacunes d'un pays encore jeune, dont la population peut mesurer à l'extépopulation peut mestrer a rente-rieur les avantages et les défauts d'un système que personne ne remet véritablement en question mais qui devra sans doute teur compte de nécessaires adaptations. La réorgani-sation des provinces, qui pourraient être redécoupées pour être plus

dirigeants des gouvernés, pourrait ainsi donner lieu à des changements de gouverneurs, dont les nomins tions relèveraient plus de la compétence que de la seule appartenance

rers le march

Programme to a surple as

er 3 december 201. 18 19 a. .

Voice to 18 11 41 Miles

Subtraction in the contraction of the contraction o

ment and all agency

paris 3

William To 1 19 1 1 1 6

the granter strategies in

Section 19 Section 19

Call Charles " "

er war in

44.0

7722 :

tions are a se

and policy and the

The second second

Confrontés à une crise sans précédent, les dirigeants saondiens sont interpelles par une bourgeoisie d'affaires qui souhaite plus de liberté ainsi que par des femmes qui veulent voir reconnus et acceptés leur présence et leur rôle. Observées par les gouvernements occidentaux venus à leur resconsse avant tout pour leurs intérêts économiques et non pour la défense du régime, surtout s'il devenait trop fragile, - les autorités doivent avancer avec prudence et circonspection pour ne beurter personne.

En annonçant ces réformes politiques - mais il fandra attendre pour voir si elles entrent réellement en vigueur, - le roi a incontestablement voulu montrer à son peuple et, sans doute, à l'opinion américaine qu'il était prèt à lâcher du lest tout en attendant de voir comment évoluera une crise dont tout le monde souhaite ici qu'elle se règle pacifique-

FRANÇOISE CHIPAUX

de bonne sources à Ryad, six des quara

PROCHE-ORIENT

IRAN: la lutte pour le pouvoir

Les «khomeinistes» livrent un combat d'arrière-garde au Parlement

L'élimination des religieux de la tendance radicale de l'Assemblée des experts au début d'octobre (le Monde du 11 octobre) a exacerbé la lutte feutrée qui oppose depuis la mort de l'imam Khomeiny le nouveau pouvoir présidé par le tandem Rafsandjani-Khamenei à ceux qui s'accrochent encore, contre vents et marées, aux principes et à l'idéologie d'un khomeinisme

Disposant du soutien de près de 230), les tenants de la ligne de tion de l'Assemblée des experts, ont, vers la mi-octobre, déclenché un véritable tir de barrage au Parlement contre l'aile conservatrice du clergé, le pouvoir judiciaire, le Conseil des gardiens de la révolution, le chef de l'Etat, le président Rafsandjani et le guide spirituel - l'ayatollah Khamenei-accusés en bloc de vouloir monopoliser le pouvoir. Le député de Téhéran, M. Ashkarzade, ancien

porte-parole des étudiants de la ligne

détenteurs du pouvoir d'avoir entamé une « purge générale » destinée à éliminer les «révolutionnaires» de toutes les instances de l'Etat pour laisser le champ libre aux tenants de l' « islam américain ». « Force est de reconnaître, a reachéri le député Nad-jal Gholi Habibi, que la dékhomeinisation dant parle la presse occidentale malveillante a bel et bien commence et a pour but d'éligniner tous les parti-sans de la ligne de l'imam des diffèrents organes du pouvoir», et ce «dans le but de faire plaisir aux Amé-ricains et aux Occidentaux».

long de sa vien.

Le moment choisi pour cette

Mis nommément en cause, l'ayatol-140 députés du Majlis (sur un total de lah Khamenei a riposté en accusant ses détracteurs - qualifiés d'individus d'arguments empruntés au vocabulaire des «speakers de la Voix d'Israēl». Deux jours plus tard, le 26 octobre, l'ayatoliah Mohammed Yazdi, le chef du pouvoir judiciaire, prenant la parole au cours de la prière du vendredi, a affirmé avec force que « la justice ne pouvait laisser les irresponsables willser le Parlement pour faire de la propagande contre la Répu-

informations sans fondement». Le président du Majlis, M. Mehdi Karroubi, a aussitôt répliqué sur un ton vif en affirmant que «la pouvoir judiciaire ne devalt pas intervenir dans les affaires intérieures du Parlement, qui refuse de se laisser intimider par de

Fin octobre, la lutte verbale entre les pragmatistes su pouvoir et l'oppo-sition radicale a gagné la rue. A Qom, les partisans de MM. Rafsandjani et Khamenei ont défilé aux cris de «Les adversaires de notre direction sont les adversaires de l'islam», « Mort aux ennemis du velayate faguili» (le guide de l'Iran). Des affrontements, parfois violents, ont opposé les deux factions politico-religieuses. Les comités révole tandem Rafsandjani-Khamenei, ont procédé à de nombreuses arrestations parmi les bassidji (volontaires) manifestant en faveur des « députés en colères.

diants islamistes qui manifestaient à Chiraz pour le onzième anniversaire de l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran ont été dispersés brutalement par les forces de l'ordre.

contre des «hezbollahs» qui manifestaient contre des femmes « qui ne respecient pas les critères de la tenue isla-

Tout semble indiquer que la lutte entre le pouvoir et l'opposition radicale – qui a l'impression de mener au Pariement une bataille d'assière sarde – ira en s'accentnant. Déjà au Majlis, le chef du pouvoir judiciaire, M. Mohamed Yazdi a menace de diminuer le temps de parôle imparti sux députés de manière à les réduire pratiquement au silence. Le «débat libre» au Majlis dont la République islamique s'enorgueillissait jusqu'à présent risque bientôt de ne plus être qu'un souvenir.

Curieusement, opposés sur la qua-si-totalité des problèmes, pragmatistes et radicaux se rejoignent dans leur attitude à l'égard des libéraux de M. Bazargan, dont une vingtaine sont détenus depuis près de cinq mois, sans jugement et au mépris de toutes les garanties prévues par la Constitu-tion islamique, sous le prétexte falla-cieux qu'ils entretenaient des liens

avec les Etats-Unis. Lors des manifestations du

Brats-Unis, les étudiants de la ligne de espions américains», tandis qu'on apprenaît que plusieurs des libéraux détenus, dont les ancieus ministres detenus, dont les anciens ministres Ezzedine Sahabi, Reza Sadr et Hachem Sabbaghian et le propre fils de M. Bazargan, avaient été torturés en prison pour les contraindre à admetire qu'ils étaient des «espions qu'service des Eints-Unis».

Les autorités transcences out même attribué à M. Galindo Pol. l'expert charge par la commission des droits de l'homme de l'ONU de mener une enquête sur la répression en Iran, des propos laissant entendre que les libé-ranz détenus auraient admis en sa présence être des «espions amérition? Faut-il croire que ces «otages» d'un genre nouveau que sont devenus les amis de M. Bazargan ne sont déte-Téhéran que dans le but de démon-trer à leurs détracteurs que la République islamique demeure toujours, maigré son rapprochement avec l'Occident, opposée au Grand Satan? Même s'ils devaient pour cela entâcher leur nouvelle régime ouvert et modéré.

CSG DANGER

Salariés, non salariés, retraités et chômeurs le projet du gouvernement met en danger vos revenus et l'avenir de votre protection sociale

VENEZ DIRE

NON AU NOUVEL IMPOT ROCARD

MERCREDI 14 NOVEMBRE • 14 H PARIS • PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

avec la Confédération Française de l'Encadrement-CGC



La difficile transition vers le marché

et 9 décembre qui, de Renault-Volvo ou de Volkawagen, emporte le très convoité contrat de reprise du constructeur automobile Skoda. De passage à Paris, le ministre tchécoslovaque de l'économie, M. Vladimir Diouhy, a fait le point pour le Monde sur cette affaire, ainsi que sur l'évolution économique

farriere-garde au Parlen

« L'affaire n'est pas encore conclue.» Au terme d'un séjour de trois jours en France, le ministre tchécoslovaque de l'économie, M. Vladimir Dlouhy, longuement chapitré par tous ses interlocuteurs français sur l'importance que Paris attache à la candidature de Renault-Volvo dans l'accord de partenariat avec le constructeur partenariat avec le constructeur automobile Skoda, ne se laissera pas prendre à commettre les mêmes improdences que son pre-mier ministre, M. Marian Calfa.

Les confidences de celui-ci, fin octobre, à la Tribune de l'Expansion sur l'avantage pris par Volkswagen, grand concurrent de Renault dans l'affaire, avaient causé un grand époci à Paris causé un grand émoi à Paris.

Pour M. Diouhy done, franco-phile (il a d'ailleurs un conseiller français dans son équipe) et grand admirateur de Raymond Levy, le PDG de Renault, la dernière pro-position des Français, e très inté-ressante, place les deux constructeurs ouest-européens au même niveau dans la compétition », a-t-il déclaré dimanche il novembre au Monde. « Je suis tout à fait conscient de la manière dont cette affaire est ressentie en France et du poids politique qui y est attaché», a-t-il ajouté.

Les Français ne font en effet aucun mystère du contexte diplomatique dans lequel ils placent l'affaire Skoda : si Prague veut diversifier sa coopération économique, c'est-à-dire ne pas se placer uniquement dans la sphère allemande, alors Skoda doit s'allier avec Renault-Volvo. Logiquement donc, si M. Dlouhy et ses collègues sont sensibles à cet argument - et plusieurs signes laissent à penser qu'ils le sont, - le constructeur français devrait être favori puis-que, techniquement, sa dernière proposition est tout aussi sédui-sante que l'allemande.

Cette logique ne tient cependant pas compte des aléas de la politique intérieure tchécoslovaque, et en particulier des rapports entre gouvernements nationaux (tchèque et slovaque) et fédéral. Les négociations avec Skoda ont été compliquées par la difficulté, pour les Français, arrivés après les Allemands, de localiser le vrai niveau de prise de décision en Tchécoslode prise de décision en Tchécoslo-vaquie. « La décision finale, affirme M. Dlouby, appartient au gouvernement tchèque, sur recom-mandation de son ministère des machines et de l'électronique. » C'est-à-dire qu'en fin de compte « la voix de l'entreprise Skoda est déterminante ».

Or les hommes de Skoda sont naturellement plus familiarisés avec la proposition de Volkswagen, qui est la même depuis le début, qu'avec celle de Renault, qui a changé son fusil d'épaule plusieurs fois avant de finir par proposer la production de la R 19 Chamade. Réponse, donc, début décembre.

Turbulences sociales

M. Dlouby qui, à trente-cinques, promène un air d'étudiant de ans, promène un air d'étudiant de troisième cycle rafraîchissant parmi ces hommes sur lesquels reposent des réformes économi-ques cruciales, n'a pas que ce souci sur les bras. La transition vers le marché est lente à démanrer en Tchécoslovaquie en particulier dans les domaines des privatisations et de l'introduction du capitions et tie l'introduction du capital étranger; mais, rétorque-t-il, « permettre l'injection de capital étranger dans une économie non réformée, c'est prendre le risque de le voir disparaître sans artist produit aucun effet; nous avons été prudents au début et nous avions peur de nous brader mais, maintenant le moment est senu d'aumover

peur de nous brader mals, mainte-nant, le moment est venu d'appuyer le capital étranger.».
Viadimir Dlouhy s'attend que son pays entre très vite dans une zone de turbulences sociales, sous l'effet conjugué des réformes éco-nomiques et de facteurs externes tels que la crise du Golfe, la réuni-fication de l'Allemagne, l'effondre-ment économique de l'URSS et des règles du COMECON. Ces facteurs externes « peuvent loui menacer ». Exemple : la Tchécoslovaquie a l'intention d'introduire la converti-bilité de la couronne le 1« janvier 1991. Si l'URSS exige, comme il

devises, au prix où il est actuelle ment Prague n'aura pas les moyens de lancer la convertibilité, « qui est

la pierre d'angle de notre réforme

economique ». Une politique sociale pent-elle prévenir les troubles redoutés? «La politique sociale sera toujours un problème, répond le ministre de l'économie, car l'Etat n'aura jamais les ressources suffisantes pour le social. Mais ce serait une erreur de retarder les réformes économiques à cause de cela, » M. Dlouby a peut-être les dents moins longues, politiquement, que son coequipier Vaclav Klaus, le ministre des finances décidé à mener la croisade de la droite à la tête du Forum civique, mais il n'en est pas moins déterminé : « Nous ne devons pas reculer, dit-il. Nous devons avancer de telle sorte que même ceux qui gouverneront après nous seront contraints d'emprunter la même voie.»

SYLVIE KAUFFMANN

URSS: le sommet soviéto-russe

M. Gorbatchev et M. Eltsine sont parvenus à un accord sur la question du traité de l'Union

Le président de la République de Russie, M. Boris Eltsine, a rendu compte mardi 13 novembre devant les députés russes de ses entretiens de dimanche avec le président soviétique. Les deux hommes se sont entendus sur les moyens d'aborder les relations entre l'URSS et la Russie.

de notre envoyée spéciale Confrontés chacun à son niveau à

des: problèmes . semblables, MM. Gorbatchev et Eltsine out choisi la trêve. Le second l'a annoncé lundi 12 novembre, expliquant que leur rencontre de la veille, la première depuis août, avait permis d'aboutir à un accord sur la question du traité d'union qui doit être signé entre « Républiques souveraines » et pouvoir central, plus prémener à sa signature par la Russie.

M. Boris Eltsine n'a jamais dit qu'il pourrait accepter un démem-brement de l'Union Soviétique, même s'il a tenu des propos ambigus qui ont pu, dans un premier temps, lui artirer la sympathie de divers indépendantistes. Mais jamais il n'a été aussi clairement en faveur du maintien de l'Union que

«Je suis pour une Union forte et pour le traité de l'Union» à t-il dit, en démentant qu'il ait jamais voulu son « effondrement ».

Les présidents soviétique et russe ont donc décidé de créer deux com-missions parallèles, l'une au niveau central, l'autre à celui de la Russie, qui vont travailler en consultation pour définir la répartition des compétences dans le cadre de la réforme économique. M. Eltsine a cité en particulier la répartition, entre le pouvoir central et celui de Russie,

naturelles, ainsi que les questions bancaires et monétaires. Une autre commission, mixte cette fois, devra rédiger dans les prochains jours un protocole du esommet soviétorusse», signe que M. Elisine n'a pas abandonné tonte méfiance après avoir été «trahi» par M. Gorbat-chev à la suite de leur accord avorté sur l'adoption d'un plan de réforme économique radical.

Tout en soulignant que leur entre-tien de dimanche s'est déroulé « de façon constructive, sans hausse de ton», M. Eltsine a affirmé avoir été soumis à des pressions en vue de signer le traité avant de régler toutes les questions qu'il pose, en accep-tant provisoirement la compétence du centre à leur sujet.

Gouvernement de confiance nationale

Ce ralliement officiel du chef de la plus grande partie de l'URSS à l'idée de traité d'union ne mettra cependant pas fin aux débats qui agitent nombre de députés russes souhaitant l'«indépendance» de la fédération de Russie, «débarrassée» à la fois du pouvoir central communiste et du «poids» des autres répu-

La commission constitutionnelle du Parlement russe que présidait lundi M. Eltsine a décidé de publier dans huit jours un projet de Constitution bâti sur le plus pur modèle de démocratie occidentale et qui ne fait sur me mention de l'Il vion soviéti. aucune mention de l'Union soviéti-que, même si un de ses articles prévoit la possibilité pour la Fédération de Russie de s'associer à un ou plusieurs Etats.

Mardi, M. Eltsine a commencé à rendre compte en détail de sa ren-contre avec M. Gorbatchev devant le Soviet suprême de Russie. Il a annoncé avoir débattu d'un autre sujet, celui du partage du ponvoir, du « envernement de confiance Parlement russe. Le président sovié-tique en a soutenu l'idée, a affirmé M. Eltsine, et celle-ci sera intégrée aux discussions soviéto-russes. Le futur cabiner de coalition ne serait de toute façon pas un conseil des ministres soviétique classique, car il devra tenir compte des nonvelles structures de l'Union, une Union de gouvernements à part entière au niveau des Républiques, a souligné le président de Russie.

L'abandon de l'exigence de démission immédiate du gouvernement central de M. Nikolaï Ryjkov, en contrepartie d'une collaboration, a aussi une autre explication : le vice premier ministre de Russie chargé de l'économie, M. Guennadi Filchine, nous déclarait en effet lundi qu'il était opposé à un départ de M. Ryjkov dans les conditions actuelles : « Il faut qu'il porte toute la responsabilité de la politique qu'il

a imposée, celle de la hausse des prix de gros qui vont amener très rapidement une slambée des prix de détail », a-t-il dit, tout en estimant que de nouvelles structures de gouvernement central de coalition seraient sans doute en place avant la fin de l'année,

définis il y a un mois per M. Boris Eltsine pour les rapports entre la Russie et le centre - confrontation, partage du pouvoir, ou mise de la Russie « en réserve de l'Union » dans l'attente de la catastrophe - c'est un mélange instable des trois qui est sorti de la rencontre de dimanche. Avec cependant une très nette mise en veilleuse de l'affrontement, au grand soulagement de l'opinion en Russie, mais qui n'est pas faite pour calmer les inquiétudes dans les

SOPHIE SHIHAB

M. Ligatchev et les fosses communes de Sibérie

L'ancien dirigeant conservateur Egor Ligatchev a été mis en cause dans le dernier numéro de l'hebdomadaire Literatournala Gazeta, qui le soupconne d'avoir ordonné la destruction de fosses communes de victimes des purges staliniennes en Sibérie, En 1979, à Kolpachovo (180 km au nord de Tomsk, sud de la Sibérie), la dégei avait provoqué des éboulements, et des restes humains étaient apparus. Un ancien dirigeant du PC de

la ville, M. Kostarlev, raconte dans l'hebdomadaire qu'e 1965 des responsables du KGB de Moscou lui avaient remis une lettre confirmant qu'en 1937 des «ennemis du peuple a avaient été fusillés et enterrés près du bâtiment du NKVD - ancêtre du KGB - de la ville, mais que des restes La lettre donnait l'ordre de «faire disparaître toute trace de ce crime». M. Egor Ligatchev, devenu premier secrétaire du PC pour la région de Tomsk quelques mois après cet épisode, «ne pouvait pas ne pas âtre au courant», estime M. Kostariev, qui affirme avoir M. Ligatchev lui-même l'ordre de détruire des sépultures à Tomsk. - (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE: Mass Thatcher face aux Tories contestataires

Politique et leçons de cricket

LONDRES

de notre correspondant

La température monte à mesure que se rapproche la clôture des înscriptions pour les candidatures au poste de leader du Parti conservateur. Quiconque veut défier els Dame de fers doit dénoser son nom avant le leudi 15 novembre à midi. Me Thatcher est encore officiellement sede en lice, mais il est presque acquis que l'ancien ministre de la défense, M. Michael Hesettine, se moment au nom de la tendance. pro européenne. D'autres candidatures de dernière minute ne sont pus exclues. Le collège élec-toral est forme par les 372 députés conservateurs, et le vote doit avoir lieu, mardi, 20 novembre, à bulletin secret, dans une salle du Parlement. Une révolution de ais est désormais possible, palais est desormes po-même si elle reste encore improbable,

Mr Thatcher a, pour la pre-mière fois, évoqué, lundi 12 novembre, le combat qui s'annonce dans un discours prononcé lors du banquet annuel du lordmaire devant les banquiers de la City et leurs épouses en tenue de soirée. Elle l'a fait de façon imagée, en employant des métaphores empruntées au cricket, qui ont fait se tordre de rire l'assis-tance, mais qui doivent être expli-une humiliante défaite. «La Dame quées, dans la mesure où la chose est possible, aux non-ini-

« Tarzan » est prévenu

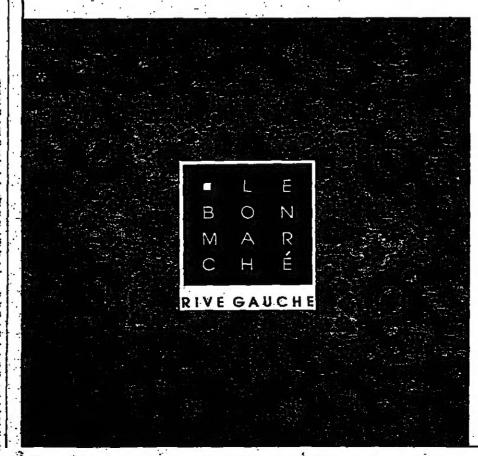
M~ Thatcher visait les prétendants à sa succession, su premier chef M. Heseltine, sumommé « Tarzan » par la presse populaire en raison de son physique avantageux et de sa longue chevelure. joueur qui tient la batte devant les « guichets », ces bêtons de bois plantés dans le soi que le tanceur de balles, appartenant au camp adverse, essaye de faire tomber. «Depuis onze ans que je tiens la batte, je suis toujours à mon poste, bien que les balles aient été plutôt dures ces derniers temps. Au cas où quelqu'un aurait un doute quelconque là-dessus, je peux vous essurer qu'il n'est pas question que j'en esquive aucune, que je pratique un jeu défensif ou que je joue la montre. Je vais envoyer la balle valser à travers tout le terrain. Tel est mon style », a déclaré Mr Thatcher.

«Tarzan» est donc averti. Mª Thatcher est bien décidée à se battre, et plus il enverra fort la balle, plus celle-ci rebondira loin de fera estime d'ailleurs qu'on lui fait un faux procès à propos de l'Europe, Elle conteste les tîtres des journaux qui proclament «Maggie isolée». C'est elle, s'empresse de rappeler le premier ministre, qui a signé avec M. Mitterrand le traité qui a permis le percement du tunnel sous la Manche. Elle n'est pas anti-européenne, comme M. Heseltine et Sir Geoffrey Howe, l'ancien vicecroire.) « Notre avenir est en-Europe. Mais nous, nous avons tendance à envisager les choses d'une autre manière que certains de nos partenaires de la communauté», explique t-elle.

A cette occasion, M. Saddam Hussein e eu droit à un traitement comparable à celui de M. Heseltine. Si les sanctions n'aboutissent pas, il n'y aura pas d'autre solution que le recours à la force. « Ne vous y trompsz pas. Nous libérerons le Kowelt », a-t-elle dit aux banquiers de la City qui l'ont, comme il est d'usage lors du banquet du lord-maire et quelles que soient leurs arrière-pensées, chausement applaudie.

DOMINIQUE DHOMBRES

Les plus beaux tapis d'Orient ont tous trouvé des motifs très différents pour venir sur la Rive Gauche.



u BON MARCHÉ depuis plus d'un siècle, nous nous A passionnons pour le tapis d'Orient. Notre acheteur et expert, François Ollivier, vient de rentrer de voyage. Il nous a rapporté les pièces les plus rares et les plus précieuses. Ses expéditions l'ont mené jusque dans les coins les plus reculés de Turquie et d'Iran. C'est là qu'il a rencontré les tribus Kurdes, Herki d'Anatolie orientale, les Kaschgaï, Bakhtiar, Shahsavan d'Iran qui détiennent le secret de la mémoire de l'art oriental.

Pour la première fois, une "collection prestige" vous sera présentée. Des pièces rarissimes, allant du petit tapis de selle ancien de Boukhara au tapis ayant appartenu au Tsar Nicolas II, seront exceptionnellement mises en vente pendant l'exposition. Au BON MARCHÉ, nos spécialistes s'attachent à attribuer à chaque tapis sa juste valeur et vous proposent des services tels que présentation à domicile, restauration, expertise et estimation, nettoyage, garde, conseil d'expert, ainsi qu'un crédit 3 mois sans frais à partir de 6000 F d'achat. Remises non cumulables. 3° ÉTAGE. MAGASIN I. TÉL.: 45.49.21.22. M° SÈVRES-BABYLONE.

JUSQU'AU 1" DÉCEMBRE SUR. TOUS LES TAPIS D'ORIENT.

ROCARD

AMÉRIQUES

GUATEMALA: au coude à coude pour le second tour

Les deux candidats de la droite à l'élection présidentielle en appellent à « l'union nationale » la gauche démocratique». Il est peu

La « parenthèse démocratique » Arevalo

GUATEMALA

de notre correspondant en Amérique centrale

Le candidat du Mouvement d'action solidaire (MAS) M. Jorge Serrano, qui avait une avance substantielle handi 12 novembre, au premier tour de l'élection présidentielle est passé en deoxième position. Le can-didat de l'Union du centre national (UCN), M. Jorge Carpio, qui était en troisième position, est désormais en tête avec environ 26 % des suffiages, contre 25 % à M. Serrano. Le désouillement des bulletins étant contre 23 % a M. Serrano. Le dépouillement des bulletins étant presque terminé, ces résultats peu-vent être considérés comme défini-

Le troisième candidat de la droit M. Alvaro Arzu, chute de 32 % à environ 17 % et perd ainsi la possibilité de se présenter au deuxième tour qui verra donc s'affronter le 6 janvier MM. Serrano et Carpio. Le représen-tant de la Démocratie-chrétienne M. Alfonso Cabrera, fait une remontée spectaculaire, passant de 7 % à plus de 17 % grâce à la forte organisation du parti au pouvoir en pro-vince. Quant au candidat de la gauche, M. René de Leon, son score reste extrêmement faible avec moins

Rayonnant malgré la modification à la baisse de son résultat, M. Ser-rano a affirmé lundi soir qu'il était absolument certain » de remporter le deuxième tour, tout en se pronon cant en faveur d'un gouvernement d'union nationale pour mettre fin à la guerre civile et relancer l'économie. Il a annoncé que des négocia-tions étaient déjà en cours avec plusieurs formations politiques, en particulier la Démocratie chrétienne et le Parti pour l'avancement nationai (PAN) de M. Arzu, « qui nous appuieroni au deuxième tour ».

Son adversaire, M. Carpio est apparu plus tendu en dépit de sa légère avance. Il n'a pas oublié en effet qu'aux élections précédentes, en

deuxième tour par l'actuel président démocrate-chrétien,M. Vinicio Cerezo, qui avait obtenu plus de 68 % des suffrages. Un de ses plus oches collaborateurs reconnaît que M. Carpio est « loin d'avoir la popuiarité » de M. Serrano, mais ajoute : « notre équipe est plus forte sur le plan de l'organisation politique et nous avons une capacité administra-

Comme M. Serrano, M. Carpio a lancé un appei à la formation d'un ment d'union nationale affirmant qu'il souhaitait la « collaboration de la droite progressiste et de

Les élections qui viennent de se

dérouler interviennent juste un

mois après la mort, le 7 octobre à

l'âge de quatre-vingt-six ans, de l'ancien président Juan-José Are-

valo. Elu en 1944, au sortir de

décennies de despotisme et de

quatorze ans de dictature du

inéral Ubico, cet universitaire

libéral a attaché son nom à la pre-

mière expérience démocratique

En 1935, alors qu'il se trouvait

en exil, Juan-José Aravalo s'était fait connaître en publiant lathma-

nie, vibrant plaidoyar en vus de l'unité centraméricaine. De retour

au Guatemala après la chute

d'Ubico, il remporte haut la main

l'élection présidentielle. Durant

son mandat de 1945 à 1951, il

promulgue une nouvelle Constitu-

tion, enterne un début de

réformes économiques et

sociales et tente de desserrer les

de l'histoire du pays.

probable que son appel soit entendu car il s'est entouré de plusieurs personnalités originaires de l'extrême droite, en particulier son candidat à la vice-présidence M. Manuel Ayau. MM. Carpio et Serrano proposent tous deux de développer une « écono-mie sociale de marché » qui consiste à limiter les effets de la loi du marché par des programmes sociaux.

Le candidat du MAS apparaît cependant plus convaincant. La ressemblance entre les programmes et l'absence de tradition démocratique font que les électeurs votent essentiellement en fonction de la personnalité du candidat. Or sur ce plan il

qui remet en cause l'omnipotence

de la United Fruit Company entre en conflit avec les intérêts améri-

Soumis à des pressions crois-

santes, Juan-José Arevalo aura

éventé pas moins d'une vingtaine

de tentatives de coups d'Etat en

six ans. Les événements devaient

se précipiter sous la présidences

de son dauphin et successeur, le colonel Jacobo Arbens, renversé

en 1954 par des rebelles soute-

nus par les Etats-Unis. Arevalo

l'expérience démocratique de son

pays, il publie, en 1955, à

Mexico, un cuvrage devenu célè-bre pour caractériser le constant

déséquilibre des relations entre

les Etats-Unis et l'Amérique

latine : la Fable du requin et des

reprend le chemin de l'exil. Tirant les leçons de l'échec de

ne fait aucun doute que M. Serrano détient l'avantage. Même les socia-listes qui ont obteau des résultats très inférieurs à leurs espoirs, mais comparables à ceux de 1985, consi-dèrent que M. Serrano est als condicomparantes a ceux de 1903, consi-dèrent que M. Serrano est «le candi-dat de droite qui a le plus de vision politique et le seul avec lequel nous pourrions collaborer».

de religion»

Celui-ci se fait fort de « rétablir Celui-ci se fait fort de « rélablir l'Etal de droit» et de convaincre l'armée de ne pas empêcher l'ouverture d'un dialogue avec la guérilla. « Je suis prêt, nous a-t-il déclaré, à offrir aux insurgés des garanties pour leur sécurité ainsi que des réformes constitutionnelles, et même une participation à un gouvernement d'union nationale. » Les militaires l'accepteront-ils? « L'armée me fait confunce répond-il et je puis vous assurer que répond-il et je puis vous assurer que l'époque des coups d'Etat est défini-tivement révolue au Guatemala, »

M. Serrano est davantage préoccupé par la menace d'une « guerre de ion», qu'il accuse son adversaire Carpio de vouloir déclencher M. Carpio de vouloir déclencher M. Carpio de vouloir déclencher entre les deux tours pour essayer d'empêcher un protestant d'arriver à la présidence de la République dans un pays largement catholique (les évangélistes représentent environ 30 % de la population): « La majorité de mes électeurs et de mes collaborateurs sont catholiques, dit-il. J'entretiens d'excellentes relations avec les évêques et je serui le président de tous les Guatématièques. Notre pays a suffisamment de problèmes pour ne pas en raignuer un autre.»

n rajouter un autre.

1. 'évêque auxiliaire de la capitale Mgr Juan Gerardi recomaît qu'il ne faut « surtout pas mélanger la politique et la religion car ce serait explosifs. « Nous sommes cependant préoccupés par ce phénomène nouveau, ajoute-t-il, car, si M. Jorge Serrano était élu, ce serait la première fois qu'un pays d'Amérique latine aurait un président non caholique. »

BEHTRAND DE LA GRANGE

AFRIQUE

TCHAD: les combats à la frontière soudanaise

N'Djamena est déterminée à repousser «l'invasion étrangère» samedi après midi, que des combats se déroulaient depuis le matin à la frontière tchado-soudanaise, entre les

A N'Djamena, plusieurs milliers de personnes ont participé, lundi 12 novembre, à l'appel de l'Union nationale pour l'indépendance et la révolution (UNIR, parti unique au pouvoir), à une marche de soutien au président Hissène Habré et de protestation contre la Libye et le Soudan, accusés par les autorités tchadiennes d'être à l'origine des derniers affronte-ments dans l'est du pays (le Monde

Dans une motion de soutien, les manifestants, dénoncant « l'agression criminelle de la Libye et du Soudan contre le Tchad», ont appelé à la a mobilisation générale et à l'effort de guerre pour faire face à la nouvelle situation. Les autorités avaient signalé,

Une lettre de l'ambassade

L'esclavage en Mauritanie (suite)

A la suite de l'article « Les esclaves oubliés de Mauritanie» de notre colla-borateur Roland-Pierre Paringaux (le Monde du 27 octobre), l'ambassade de Mauritanie en France nous écrit :

(...) Le reportage de votre «envoyé spécial», tout entier confectionné autour du «témoignage» presque mique, si ce n'est réel, et en tout cas millé sur mesure d'un certain «Bilal», souffire d'un défaut rédhibitoire : il est totalement unilatéral. Faut-il s'étonger de l'usage pour le moins sélectif ner de l'usage pour le moins sélectif que M. Paringaux fait du rapport de la mission des Nations unies de 1984? S'il s'était donné la peine de lire, il aurait pu, entre autres, y relever la phrase suivante : «L'esclavage en tant qu'institution bénéficiant de la protection de la loi est récliement aboli

en Mauritanie.» Faut-il s'indigner du mépris avec Faut-il s'indigner du metris avec lequel le même journaliste parle de ceux qu'il appelle « les beydanes », qui, « à l'ombre des tentes, passent leurs journées à somnoler, palabrer, boire le thé. Arc-boutés sur le passéments dans d'orqueillouses certidans d'orgueilleuses certitudes »? Nous sommes trop habitués à ce genre de clichés coloniaux pour nous en offusquer encore. Les Mauritaniens, voyez-vous, sont des gens tolérants, trop pent-être (...)

Pas un mot dans ce reportage sur ceux que M. Paringaux appelle « les descendants d'esclaves » et qui sont membres du comité militaire de salut national, ministres, PDG de sociétés d'Etat, maires démocratiquement d'Etat, maires democratiquement éins, armateurs ou pilotes de ligne. Pourquoi ne pas les avoir fait parter? Pourquoi ne pas avoir cherché à les rencontrer? Si M. Paringanx s'était donné cette peine, il aurait sans nui doute relevé on'il n'existe aucune lor doute relevé qu'il n'existe aucune in privant qui que ce soit de l'accès à la fonction publique, à l'éducation on aux responsabilités et que, si tel ou tel ictoyen n'est pas ministre ou PDG de sociétés, ce n'est sûrement pas à cause d'un prétendu rang social. En Mauritanie, l'égalité devant la justice, l'obligation du salariet et l'accès an bulletin gation du salariat et l'accès an bulletin

de vote (...) sont garantis. En Mauritanie, a eu lieu, il y a quelques années, une réforme agraint capitale qui a octroyé des terres à ceux qui les travaillaient, extirpant ainsi les dernières racines du système

forces armées nationales tchadiennes (FANT) et des « hordes de merce-

naires venues de Libye et du Soudan».

Le haut commandement militaire

tchadien avait annoncé dimanche

soir, que les assaillants avaient été répoussés après vintgt-quatre

eures de violents accrochages - dont

on ne comnaît toujours pas le bilan. Ce cri de victoire a-t-il été lancé de manière prématurée? Dans un nou-

veau communiqué, les militaires teha-diens, fustigeant «l'invasion étran-gère», ont dû admettre, sans fournir de précisions, que les combats se poursuivaient lundi en début de soi-

ree. - (AFP, AP.)

En Mauritanie, il existe, depuis six ans, un ministère spécifiquement chargé de l'alphabétisation dont l'un des buts fondamentaux est d'assurer la promotion de tous ceux qui n'avaient pas eu la chance d'aller à l'école. En Manritanie, il y a d'anciens chefs de tribu ou de canton dans le besoin de ceux que vous appelez les anciens esclaves prospères.

Abolie de facto par la Constitution de 1961 (...), liquidée depuis dans ses dernières séquelles, la notion d'esclavage est morte en Mauritanie. Certes, nous avons l'objectivité de reconnaître que certains comportements isolés peuvent subsister. Tout comme en France, les lois contre le racisme n'ont pas fait disparaître le racisme. L'important est de combattre avec achamement tout récalcitrant éventuel, en mi opposant à la fois le droit et l'ordre public (...)

décalage qui persiste entre : de facto et de jure. Sans volonté politique de les traduire dans les faits, les meilleurs textes n'abofissent pas les pires pratiques. Si l'escla-rage avait été « aboil de facto » en 1961, postquoi eroir procione une fois de plus son abolition vingt ans sprès ? Pourquoi -décision extraordinaire - une mission des Nations unies sur cette question, en 1984? Et pourquoi ces bonnes dis pes été les dernières à attiner noire atten-tion sur ce point, entre antres. - B.-P. P.J

EN BREF

□ CAMBODGE : Le prince Sibanouk a rencontré un haut diplomate soviétique. - Le prince Norodom Sihanouk, chef de la résistance cambodgienne, a rencontré à Pyongyang l'ambassadeur d'Union Soviétique en Corée du Nord, prenier responsable soviétique avec lequel il à'entretient depuis le début du conflit cambodgien il y a douze ans, a annonce, lundi 12 novembre, le bureau de l'ancien souverain à Bangkok. L'ambassadeur, M. Guennadi Bartachevitch, est allé rèndre visite au prince Sihanouk, qui séjourne actuelle-ment en Corée du Nord, à l'occasion de son soixante-huitième anniversaire, le 31 octobre, a-t-on précisé de même source et lui « a dit des choses encourageantes en ce qui concerne la paix au Cam-

bodge s. - (AFP.) a COLOMBIE : Deux policiers et cinq enfants tués par des gaérilleros. - Deux policiers et cinq enfants de huit à quatorze ans, membres de la « police civique juvénile », ont été tués, lundi 12 novembre, dans une embuscade tendue par des guérilleres des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), près de Neiva, dans le sud du pays . Samedi, dis militaires et vingt-neuf guérilleros sont morts au cours d'attaques lan-

cées par les FARC contre trois localités de la province d'Antioquia. - (AFP, Reuter.)

GABON: le principal mouvement d'opposition ne participera pas an nonvean gouvernement. - Le MORENA-Bücheron, principal parti d'opposition, a réitéré, lundi 12 novembre, son refus de participer au gouvernement d'union nationale qui sera forme dans les prochains jours. Le MORENA-Bûcheron, qui dispose de vingt députés sur les cent vingt que compte l'Assemblée nationale, avait réclamé l'annulation des récentes élections législatives en raison de fraudes, et avait appelé au boycottage du dernier tour de scrutin. - (AFP.)

KENYA: les Etats-Unis retirent leur aide militaire. - Les Etats-Unis ont retiré 15 millions de dollars d'aide militaire au Kenya et cette suspension durera tant qu'il ne sera pas mis fin aux violations des droits de l'homme dans le pays, a déclaré, lundi 12 novembre, le sénateur américain Patrick Leahy, de passage à Nairobi. Washington maintiendra cependant son aide au développement, soit près de 30 millions de dollars pour 1991. - (AFP.)

pÉROU: le numéro deux de Sentier lumineux condamné à viagt aus de prison. — Le numéro deux de l'organisation de guérilla maoiste Sentier Iumineux, Osman Morote Barrionuevo, a été condamné, lundi 12 novembre à Lima, à vingt ans de prison par un tribunal spécial qui l'a jugé coupable des délits de « terrorisme, attaque à main armée, vol et dommages au préjudice de l'Etat ».

liens de dépendance de l'étran-TRAVERS LE MONDE

YOUGOSLAVIE

Les communistes rénovés en tête des élections en Macédoine

Le Parti du changement démocratique (ex-communiste) et le Mouvement réformiste du premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, sont nettement en tête des premières élections libres, qui se sont déroulées dimanche 11 novembre en Macédoine. Selon des résultats officieux et partiels publiés mardi par le quotidien de Belgrade Borbs, le Parti de prospérité démocratique de Macédoine (PPDM), regroupant uniquement des Albanais de souche, est en troisième position. Près de 80 % des qualque 1,3 million d'électeurs macédoniens se sont présentés dimanche aux urnes. Le scrutin a été annulé dans sept bureaux de vote à Tetovo, ville de l'ouest de la Macédoine, peuplée à 90 % d'Albanais de souche. Les résultats officiels du premier tour de scrutin devraient être publiés jeudi 15 novembre. - (AFP.)

BULGARIE

La crise politique s'aggrave

Alors que le gouvernement de M. Andrei Loukanov (Parti socia-liste, ex-communiste) est totalement paralysé, une manifestation a rassemblé, samedi 10 novembre à Sofia, une vingtaine de milliers de sympathisants communistes. Au cours de celle-ci, pour la première fois, une échauffourée a éclaté : cinq personnes ont été blessées lorsqu'un groupe de contre-manifestants a été pris à partie par des membres du PSB.

Le PSB ne dispose plus de la majorité au Parlement, après la décision, vendredi, de seize députés de son groupe parlementaire d'agir désormals de façon indépendanta. Cette scission accroît la précarité du gouvernement, dont l'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD), réclame la demission.

L'UFD est partagée sur l'opportunité de former un gouvernement, où elle détiendrait le poste de pre-

mier ministre et les ministèresclés. Vendredi, l'un des députés qui ont fait scission, M. Boris Dimovski, n'a pas exclu que ca nouveau groupe vote en faveur d'un chef de gouvernement de

Les négociations en tants des diverses forces politiques n'ont jusqu'ici rien donné. Après avoir menacé de démission. ner, M. Loukanov a déclaré samedi qu'il ne partirait pas « sous la pression des hooligans et des fas-cistes ». Par ailleurs, huit anciens responsables communistes bulgares ont été exclus du Parti socialiste (PSB, ex-PC) à l'approche de l'anniversaire de la chute de Todor Jivkov, a annoncé la presse samedi 10 novembre. (AFP, Reuter.)

NICARAGUA Nouveaux

affrontements meurtriers entre l'armée et les anciens

« contras »

Plusieurs morts et plus de cinquante blessés, tel est le premier bilan d'un affrontement armé qui s'est produit, dimanche 11 novembra, à Boaco, à quelque 90 kilomètres de Managua, entre forces de l'ordre et ex-s contras » qui voulaient dresser des barricades pour empêcher l'accès à le ville. Les ex-« contras » ont été refoulés après l'intervention de cent cinquente policiers antiémeutes, appuyés par trois hélicoptères. D'autre part, des jour-naux d'opposition, Barricada et El Nuevo Diario, ont affirmé lundi qu'il existait un plan d'anciens rebelles de la Contra pour enlever et séquestrer la présidente Violeta Chamorro.

De violentes manifestations, organisées par d'anciens rebelles de la Contra, s'étaient déjà déroulées, samedi, dans le petite ville de Conception, près de Managua. Des manifestants avaient érigé des barricades et ouvert le feu sur la police, faisant plusieurs blessés. Vendredi, une première fusillade avait éclaté entre policiers et « contras », à Nueva-Guines, dans le Sud-Est, falsant quatre morts et quarante-quatre blessés.

DIPLOMATIE La succession de M. Delors en 1993

Le petit jeu des désistements entre M. Lubbers et M. Martens en faveur l'un de l'autre. Dans

Jeu intrigant que celui auquel se livrent depuis plusieurs semaines les premiers ministres néerlandais et belge, MM. Ruud Lubbers et Wilfried Martens, à propos de la succession de M. Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne. Le mandat de ce dernier a été renouvelé jusqu'au 1= janvier 1993, mais la rumeur donne déjà pour prétendants - entre autres - les chefs de gouvernement de La Haye et de Bruxelles. LA HAYE

de notre correspondant

Alors qu'ils ne se sont jamais déclarés candidats - du moins au grand jour, -M. Lubbers et M. Martens n'en finissent pas de se désister

Sommet franco-espagnol à Paris

Les thèmes internationaux, plus particulièrement la crise du Golfe et la construction européenne, devaient occuper l'essentiel des entretiens de M. Felipe Gonzalez avec M. Mitterrand, lors du som-met franco-espagnol du mardi 13 novembre à Paris.

Concernant le Golfe, les deux pays maintiennent des positions relativement semblables, mais leur degré d'implication dans la crise est différent : l'Espagne n'envisage pas d'envoyer d'effectifs terrestres dans la zone, et le gouvernement de Madrid maintient en public une position plus feutrée que celle de Paris, étant donné les réticences de l'opinion publique espagnole face à toute participation à une action militaire en dehors des frontières.

MM. Mitterrand et Gonzalez devaient également aborder la construction de la nouveile « mchitecture européenne », à quelques jours du sommet de la CSCE, qui donnera d'ailleurs lieu à une nouvelle visite à Paris du premier

entretien publié mardi 6 novembre par le quotidien belge de langue fla-mande Gazet Van Antwerpen, M. Lubbers se retire de la course à la succession de M. Delors en affirmant qu'il ne sera pas disponible à la date prévne - la coalition qu'il dirige depuis le 7 novembre 1989 devant en principe sièger jusqu'à la fin de l'été 1993 – et en recommandant son concurrent présumé et néammoins ami de Bruxelles : M. Martens est non seulement doté de e grands mérites» mais il a de plus l'atout de l'expérience, « avec Margaret That-cher, il est le membre du conseil européen en fonctions depuis le plus long-

Ce disant, le premier ministre néerlandais ne fait jamais que rendre la politesse, voire renvoyer l'ascen-seur, au premier ministre belge. A la mi-octobre, M. Martens avait profité d'une allocution prononcée aux Pays-Bas, devant le congrès du dixième anniversaire du Parti chrétien-démoanniversaire du rant cineties demo-crate, pour ... sontenir ouvertement la candidature de M. Lubbers au détriment de son propre destin euro-

En se mettant mutuellement sur le devant de la scène, les deux hommes cherchent-ils à se neutraliser ou tentent-ils de se faire à tour de rôle la courte échelle? Entre Roud et Wilcourte échelle? Entre Rmid et Wil-fried, Jacques préférerait le premier, à qui il aurait personnellement demandé d'être candidat. Un soéna-rio serait même en préparation à la Commission pour pennettre au chef du gouvernement néerlandais de ne ou gouvernement neeranous ce ne pas échanger son mandat à La Haye contre celui de Bruxelles : la prési-dence de M. Delors serait tout simplement une nouvelle fois prorogée

CHRISTIAN CHARTIER







N Djamena est déterminée .

L'esclavage en Mauritanie is

377 - 3845.EE

The Section 2.

· ASSET ME

and the said count in the first

per interior to the second

112. . ME 28 7

Le Parlement a commencé à examiner, la semaine dernière, à Yaoundé, les conclusions de la Commission de révision des législations en matière de liber-

tés publiques, créée le 20 juillet par le chef de l'Etat. Le débat devait notamment porter sur la levée des lois d'exception, qui interdisent les associations à caractère politique. Le vote des députés pourrait donc marquer un premier pas vers le multipar-

BAMENDA (Nord-ouest du Cameroun)

de notre envoyée spéciale

Au moindre bourdonnement de moteur, des gosses bilares, surgis de l'ombre moite des bananiers, vien-nent agiter leurs offrances de gibiers - cadavres de singes ou de porcs-épics - sous le nez des voitures, tan-dis qu'un peu plus loin, sous un auvent planté en bord de route, des hommes jouent tranquillement aux dames. Depuis les fusillades du 26 mai, la route de Bamenda, capi-tale de la province du Nord-Ouest, a

Les chars de l'armée ont déserté le paysage. Les postes de contrôle ont disparu. Et les quelque deux cents à trois cents personnes interpellées en mai ont été relâchées. Il suffirait d'un rien, pourtant, pour que la fiè-vre monte à nouveau. Car c'est ici, à Bamenda, fief du Social Democratic Front (SDF), que l'histoire du multi-partisme camerounais a commencé de s'écrire. Dans la violence et dans

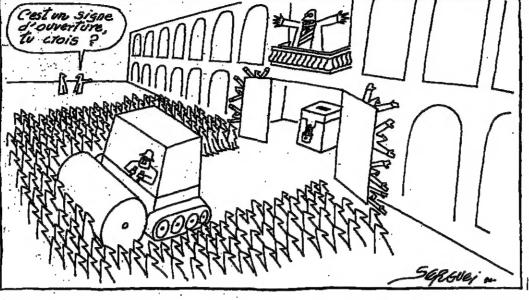
Au départ, la marche organisée par le parti angiophone «n'avait rien d'une manifestation de protesta-tion», assure John Fru Ndi, trenteneuf ans, président du SDF. Soucieux de se donner une image léga-liste, les fondateurs du SDF avaient tion le 16 mars auprès du gouver-neur de province. Après tout, plai-dent-ils, le multipartisme n'est-il pas inscrit dans la Constitution? Et, inscrit dans la Constitution? Et, bien que l'arsenal des lois d'exception ait toujours réussi à entraver la liberté d'association, les promesses répétées du président Paul Biya en faveur de la démocratie et du pluralisme ne laissaient-elles pas présager une certaine souplesse? Les démarches administratives du SDF ne recurent aucune réponse de la ne recurent aucune réponse de la part des autorités.

Loin de se laisser démonter, John Fru Ndi et ses partisans décidérent alors qu'à défaut d'un feu vert offi-ciel c'est la rue qui célébrerait, le 26 mai, le «baptême» de leur mou-vement. Rien de clandestin, là non plus. Et rien, surtout, de séditieux : sur les photos, prises su tout début de la marche, on voit de jeunes sym-pathisants du SDF brandir des pan-cartes où l'on souhaite « longue vie à Son Excellence Paul Biya», félicité pour ses « efforts pour l'instauration du multipartisme ». Pourtant, la kermesse tourna vite au tragique.

L'armée fut prise de panique devant le raz de marée, « Jamais il n'y avait eu une telle manifestation à Bamenda, les gens étaient venus de partout, ils étaient plus de vingt mille dans les rues l'», raconte un prêtre. Il verra, de ses yeux, à la morgue de l'hôpital, les cadavres de six jeunes, tués par les balles des soldats. A Yaoundé, la presse pro-gouverne-mentale affirmera que les victimes ont été piétinées par la foule. En privé, les cercles officiels: parlent prive, les cercies officiels parient d'une « bavure » militaire. Les Camerounais, eux, s'interrogent, « Avant la fusillade de Bamenda, on pensait que le président Biya pouvait être l'homme de la transition. A présent, on en doute », souligne John Fru Ndi.

Le SDF, qui comptait « une cen-taine de militants » au moment de sa création, revendique désormais u près de deux millions de sympathi-sants». Même si ces chiffres sont exagérés, nul doute que, dans la période de changement politique qui s'annoace, le chef de l'Etat devra compter avec le poids des anglo-phones (environ 20 % de la popula-tion) et, en particulier, avec le SDF, qui prévoit, «dans les semaines qui viennent», des rassemblements à travers tout le pays.

Parmi la vingtaine d'associations politiques en attente de légalisation, politiques en attente de légalisation, certaines ont déjà acquis un embryon de popularité: l'avocat Yondo Black, leader du Mouvement national pour la démocratie (MND), ou l'homme d'affaires Anicet Elané, un des porte-parole de la mythique mais très divisée Union des populations du Cameroun (UPC), ne ménagent pas leurs efforts médiatiques depuis leur sortie de prison. Les deux hommes, condamnés le Les deux hommes, condamnés le 5 avril dernier pour « subversion»



et « outrage » an chef de l'Etat, ont finalement été graciés à la mi-août. Leur témoignage, plus percutant que leur programme politique, n'est pas fait pour redorer le blason du régime : «Les prisons camerounaises sont de véritables mouroirs. A Yaoundé, la nourriture est tellement insuffisante que certains détenus mangent des souris crues!», affirme Anicet Ekané.

Même si les droits de l'homme ne sont respectés que de manière très approximative par les autorités, il serait cependant ridicule de nier les efforts d'ouverture entrepris par le chef de l'Etat. Malgré des exceptions notables, comme la saisie récente de censure de la presse se fait moins tatilionne et le ministère de l'intérieur n'a plus la main aussi lourde que par le passé. « lí y a encoré un an ou deux, je ne pouvais pas passer un mois sans être inquieté ou arrêté par la police», se rappelle le journaliste Celestin Monga, trente ans. « Ils débarquaient chez moi et empor-saient toutes mes affaires : une fois, ils sont même reparts avec la télé et la Cocotte-Minute la Sesclaffe-t-il. Economiste de profession, ce jeune intellectuel de Douala avait vu son passeport confisqué en mars 1988. passeport contisque en mais 1986.
On le lui a rendu en juin dernier. Et, si certains de ses articles publiés dans le Messager – un des hebdomadaires parmi les plus mordants et les plus lus de la presse privée – font encore, ici et là, de manvaises rencontres avec les ciseaux de la censure, le talentueux polémiste est l'un des premiers à se féliciter de la plus grande liberté de parole qui règne

Un pays « malade de la cleptocratie »

Le Messager n'est pas le seul à s'être engouffré dans la brèche. De la Détente au Combattant, de la Gazette à l'International News Hebdo - sans oublier Football-élite, indispensable au royaume des Lions rounais ont plus d'une histoire croustillante à se mettre sous la dent. Les détournements de fonds et autres gabegies étatiques ont la faveur des premières pages. « Le pays est malade de la cleptocratie », diagnostiquait, en août, l'International News Hebdo, selon lequel « 650 milliards de francs CFA [environ 13 milliards de FF] ont été détournés en auatre ans ». quatre ans ».

Ailleurs, on cite l'exemple de la SCB, ex-filiale du Crédit lyonnais, SCB, ex-filiale du Crédit lyonnais, dont a le directeur général est parti avec des dizaines de milliards de francs CFA», et qui coulerait actuellement des jours paisibles « en Suisse ». Ou celui de l'Office national du commerce des produits de base (ONCB), dont le patron, soupçonne d'avoir détourné « près de 40 milliards de francs CFA», bénéficie d'une « totale impunité».

.« La fraude a toujours existe », commente Emmanuel Noumbissi. ommente temmanuel Noumoissi, un des permanents de la rédaction du Messager. Seulement, avant, il y avait toujours des miettes qui tom-baient. Maintenant, plus rien ne tombe. » A en croire nombre d'in-tellectuels, la «crise mondiale» dont renectueis, la «crise mondiale» dont se gargarisent les milieux gouverne-mentaux pour justifier les difficultés de l'économie camerounaise n'expli-que pas tout, a Compte tenu de notre potentiel économique - le café, le cacao, le colon, sans parler du cacao, le colon, sans parier au pétrole – et des nombreux signaux d'alarme dont nous disposions, on aurait pu, non pas empêcher totalement les effets de la crise, mais en limiter les dégâts », s'insurge un universitaire de Yaoundé.

Colère et inquiétude sont partagées par certains hommes d'affaires. «Le vol de l'argent de l'Etat est devenu tellement banal que ca ne choque plus personne. Moi, ca me scandalise!», s'exclame Protais nale d'assurances (CNA), première société d'assurances 100 % camerounaise, et dirigeant de la Financière, sorte de tontine modernisée transafricaine. Sans cacher sa défiance vis-à-vis des politiciens, ce patron dynamique, membre du Rotary Club, n'en considère pas

Ayangma Amang, trente-huit ans, moins le multipartisme comme fondateur de la Compagnie nationon suffisante - pour libérer les énergies et redonner sa vitalité au pays, en créant des contre-pouvoirs.». Mais pour lui, comme pour beaucoup d'intellectuels, le vrai défi serait d'ordre moral : « Nous devons revaloriser les notions d'Etat, de nation.

travail! Pour désigner le pourrisse-ment des organes du pouvoir, les ment des organes du pouvoir, les mauvaises langues parient, elles, de la « bētisation» des postes-clés, ironique raccourci évoquant l'ethnie Beti à laquelle appartient le chef de l'Etat. C'est qu'il y a, bien sûr, dans le débat qui s'ouvre – et qui cause de forts grincements de dents au sein même du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti unique au pouvoir, – un arrière-fond tribal et régional.

L'élimination brutale, au lende-main du putsch manqué de 1984, le silence persistant de la commu-nauté bamiléké – une des plus influentes sur le plan économique – expliquent, en partie, la faiblesse actuelle de l'opposition. De ce vide relatif, le SDF a su tirer les fruits. Son succès provisoire est à double-transhert

Dans les cercles gouvernemen-taux, on agite fréquemment la thèse du «complot anglophone». Certains n'hésitent pas à voir, dans la contes-tation qui a vu le jour à Bamenda le 26 mai, la main du Nigéria voi de voire de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. « Tout ça, c'est de la bla-gue! La vérité, c'est que le mécontentement est partout dans le pays », rétorque un partisan du SDF.

Les étudiants de l'université de Yaoundé ne lui donneront pas tort. La manifestation, qu'ils avaient

« marcheurs » de Bamenda, a, elle aussi, été sévèrement réprimée. De source universitaire, on précise que deux étudiants, arrêtés par les militaires, « sont morts en détention. des suites de tortures». Cette «bavure»-là n'aura guère fait de line, les incidents du campus, la presse officielle s'est contentée d'insinuer que les étudiants avaient « chanté l'hymne nigérian ». Une accusation un peu courte, qui, faute de convaincre, semble traduire le désarroi d'une classe dirigeante en manque d'arguments.

Le président Biya - qui aime à se poser en a grand ami de François Mitterrand » et dont le régime bénéficie de la traditionnelle bienveillance de Paris - ne cesse, depuis cinq ans, de vanter les vertus (à venir) de la démocratie et de l'ou-verture politique. La commission consultative pourrait proposer d'abolir les lois d'exception et de réviser la législation sur les libertés publiques. Son rapport, remis fin octobre au chef de l'Etat, doit être à présent discuté par l'Assemblée nationale. De l'issue de ces débats dépendra la naissance officielle du multipartisme. A moins que les impatiences de la rue ne viennent, une nouvelle fois, bouscu-

CATHERINE SIMON

D'UN BON ASSEMBLAGE NAISSENT LES GRANDS CRUS.



R endre un service à haute valeur ajourée grâce à une recherche active et à des conseils pertinents; choisir et développer ses activités avec le dynamisme mais aussi toute la prudence nécessaires ; combiner la contrepartie et le market-making pour assurer un service de liquidité unique; fonder la qualité de chaque prestation sur un service administratif fiable et performant : parce qu'ils partagent les mêmes exigences, le groupe S.G.Warburg, l'un des plus importants établissements financiers et bancaires de la City, et sa filiale Bacot-Allain ont été portés par la confiance de leurs clients au tout premier rang de leurs marchés respectifs. Cette vision commune les a conduits à s'unir fin 1987.

L'ensemble ainsi constitué bénéficie non seulement d'une présence multinationale étendue mais de la solidité que conferent des capitaux importants: capitaux permanents proches de 9 milliards de francs pour le groupe S.G.Warburg au 31 mars 1990, fonds propres supérieurs à 230 millions de francs pour Bacot-Allain.

La connaissance que ce groupe possède des grandes places financières mondiales et des sociétés opérant dans chaque pays est enrichie quotidiennement par les études de services de recherche figurant parmi les meilleurs de leurs marchés respectifs et comptant 160 analystes répartis à travers le monde.

Grâce à l'appui de 33 implantations dans le monde et à leur connais-

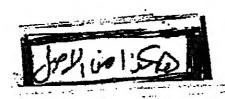
sance approfondie des marchés nationaux, le groupe S.G. Warburg et Bacot-Allain peuvent, pour le compte de leurs clients français et internationaux, déceler les opportunités et assurer un service véritablement sur mesure. Le groupe fait ainsi partout bénéficier ses clients d'un rapprochement qui ouvre les marchès français au monde et les grands marchés mondiaux aux intervenants français. De l'assemblage de volontés, de cultures et d'hommes mus par une exigence commune, est ne un grand cru financier.

Que vous soyez une entreprise, un institutionnel ou un particulier, notre alliance depuis trois ans multiplie vos possibilités partout dans

S.G.WARBURG GROUP EN FRANCE

S.G.WARBURG FRANCE Bacot-Allain Bacot-Allain S.G.WARBURG BACOT-ALLAIN Société de Bourse Gestion

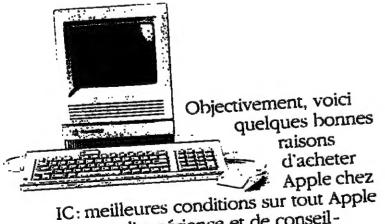
65, RUE DE COURCELLES 75008 PARIS



8 Le Monde • Mercredi 14 novembre 1990 •••

VOICI QUELQUES EXEMPLES DE POLICES DE CARACTERES
ACTUELLEMENT DISPONIBLES SUR MACINTOSH

Achetez Apple chez IC Admetez Apple chez IC



-10 ans d'expérience et de conseilmaintenance performante et économique - hot line gratuite - suivi d'installation - formation - et, sans doute le plus important, disponibilité et sourire.

International Computer est le premier distributeur Apple en Europe. Sa puissance d'achat en volume vous fera bénéficier d'une disponibilité immédiate sur les nouveaux Macintosh IIsi, et Classic, mais aussi sur toute la gamme Apple. Pour mieux connaître les nombreux avantages IC, téléphonez nous vite ou venez nous voir, 6 jours sur 7, de 10 h à 19 h et même à 18 h 55 nous ferons certainement affaire ensemble.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE CA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL 91 37 25 03
IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL 61 25 62 32
IC NANTES SA 3 ALLEE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES TEL 40 47 08 62

Charles of the same of the sam

chez IC hez IC chez IC Ciles IC chezi chez IC cnez ic ψηεί ΙΨ chez IC

I CAN DE LA COMPANIA

Section 1

*

10 W

- Te #

La réforme des professions judiciaires et juridiques

Les tourments sénatoriaux de M. Nallet

12 novembre, l'examen du projet de loi portant réforme des professions judiciaires et juridiques, rejeté en juin dernier par l'Assemblée nationale, et présenté, au nom du gouverne-ment, par M. Henri Nallet, garde des sceaux (la Monde du 9 novembre). A la demande de la majorité sénatoriale, la séance de nuit a toutefois été suspendue, afin de protester contre les violences commises pendant la manifestation des lycéens le jour même dans les rues de Paria, L'examen du projet devait se poursuivre mardi 13 novembre.

Décidément, ce texte joue de malchance. Après avoir été, à l'As-semblée nationale, l'objet d'un enjeu qui le dépassait largement entre les états-majors des groupes de l'opposition, voilà que, cette fois, ce sont les lycéens, ou plutôt les «casseurs» qui les accompagnaient malgré eux, qui retardent à peu, et douloureusement, une nouvelle profession d'avocat est pourtant en train de naître, qui doit mieux préparer les profession-nels aux échéances de 1993.

Sur ce texte, qui bouleverse tant de traditions, les plus conservateurs ne sont pas toujours là où on les attendait. Et, au cours des deux séances déjà consacrées à ce projet, une étrange alliance s'est parfois

commission des lois, M. Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique) et la majorité sénatoriale, contre le groupe communiste et, dans cer-tains cas, les sénateurs socialistes

C'est ainsi que, sur l'une des principales dispositions du projet de loi, l'ouverture du droit an sala-riat chez l'avocat, les plus ardents défenseurs du maintien du caractère libéral de la profession, furent l'orateur communiste, M. Charles Lederman (Val-de-Marne) et le sénateur socialiste, M. Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort).

«L'interdiction du salariat pour les avocats reflétait l'exigence de leur indépendance, a indiqué M. Lederman. Face au juge, à l'administration, au pouvoir, l'avocat est seul, n'ayant à rendre compte qu'à son seul client et à sa conscience : que reste-t-il de tout cela si l'avocat est un salarie qui reçoit des ordres? » Cette vision apocalyptique du selariat a tout de même suscité une certaine surprise chez M. Guy Allouche (PS, Nord), qui a estimé que « mettre en avant l'indépendance, pour refuser le sala-riat, c'est faire injure aux millions de salariés de notre pays et considérer que tout salarié est dépendant, j'allais dire acheté».

Ce sentiment a été partagé par M. Marcel Rudloff (U. C. Bas-Rhin), selon lequel le débat entre adance et salariat « relève un peu de la théologie et beaucoup de la sémantique». Quant au garde des sceaux, soulignant « l'hypocrisie » des arguments contre le sala-rist, il a indique que nombre de

situation de dépendance bien plus étroite que celle de salariés qui, eux, bénéficient des droits acquis et du code du travail ».

C'est encore à ses propres amis politiques que M. Nallet a dû s'op-poser à propos des mesures transitoires prises pour faciliter l'accès des autres professionnels du droit au nouveau métier d'avocat institué par le projet de loi. Partageant le souci du rapporteur, de faciliter les «passerelles» entre les professions, le garde des sceaux s'est, cette fois, trouvé confronté à l'ensemble du groupe socialiste et aux sénateurs communistes, qui voyaient dans ces mesures une volonté de « brader la profession d'avocat de manière scandaleuse ».

La pression des intérêts catégoriels

M. Nallet a, en revanche, subi contre son gré, la loi de la majorité sénatoriale, attachée à la création de conseils régionaux et d'un conseil supérieur du barreau pour représenter les avocats auprès des pouvoirs publics. Mais le garde des sceaux n'était pas encore au bout

Tous les senateurs, quelle que soit leur couleur politique, ont sinsi défendu avec achamement le maintien de mesures exorbitantes du droit commun pour les avocats.

Ils ont notamment adopté à l'unanimité un amendement déposé, au nom de la commission des lois, par M. Dejoie, prévoyant l'affiliation de tous les avocats, salariés ou non, à la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

juridiques salariés qui choisiraient le nouveau statut institué par le projet de loi et resteraient inscrits au régime général de la sécurité

Cette unanimité, et la menaci qui l'accompagnait de la part de certains groupes de la majorité d'un vote contre l'ensemble du texte, au cas où le gouvernement tenterait de revenir sur cette volonté sénatoriale, a ébranlé M, Naliet. Tout en rappelant que « les règles générales de la Sécurité sociale devaient s'appliquer », le garde des sceaux s'est montré compréhensif à l'égard de « l'attachement justifié » des avocats à leur propre régime de protection sociale et de leur crainte de voir l'équilibre de la CNBF mis en péril par le

Aussi s'en est-il prudemment remis sur ce point à la «sagesse» de la Haute Assemblée, en précisant toutefois qu'il avait entamé des négociations avec le ministre chargé de la santé et de la solida-rité, M. Claude Evin, ainsi qu'avec le premier ministre, M. Michel Rocard, pour exaucer les vœux des sénateurs. L'adoption de cette mesure ne devrait donc pas être remise en cause à l'Assemblée

Face à des intérêts catégoriels omniprésents, relayés avec passion par les sénateurs, en dépit des démentis d'usage, ce projet a décidément vu presque autant d'alliances surprise, ou de fronts contre nature que le mémorable texte sur la limitation de la publicité relative au tabac et à l'alcool...

PASCALE ROBERT-DIARD

A l'Assemblée nationale

DOM-TOM: M. Le Pensec relance le débat institutionnel

L'Assemblée nationale a adopté, dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 novembre, par 294 voix contre 4, la budget des départements et territoires d'outre-mer (2,17 milliards de francs, soit une augmentation de 5,44 % par rapport à l'an passé), défendu par ML Louis Le Pensec, Le RPR, l'UDF, l'UDC et le PC se sont abstenus. Les quatre votes négatifs sont ceux de M= Michaux-Chevry, MM. Legros, Chirac (RPR), et Vernandon (non inscrit). Le ministre des DOM-TOM a profité du débat pour confirmer son intention de relancer les réformes institutionnelles dans les DOM en se référant implicitement au nou-

veau statut projeté pour la Corse. Il se passe toujours plein de choses dans un débat budgétaire sur les DOM-TOM. Même quand la France a l'esprit ailleurs comme c'était le cas, lundi après-midi 12 novembre, alors que les lycéens défilaient par dizaines de milliers dans les rues de Paris.

Cette fois, par exemple, M. Le Pensec s'est franchement mis en colère, ce qui n'est pas fréquent chez ce Breton tranquille, quand la volca-nique Ma Lucette Michaux-Chevry, député de la Guadeloupe, au nom du RPR, hri a reproché, d'une part, de « banaliser » le revenu minimum d'insertion, outre-mer, en rempla-çant « la dignité et la responsabilité du citoyen par l'assistanat » et, d'au-tre part, d'avoir augmenté « de 400 % » les crédits de frais de réception et de voyages officiels de son

M. Le Pensec a fait sèchement remarquer à M= Michaux-Chevry qu'elle n'est pas « la dernière à se plaindre » quand le ministre des DOM-TOM ne vient pas assez soudemandé si elle regrettait que les populations des DOM bénéficient des ressources du RMI. Ce qui obligea l'ancien secrétaire d'Etat à

approuver cette e mesure géné-reuse», tout en déplorant que l'in-sertion ne suive pas l'assistanat.

Un beau lièvre

En outre, beaucoup d'orateurs, toutes étiquettes confondues, ont levé un beau lièvre en dénonçant un amendement du rapporteur général du budget, M. Alain Richard, qui se propose de revenir, à la fin de la semaine, sur les mesures de défisca-lisation prises en 1987 par le gou-vernement de M. Jacques Chirac pour favoriser les investissements dans les DOM. Devant le tollé M. Le Pensec a affirmé que le gou-vernement « n'estime pas possible » de reprendre cet amendement à son compte. Certes, a-t-il expliqué, la défiscalisation a eu « des effets pervers » puisqu'elle a notamment déve-loppé la spéculation foncière, mais elle a eu aussi « des effets à conser-

L'essentiel était pourtant ailleurs. En réponse à diverses sollicitations, le ministre des DOM-TOM a indi qué, en esset, que « c'est dans les départements d'outre-mer que le débat sur l'évolution institutionnelle sera le plus d'actualité en 1991 » parce que, buit ans après la loi de décentralisation de 1982, il convient de procéder aux retouches rendues mpératives par la pratique, même si les points de vue varient beaucour d'un DOM à l'autre.

«Le minimum est de s'interroger sur les frontières des compétences entre le conseil général et le conseil régional; celles-ci ne sont pas intan-gibles », a souligné M. Le Pensec en se référant à « tous les exemples qui s'appliquent ou sont en gestation». Allusion évidente à la Corse, Il est désormais clair que le nouveau sta-tut de l'Be de Beauté, inspiré du stapolynésien, servira bientôt de référence pour l'avenir statutaire des mesures, conformément aux vœux de la plupart des élus locaux. Juste retour des choses...

Le projet de statut de M. Joxe

La discussion sur le « peuple corse » inquiète les nationalistes

de notre envoyé spécial

A Paris, on entend les parlementaires du MRG corses joindre leurs voix à celles des dirigeants nationaux du RPR et de l'UDF pour condamner vivement, avec l'ac-cord à demi-silencieux de certains socialistes, la définition du « peuple corse », donnée par l'article pre-mier du projet de loi présenté par M. Pierre Joxe prévoyant un nou-veau statut pour l'île. En Corse, on ipèse les risques de retour à la vio-lence qu'entraînerait la remise en cause de cette définition ou la suppression totale de l'article pre-mier: « Il ne faut pas se faire d'il-tusion. Enlever cet article, ce serait la fin de la trêve, la fin de la paix civile. Les nationalistes auraient l'impression d'avoir été trompés. » C'est ce que dit M. Laurent Croce, premier secrétaire fédéral du PS en Haute-Corse. Il est l'un des interlocuteurs privilégiés du ministre de l'intérieur sur l'île. Il est aussi considéré comme l'une des person-nalités non nationalistes bien informées de ce qui se passe à l'in-térieur de cette famille.

Tel qu'il était dans la version rédigée par M. Joxe, l'article pre-mier du projet n'allait évidemment pas assez loin pour les nationa-listes, mais il n'avait pas suscité de leur part de vives désapprobations. En revanche, en ajoutant, à la demande du président de la République, que le peuple corse est une « composante du peuple français », le conseil des ministres du 31 octobre a déçu les nationalistes.

M. Yves Stella, directeur de l'hebdomadaire nationaliste, d' Ribomus a jugé, lundi 12 novembre,
au micro de RCFM-Bastia que la définition proposée n'a plus guère de sens à force d'être « corselée » dans tant de précautions. Pour M. Stella, « la barre est très basse » et le Parlement risque de l'abaisser

Tout le problème est là. M. Joxe avait mis au point une rédaction aux termes soigneusement pesés qu'il a défendue pendant le conseil des ministres. En la modifiant, une sorte d'équilibre délicar a été rompu et le ministre de l'intérieur le sait. C'est pourquoi, depuis des semaines, il répète qu'il a pris ses propres « responsabilités » et que puis aux parlementaires de prendre les leurs...

Dans le jeu compliqué, où chaque mot est lourd de symbole, qui se joue en Corse, on considère habituellement que les nationa-listes auraient mieux compris que la définition du « peuple corse » soit modifiée par le Parlement. En édulcorant son propre texte, le gouvernement leur a donné l'impression de ne pas aller jusqu'au bout de la logique de M. Joxe.

Atmosphère lourde

Bien que l'éclatement, tant sur le plan public que clandestin du mou-vement nationaliste, rende difficile gré cette déception, la majorité des nationalistes reste soucieuse de préserver la nouvelle « ambiance » introduite en Corse par l'action de

Antrement dit, la trêve des le moment remise majoritairement en cause. En revanche, M. Croce est loin d'être le seul à se montrer pessimiste au cas où le Parlement. moins au fait des enjeux corses que M. Joxe, supprimerait carrément l'article premier qui suscite sur le continent la levée de boucliers que

L'atmosphère est donc relativement lourde sur l'île tant le débat s'est focalisé sur l'affaire du « peuple corse ». En dehors de ce problème, en effet, seule la refonte des listes électorales provoque de vives oppositions, mais M. Croce pense que le maintien de la refonte des listes est, avec le maintien de l'article premier, une condition nécessaire pour obtenir que les nationa-listes prolongent leur attitude de neutralité vis-à-vis de l'action du 20uvernement.

en sont au stade des menaces. Lundi, M. Croce a reçu une lettre lui signifiant que ses jours sont comptés, signée par le MASC, un mouvement qui avait déjà revendi-que des attentats contre le garage et les bureaux d'un militant natio-

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Les principales modifications apportées

Dans la perspective de la fusion des deux professions d'avocat et de conseil juridique, le projet de loi prévoit la possibilité de recoulrir au salariat pour l'avoicat. Cette disposition essentielle du projet de loi suscitait l'hostilité absolue du groupe communiste, qui avait déposé un amendement de supgroupe socialiste, de M. Michel Dreyfus-Schmidt, Chez les professionnels, cette mesure est accueillie favorablement par les gros cabinets parisiens et les jeunes avocats, alors que les petits cabinets sont inquiets des Pour ses adversaires, le salariet est, en outre, incompatible avec la nécessaire indépendance de

Afin de tenir compte de ce dernier argument et du statut parti-culier de l'avocat, les sénateurs ont modifié la version initiale du projet de loi, en créant, pour l'avocat salarié, des dispositions exorbitantes du droit commun. Un premier amendement de la commission des lois précise explicitement que l'avocat salarié qui lui sont confiées, bénéficie de l'indépendance que comporte son sement».

De même, en cas de conflit avec son employeur, un autre amendement précise que les litiges nés à l'occasion de l'exé-cution d'un contrat de travail sont soumis à l'arbitrage du bâtonnier, à charge d'appel devant la cour d'appel siégeant en chambre du conseil». La majorité sénatoriale s'est donc opposée sur ce point au gouvernement qui souhaitait, pour sa. part, soumettre les litiges entre avocats au conseil des prud'hommes, après toutefois le recours à la médiation préaiable du bâtonnier.

o Conditions d'accès à la profession d'avocat pour les étrangers: - Reprenant à son compte les modifications propo-sées au printemps par l'Assem-

de la commission des lois, étendant aux étrangers non ressortissants de la communauté européenne le droit de s'installer en France, sous réserve d'une condition de réciprocité : l'accès à la profession d'avocat, pour les étrangers hors CEE, sera accordé à condition que leur pays d'ori-gine donne aux Français la faculté d'exercer, sous les mêmes conditions, l'activité qu'ils se proposent de pratiquer en France. Un autre amendement précise que l'avocat non ressortitulaire du certificat d'aptitude professionnelle à la profession d'avocat (CAPA), devra subir, pour s'inscrire au barreau franconnaissances en droit français. dont les modalités seront fixées par décret en conseil d'Etat. . • Formation professionnelle

des avocats. - Là encore, la majorité sénatoriale a repris les nationale, en adoptant un amendement du gouvernement qui modifie le projet de loi : la formation professionnelle des avocats s'accomplire en trois années : un an de théorie et deux ans de pratique (le texte initial prévoyait deux ans de théorie, un an de pratique). Au cours de leur formation, les élèves avocats, qui effectuent des stages dans des juridictions, pourront assister aux délibérés et seront donc soumis au secret. Dans le même esprit, les auditeurs de justice pourront également plaider, dans le cadre de leur stage dans un cabinet

Les sénateurs ont, en revanche, rejeté un amendement du gouvernement qui prévoyait l'institution d'un centre national de la formation professionnelle, doté de la personnalité morale, et. chargé de coordonner les actions de formation des centres régionaux, ainsi que de répartir le financement des activités de for-

e Conseils régionaux et conseil supérieur des barreaux. tre l'avis du gouvernement, des auprès de chaque cour d'appel, chargés de représenter les avocats, de concilier ou de tranches les différends d'ordre professionnel entre les conseils de l'ordre ou entre les avocats du ressort de la cour d'appel. Ils sont com-posés des bâtonniers des berreaux et de délégués étus par les conseils de l'ordre, pour un mandat de quatre ans, renouvelable par moitié tous les deux ans. A l'échelon national, les sénateurs ont créé un conseil supé-

rieur des barreaux, chargé de représenter la profession auprès des pouvoirs publics. Le garde des sceaux et la majorité sénatoriale se sont opposés sur la com-position de ce conseil. L'amendement du gouvernement prévoyait une élection de ses membres au scrutin de liste avec représenta-tion proportionnelle. Mais les sénateurs ont adopté un amendement de la commission des lois, instituant un système censitaire : la consell supérleur est composé des présidents des conseils régionaux des barreaux et de délégués élus dans le ressort de chaque conseil régional pour un mandat de quatre ans, avec renouvellement partiel tous les deux ans. .

e. Protection sociale. ~ Les sénateurs ont adopté un amendement de la commission des lois prévoyant l'affiliation de tous les avocats, salariés ou non, à la français (CNBF), à l'exception des consails juridiques choisissent le nouveau statut d'avocat institué par le projet de loi, qui continuent de dépendre du régime général de la sécurité sociale. Comre l'avis du gouvernement, l'ensem-ble des sénateurs s'est également prononcé en faveur de l'affiliation des salarlés non avocats de la nouvelle profession, à la caisse de retraite du personnel des avocata et des avoués près la cour d'appel.

 Convention collective. — Le texte rejeté par l'Assemblée

cas de regroupement ou de fusion d'anciens avocats ou d'anciens conseils juridiques au sein d'une société la convention collective qui s'appliquait était celle de l'activité dominante. Les sénsteurs lui ont préféré la convention collective la plus favorable. Pour le personnel qui entrera, après la publication de ce projet de loi, c'est la convention collective des avocats qui sera appliquée. Le garde des sceaux a insisté sur l'urgence, pour les professionnels, à se doter d'une nouvelle convention collective répondant

· Passerelles entre les professions juridiques. - Les sénateurs ont adopté un amendement accordant un délai de cinq ans (le projet de loi înitiei n'en prévoyait pas) aux avocats ou aux conseils juridiques qui ne choisissent pas le nouveau statut, pour accéder aux fonctions d'avocat au conseil d'Etat, à la cour de cassation, d'avoués près les cours d'appel, notaires, commissaires-priseurs, etc. sous réserve du respect des autres conditions (nationalités, diplômes...).

aux exigences du nouveau statut

 Dispositions transitoires pour l'accès à la nouvelle profession d'avocat. - Les sénateurs ont adopté une série de mesures transitoires, destinées à faciliter l'accès des anciennes professions juridiques au nouvesu statut, notamment en accordant des dérogations à l'obligation de passer le Certifica d'aptitude professionnelle à la profession d'avocat (CAPA). Ces facilités ont été élargies par le Sénat, avec l'accord du gouvernement, contre le PS, le PC et certains membres des groupes de droite. Un amendement de suppression de certaines de ces dispositions, déposé par le groupe socialiste, a été rejeté de lustesse, par cent soixante et une voix contre cent cinquante

M. Fabius s'entretient avec M. Poher de la rénovation du travail parlementaire

été les deux thèmes de l'entrevue, Poher et Laurent Fabius, présidents du Sénat et de l'Assemblée nationaie. Ils ont évoqué les prochaines

L'Europe et la rénovation du prendront part dix sénateurs et seize fonctionnement du Parlement ont députés français. M. Poher a fait leure organisation de l'ordre du part des travaux de la délégation jour. lundi 12 novembre, de MM. Alain sénatoriale qui vient de publier un rapport très complet et a affirmé sa détermination de poursuivre sa réflexion sur l'amélioration du foncassises de la Conférence des Parle- tionnement du Sénat. M. Fabius 2, général de ce département, vient en ments de la Communanté, du 27 au de son côté, rappelé les suggestions 30 novembre à Rome, à laquelle qu'il a faites sur l'allongement de la loi constitutionnelle tendant à insti-

M. Fabius curegistre, d'ailleurs, le renfort d'un député de l'opposition. Député UDF de l'Isère, M. Georges effet de déposer une proposition de

Cette proposition entre dans le cadre d'une entreprise de « réhabilitation» de la politique, précise M. Colombier. Le député UDF est persuadé que ces mesures « sont indispensables pour résorber le fossé si préjudiciable qui ne cesse de grandir entre les Français et les hommes

Les vitrines brisées du mouvement

En réunissant à Paris plus de 100 000 manifestants et près de 200 000 dans les grandes villes de province, les lycéens ont réussi lundi 12 novembre leur démonstration de force. Mais des scènes de pillage et de violence ont eu lieu dans la capitale, près du pont de l'Alma, jusque vers 21 heures. Le dernier bilan faisait état d'une centaine de membres des forces de l'ordre blessés, dont 18 hospitalisés, d'un jeune blessé grièvement au visage, d'une centaine de véhicules détruits ou endommagés et de 91 interpellations de « casseurs ». 83 personnes étaient gardées à vue mardi 13 au matin. La coordination animée par les jeunes communistes, trotskistes et les socialistes du courant Chevènement, a appelé à de nouvelles manifestations régionales vendredi 16 novembre. L'autre coordination, animée par la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL), devait se réunir mercredi 14 novembre.

« Ca sniffe la révolution. » Haute comme trois pommes, venue de sa banlieue, marchant seule boulevard du Montparnasse, Carole a du nez. Depuis un moment, elle s'est glissée en tête de manifestation. Devant le service d'ordre. Humant l'air électrique. Soudain, 200 mètres plus loin, une cinquantaine de jeunes se mettent à cava-ler vers la Place-du-18-Juin. Elle détale à son tour pour les rejoindre et respirer enfin l'odeur de poudre qu'elle était venue chercher à Paris. Les vitrines du centre commercial Maine-Montparnassa subissent les premiers assauts. Le miroir que les lycéens voulaient tendre à la société, aux adultes, aux politiques vole en éclats.

Comme Carole, ils sont alors des dizaines, des centaines à avoir quitté la marée du cortège lycéen, du défilé « officiel » parti Le cordon de policiers volontaires de la FASP, badgés de vert, leur a donne les boules ».

Tout comme l'armada de gros bras de la CGT qui forment un deuxième rempart en tête de la manifestation. Portant casquette et foulard, équipés pour le « baston », harnachés du petit sac à dos qui va parfois se révêler bien utile pour « faire les courses» dans les maga-sins pillés, ces centaines de jeunes sont visiblement peu préoccupés par le renouveau de la pédagogie

Avec de vrais airs de conspirateurs, ils écartent sans ménagement quiconque ose s'intéresser de trop près à leur manège. Livrés à pres à leur manege. Livres a eux-mêmes dans les beaux quar-tiers, les exclus du système scolaire vivent leur jour de gloire, faisant la nique au ministre, aux journalistes, à la société tout entière. Ces reca-lés de la société à deux vitesses vont saire exploser la manif.

Il a suffi que quelques éléments Il a surii que queiques eiementa de cet avant-cortège courrent à l'assaut des vitrines du magasin C. & A., peu avant lé heures, pour provoquer un mouvement de foule incontrôlé. Contempler les « casseurs » ou les empêcher d'agir? La foule lycéenne ne cessera d'osciller. Les vigiles du centre commercial, Les vigues du centre commercial, accompagnés de chiens, bouclent les accès aux magasins, lancent des lacrymogènes. Les photographes qui ont immortalisé les assaillants se font menacer, courser; deux jeunes, dont seuls les yeux dépas-sent d'un foulard, s'acharnent sur une équipe de TF1, blessant à la tête un preneur de son, matraquant la caméra. Des lycéens assistent en simples spectateurs à ces vio-lences : « On n'est pas là pour faire la police », remarquent-ils seule-

Soudain, une rumeur de charge policière se répand : « Les CRS!!/». Pas un seul uniforme ne pointe à l'horizon, mais la panique est immédiate. Effrayée par « cette manif qui dégénère en basaille », une brochette de lycéennes de Bobigny songe sérieusement à « se cussery .

partis bien loin. A 16 h 10, une trentaine d'entre eux se massent à trentaine à entre eux se massent a nouveau devant le magasin C & A. Les coups de pieds et de matraques volent dans la vitrine déjà fendue, tandis qu'un homme d'environ vingt-cinq ans, visage barbu découvert, achève, un parpaing dans les mains, d'abattre l'épaisse glace. Lorsque la vitre s'effondre, il se recule et se désintéresse totalement des blousons et des pulls sur les-quels se jette déjà une première vague d'adolescents.

Une trentaine de CRS viennent alors barrer l'entrée du centre commercial provoquant le reflux des pilleurs. Mais voyant que les forces de sécurité ne protègent pas la devanture, ceux-ci reviennent à vice d'ordre autour du bras, un lycéen tente alors de s'interposer. Via coup de poing l'atteint en plein visage. Il s'effondre, puis évacue le passage. Des dizaines de jeunes s'engoustrent dans le magasin et en ressortent quelques secondes plus tards alourdis de blousons, de pulls ou de robes. Dix minutes se sont passées depuis l'arrivée des premiers uniformes.

Dans le cortège lycéen, la plupart des manifestants n'ont rien vu et, même si les bruits courent qu'« il y a eu du basion », beaucoup passent devant le centre commercial sans rien remarquer. Depuis la Bastille, par grappes compactes regoupées autour de leurs banderoles graffitées et « taguées » comme des bandes dessinées, ils ont répété, à en perdre haleine, les slogans sou-vent rudimentaires lancés depuis vent rudimentaires lancés depuis-trois semaines dans les manifesta-tions parisiennes et provinciales : « On sait ce qu'on veut, des moyens pour étudier », « Lycéens en colère, y'en a marre de la galère », « Oh le lé, Oh la la, on veut du pognon pour l'éducation » ou encore l'inusable « Jospin t'es foutu, les lycées sont dans la rue, »

PAI ENCORE (HÔMEURS DEJA AIGRIJ!

Et ils ont semé à tous vents, boulevard de l'Hopital et boulevard Saint-Marcel, aux Gobelins et à Port Royal, les traces brouillounes, brutales ou drôles de leurs attentes ou de leur désarroi. « On en a marre d'être pris pour des cons, ignorés, méprisés, relégués dans des bahuts crasseux. On est l'avenir et on n'a pas envie de vivre dans la merde», lance un lycéen de Seine-Saint-Denis. A l'image de ce monde ou'ils vivent syncopé et en monde qu'us viveat syncope et en rupture, un jeune noir, en survêtement bleu, chante des sio-gans sur un air de rap; derrière lui, ses copains du lycée polyvalent de Villepinte tapent dans leurs mains pour marquer le rythme. Plus loin, les lycéens de Monthu-

une large banderole. « Chez nous aussi, c'est le souk, explique l'un d'eux. On veut prouver qu'on existe et qu'on a des problèmes, même si on est en province». La province? Elle est partout présente, venue de Peroignan ou de Lorient, de Mar-seille ou de Vierzon, de Dijon ou de Lisieux et plus colorée, souvent, que les délégations des banlieues parisiennes. Maryline, montée du lycée Bonaparte de Toulon. est ravie de sa petite trouvaille : pas de pancarte, mais deux mots inscrits en lettres vertes sur un petit morceau de tissu : « Coucou, maman ». Et elle explique : « Des banderoles sur le pognon et sur Jos-pin, on savait qu'il y en aurait des centaines et on voulait montrer

con avancent en rangs serrés sous

« Des actes, pas des promesses»

qu'on sait aussi rigoler. Ce qui ne nous empêche pas d'être sérieux et

Déterminés, ils le sont. Pour égrener sans lassitude tout ce qui est, à leurs yeux, inadmissible dans eur lycée : les classes surchargées, les professeurs non remplacés lors des congés, l'absence de communi-cation dans les établissements, les horaires trop lourds... Stéphane et horaires trop toltros... Stephane et Franck, arrivent du LEP Alfred-Costes à Bobigny, «Jospain, si thu fêt le «malin», ont saira là demain!» proclame l'affiche cartonnée que Franck tient à bout de bras. «Il nous prend pour des cons. Il dit qu'on n'exprime pas de revendenties mime larger, in his foundant le constant de la constant le constan dications, même lorsqu'on lui four-nit une liste d'exigences précises. Peul-être que dit comme ça, il nous écoulera un peu v

Dans la section Métiers du livre, expliquent-ils, « on est allé à trois manifestations mais on n'a pas fait grère. Il faut être raisonnable. On ne peut pas demander simultanément davantage de profs et sécher les cours. » Leur premier souci, c'est « la sécurité dans les ateliers ».

l'on ne respecte jamais dans nos bahus, proteste Franck. Les méco-nos, ils font de la soudure à l'arc dans une salle où dès qu'il pleut, il y a des flaques d'eau. Et les mecs des Télécoms, ils apprennent sur des claviers tellement vieux que dès qu'ils arrivent dans la vie active, ils doivent refaire des stages d'insertiers.

Déterminés, ils le sont aussi, plus que jamais, depuis le début du mouvement lycéen, pour exiger « des actes, pas des promesser », récusant volontiers les tables rondes « bidon » évoquées par le ministre de l'éducation. Ce qu'ils veulent, ce sont des milliards, du concert Brette méliance instincveulent, ce sont des milliards, du concret. Et cette méliance instinctive à l'égard des responsables politiques tronve un écho immédiat parmi les enseignants venus à l'appel du SNES (enseignants du second degré) ou du SGEN-CFDT et perdus dans la masse lycéenne. « Jospin va leur lâcher des miettes sur les droits des lycéens. Il fait passer la démagogie pour de la democratie », laisse tomber un professeur de lettres classiques de Clichy. Au-delà de ce soutien moral. les

Au-delà de ce sontien moral, les bataillons de profs, de parents ou d'étudiants dont la solidarité était attendue avec impatience pour clargir le mouvement, se sont avé-rés bien maigres. Certes les mili-tants des deux UNEF étaient présents, notamment pour épauler le service d'ordre quasi inexistant en dehors de la tête de manifestation.

De même, les responsables de la FEN (en l'absence de M. Simbron, secrétaire général, retenu par des problèmes de santé) étaient bien là, devant la gare d'Auzterlitz pour saluer le cortège lycéen. Avec, à leur côtés, le président de la Fédération des conseils de parents d'élèves, M. Maille, et le secrétaire général du Syndicet national des instituteurs, M. Barbarant. Et M= Vuaillat, secrétaire générale du SNES, ne perdait pas l'occasion de renouveler ses avertissements au gouvernement s'il s'avisait d'utiliser la grogue des dièves pour tenter de faire passer une réforme des programmes et des horaires de lycée.

> Un vent maurais...

Lycéens exigeants, profs métiants, parents un peu anxieux : tout était donc dans l'ordre des choses. Jusqu'aux désormais traditionnelles délégations de lycéens chargées de faire le tour des autori-tés de l'Etat. La première est reçue à partir de 15 h 45 à l'hôtel de Lassay par le président de l'Assem-blée nationale, M. Fabius. Prévue pour quelques minutes, la rencontre durera près d'une heure et lais-sera les lycéens piutôt séduits, mais pes dupes : s'il est peut-être mieux à même de comprendre notre situation, estiment-ils, Laurent Fabius n'en reste pas moins « coupé des fonctions de décision ».

Pendant ce temps, Lionel Jospin, premier ministre par intérim, poi-reante à l'Hôtel Matignon. La pre-mière partie de la délégation, composée de lycéens de la FIDL, est arrivée à l'heure dite; en revanche, les délégués désignés par la seconde coordination, trop pressés d'aller à l'Elysée, ont quelque mal à retraverser la Seine. Ils arriveront avec près d'une heure de retard pour s'entendre proposer un pian d'urgence pour les lycées et une offre de négociation des que possible. A 17 heures, tout est dit de ce côté-là

Tout commence, en revanche, aux abords de l'Ecole militaire et des Invalides. « Im-pa-tients-maisnon-vio-lents », scandent les marvais qui commence à souffler sur le cortège. Les policiers de la FASP sont apostrophés par une mère de famille qui leur demande d'intervenir car, dit-elle e j'ai mon fils dans la manif. Réponse aussi polie qu'impuissante : « Mol aussi. Madame. » me.s

Et le cortège continue sa course. Sons leur drapeau noir, les anarchistes s'en prennent à «l'Etal policier». Vers 17 heures, ce sont eux et les « Sections carrément anti-Le Pen » qui, en un clin d'oal, se placent en tête du cortège avec leur banderole : « Lycéens, prends-toi en main » et distribuent un tract intitulé : « Nous n'avons rien. nous roulons tout, nous aurons tout s, qui dénonce les « magouilleurs » des coordinations. « La FIDL monopolise le micro, et fait appel à la FASP qui est responsable de la mort de Malik. Si ça ne se radicalise pas, c'est la dernière manif», tonne une militante. Les voilà prêts à « établir le contact» avec les CRS qui bloquent le poni de l'Alma, massés derrière hantes grilles.

> K Ca va mal finir »

C'est là, sur cette place de la Résistance dépourvue de bouche de mêtro, que viendront buter les manifestants, dépités de ne pou-voir traverser la Seine jusqu'aux Champa-Elysées, comme prévu, ou simplement décidés à en décondre. simplement décidés à en découdre. Très vite, l'atmosphère s'alourdit. Les premiers projectiles, des pierres et des morceaux de ciment prélevés sur des jardinières, fusent. Des grenades lacrymogènes répondent en écho. Pour la plupart, c'est un baptême du fen, grisant au moins au début. Des lycéens proprets regardent des collègues au look zonard se préparer à la bagarre. « Que font les flies?, s'interrogent-ils. Ca wa mai se finir. »

Peut-être est-ce ce que pense le président de la République au président de la République au moment où il accueille, à 18 heures précises, une vingtaine de lycéens au visage grave. Entouré de plusieurs conseillers doat M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée. M. Christian Sauter, secrétaire général adjoint; et Mª Isabelle Thomas, égérie du mouvement étudiant de 1986 et chargée de mission pour la jeunesse à la présidence de la République, M. François Mitterrand va converser pendant quarante-cinq minutes avec la délégation dans le minutes avec la délégation dans le jardin d'hiver. A la sortie de l'en-trevue, Nasser Ramdan (membre de la FIDL) affirme que M. Mitter-rand s'est montré « d'accord» avec les revendications lycéennes. « C'est au gouvernement Rocard de prendre ses responsabilités et de faire quelque chose pour nos

Ces subtilités politiques sont depuis longtemps oubliées du côté du pont de l'Alma. Le spectacle va du pont de l'Alma. Le speciacie va durer près de quatre heures, répé-tant inlassablement un scénario à succès-jet de projectiles divers, riposte lacrymogène, débandade générale, nouvelle offensive-sous les yeux généralement approba-teurs, parfois scandalisés des mani-festants qui ne cessent d'affluer.

L'apparition du canon à eau sur le pont de l'Alma réamorce les passions. « C'est la guerre, ils nous déclarent la guerre », braille un très jeune, enthousissmé par ce western urbain grandeur nature. Un petit casseur qui a opéré à Montpar-nasse a sorti un treillis et des innettes de natation de son sac à dos. Tout est pret pour le grand jea. A l'angle du quai d'Orsay une première voiture part en fumée et

se consume longtemps avant qu'un camion de pompiers ne parviennent à se frayer un chemin.

C'est le signal. Systématique-ment, les premières voitures en stationnement avenue Bosquet sont retournes, les vitres en sont brisées. D'une Golf plantée les quatre roues en l'air s'échappe le son tonitruent de l'auto-radio qui donne... les informations sur la manif. Spectacle surréaliste mais non imique.

Près de la petite gare du RER Pont de l'Aima, une Renault est mise à sac; ailleurs, ce sont les abribus qui sont pris pour cible par des amateurs de chamboule-tout, qui opèrent dans la bonne humeur, sous le regard de centaines de manifestants transformés en spectateurs hagards ou complices. « Nous sommes tous de Vaulx-en-Velin », a bombé quelqu'un sur les murs de l'ambassade de Bulgarie. Les salves de lacrymogène se multiplient mais les jeunes reviennet toujours, chancelant, les yeux rou-gis, hurlant leur « baine » contre les « keufs » (« flic » en verlan) et les CRS-SS ».

Une puissante sono tente de mobiliser les jeunes contre la vio-lence. « Lycéens pacifistes », « lycéens pas casseurs », crient cer-tains à perdre haleine. Peine perdue. L'engrenage attaque-riposte est encienché depuis trop long-temps pour se laisser fléchir par de belles paroles. Entre les deux jeunesses, celle qui croit à la promotion par la scolarité, et celle qui en a été écarté, les positions sont inconciliables. Prémices de guerre civile dans la jeunesse à deux vitesses. Les premiers chantent Give peace a chance, burlent, les poings serrés qu'ils sont pacifi-ques ; les seconds ricanent en emassacrant » les limonsines des « bourgeois ». Sur le quai d'Orsay, où une demi-douzaine de voitures sont déja carbonisées et plus d'une vingtaine fracturées, le saccage continue. Des lycéens de Lorient

tentent de s'interposer vainement.
Dialogue impossible entre deux jeunes beurs - Comment tu réagirais si lu retrouvais ta caisse démolle? - « Ayec Jospin, vos discussions

ne donnent rien, alors faut aller

plus loin, continuer à casser des voi-

- « Je comprends aue l'aies la haine, mais imagine les journaux rangée qu'ils vivent, des jeunes commencent pourtant à être choqués par le massacre des voitures. Mais la force du défoulement collectif dépasse tout . Ils cavalent sous les funigènes, hoquètent sour les gaz, trépignent de rage mais n'ont aucune envie de « se faire massacrer». Un grand gaillard hors de lui frappe toutes les voitures qu'il trouve au bout de sa matraque mais s'inquiète de l'état de santé de la petite troupe qui le suit dans l'odeur âcre des lacrymogènes: « Y'a personne qui fait de

'anhme, au moins!» 19 h 45. Les CRS remontent l'avenue Bosquet, prenant en tenzille le dernier carré des irréductibles de la place de la Réstance. Ils reflueront par l'avenue Rapp, brûlant encore de nomes voitures avant de disparaitre dans la nuit parisienne, laissant les traces d'un saccage jamais vu depuis mai 68.

Récit des services société informations générales

a sions contraster

Charles (2)

gerger jare

to be a large of a

· · 2.3 344

1 - 1 TO 15 .

Callette Laborator

Commence of

C. ...

St. T. Course

J. June 2 2.

Patentina de Cartes de

Marking of

100

2

S. 3. 1. 1.

1

42

7 32 3 11 2

Ashira III . to Burgar : : E.

4. A2 . 4 . 11 . . .

water a speed

" 4 "

. Le revendique la 1

29.54

, 25 d 3 Mg

ATTACA & HAVE LET

3 Martin III 3:4

18 me. -1 ...

grate a fine pair 194

de tout ce qui a

al homme A.Y



Le phénomène rituel

Victor W. Turner

Premier ouvrage dans la nouvelle collection "Ethnologies"? dirigée par Jean Cuisenier, consacrée à la diversité des peuples et des civilisations. Paru également : Le bourgeois de Séville - Terre et parenté en Andalousie par François Héran. 224 pages - 175 F. A paraître prochainement: La maison rustique - Logique sociale et composition architecturale par Jean Cuisenier. 384 pages - 245 F.

Le phénomène rituel - Structure et contre-structure 208 pages - 148 F. LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE A la télévision

Chronique de violences attendues

Tous les journaux télévisés ouvrent, lundi soir, sur des mages de voitures en flammes. Mais, passé ce premier moment, chaque chaîne retrouve vité sa personnalité. La Cinq montre : les casseurs en action. TF 1 démontre : l'erreur d'une manifestation nationals. A 2 en remontre : aux policiers débor-

La Cinq bat le pavé, là où ça chauffe, détaille une violence « inévitable, incontournable », tente de répondre aux questions sèches de Guillaume Durand : « Qui sont les casseurs, combien sont-ils, que font-ils?)

Reportage, direct, et très vite un commentaire sur TF 1. Gérard Carreyrou peut fustiger «l'erreur d'une manifestation nationale, car c'était de la dynamite», l'ergée», et s'inquiète de la « forte coloration ethnique» du mouve-ITIENT.

Suit, comme sur les autres chaînes, la ronde des délégations, le triangle Assemblée-Me tignon-Elysée, jusqu'à ce jerdin d'hiver d'où sortira un Nasser Ramdane ~ omniprésente vedette lycéenne - « satisfait », mais rappelant le gouvernemen Rocard à ses responsabilités.

Antenne 2 cherche justement à établir les responsabilités... de la police. « Malgré des effectifs considérables, c'est l'échec des précautions contre les incidents », lance Albert du Roy su directeur de cabinet du préfet de police. « Les hommes politiques n'ont pas été avares de promesses », note le même éditorialiste. Les hommes politiques furent pourtant les grands absents du petit écran. On ne fit qu'entrevoir Lionel Jospin annonçant son plan d'urgence, un président assis entre des jeunes, un Laurent Fabius € ostensiblement à l'écoute des lyceens : (A 2 db.it). Seule FR 3lie de France avait dérogé à la règle. Elle avait trouvé un manifestant, barbu, et sénateur sociaiste de son état.

M. Jean-Luc Mélenchon donnait un conseil à M. Jospin : « décrocher de son bureau le portrait de Devequet, parce que l'histoire ne se répète pas ». Au générique final, la journée se résumait par « affrontements » sur Antenne 2 et « émeutes » sur

M. C. I.

74

the state of the second

Property and

er legen det

The Definition

271 65

1 1 1 1 1 1 1

1. 18 (**)

. . . H, 51 K€

10 March 400

1111

 $e^{-i \sqrt{(\rho q_0)^{-1} R^2 r_0^{\frac{1}{2} \frac{1}{2}}}}$

the participants

ement

« Je revendique la responsabilité de tout ce qui a été fait »

nous déclare M. Pierre Verbrugghe, préfet de police de Paris

Préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe a répondu aux questions du *Monde* au soir. de la manifestation lycéenne du 12 novembre,

« Composé de quinze compa-nies républicaines de sécurité (CRS) et d'autant d'escadrons de gendarmerie, le dispositif de maintien de l'ordre a-t-il failli? - Dès le départ du cortège, le

service d'ordre des lycéens a été débordé par un millier de casseurs que, pour des raisons compréhensi-bles, il n'est jamais parvenu à contrôler. Ce millier de jeunes venaient pour piller des magasins et casser du flic. Ils ont agi avec une rapidité, une violence et un cynisme tranquille qui nous ont surpris. Ils se sont d'emblée placés en avant un cortège, ce qui rendait difficile, sur le terrain, une inter-vention : derrière les 1 000 casseurs, il y avait les 100 000 lycéens; et nous étions obligés d'en

» A la suite des nombreux les organisateurs de la manifesta-tion, il a été décidé de tenir les forces de l'ordre le plus loin possi-ble du cortège. Ce qui explique le temps de décalage constaté – une sont intervenues contre le saccage -

des magasins à Montparnasse, C'est un fait : nous n'avons pas été assez mobiles.

Après ce saccage, j'ai demandé aux organisateurs d'ordonner très rapidement la dispersion. Mais dis-perser une manifestation de cent mille participants prend du temps. Aussi les forces de l'ordre out-elles Aussi les forces de l'ordre ont-elles dû gérer, deux heures durant, une situation très difficile : il était impossible de charger les éléments les plus violents, devant le pont de l'Alma, alors même que le gros de la manifestation ne s'était pas encore dispersé. C'est pour éviter de nouveaux incidents sur la rive droite que J'ai pris la décision d'empêcher toute traversée de la Seine et de couper les ponts.

- Regrettez-vous les consignes de tolérance et de modération que vous aviez don-nées, la semaine dernière, aux forces de l'ordre?

- Non seulement je ne les regrette pas, mais je revendique la responsabilité de tout ce qui a été fait. La sécurité de lycéens âgés de treize à dix-sept ans devait être garantie. Elle l'a été: La-semaine dernière, aucun jeune n'a été blessé. Cette fois-ci, la violence physique a presque totalement épargué le camp des jeunes. Tandis que nous déplorons une centaine de blessés du côté des forces de l'ordre, ainsi que des

dégradations de magasins et de

Les dérapages apparus lors de telles manifestations ne doivent évi-demment pas remettre en cause la liberté de manifester. La Grande Bretagne a ses hooligans. Aux Etats-Unis, les concerts de rock vont rare-ment saus violences. A Paris, nous sommes confrontés à des groupes de casseurs: Bien qu'ultra-minoritaires, ils constituent une espèce de pollu-tion qui touche l'ensemble des monvements de jeunesse, qu'il soient manifestations des dernières semaines avaient visiblement donné l'occasion à ces bandes de s'entraîner et de s'organiser.

- Environ huit cents policiers en civil étaient chargés d'inter-peller les casseurs et les voleurs en flagrant délit. On ne les a

 Quand des bandes de deux ou trois cents individus sont en action, il est très délicat de faire intervenir des policiers en civil. La sécurité des fonctionnaires se trouve directement menacée. Néammoins cinquante-deux personnes ont été interpellées en flagrant délit de vol ou de casse. Elles ont été immédiatement délirées devant les services de la police judiciaire.

Les casseurs-pillards modèle 1990

« Benetton, ton-ton ». Le cortège n'avait pas encore démarré que, sur l'air des lampions, un premier pillage visait une boutique de puils toute proche de la Bastille. Aux marges de la manifestation, plusieurs centaines de casseurs-pilleurs vont s'en donner à cœur joie.

Ce sont des presque mômes, entre treize et dix-sept ans. Rien à voir avec les « autonomes » des années 70, mais à l'inverse, rien ne les distingue des autres lieues : mêmes vêtements d'allure sportive, mêmes origines africaines. Rien, sauf leur violenca – ils ont cla haines, cla rage», - et l'absence de filles dans leurs rangs,

Nul doute que certains sont encore au collège ou au lycée professionnel. La plupart semolent se connaître et s'interpellent par le prénom. Quelques-uns, les moins farouches, qué-mandent une cigarette. L'un s'avoue provincial et explique qu'il suit le mouvement en touriste, «pour voir». Tout juste remarque-1-on des petits sacs à dos qui s'enfleront au fur et à mesure que les vitrines se désintégreront. S'ils cassent, c'est pour voier.

.Etre toujours en mouvement, voilà leur secret. D'un sprint sur les trottoirs, ils ont eu vite fait de prendre la tête de la manifestation. Des vitrines se brisent à leur passage. Comme des ran-gées de CRS ferment le boule-vard Saint-Marcel, la « nébuleuse > violente s'engouffre dans les rues adjacentes.

Une centaine de trublions commencent par jouer à saute-capots sur des voitures en stationnement. Toujours en cou-rant, ils se racontent des histoires de Vaulx-en-Velin et de « canardages » de CRS pendant la damière manifestation parisienne. Ils blaguent, en rappant, sur le slogan « Lycéens paci-fistes ». Puis jettent leur dévolu sur des magasins qui, pour leur malheur, vont croiser leur

Une technique bion rodde

Certaines enseignes font office d'aimants. Ainsi des « carottes » de bureaux de tabac et des Levi's. Avec un sens sigu de la consommation, les jeunes se bouscuient vers les magasins de «hiff), de disques laser et de evidéo». Ils dégamissent les étalages de leurs plus beaux blousons en cuir et les cintres volent par terre.

La technique de pillage est bien rodée : soit les voleurs s'abattent en nuée sur les rayons du magasin, soit iis mieux se servir. Peu ou prou,

une trentaine de boutiques bande, qui se ravitaillera dans des épiceries et des pâtisseries. Pour faire bonne mesure, le sera arraché. A cheval sur le treizième et le quatorzième arrondissements, bien loin de l'itinéraire officiel de la manifestation, la razzia aura duré plus d'une

Modeste est l'arsenal du casseur moyen : des caillasses et des canettes de bière respectivernent ramassées et vidées en marchant; très rarement des bâtons ou des manches de pioche. Photographes et cameramen sont honnis par le casseur s'ils filment des scènes de pillage, ils auront droit à des coups de pieds et à des jets de gaz lacrymogène. Puisqu'il est en bande, il opère sans se soucier des trois ou quatre gardiens de la paix en cyclomoteur qui ont sulvi ses pérégrinations. Une poignée de traînards seront toutefois « serrés par des flics en civil », comme diront leurs comparses avant de s'engouffrei dans une bouche de métro. Direction Montparnasse, où les plus virulents seront remarqués parmi les pilleurs de la place du 18-Juin-1940.

Réactions contrastées des syndicats de policiers

La Fédération autonome des rendu hommage à « l'attitude policiers syndicatistes. Sinon, pour-syndicats de policie (FASP, majori-taire chez les policiers en tenue, des CRS et des autres forces n'encadreralent-ils pas demain proche de la gauche), qui avait délégué quatre cents de ses militants en tête du cortège, a indiqué que cette initiative e tout à fair exceptionnelle (...) n'avait d'autre but que d'empêcher un drame s dans une manifestation composée de jeunes gens ligis de douze à dixsept ans. La présence des délégués syndicanx a permis à leurs collègues en service «de distinguer les : manifestants lycéens pacifiques des casseurs et d'autres voyous », a estimé la fédération, dans un com-munique diffuse hundi 12 novem-

Le vieil homme

Rien de-tout cela, au stade

actuel, dans le mouvement des lyceens. Pas de projet de loi ou de

réforme contestée dont le retrait

pourrait être considéré comme une

répression comme ce fut le cas en 1986 après la mort de Malik Ous-

sekine. La colère des lycéens est

une colère plate, dont la charge émotionnelle n'est pas évidente.

et la casse

confrontées à la violence, considé-

Mise en garde

L'Union des syndicats catégoriets de la police (USC, 29,5 % des voix chez les policiers en tenne, proche de l'opposition) s'est éton-née de la participation de la FASP à la manifestation des lycéens. L'USC remarque que « l'encadrement d'une manifestation revient bre en fin de soirée. La FASP a aux organisateurs, et non à des

d'autres manifestations d'ogriculrant que e leur calme et leur sang- leurs ou de commerçants, par froid ont permis d'éviter le pire». exemple?» Les syndicats catégoriels mettent en earde le ministère de l'intérieur contre « les conséquences de telles pratiques » qui, si elles devaient se poursuivre, pour-raient conduire à « la création de deux catégories de policiers : les premiers seraient les bons policiers qui auraient encadre une manifestation; les seconds seraient des maiorais policiers qui auraient rétabli l'ordre après que des manifesta-tions encadrées par des políciers eurens dégénéré ».

> savent, c'est que, du gâtean de l'opulence, ils n'auront qu'une part dérisoire. Car l'école, déjà, les a largués. Alors ils se servent. Les pillages n'ont pas d'autre sens : fringues et hi-fi, dans les marges de la manifestation du 12 novem on n'a pas cassé au hasard et aucun libraire n'a été inquiété.

Une ou deux jeunesses? Ils ne nous ressemblent pas, disaient les lycéens trustrés. Sans doute, mais ils symbolisent assez, ces zonards, la forme extrême des échecs qu'ils redontent tous. Ils sont au-delà de la prétendue égalité des chances. La manif du 12 novembre leur aura permis d'être, momentanément, puissants dans la Ville-Lu-mière. Vaulx-en-Velin, ce soir-là, n'était pas loin de la tour Montpar-nasse. Des ghettos débordaient sur

Que peut l'Etat, titulaire de la force et maître du discours? Au plus haut, il caresse la jeunesse dans le sens du poil. On l'observe dans bien des familles : les grandsparents que les parents. Mais cette l'hémais de sourien a table d'autre de sourien a table d'autre. gents que les parents. Mais cette thérapie de soutien a-t-elle d'autre effet que dans le domaine de l'affectivité? On a observé à juste titre, depuis le début de cette éruption lycéenne, le flou des demandes. Mais que veulent-ils? La question la plus importante n'est sans doute plus celle-là, elle est de savoir ce que veulent les pouvoirs - éducatif, politique, économique, culturel, - ce qu'ils offrent, eux, comme perspective à offrent, eux, comme perspective à cette jeunesse qui fait pression sans trop savoir ce qu'elle réclame.

sans trop savoir ce qu'elle réclame.

La directrice du lycée Fénelon, à Paris, M= Gentzhittel, proposait iundi matin que l'éducation nationale s'organise, comme le fit naguère l'Eglise catholique, en «concile». Pour s'arrêter, faire le point, faire son nettoyage de printemps. Il est à craindre qu'il ne faille élargir l'idée à l'ensemble de la société si l'on ne veut pas que cette génération, comme la précédente, rentre dans le rang, chacun cherchant à tirer profit pour son propre compte d'un système dont on aura momentanément dénoncé l'injustice avant d'en bénéficier ou d'en être victime.

Un rendez-vous désastreux

par Gérard Courtois

seurs. Ce rendez-vous, tout le monde l'attendalt après trois semaines d'agitation croissante, désordonnée, incertaine.

Au-delà de leurs divisions parlsiennes, les lycéens y voyaient enfin l'occasion de faire une démonstration de force suffisante nour que les nouvoirs publics de se contentent plus de les écouter mais leur apportent des réponses concrètes.

Le gouvernement, Llonel Jospin en tête, espérait que sa pédegogie patiente de la négociation finirait par porter ses fruits. Avec, à la clef, une mise à plat rapide de tous les problèmes, de toutes les attentes et une discussion point par point des solutions possibles.

Les casseurs, eux, rongeaient leur frein depuis le 22 octobre, date de la première manifestation devant le ministère de l'éducation. La faiblesse de leur nombre comme la placidité des forces de l'ordre ne leur avaient pas encore permis de faire de la capitale le héâtre de faits d'armes plus glo-

Ce rendez-vous du 12 novembre, seuls les casseurs ne l'ont pas manqué. Protégés par le nombre, nageant dans le cortège lycéen comme poissons dans l'eau, filant entre les mailles d'un service d'ordre insuffisant et statique, bénéficient enfin d'une sorte de solidarité tecité de génération, ils ont confisqué, à leur profit, l'image de la manifestation.

En direct devant les caméras de télévision, ils ont réussi à marier tous les fantasmes de violence : le moderne western urbain des bandes de banlieue et les images enfouies de mai 1968 : voitures en feu, cocktails Moiotov et scènes d'émeute dans les beaux quartiers sur fond de pillage de magasins et de ce que l'on appe-lait naguère à l'époque du gauchisme musclé - « la récupération proléterienne».

En profondeur, le résultat est désastreux pour le gouvernement. Le dérapage de la manifestation offre à la droite l'occasion inaspérée de faire oublier ses querelle de chefs et de retrouver le terrain sûr de la défense de l'ordre et de la sécurité. L'attitude des sénateurs, dans la soirée du 10 novembre, interrompant leur séance de nuit pour protester contre la nonintervention des forces de l'ordre, dit assez le ton de la polémique qui risque de se développer dans les prochains jours. A l'extrême droite, plus encore,

on jubile avec discrétion. La com-position, principalement « black » et « beur » des bandes de jeunes casseurs de boutiques ou de voi-BRUNO FRAPPAT | tures permet au Front national

dans les lycées de l'Hexagone Pour l'immédiat, c'est toute la tactique du gouvernement pour circonscrire le malaise des jeunes et ramener le débat sur le terrain

rendue caduque. Fidèle à sa ligne de conduite de ces demières samaines, M. Jospin a ainsi proposé d'ouvrir très viçe, au ministère de l'éducation natioles représentants du mouvement lycéen. Aucun sujet ne doit être écarté, a t-il précisé, depuis les € nouveaux moyens humains et matériels pour les lycées » jusqu'à l'organisation des études ou des rythmes scolaires en passant par les conditions de vie à l'intérieur des établissements ou les droits et obligations des lycéens. Et, pour donner plus de rigueur à ces « sujets de discussion et de déci-sion » ; il entend les inscrire dans le cadre d'un « plan d'urgence » dont le principe a été décidé par le

de l'éducation, qui menace d'être

Un sérieux pas en avant

Si les mots ont un sens, il s'agit d'un sérieux pas en avant en direction des lycéens. Non seulement le ministre ouvre la porte à une ral-longe budgétaire, mais il laisse entendre que sur tous les thèmes évoqués les dossiers sont prêts pour une concertation précise. Ainsi de la rénovation des lycées : le gouvernement n'exclut pas que les collectivités locales qui en sont responsables puissent bénéficier de bonifications d'intérêts en fonction de l'enveloppe financière qu'elles seraient prêtes à consen-

De même, l'élargissement du droit d'expression des lycéens pourrait être accompagné de cré-dits pour la formation des délégués des élèves. Quant aux réflexions sur l'avenir des lycées, M. Jospin prend bien garde d'y associer tous les partenaires de la communauté éducative et en particulier les enseignants. Une réunion du Conseil supérieur de l'éducation est, à cet égard, envisagée dès

Bref, tous «les moyens d'une issue positive sont réunis » selon les termes du ministre de l'éducation. Qui voudra les saisir? Et au-delà du débat sur l'éducation et les lycées, la crise larvée depuis trois semaines n'est-elle pas en train de déboucher sur une déflagration politique plus profonde? Ce sont les deux questions essentielles

Les lycéens - troisième acteur de cette journée du 12 novembre - ont manifesté pour demander vert qu'ils attendaient?

TOUT le monde était au rendez-vous du 12 novembre. Les Dès lundi soir, M. Le Pen dénon-certes, mais surtout « des actes, tre de l'éducation, pour ne pas abattra toutes sea cartes d'antrée de leu trace une démarche out risque d'être assimilée aux secondes plus qu'aux premiers. Remplissons, par la négociation, le cadre du plan d'urgence, leur proposet-il. Combien de milliards mettezvous sur la table lui répondent les lycéens ?

Partie de poker

Au-detà de cette partie de poker aléatoire tout le problème est de savoir si les deux « coordinations » de lycéens suront, demain, la volonté de saisir la perche tendue. Sont-elles assez fortes, assez représentatives, assez implantées dans les lycées pour s'engager dans une négociation complexe dont elles pourraient ensuite faire une victoire de leur mouvement? Ne seront-elles pas plutôt tentées, surtout après les encouragements du président de la République, de prolonger le cycle plus commode

Au côté de la coordination animée par les Jeunes communistes. trotskistes et socialistes du courant Chevènement, la réponse est venue dès lundi soir : le rendezvous est pris, pour de nouvelles manifs vendredi 15 novembre, jour du vote à l'Assemblée nationale sur tous les budgets réservés, dont celui de l'éducation.

L'attitude de la coordination animée par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), proche de SOS-Racisme, était plus prudente lundi soir. Tous les thèmes de discussions proposés par M. Jospin sont trop proches de sa propre plate-forme de revendications pour qu'elle puisse les écarter d'un revers de la main. A moins que les parrains politiques de la FIDL, notamment MM. Dray, député de l'Essonne et Mélenchon sénateur de l'Essonne, les responsables de la Nouvelle école socialiste, aient décidé de faire l'impasse sur les problèmes éducatifs et leur dimension « syndicale » pour privilégier des objectifs politiques.

L'attitude de Nacer Ramdane, militant de la FIDL, qui déclarait en sortant de l'Elysée le 12 novembre € c'est au gouvernement Rocard de prendre ses responsabilités » n'est-elle pas le signe que le chef de l'Etat lui-même donne aux partisens de la politique du pire le feu

Lundi, en fin d'après-midi, pas-sant devant les Invalides, un animateur à bord d'une camionnette-sono, en tête de la manif, las de s'égosiller seul, lança à la foule sui-veuse : « Si vous avez des slogans, veuse: «SI vous avez des siogans, on est preneurs!» Comment mieux avouer l'absence d'inventivité qui caractérise ce mouvement par rap-port à ses devanciers? Un long cos-tège, certes, mais effiloché, peu ardent – et si set il y avait elle

n'était guère joyeuse. La bienveillance, pourtant, était générale. Consignes de modération du préfet de police, militants de la Fédération autonome des syndicats de police faisant rempart de leurs corps (contre quoi? on se le demande encore...), indulgence des parents, autorités de l'Etat stationment dans tous leurs palsis pour nant dans tous leurs palais pour recevoir des délégués, médias

Malaise diffus, multiforme, anxiété sourde face à l'avenir, tout victoire. Pas de personnage-repons-soir dont la démission mettrait les foules en liesse: Lionet Jospin est brocarde gentiment, il n'est pas détesté. Pas de tragédie sur fond de cela est connu et traverse les générations qui se succèdent sur le pavé de Paris. La nouveauté, c'est l'arde Paris. La nouveaute, c'est l'argent. Il revient comme un thème
obsédant : pognon, frie, thune, Jospin à la caisse, des sous... Tout se
passe comme si les jeunes de cette
génération avaient, contrairement
à celle de 1968 qui se voulait prophétique, accepté le rôle de l'argent
dans la société où ils s'apprétent à
entre.

fonle était un peu comme un ado-lescent à qui l'on demande ce qui

ene va pas» et qui répond:

Rien., enfin, tout s.

Ouelle part du gâteau?

Comme s'ils savaient que, au-dessus des discours généreux et du consensus mou, trônait le vrai roi du monde adulte. Nous voulons rénssir, disaient les étudiants de 1986. Leurs petits frères de 1990 précisent la demande : pour réussir, il nous faut des moyens, nous voulons être armés pour une société de compétition. Au fond, ce que chacun recherche, c'est une assurance sur la vie professionnelle future : à la collectivité de cotiser.

Et puis, il y a les casseurs, ces cancres de la manif. Ils se moquent de la réassite scolaire, et de la réussite professionnelle, comme de Colin-Tampon. Pour une raison très simple : ils savent peu de choses, mais il y a une chose qu'ils

L'HERMÈS Editeur

attentifs toutes cameras braquées,

professeurs discrets mais présents. Mais le œur n'y était pas. Cette

(1) 46 34 05 25 Collection «L'ESSENTIEL SUR» pour B.T.S. deux nonveautés par Isabelle ZECH

 droit civil et droit commercial droit du travail et droit social Diffusion: MEDILIS S.A. 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

Jelio 150

Mozart, l'éternelle rencontre de la musique et de l'âme.

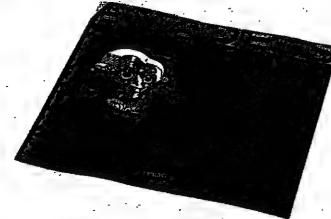


RENCONTREZ M

SUR







A l'occasion du Bicentenaire de Mozart, la Fnac vous offre le guide Amadeus, une sélection de disques, de livres et de voyages à la découverte de Mozart. Il est à votre disposition dans toutes les Fnac.

T 143 "

ART... SURTOUT A LA FNAC



ENCON



Les communistes au cœur de la fronde

Des défilés sans incidents dans les autres villes de France

Au total, deux cent mille jeunes lycéens ont manifesté fundi 12 novembre dans les grandes villes de province. Les principaux rassemblements ont eu lieu à Brest, à Bordeaux, à Toulouse (de quinze à vingt mille), à Grenoble (douze mille), à Lyon et à Nantes (dix mille), à Montpellier, à Nice, à Strasbourg, etc.

n Lyon - Les lycéens lyonnais étaient plus de 10 000, réunis place Bellecour pour la manifestation de lundi. Le matin, seule la moitié d'un convoi avait quitté le quai pour Paris, au lieu des deux trains prévus. Les élèves des établissements de Lyon et de la banlieue avaient préféré se réunir dans leur ville, sous la direction de l'unique coordination locale.

Face au podium érigé par la mairie de Lyon, les jeunes ont égrené, lycée après lycée, leurs revendica-tions. Les élèves des lycées professionnels ont surtout réclamé cantine et foyer, alors que ceux de l'enseignement général out ajouté aux revendications habituelles un désir d'expression au sein de leurs établissements. Un providentiel musicien est venu mettre un peu d'ambiance, trompette à l'appui. Il fut rapidement détrôné par un « rappeur » qui déclina les slogans sur un rythme syncopé.

C'est en se divisant pour aller en délégation au rectorat et à l'hôtel de ville que se produisirent les seuls incidents de la journée. Le groupe de manifestants en route pour la mairie s'engagea dans une

rue commerçante. Deux vitrines ont alors volé en éclats. Elles contenaient des vêtements de marque, et les «doudounes» furent raflées. Et c'est dans un nuage de plumes que les jeunes casseurs se partagerent le butin, pendant qu'un membre de la coordination tentait de ramener les cintres à l'intérieur des magasins, (Corresp.)

Marseille. - On n'avait pas vu autant de monde défiler dans les rues du centre de Marseille depuis 1986... lors du dernier mou-vement étudiant. Ils étaient de 10 000 à 15 000 à participer, durant plusieurs heures, de la Canebière à la préfecture en passant par l'hôtel de région et l'inspection d'académie, à la manifestation, qui s'est déroulée sans

Les manifestants, venus de la plupart des lycées des Bouches-du-Rhône – tandis que trois cents des leurs étaient « montés » à Paris, ont eux-mêmes assuré le service d'ordre, reconnaissable aux brassards de couleur distinguant chaque établissement. Des enseignants nombreux avaient tenu à s'associer à la manifestation et suivaient le cortège des jeunes derrière les banderoles de leurs organisations syudicales. (Corresp.)

D Toulouse . - Dans les rues de la ville, les quelque 10 000 manifestants qui ont paralysé le centre, lundi pendant plusieurs heures, avaient l'oreille tendue au moindre bruit venu de la capitale. Chacun sentait que le cortège toulousain ne serait jamais qu'une sorte d'image projetée et réduite du mouvement parisien. Quelque 700 jeunes, dimanche soir, avaient obtenu de

la SNCF le droit de voyager gratuitement dans le train de nuit Tou-

The state of the s

Image différente à coup sûr de Paris: pas de débordements, pas de vitrines cassées, à peine deux on trois petits incidents, rue Saint-Rome. Sage Toulouse, qui a voulu, à l'instar des autres villes de la région, Tarbes, Albi, Cahors, Rodez, donner de son défilé lycéen un spectacle à la hauteur des causes défendues. Les slogans comme : « Jospin, montre-nous tes bourses », que soulignait un dessin suggestif, étaient à peine plus impertinents que lors des précédentes manifestations. Mais derrière la fête, perçait l'inquiétude pour l'issue du mouvement, (Cor-

Besaucon. - « On a préféré manifester ici piutôt qu'à Paris, pour ne pas être mêlés à la violence», explique une lycéenne. Comme elle, ils étaient environ 10 000, lundi dans les rues de Besancon, rejoints par un millier d'étudiants en lettres, des enseignants et quelques parents d'élèves, « Des sous pour l'éducation, pas pour les canons », disaient les banderoles, rappelant aux Francs-Comtois que « l'Etat devrait se préoccuper de former ceux qui feront la nation de demain, plutôt que de se préparer à la guerre du

Descendus dans la rue tardivement, les lycéens bisontins se sont vite organisés, mettant en place une seule coordination, qui s'est efforcée, avec plus ou moins de succès, de faire bouger à la fois l'université et les LEP. En refusant de se rattacher à l'un ou l'autre des

courants parisiens, les délégués de cette coordination affirment à la fois leur autonomie et une prise de conscience de la réalité régionale. Et si M. Jospin reste la cible preserée des lycéens, un document a été remis conjointement au recteur et au président du conseil régional de Franche-Comté, à l'issue de la manifestation du 12 novembre, dispersée sans incident. D'autres dossiers devraient être constitués dans chaque lycée et transmis au recteur par l'administration de l'établissement, (Corresp.)

Clermont-Ferrand. - « Ici, nous voulons rester indépendants.
En aucun cas, nous ne tomberons dans le piège de la politisation.
Car, lorsqu'il y a politisation, il y a récupération et déstabilisation du mouvement! mouvement!...» Celui qui s'ex-prime ainsi est l'un des responsa-bles de la coordination lycéenne indépendante clermontoise, à l'initiative de la manifestation de lundi, qui a attiré cinq mille lycéens sur la place de Jande.

Une délégation s'est entrelenue pendant plus d'une heure avec le recteur. «A Paris, explique un responsable, nous sommes partis en petit nombre, pour exprimer notre desaccord avec la politisation du mouvement. » Et ce n'est pas par hasard que les banderoles du SNES, du SGEN-CFDT et du SNLC-FO ont fermé la marche. Les lycéens clermontois avaient également décidé de reprendre les cours des mardi matin, sans pour autant renoncer à leur action, la autant renoncer a teur action, la coordination indépendante lycéenne clermontoise s'appellant désormais « comité des lycéens ». (Corresp.)

u Lille. - Sur la grand-place de la ville, 3 000 jeunes ont circulé, quasiment sans mot d'ordre, sans itinéraire précis, sans siogans. Les autres avaient pris le train pour Paris, certains même du lycée de Villeneuve-d'Ascq ayant fait le déplacement à vélo. De nombreux élus avaient cédé à la pression des jeunes dans la rue pour accorder des facilités de transport, bus et autres. Seul M. Mauroy, député, maire de Lille et premier secrétaire du PS, s'y était refusé : « Je ne donneral pas un sou pour aller mani-fester à Paris dans la confusion ou pour participer à je ne sais quel jamboree ou surprise-partie.»

M. Michel Delebarre, vice-président du conseil régional, a reçu une délégation des 1 500 lycéens du secteur de Roubaix-Tourcoins, soulignant l'effort – réel – de la région en faveur de la construction et de la rénovation des lycées. La constitution, aupr regional, d'un conseil permanent de lycéens est en projet. En attendant, rendez-vous a été pris pour janvier, au moment de la discussion budgétaire à la région. Le ministre a demandé aux lycéens de fixer leurs priorités. (Corresp.)

M. Lajoinie à l'écoute de... Krishnamurti! M. André Lajoinie a l'air benoît d'un surveillant général

un jour de distribution des prix. Flanqué de M- Hélène Luc, sénateur du Val-de-Marne, et de M= Danielle Bidard-Reydet, sénateur de Seine-Saint-Denis, il sourit paternellement en regardant les deux jeunes lycéennes intimidées poser leurs sacs à dos sur le parquet du quatrième bureau du Palais-Bourbon avant de s'asseoir devant lui.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale est sûr de son affaire. Depuis le début de la fronde lycéenne, son parti se situe à la pointe des événements. Ce sont les jeunes communistes des lycées de Seine-Saint-Denis qui ont lance le mouvement, le mois dernier, en reprenant les siogans essayés à la Fête de l'Huma, et le succès croissant des manifestations, qui culmina aujourd'hul, conforte le PCF dans sa stratégia : c'est en participent aux cluttes a sur le terrain, sans chercher systematiquement à contrôler les mouvements revendicatifs, comme le faisaient leurs aînés, que les militants communistes feront valoir leur différence aux yeux des autres Français.

L'Humanité a mis le « paquet ». Ce lundi matin 12 novembre, encore, le quotidien du PCF consacre toute sa cune » et douze pages à la eforce lycéenne ». Dans son éditorial, Claude Cabanes a écrit que « cette grande marche pour l'éducation (...) va ouvrir une grande trouée bleue et créer un immense appel d'air pur...».

Le PCF se sent rajeunir au contact de ces jeunes venus des anciennes banlieues «rouges» pour crier leur « rasle bol ». Il se sent en phase avec eux. Mieux, pour lui, ce qui se passe en ce moment même dans les rues de Paris constitue assurément l'acte fondateur de son nouvel essor, la prauve de con renouveau assuré, et, par la même occasion, un démenti aux prétendus « refondateurs » du parti. M. Lajoinie n'en finit pas de sourire aux anges... il e tout prévu. Bien sûr, les parlementaires sont totalement d'accord avec les manifestant plate-forme revendicative est justifiée, l'attitude du gouvernement condamnable. Le communiqué final est prêt. Il se résume en quatre mots: « Nous sommes avec vous i >

«Le problème est l'éducation de l'éducateur...»

« J'al vachement de choses à dire i » Déléguée de la FIDL, Emmanuelle, dix-sept ans, visage mutin ourlé de fines tresses noires, élève au lycée autogéré » de Vaugirard, fouille dans son sac et ouvre un livre. « D'abord, je veux vous lire çà, page 114... s Elle cite un texte philosophique qui invite les adolescents à se montrer attentifs à autrul... Un texte de... Krishnamurti, adressé aux étudiants. Krishnamurti l Le penseur indien qui récusait tous les systèmes, tous les cultes, tous es partis, tous les gourous i Cet esprit libre qui savait si bien parier de l'école et des enseignants : «L'éducateur n'est pas un simple agent de renseignement ; il oriente vers la sagesse, vers la vérité. La vérité est beaucoup plus importante que le maître. La recherche de la vérité est religion. Et la vérité n'est d'aucun pays, d'aucune foi. Elle ne peut être trouvée dans aucun temple, église ou mosquée. Sans cette recherche de la vérité, une société se décompose repidement (...) La vraie éducation commence par celle de l'éducateur. Il doit se comprendre lui-même et être affranchi des façons de penser stéréotypées. Car son enseignement est à l'image de ce qu'il est. L'orsque l'instruction qu'il a reçue n'a pas une base de vérité, que peut-il enseigner, si ce n'est le savoir mécanique qu'il possède ? Le problème,

donc, n'est pas l'enfant mais les parents et le maître. Le problème est l'éducation de l'éducateur... (1) >

Emmanuelle n'en finit pas de lire. Sa copine, la blonde Sophie, élève au lycée du Raincy, l'écoute sagement. Déconcerté par cette entrés en matière, M. Lajoinie ne sait pas quelle contenance adopter. Il en devient emprunté. « Quelle leçon vous en tirez? ». demande-t-il à la jeune fille. Emmanuelle replonge dans son livre et cite de nouveau Krishnamurti : « ... Vous-même devez vous voir tel que vous êtes... > Un ange passe dans le qua-

, if ######

The state of the state of

are a second

September 1

417 1 4 1

1 to 100

The Better of

10.00

77.44

«Et vos revendications? Votre plate-forme?, interroge doucement M. Lajoinie. Vous savez, nous, nous avons voté contre le projet de budget de l'éducation nationale et nous serons à votre disposition... Emmanuelle allume une cigarette et interrompt le président du groupe communiste : « Vous savez, mol, je n'arrive pas à suivre le charabia politique... »

Sophie s'en mêle poliment : «Pouvez-vous nous dire dans quel sens vous voulez modifier le budget de l'éducation nationale? > Me Luc intervient : « Vous savez, André Lajoinia, qui a été candidat à l'élection présidentielle, a toujours dit qu'il faudrait réduire de 40 milliards les dépenses d'armement pour les affecter à l'éducation nationale et à la recherche...» Emmanuelle opine du chef. M. Lajoinie s'enhardit : «Nous ne voulons pas vous raconter d'histoires. Regardez un peu la courbe des crédits de l'éducation nationale par rapport au PIB... Vos propositions rejoi-gnent tout à fait les nôtres.... Emmanuella lut offre une affiche. « Vous pourrez m'écrire tout ce que vous me dites, demande-t-alle à M- Luc. J'en al ploin la tête... >

«Il essaie de vous tromper»

La jeune fille raconte sa vie,

son plaisir de vivre en autogestion dans son lycée, ses angoisses personnelles, ses parenta divorcés, ses démâlés les dirigeents du foyer de la DASS où elle séjourne et où elle vient d'être « tabassée » par un surveillant. « Ecrivez vite au président du conseil général l ». recommande M- Luc. Emmanuelle paraît lasse : « Nous ne sommes que des fourmis, de petites fourmis qui se battent ensemble pour des causes individuelles... » Elle en veut à tous les cheaux parleurs» et à M. Jospin en particulier : « Il nous a pris pour des abrutis. Aujourd'hui, il a du mal à trouver de l'oxygène. Il ne comprend pas qu'un jour il mourra et que nous nous serons encore là, dans cette société où les jeunes stagnent. C'est absurde l C'est Picasso dans l'éducation nationale I Nous sommes plus importants que lui, non?» « Il essale de vous tromper i », renchérit Me Luc. M. Lajoinie a retrouvé son sourire. Un sourire qui se fige quand Emmanuelle replonge dans son sac. Elle en sort un manifeste libertaire -«un texte très classe», dit-ellesigné d'un « Collectif pour la liquidation de toutes les illusions), puis un poème -« L'amitté, c'ast comme le cristal... » - et, de nouveau, Krishnamurti : € Nous proclamons si facilement notre amour pour les enfants i Mais y a-t-il de l'amour dans nos cœurs lorsque nous acceptons les présentes conditions sociales, lorsque nous ne voulons pas transformer radicalement cette société destruc-C'est alors qu'on annonce

l'arrivée de l'autre délégation, celle qui comprend les délégués des jeunes communistes. M. Lajoinie reprend la pose du proviseur paternel. Retour à la

ALAIN ROLLAT

(1) De l'éducation, Delachaux et Niestlé éditeurs, 1972.

Plus de soixante mille manifestants dans toute la Bretagne

de notre correspondant

Encadres par la CGT, dont la plupart des permanents étaient présents à la manifestation de Rennes, encouragés par les syndi-cats d'enseignants, dont les mots d'ordre de grève n'ont cependant guère été suivis, les lycéens, en Bretagne, ont réuni près de soixante-cinq mille manifestants.

lis étaient 20 000 à Brest, où le mouvement semble le plus dur. On en comptait aussi 15 000 dans les rues de Rennes, 10 000 à Quimper. A Redon, un millier de lycéens ont retarde de 25 à 45 minutes des trains entre Rennes et Nantes ou Quimper. Ils ont aussi bloqué un pont routier entre l'Ille-et-Vilaine, le Morbinan et la Loire-Atlantique.

3 000 manifestants à Saint-Brieuc, 8 000 à Vannes, 5 000 à Lorient, des centaines encore à Saint-Malo, Vitre, Fougeres, Guingamp et Lan-nion : la Bretagne du « bac pour tous » était landi dans les rues.

« C'est dans les provinces qu'il faut agir »

M. Pierre Méhaignerie, président du conseil général d'Illo-et-Vilaine et président du CDS, a lancé un 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat, cela ne veut rien dire. Mais, ajoute t-il, que l'on décide tout de suite d'offrir un métier à 100 % d'une classe d'âge!»

Deux cents lycéens du LEP de Tinteniac ont retardé la circulation sur la route Rennes-Saint-Malo

pendant quelques heures. Même chose pour le lycce agricole situe près de La Roche-Derrien (Côted'Armor), où plus d'une centaine d'élèves ont bloque un pont, avec cette double revendication : « De l'argent pour les écoles et pas pour la guerre du pétrole » et « N'allons pas à Paris, c'est dans les provinces qu'il faut agir ».

La FEN-Bretagne a souhaité, lundi soir, la réunion d'urgence d'un conseil académique, ouvert aux lycéens désignés par leur coordination. Le conseil région géré quant à lui la rapide mise en place d'un « conseil régional de jeunes ». L'idée a également germé de la réunion d'états généraux de lycéens, appuyés par des carnets de

CHRISTIAN TUAL





SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les suites judiciaires de l'accident de l'Airbus de Mulhouse-Habsheim

La diffamation en préface

Le commandant Michel Assefine, pilote de l'Airbus A-320 qui s'est écrasé le 26 juin 1988 près de l'aéroport de Mulhouse-Habsheim, n'a pas attendu le procès où seront établies les resnonsabilités de cet accident, ayant provoqué trois morts et une cinquantaine de blessés, pour présenter sa défense. A plusieurs reprises, il s'est confié à la presse et c'est ce comportement qui lui vaut de comparaître depuis le lundi 12 novembre devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour répondre du délit de diffamation anvers l'administration du ministère des transports et envers M. Daniel Tenenbaum, directeur général de l'aviation civile, et M. Robert Davidson, responsable du bureau enquête accident de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC).

Ce procès est celui de M. Asseline. C'est son audience, à laquelle il est venu avec son coinculpé, M. Norbert Jacquet, président d'un syndicat de pilotes, ses témoins, ses cassettes vidéo et ses documents, qui sont projetés sur un écran au fur et à mesure qu'il les évoque. Aussi n'était-il pas question que cette poursuite connaisse le sort habituelement réservé aux procès en diffamation, en subissant un renvoi à une date ultérieure pour de mesquines raisons de procédure. Et, si M° Jean-Michel Agron a soulevé, du bout des lèvres, quelques arguments de sursis à statuer, ce n'était pas l'avis de M. Asseline et de M' Chris-O. B. tian Charrière-Bournazel, qui

étaient bien décidés à en découdre au plus vite, dans un prélude au procès de l'accident.

Pour ce pilote, celui que l'on juge aujourd'hui c'est l'Airbus A-320, «un appareil dans lequel nous avions totalement confiance», insiste M. Asseline, en lâchant cette formule feroce « C'était l'airbus qui ne mule féroce : « C'était l'avion qui ne décrochait pas, tout comme le Tita-nic ne pouvait pas couler.» Et il explique les circonstances qui ont précédé l'accident de cet avion, survenu lors d'un voi de démonstration effectué avec cent quarante passa gers à bord. Il croyait voler à 100 pieds (33 mètres), alors que l'appareil n'était qu'à 30 pieds (10 mètres). Cette différence, il l'impute à un mauvais fonctionnement de l'aktimètre barométrique, qui aurait donné une indication avec une erreur de 65 à 70 pieds. Quant à l'altimètre radio-sonde, un appareil dont la voix synthétique énumère les altitudes, il n'a pas pu l'entendre, car, à l'époque, ce circuit était rac-cordé à un haut-parleur et non pas eu casque des pilotes.

Mais, surtout, M. Asseline accuse les commandes électriques très sophistiquées de l'Airbus et le logiciel de contrôle, qui ont, selon lui, mis trop de temps à réagir lorsqu'il a manœuvré la manette des gaz pour prendre de l'altitude, afin d'éviter les arbres. «Je pousse la manette, et puis j'attends. Qu'est-ce qui se passe? Rien. J'ai pas de moteur.» Et l'appa-reil s'est écrasé dans la forêt qui borde la piste.

Les boîtes noires

Enfin, le pilote présente un troi-sième grief : les boîtes noires contenant les enregistrements des paramètres de vol, et qui ont été soumises aux enquêtes judiciaires et administratives, sont fausses. Si, au début de son propos, il les soupconnait d'avoir été trafiquées, en affirmant qu'il connaissait des services techniques où l'on peut «fabriquer des bandes comme on veut », il soutient ensuite : «Les boites noires, ça ne se trafique pas, ça s'échange. (...) Ce ne sont pas les mêmes, et je pèse bien mes mois. » En tout cas, il a relevé ce que Mª Agron appelle des « anomalies » et des « incohérences » dans l'enregistrement des données. Et l'avocat parle, lui aussi, de e falsi-

« Ce vol s'est fait en contradiction avec les règles élémentaires du bon sens», estime M. Tenenbaum, qui répète tout net que faire voler un appareil en démonstration avec des passagers est « une connerie ». Et, pour lui, les choses sont simples "Le pilote a remis les gaz trop tard. Tout le monde sait qu'il faut six à huit secondes pour que les moteurs atteignent leur plein régime.»

Il reste que l'enregistrement des bruits et des conversations, plus compréhensible au tribunal que le listing des paramètres techniques, ne semble pas parfait. Plusieurs ver-sions de la transcription ne portent sident Alain Lacabarats s'étonne que la mention «boum, boum» ait été supprimée dans un rapport définitif. Pour M. Davidson, c'est le bruit de l'impact du fuselage sur les branches. Mais M. Asseline soutient qu'il pourrait s'agir d'un « pompage », une sorte de raté des moteurs se traduisant par des explosions. Ce n'est pas l'avis de M. Claude Bechet, président de la commission d'enquête administrative nommée par M. Louis Mermaz, à l'époque ministre des transports : « Tous les éléments montrent que les moteurs repartent normalement supprimée dans un rapport définitif. moteurs repartent normalement mieux que dans la certification et sans aucune trace de pompage.»

••• Le Monde • Mercredi 14 novembre 1990 15

Des transcriptions incomplètes, un croquis mai réalisé, des paramè-tres incohérents, des erreurs d'interprétation : tout cela conforte Mª Agron dans son idée d'un com-plot destiné à couvrir des défauts de l'appareil pour des raisons économiques. Le tribunal ne lui répondra pas sur ce point et se bornera à dire, dans un mois, si M. Asseline a tenu des propos diffamatoires ou si, peut-être, quelques erreurs dans les enquêtes lui ont permis de croire, de bonne foi, à une falsification.

C'était un peu le sens du témoignage de M. Yves Stephan, membre du bureau du Syndicat national des pilotes de lignes, qui a déclaré : « Personnellement, je regrette que les procédures judiciaires n'alent pas été respeciées dans la transmission des boîtes noires à la commission d'enquête. Sans contrôle judiciaire, ça laisse tout supposer. » Quant aux caractéristiques de l'appareil, elles sont désormais irréprochables, car ce pilote précise : «L'A-320 qui vole aujourd'hui n'est pas celui de 1988; iogiciel a été changé.»

MAURICE PEYROT

D Seconde tentative de suicide de Cheyenne Brando à Tabiti. - La fille de Marion Brando, Cheyenne vingt ans, inculpée de complicité d'assassinat après le meurire, le 16 mai, de son ami Dag Drollet par son demi-frère, Christian Brando, a tenté, une nouvelle fois, de se donner la mort, par pendaison, dimanche 11 novembre, à Papeete, au domicile de sa mère, l'actrice tahitienne Tarita. La mère de la jeune fille l'a découverte inanimée dans sa chambre, quelques minutes après le drame. Immédiatement conduite au service de réanimation de l'hôpital territorial Mamao de Papeete. Cheyenne a pu être sauvée in extremis et placée sous respirateur

Les réactions dans les milieux politiques

Le Front national dénonce les « voyous et casseurs d'origine immigrée »

« Génération gâchée ! », « Facs bondées!», « Insécurité au lycée ! », « droite et d'extrême droite. Il condamne « les tentatives d'assimilation des casseurs aux immidune publicité bien connue d'une condamne « les tentatives d'assimilation des casseurs aux immidune prés et les déclarations qui annugamme de produits laitiers destinés aux bambins. Cette question fait l'objet de la campagne lancée, lundi matin 12 novembre, par les jeunes du parti chiraquien. Elle figure sur quatre affiches représenant respectivement MM. François Mitterrand, Michel Rocard, Pierre Joxe et Lionel Jospin dont les yeux sont cachés par un rectangle blanc.

114 1 1 2 2

 $\operatorname{Prop}_{\mathbb{R}^{n+1}}(\mathbb{R}^n) = \operatorname{Prop}_{\mathbb{R}^n}(\mathbb{R}^n)$

Nation 14-76

The state of the s

1.0 cm (=

n Lorenza

e de la propertie

THE RESERVE

2000 未加重数

1919 + 19 **38** 1919 - 1914 | 1923

foliate range

of an hope

en di matrig

 $G : \mathcal{C} \to \mathcal{C}$

والإسواء المائية

1 116 53

1 71177 321

M. Mauroy: « Un malaise face à l'avenir

Comme en écho, le Front natio-nal a ajouté, en substance, dans l'après-midi : « Les casseurs dans rue | Merci qui ? » Même motif, même punition : merci les socialistes, répond-on lci et là. e Le socialisme, c'est le désordre », résume M. Bruno Mégret. «Audelà des légitimes revendications de la jeunesse concernant la sécurité dans les écoles, constate le délégué général du parti d'extrême droite, la manifestation, récupérée par des coordinations politisées et Compared to the c the state of the investies par des bandes organisées de voyous et de casseurs d'origine immigrée, a dégénéré parce que le gouvernement à lié les mains des forces de l'ordre et toléré les débor-dements des précédents cortèges. »

Dans la soirée, M. Jean-Marie Le Pen a indiqué qu'il faliait e être plus exigeant tant à l'égard des maîtres que des élèves ». Le président du Front national, qui soute 🤲 🛏 nait un candidat de son parti à 🔻 🐃 une prochaine élection cantonale, a e n'a pas manqué de souligner que sur une population de près de sont des etrangers » e cinq millions de lycéens, 30 % sont des étrangers ». Et pour préciser ser le tout, M. Jean-Yves Le Galconseil régional d'Ile-de-France, a consell regional à lic-de-l'alice, a rappelé que, « depuis des mois »; son parti « demande le démantelle ment des bandes de zoulous qui s'èment la terreur dans les transports en commun, les lycées et les cités » et qu'il « réclame l'expuision des voyous étrangers». Les irresponsables, merci qui? a rétor-qué, dans la soirée, le Monvement des jeunes socialistes (MJS), en

milation des casseurs aux immi-grés et les déclarations qui unugres et les acciarations qui annu-sent le gouvernement de faire le jeu de la violence s. Sur un autre regis-tre, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, s'est inquiété, sur RTL, de « cette espèce de rejet fort de l'opposition et d'une certaine manière de la majorité», craignant que tout cela « ne profite qu'à ceux qui sont antipolitiques ».

Au moment où la manifestion lycéenne commençait, M. Pierre Mauroy remarquait que ce mouvement « lémoigne d'une inquiétude, d'un malaise face à l'avenir, d'une génération qui attend de la société d'autres perspectives ». Le premier secrétaire du PS mettait en évidence les « gros efforts » faits, ces deux dernières amées, par le gou-vernement pour l'éducation nationaie, et, par précaution, il ajou-tait : « Aujourd'hui, il est possible de se comprendre, il nous faut donc

M. Méhaignerie: « Un besoin d'écoute »

L'appel de M. Mauroy n'ayant pas été entendu par quelques cen-taines d'excités, M. Henri Nallet a dit, par avance, merci au parquet. Le ministre de la justice s'est ému des « violènces commises sur les membres des forces de l'ordre char-gés d'assurer la protection des jeunes», et, « en conséquence », il a donné des « instruction au parquet de Paris » pour poursuivre « avec fermete » les auteurs de ces

La violence verbale falt la pige aux violences physiques. « Mai-heureusement, les casseurs l'ont emporté sur les lycéens. Il restera lycéens français des images de violence et de délinquance provoquées par des voyous », s'est lamenté M. Ladislas Poniacowski, député de l'Eure et porte-parole du Parti républicain: « Le ministre socialiste de l'intérieur, M. Joxe, en porte la grande responsabilité. Où était-il? Quelle consigne avait-il donnée?» s'est demandé M. Poniatowski. Défenseur des « lycéens français », il laisse au

représentation des activités écono-

- N• 90-1002 du 7 novembre

1990 modifiant l'ordonnance

FAITS DIVERS

Merci qui?

entre l'incompétence et la compli-

cité objective avec les casseurs

apour détourner l'attention de

opinion des vrais problèmes des

Pour le Monvement des jeunes

giscardiens, «la manifestation

lycéenne a échoué : elle a montré

une nouvelle fois un visage politi-

cien, car encadrée par des associa-tion de gauche. (...) Le président de la République, quant à lui, a su développer son habituelle démago-

gie et se conduit en petit père

gâteux et trresponsable des

M. Pierre Méhaignerie, prési-

dent du CDS, a indiqué que « les

jeunes ont peur d'être largués et ont besoin d'écoute ».

M. Chirac:

ladeamigation

Invité d'Europe 1, mardi matin, M. Jacques Chirac a affirme que

e le dialogue avec les lycéens est nécessaire ; l'augmentation de quelques crédits ne suffira pas. Il faut aller jusqu'à la remise en

cause d'un système tout à fait sclè-

rosé pour le saire évoluer». Et la

président du RPR d'ajouter :

« C'est un peu facile de souligner

exclusivement les carences de la

police. Le problème est celul des ordres politiques qu'elle a reçus. C'est de la responsabilité du minis-

tre de l'intérieur, qui n'a pas bien

apprécié les risques courus. » Le

maire de Paris suggère une indem-nisation « immédiate » des « vic-

times des voyous et des casseurs ».

ivočens ».

Dans le quartier du Sentier, à Paris

Six morts dans l'incendie d'un immeuble

antres ont été légérement blessées dans un incendie qui a ravage un immeuble, 18, rue Léopold-Bellan, dans le quartier du Sentier, à Paris (2), dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 novembre. Le sinistre, qui s'est déclaré vers 1 h 30, a été miques et sociales de l'outre-mer extrêmement violent, puisqu'il a ravagé les six étages de cet immeuau sein du Conseil économique et ble comprenant un hôtel meublé et des logements individuels.

Rapidement sur place, les. sapeurs-pompiers ont réussi à maîtriser l'incendie vers 3 heures

Six personnes sont mortes et six du matin. C'est au cours de leurs recherches qu'ils ont découvert, dans une courette intérieure, cinq cadavres carbonisés et un sixième au dernier étage de l'immeable.

> Seloa les sapeurs-pompiers, il semble qu'une explosion, dont la nature n'était pas déterminée mardi matin, se soit produite au premier étage de l'immeuble et se soit propagée par la courette inté-rieure, et par la cage d'escalier jusqu'au dernier étage, ravageant entièrement l'immeuble.

nº 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionna-– Nº 90-1003 du 7 novembre 1990 fixant les conditions exceptionnelles d'accès des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat aux échelles de rémunération des professeurs certi-

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 10 novembre : DES DÉCRETS

- Nº 90-997 du 8 novembre 1990 relatif à l'ordre des vétéri-- Nº 90-998 du 8 novembre

1990 portant statut du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne. - No 90-1000 du 8 novembre 1990 portant modification du code des postes et télécommunications,

de la réglementation et des prix du service des télécommunications dans le régime intérieur.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche II novembre :

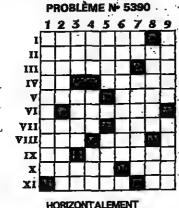
- Organique nº 90-1001 du 7 novembre 1990 relative à la

fiés, des professeurs d'éducation physique et sportive et des professeurs de lycée professionnel.

riat des salariés.

UN DECRET

MOTS CROISÉS



L Occasion de donner la réplique. II. Laissent entendre. - Ili. Est bien attaché. « Sème » en toutes saisons. - IV. Conjonction. Le père d'un cepizine. – V. Gros bras. A souvent des demes à ses côtés. - VL Va au violon. - VII. Récolte des miettes. Annonce un départ. - VIII. Annonce de nombreux déperts. Sont en nom-bre croissant. - IX. Se donne en

spectacle. Qui sont donc. - X. Est sur le Pô. A éveiller. – XI. Elément d'une pompe. Qui ne vit donc plus

VERTICALEMENT

VERTICALEMENT

1. Bon pour le service. — 2. Fut un homme à le mer. Moyen d'arriver. — 3. Suscite des résctions. Voie de bois. A beaucoup fait cuire. — 4. Doit quitter le foyer. Grande époque. Poll-que l'on ne ssureit avoir dans le main. — 5. Est américain. Cours de Pise. — 6. De quoi faire l'eppel. — 7. Poussé à la méfiance. Montrent les dents ou bien donnent des coups de bec. — 8. Sont mêlés à des attaques. Un homme et une femme. — 9. Sur un affluent du Rhin. Cherche à misux connaître.

Solution du problème nº 5389 Horizontalement ...

Cigarière. - II. Adamantin. Semainier. - IV. Seine. Rus. Nr. Parc. — VI. Speech. — VII. Or. Rotin. — VIII. Bar. — IX. Epeires. — X. Insérer. — XI. Su. Seau.

1. Cassis, Gris. - 2. Idea, Pou. Nu. - 3. Gamineries. - 4. Amar. Pau. - 5. Rais. Crier. - 6. Inn. Phobies. - 7. Etira. Terre. - 8. Rieur. Ire. - 0. Cassis france.

GUY BROUTY



DÉFENSE

Stationnées en Allemagne

Douze formations militaires françaises seront dissoutes dès 1991

Le ministère de la défense a confirmé, lundi 12 novembre, des informations de source parlementaire (le Monde du 10 novembre) selon lesquelles l'armée de terre commencera, en 1991, de dissoudre un certain nombre de ses régi-

Ce programme de dissolution de régiments devrait s'étaler entre 1991 et 1994, dans la perspective d'une diminution des effectifs globaux de l'armée de terre qui passeront de 285 000 à environ 250 000, suite à l'exécution du plan « Armées 2000 ».

Dès 1991, cette décision concerne la 3 division blindée (DB) installée dans la région de Fribourg, en Allemagne, puisque le chef de l'Etat a pris l'initiative de réduire de moitié, en 1991 et 1992, le corps d'armée français outre-Rhin. Il s'agit de l'état-major de la 3º DB et du 3º régiment de commandement et de soutien (à Fribourg); des 42º régiment d'infanterie. Il régiment d'artillerie et de

la 64 batterie d'artillerie de corps d'armée (à Offenburg); du 135 régiment du train (à Karls-135- régiment du train (à Karts-rube); du 11- régiment du génie (à Rastatt); des 12- régiment de cui-rassiers et 34- régiment d'artillerie (à Müllheim); du 24- groupe de chasseurs (à Tübingen); du 2- régi-ment de cuirassiers (à Reutlingen), et, enfin, du 32- régiment du génie (à Kebi)

Le commandement des forces françaises en Allemagne a précisé, de son côté, que c'est durant l'été de 1991 que les personnels des unités concernées seront mutés et que leurs matériels seront redistribués dans des formations en France.

«La paix n'est pas un acquis définitif, a expliqué le général Noël Chazarin, le «patron» du corps d'armée français en Allemagne, et nos unités continueront leur entraînement pour la préserver. Le moment venu, les militaires de car-rière des unités dissoutes iront enrichir d'autres sormations de leur savoir-faire de professionnels de la sécurité extérieure.»

M. Chevènement : le réseau « Glaive » a été démantelé en France

défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a reconno, hundi 12 novembre, l'existence en France, dans les années 50, du réseau « Glaive », qui, selon des informations de source italienne, était clandestin et chargé de s'opposer, le cas échéant, à une éventuelle invasion de forces armées soviétiques dans plusieurs pays européens.

M. Chevènement a affirmé que 'cette structure, proche des services secrets dans chaque pays et, aussi, des services de renseignement de l'alliance atlantique, avait été dissoute « sur ordre du président de la

A Europe I, le ministre de la République», sans préciser à quelle date. « Il est exact, a expliqué le ministre, qu'une structure a existé. mise en place au début des années 50 pour permettre la liaison entre un gouvernement qui aurait dil se réfugier à l'étranger dans l'hypothèse de l'occupation de son pays. Cette structure a été dissoute sur l'ordre du président de la Républigue. Elle n'a jamais eu à ma connaissance qu'un rôle dormant et un rôle de liaison. » Prié de dire si cette affaire pourrait provoquer

des remous politiques en France,

comme en Italie, M. Chevenement

a répondu : « Je ne pense pas. »

MÉDECINE

Selon l'équipe du professeur Montagnier

Le sida pourrait être à la fois d'origine virale et bactérienne

Una équipe française dirigée par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) annoncé, le 12 novembre devant l'Académie des sciences. les résultats de travaux qui apportent de nouveaux arguments en tayaur du rôle pathogêne de certaines bactéries de la familie des mycopiasmes dans le développement de l'infection par le virus du sida (1). Après un premier travail sur le même traitement publié dans les Annales de l'Institut Pasteur (le Monde daté 20-21 mail, ces résultats viennent conforter une théorie ~ généralement considérée comme audacieuse - qui sou-

tient que le sida serait la conséquence de l'action conjointe du virus VIH et de certains mycoplasmes. Si elle était vérifiée, cette théorie ouvrirait de larges espoirs dans la thérapeutique de cette maladie.

Il y a quelques mois, une équipe

française associant des chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris et du centre de recherche de la firme Rhône-Poulenc démontrait in vitro que les mycoplasmes (2) pouvaient jouer un rôle dans le développement de l'infection des cellules par le virus du sida. Cette équipe annonçait alors que certains antibiotiques actifs sur les mycoplasmes pouvaient réduire la destruction cytopathogène des cellules infectées par les virus VIH 1 ou VIH 2. Aujourd'hui, la communi-cation faite devant l'Académie des sciences apporte un nouvel argu-ment de poids pour soulenir cette théorie. Les chercheurs démontrent en effet que les anticorps dirigés contre une région particulière d'un mycoplasme est capable la vitro d'inhiber l'infection cellulaire par

Ce travail original a été mené à

humaines (trachéale, pulmonaire, recrale et génitale) et qui a déjà été identifiée par l'équipe du profes-seur Montagnier sur les globules ronges et les lymphocytes d'an malade atteint du sida. La zone retenue pour la fabrication des anticorps est celle, suppose-t-on, qui permet l'adhésion de bactéries aux celinies qu'elles parasitent.

Ces anticorps ont été fabriqués salon une technique habituelle grâce à l'immunisation de lapins avec cette fraction bactérienne classes de cellules attaquées par des souches de VIH 1 et VIH 2 a eu pour effet d'inhiber à plus de 90 % la production de virus Cotte Leur utilisation sur différentes eu pour effet d'inhiber à pius de 90 % la production de virus. Cette inhibition a été calculée de diffé-rentes façons (mesure de l'enzyme transcriptase inverse, dosage de l'antigène viral p.25, observation de l'effet cytopathogène) et permet de conclure à une inhibition de la servicitation de l'inferiorité de multiplication de l'infectiosité de la souche virale.

Comment expliquer un tel phé-nomène? Pour les chercheurs, la seule hypothèse à retenir est que l'anticorps ainsi utilisé bloque l'acl'annorps ams unuse oloque l'ac-tion des mycoplasmes qui, sinon, joue un rôle essentiel sur l'infec-tion des cellules par le virus. « Phi-sieurs de nos observations récentes indiquent que de nombreux isolats du VIH sont, à différents degrès, contaminés par des mycoplasmes que nous sommes actuellement en train de envaribriser, nous a explique nous sommes actueuement en train de caractériser, nous a expi-qué le professeur Montagnier. D'aure part, des irradiations de type gamma, capables de détruire les mycoplasmes, entraînent une diminution significative de l'infec-tiosité du VIII.»

Ces observations confirment le rôle important - voire déterminant de certains invocoplasmes dans le développement du sida. Cette théorie, qui a été dernièrement développée dans le cadre du colloque international des «Cent Gardes» (le Monde du 31 octobre), est souvent qualifiés

partir de Mycoplasma genitalium, une espèce pathogène présente sur les différentes muqueuses milieux internationaux de la virologic. Beaucoup de spécialistes n'envisagent pas en effet sans réticence qu'on puisse remettre en cause le « dogme » de l'origine virale du sida. Une incompréhension d'autant plus étonnante que la remise en cause émane aujourd'hui de celui dont personne ne conteste le rôle majeur dans la déconverte

L'association d'un antiviral et d'un antibiotique

Dans l'attente de futures preuves expérimentales venant conforter cette théorie, il convient de souligner que ces dernières, séduisantes pour l'esprit, permettraient d'expli-quer plusieurs des caractéristiques historiques et géographiques de l'épidémie de sida.

Elles offrent également de nou-Elles offrent également de nou-velles perspectives thérapeutiques dans la mesure où l'infection pour-rait être traitée à partir d'une asso-ciation médicamenteuse réunissant un produit antiviral (contre le VIH) et un antibiotique actif con-tre certains types de mycoplasmes. Rien toutefois n'est encore acquis. Il ne s'agit que de perspectives. Des travaux expérimentaux doi-vent encore être menés chez l'homme avec la plus extrême prudence par des équipes spécialisées

« Nous ne disposons pas, à l'heure actuelle, de la totalité des arguments qui permettraient de dire que notre théorie est exacte, explisions le professeur Montagnier. explique le professeur Montagnier.

Plusieurs travaux sont en cours
dans plusieurs laboratoires dont le
nôtre. Plusieurs firmes pharmaceutiques sont également très intéressées. » En toute hypothèse, l'équipe
française n'exclut nullement d'être
amenée à reconnaître que ses
grands espoirs sont infondés, — on
devrait savoir à court terme si le levrait savoir à court terme si le sida est, contrairement à ce qu'on pense, une affection due à l'action conjointe d'un virus et d'une bac-

1) Cette communication sers publiée dant les Comptes rendus de l'Académie der sciences (1990, série 3, tome 311). Elle est signée par L. Montagnier, D. Berneman, D. Gnétard, A. Blanchard, S. Chamaret, V. Rame (Institut Pasteur, Paris) et J. Van Rietschoten, K. Mabronk et E. Bahraoui (CNRS Marseille).

2) Les mycoplasmes constituent une canégorie particulière de bactèries situées le plus souvent à la surface des cellules qu'ils infectent dépourvues de membrane mais dotées du matériel généraque morssaire à leur production d'énergie. Ils penvent être définis comme la plus petite unité vivante autonome.

Lire également page 22 l'article de JEAN-YVES NAU

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt contradictoire devenu définitif en date du 31 janvier 1990, la cour d'appel de LYON, statuant en matière correctionnelle, a condamné M. Hubert VERSPIEREN, P.D.G. de la S.A. LLOYD CONTINENTAL, et cette société en qualité de civilement responsa-

ble:

• à une peine de 15 000 F d'amende pour publicité trompeuse pour la diffusion de documents publicitaires relatifs à la Caste Santé Distloyd, faits punis et réprimés par l'article 44 de la loi du 27 décembre 1973;

• et à verser à la Fédération nationale de la Munaité Française, partie civile, une somme de 1 F à titre de dommages et intérêts.

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication dudit arrêt, par extrait, dans le journal le Monde et dans l'Argus de l'Assurance.

Pour extrait conforme: Me M. MOUTA A Pro-Pour extrait conforme : M. M. MOULARD, avocat au Barreau de Saint-Prienne.

DIAGONALES

4

OGIQUE. Nom féminin, du grec LOGOS: ensemble des moyens pour bien conduire sa raison vers les vérités au'on ignore (Descartes). Raisonnement conc rent, suite dans les idées (même fausses).

Sens nouveaux apparus vers 1990:

1) - Force propre sux événements, sux choses, découlant de leur nature même et semblant échapper à toute emprise humaine. Succession de faits inévitables, inexorables, fatals. Ex. : « Nous sommes dans une logique

L'expression risquant de laisser entendre qu'on prend son parti d'un tel anchaîtement, l'homme public pourra profiter de son droit à l'Incohérence en ajoutant aussitôt qu'il se place e résolument, quant à lui, dans une logique de paix».

2) - Ensemble d'intérêts auxquels se soumet, sans discussion, un individu ou une collectivité. S'emploie avec les verbes se placer, se situer, signes flatteurs de réalisme. En vous étranglant financièrement, en vous licenciant Untel se place dans « la logique du marché ». Il lui a obéit a (non sans chaorin).

3) - Par extension : intérêt supérieur audue on ne peut rien changer, auquel on a toutes les excuses de se plier. Le verbe être est alors préféré au verbe se situer. Ex. : « Saddam Hussein était dans sa logique en annexant le Koweit; George Bush est dans se logique en renforcant ses troupes, a Je suis, tu es, il est. dans ma, ta, sa, logique,

4) - Affirmation irrépressible d'un tempérament. Ex. : si un ancien président de la République mise ouvertement sur le décès du président en place, au mépris de la « décence » (voir ce mot) dont il avait naguère plein la bouche, s'il retrouve ainsi le réflexe qui le poussait déjà à percevoir sur le visage de son prédécesseur « la griffe grise de la mort », c'est que sa nature de chesseur le fait regerder toutes choses à travers le croisillon d'un fusil à lunette ; on dire de lui qu'il est « pleinement dans sa logique de tueur».

5) - Ensemble d'avantages acquis ou de privilèges dont on serait bien bête de se priver, comme de se vanter. Ex.: des sénateurs qui touchent chaque mois, en plus de leurs indemnités, une enveloppe de 18 000 francs en espèces et nets d'impôts, on dira qu'ils sont dans leur logique». Equivalent plus franc (vulgaire) : « Je vais me gêner (»

6) - Résignation élégante devant des propos absurdes, des mœurs intellectuelles dégradées. D'un lycéen qui n'a même pas assez lu pour savoir articuler un grief, et qui s'en prend à tout hasard à la pluie ou aux médias >, pour faire comme les grands, on dira qu'il suit « sa logique encora fragile d'adolescent». Même expression pour le présenta-

Voir ce mot

teur de télévision qui interrompt les plus grands esprits au milleu d'une phrase pour olisser les chanteurs de flamenco prévus sur son « conducteur » : « il se plie à la logique de l'audimet a (voir ce mott.

OTS se référent aux nouveaux sens de LOGIQUE AFFAIRES. Au pluriel.

1) - Objets personnels, vêtements. Ex.: Pierrot, range tes affaires (»

2) - Activités commerciales indistinctes. Ex.: « Je crois qu'il est dans les affaires, ou

3) - Affaires (sous-entendu: publiques): responsabilités politiques suprâmes. La logique est d'y revenir : le retour eux affaires.

4) - Sens apparu vers 1990 : manœuvres louches imputées aux dirigeants par ceux qui guignent leur place. Insinuations mai vérifiables mais qui, par leur nombre, font désordre, suggèrent le déliquescence, le nécessité d'un coup de balai. Ex.: « Et puis, il y a les affaires s ; « Exploiter les affaires sans preuve est dans notre logique. »

AUDIMAT. Mot nouveau apparu vers 1980 et invoqué à tout va vers 1990. Procédé, contesté mais admis, par lequel se mesurerai le nombre de spectateurs présents devant leur posta à un moment donné,

Par extension : rècle de succès immédiat imposée à toutes les manifestations audiquisuelles de l'activité artistique, du débat politique, de la vie de l'esprit. Ex.: «L'audimat impose à tous sa logique. > BONHEUR. D'aimer, d'apprendre, de lire :

état qui fait cublier les gouttes au plafond, par exemple au lycée (voir ce mot). Le bonheu ignore sa logique. DÉCENCE. Comme le mot SÉRIEUX, sert à sanctifier sa propre logique, par opposition à celle du voisin, taxée de manque de sérieux.

ENVIE. Besoin organique : désir de possé der; convoitise, jalousie, à l'égard du bien d'autrui.

Sens nouveau : engoisse du manque, provoquée artificiellement dans le public pour déciencher l'achat d'un produit. Ex.; manipuler l'envie des gens est ∉dans la logique des

Par voie de conséquence : expression systématique et maniaque des enfants à propos de toutes choses, Ex.: «La mère de Gorbatchev a sans doute ressenti, en l'attendant, l'envie violente d'une autre logique.»

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

JUNGLE. Triomphe de la logique.

LIRE. Meilleure façon de ne pas voir tomber la pluie dans la classe et d'échapper à toute logique (voir aussi le mot BONHEUR). Procédi réputé coûteux, à tort. Dans la dernière édition «Folio», les huit volumes de la Recherche du temps perdu colitent au total 276,50 F.

LYCÉE. Endroit où il a toujours piu. Las élèves de 1990 s'en plaignent, c'est leur logique. Autrefois, la logique du délabrement ajoutait au pittoresque de la vie scolaire et au. bonheur d'apprendre.

MORALE Contraire de la logique.

NATUREL NATURELLEMENT, Euphémisme en usage chez les hommes politiques de tous bords pour rejeter sur la faute à pas de chance la responsabilité de leurs logiques.

ON. Pronom mis pour l'Homme, tu, tol, nous, yous; personne en particulier, tout le monde.

Sert également à ne pas désigner quelqu'un, une relation inavouable. Ex. (viailli): «Et que fait-on, dans la vie? », mis pour : que fait la maîtresse d'Untel?

Sens nouveeu : manière de ne pas nommer un réseau d'influences, de faire apparaître un diktat social (en matière de mode, d'économie, etc.) comme sans origine identifiable, comparable à un caprice météorologique, éventuellement imputable à ses victimes, bref eminemment NATUREL (voir ce mot). Ex: « Cet hiver, on portere la taille à sa place »; e A l'ouverture, on se métie des valeurs franpaises, on craint la grêve de mercredia... Cersins ajouteront: en bonne logique gestion-

PROFS. Synonyme, en 1990, de bons à rien incultes, de boucs-émissaires. Ex. : « C'est la faute des profs si les gosses regardent trop la télé », « Si on manque de tourneurs-fraiseurs, ce métier si noble »....

Figure inépuisable du prof : Cripure, le héros du roman de Louis Guilloux, le Sang noir, et de la pièce Cripure, que Marcel Maréchal reprend le 16 novembre, à Créteil.

Cripure est un professeur difforme, dans un lycée humide de Bretagne, en 1917. Pacifiste troublé par les mutineries; utopiste fasciné par la révolution bolchevique; homme de savoir accablé par l'impuissance de la pensée. à changer la société et la vie. Mourra de ses contradictions et de ses espérances fracassées. Porte un lorgnon et une houppelande.

Malgré la fin du rêve soviétique, à cause des menaces de guerre et des manifestations de lycéens, Cripura demeure un exemple, en 1990, pour qui na se résigne pas aux impasses des logiques modernes.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-(Télécopieur : (1) 40-85-25-99

Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX FOL : [1] Tálácopiaur : [1] 49-80-30-10 Tálex : 261.311 F

attending to prove

1 1 1 1 1 12

The second second second

Charles Control

Months of the Land

Krista ya Krista ili

See that the first to

Allegan and street a

The Plant of the last

graph the section of

The property of

Apply Comme

Case state of the

The party of the p

R. Maria

A. L. Hall

The Same Surveyory

 $\|\theta^{(i)}\|_{L^{\infty}(\mathbb{R}^n) \to L^{\infty}(\mathbb{R}^n)}$

 $\lim_{t\to\infty} \|\xi_{M_t}-\xi_{M_t}\|$

to gray

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à comptet du 10 décembre 1944

Capital secial : 620 000 F Principeux especiés de la auclété : Société civile « Les réducteurs du Monde », a Association Hubert-Bouve-Méry »

Société anonyme des lectrons du Monde Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.



André Fontaine, président Françoise Huguet, directeur général Philippe Dupure, directeur commercia Micheline Oerlemans, directeur du développe 5, rae de Menttessay, 75907 PARIS Tél.: (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Têlex MONDPUB 296 136 F Teléfan : 45-53-04-70. - Société Historie de Journel le Momée et Régie Presse SA.

et publication, 17 57 347 ISSN :0395-2037

Renseignements aur les microfites et index du Monde au (1) 40-65-29-33.

1 400 F

3 mis ...

1 45 ...

Le Monde TÉLÉMATIQUE sez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

2 960 F

Reproduction interdite de tout article, and accord avec l'administration

place Habert-Beste-Merr, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX, Tel.: (1) 49-60-32-90 SUISSE-RELGIQUE AUTRES PAYS 400 P 572 F 796 F 1 123 F 1 560 F

2 086 F

ETRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

ABONNEMENTS

SERVICE A DOMICILE Pour tous renseignements: (1) 49-60-34-70

resse définités on provisoires : nos abounés sont invités i sande deux semaines avant leur départ, en indionant leur

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 m	ois 🗆 6 mois 🗆 1 an l
Nom:	Prénom:
Adresse :	
	Code postal:
Localité:	Pays:
Venilles avoir l'abligeance d'écele	e tous les noms propres en capitales d'imprimer

Dan Ber Ber in Mary Mary Control of the Control of San Market AND REPORTED AND ALL

origine virale et bactéries

AL F WHE SHEET THE WALL AND A

Section 1946

Total Control of the Control of the

Le Monde

1 45 PE 25 PE

Où l'on vérifie que Ben Nicholson fut le plus précieux des modernes britanniques de ce siècle

Aussi extravagante que la chose puisse paraître, il semble que la dernière exposition personnelle de Ben Nicholson à Paris - et la seule de sa carrière - ait été organisée en 1956. A Londres, naturellement, où il est largement présenté à la Tate Gallery, mais encore à Rome, à Barcelone et à New-York, des rétrospectives ont célébré son abstraction déduite du cubisme. Mais pas en France; on ne sait si c'est, ignorance on dédain. Cette indifférence est d'autant plus coupable que la peinture et les dessins de Nicholson sont non seniement inspirés, mais encore dominés par le

En 1921, à vingt-sept ans, ce natif de Denham, jusque-là héritler de l'impressionisme, voit pour la première fois des Picasso et des

Braque cubistes, La commotion est si forte que, à peine deux ans plus tard, il exécute des œuvres abstraites, architectures de droites et de quadrilatères. Le dessin y importe plus que la couleur, qu'il préfère atténuée et mélange de blanc et de gris afin d'en diminuer l'éclat. Ainsi retenue, elle occupe les vides d'une géométrie très régulière, sans en déranger l'équilibre. Nicholson ne recherche ni la viotence ni la provocation. Quoiqu'il participe au mouvement abstrait international, adhère à Abstraction-Création, fonde Unit-One avec Henry Moore et rencontre Mondrian, il se soucie peu d'accepter quelque théorie que ce soit. Comme celle d'Hélion durant la même période, sa peinture ne se réduit pas à un système, fût-il

métaphysique. Elle est même si pen systématique que Nicholson, quand il voyage en France dans les années 30, exécute des croquis de paysage, de maisons et d'arbres où il ne s'interdit pas de représenter choses et volumes,

C'est du reste l'un des grands mérites de l'exposition actuelle que de montrer de tels dessins à proximité des abstractions qui leur sont contemporaines. D'une part, ils surprennent; de l'autre, ils séduisent par le caractère faussement bancal, inachevé et comme maladroit du trait.

De clandestine, cette figuration gagne l'œuvre entière à partir des années 40. A nouveau, le fantôme d'Hélion passe dans la peinture, quoique, fidèle à son économie de moyens habituelle et à son culte de

gère les objets que par leurs contours. Il les entrelace, les croise et les superpose à des plans colorés qui suggèrent reflets et lumières. Dans cet exercice, il est admirable de finesse et de subtilité. A qui le comparer alors, sinon à ses maîtres cubistes eux-mêmes, auxquels il retourne, ayant traversé l'abstraction comme un écran qui lui cachait les apparences? Il y a du Braque dans ces natures mortes indécises et, inattendu, du Marcel Duchamp dans son ironique Queen of Clubs, reine d'échecs à la cou-

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Marwan Hoss, 12 rue d'Alger, 75001 Paris, tel.: 42-96-37-96: jusqu'au 30 novembre.

ronne de guingois.

Les petits cadeaux de Michel Charasse

culture une moisson plus ou saisles par les douanes. En 1987, les finances pouvalent présenter fièrement deux tapis-series du dix-hultième siècle signées Claude Audren, découvertes à la frontière sulsse au fond d'un camion, sous un amoncellement de caisses. Elsa sont aujourd'hui au Musée du Louvra. Cette année, sens être négligeable, la manne est molns

Un ensemble de manuscrits, repêché du côté du lac-Léman, ira enrichir la Bibliothèque nationale: lettres de Fénelon, Nicolas Fouquet, Beaumarchais, Stenchal et Mérimée, fragments de l'Histoire contemporaine, d'Anatole France, albums poétiques de Lamartine, minute du rapport du Directoire sur l'expédition d'Ir-lande. A côté d'une série de dessins peu exaltants (Cabanel, Fou-lita, Fragonard fils, Namteuil), un beau cavalier chinois de la dynastie Tang doit aller au Musée Gui-met. Il a été récipéré à Londres, peu de temps avant sa mise en vente aux enchères. Une suite de vingt-quatre lithographies de Chagail sera versée au Musée Chagail de Nice. Les pièces les plus intéressantes sont signées Dalou et Carpinius : cinquante-neul cheis-modèles en bronze les premiers tirages — parfaits — réalisés par une fonderie); La encore, ils ont été rattrapés à Londres, où ils avaient été expor-tés sous la rubrique « matière première », ils doivent faire l'ob-jet d'une exposition au Musée d'Orsay avant d'être répartis

dans les collections publiques. L'auteur d'une exportation frauduleuse peut soit operer une transaction avec les douenes (payer une amende ou abandonner une partie des objets saisies), soit attendre un règlement judi-ciaire qui peut ordonner une confiscation au profit de l'administration. « Nous sommes le bras séculier de la culture, affirme Michel Danet, de la direction générale des douanes. Mais la densité des contrôles est fai-

Tous les deux ou trois ans, le ble, et la plupart de nos opéraministère des finances remet aux tions sont faites sans renseigne-services du ministère de la ments préalables. Nous ne saisissons pas plus de 8 % à 10 % moins riche : les œuvres d'art des objets qui passent frauduleu-exportées frauduleusement et sement la frontière. En revanche, certains professionnels suivent des pièces et peuvent les repérer à l'étranger avant leur vente. Nous essayons alors d'intervenir, parfois avec auccès.

> Un Poussin en alternance

C'est ainsi que à la fin des années 70, un conservateur francais remarqua dans un musée de Cleveland un tableau de Poussin culier français. Vérification faite, l'œuvre n'avait reçu aucune autorisation de sortie. Son propriétaire l'avait emportée, discrètement roulée sous son bras. Les douaniers de l'aéroport de Roissy n'avaient rien vu. Arrivé à New-York, le fraudeur avait déclaré son précieux bagage. En règle avec la loi américaine, il avait pu légitimement le vendre au Musée de Cleveland. La justice française lui infligea une amende, qu'il paya. Mais com-ment récupérer le Poussin acheté légalement aux Etats-Unis par un établissement qui faisait valoir sa bonne fol? Une décennie fut nécessaire pour trouver un compromis - provisoire : pendant dix ans le tableau sera exposé alternativement, six mois durant, à Cleveland et au Louvre. D'icl là, une solution définitive sera, on l'espère, imaginée.

D'autant qu'en 1993 les frontières de la CEE seront ouvertes et qu'il faudra définir la notion de patrimoine européen, aujourd'hui particulièrement floue. Michel Charasse a évoqué ce problème an le noyant sous les idées générales : « Les frontière de 1993 seront ouvertes pour ce qui est licite, je pense aux stupéliants; je pense aux armes, je pense aux œuvres d'art, a-t-il déclaré. L'Europe de demain sera celle de la culture, ce ne peut être l'Europe

EMMANUEL DE ROUX

THÉATRE **Promotions et subventions**

M. Jack Lang a présenté les personnalités nommées à la tête de plusieurs centres dramatiques et du TNS

de la culture, en présentant les nouveaux responsables de centres dramatiques (le Monde du 13 novembre) a, avec insistance, rendu hommage à M. Bernard Dort, précédent directeur du théâtre et des spectacles, avant de reconnaître le «travail de fourmi» de M. Bernard Faivre d'Arcier, l'actuel directeur. Il est vrai que «BFA» a tenu les promesses faites pendant le Festival d'Avignon : il a réussi à négocier cas par cas l'ins-tallation des artistes, dans la trans-parence des problèmes financiers et culturels, afin d'éviter les conflits et frictions avec les collectivités locales, « Les maires, pour la plupart, n'ont plus la même mentalite qu'il y a dix ans, ils ont compris l'importance des activités artis-

Plusieurs de ces nouveaux directeurs ne sont pas encore connus. Leurs spectacles le sont plus que leurs noms. C'est que la nouvelle génération, moins flamboyante que celle des années 70, a misé sur les petits pas, le long terme, le profes-sionnalisme. Et elle arrive juste au bon moment, au moment où le ministre de la culture veut réhabiliter le service public.

tiques et sont ouverts qux

expériences», a déclaré M. Jack

Jean-Marie Villégier au Théâtre national de Strasbourg

Né en 1937, ce normalien agrégé de philosophie succède à Jacques Lassalle, administrateur de la Comédie-Française. Jean-Marie Villégier, qui a commencé sa car-rière de metteur en scène en montant la Tentation de Saint-Antoine, de Gustave Flaubert, en 1974, a une prédilection pour le théâtre baroque. Metteur en scène de la Mort de Sénèque, de Tristan L'Hermite (1984), il réalise ensuite le Couronnement de Poppée, de Mon-teverdi, Atys, de Lully, les Galante-ries du duc d'Ossone, de Jean Mairet, le Fidelle, de Pierre Larivey, et récemment le Malade imaginaire de Molière et Marc-Antoine Charpentier. Jean-Marie Villégier a été professeur à l'École supérieure d'art dramatique du Théâtre natio-nal de Strasbourg. Il souhaite que cette ville, au cœur de l'Europe,

Fidèle à ses amitiés, le ministre e la culture, en présentant les gères et invite en qualité de « résionveaux responsables de centres dentes » des troupes d'Europe de

Strasbourg voit également arriver André Pomarat à la tête du Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse.

Daniel Mesguisch à Lille Né en 1952 à Alger, élève au Conservatoire national d'art dramatique de Paris, où il monte son premier spectacle, le Château, de Kafka, Daniel Mesguisch fonde en 1974 la Compagnie du miroir, à laquelle il adjoint une école. Dès 1974, il monte Candide, le Prince toute une série de pièces de Sha-kespeare, Djuna Barnes, et encore la Tétralogie de Wagner en 1988 à l'Opera de Nice.

Directeur du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis de 1986 à 1988, Daniel Mesguisch, qui pour-suit parallèlement une carrière au cinéma et à la télévision, est professeur au Conservatoire d'art dra-matique. Il succède à Gildas Bour-

Brigitte Jaques et François Regnant à Anbervilliers

Professeur d'art dramatique à la Rue Blanche depuis 1981, Brighte Jaques met en scène l'Eveil du printemps, de Wedekind, Elvire Jouvet 40 (1986), ou Horace (1989). Elle a monté le Pariage de midi, de Claudel, actuellement à l'Attalier. l'affiche au Théâtre de l'Atelier.

Philosophe et écrivain, François Regnault a fondé avec Brigitte Jaques la Compagnie du Théâtre Pandora en 1976. Traducteur, adaptateur, il a également travaillé avec Patrice Chércau : la Dispute (1972) de Bira de Worge (1981) (1973), le Ring, de Wagner (1981), la Fausse suivante, de Marivaux (1985). Brigitte Jaques et François Regnault succèdent à Alfredo

Christian Schiaretti à Reims

Agé de trente-cinq ans, le succes-seur de Denis Guénoun, est le plus jeune directeur de centre dramatique de cette « promotion ». Co-créateur et co-directeur de l'école-théâtre La Belle de mai (maison de la culture de Créteil), metteur en la culture de Creteut, metteur en scène (Monsieur Vitrac, la Chute, d'Antonin Artaud ou, récemment, le Laboureur de Bohème, au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis) Christian Schiaretti a également publié quatre ouvrages, dont Léon la France, Hardi voyage vers l'Ouer arrafeieur.

René Loyon à Besançon

Agé de quarante-deux ans, comé-dien et metteur en scène, le succes-seur de Denis Llorca a participé en tant que comédien ou metteur en scène au Théstre populaire de Lor-raine (1969-1975), avant de créer le Théstre Je/lis, avec Yannis Kokkos, en 1976.

Patrick Pelioquet à Angers Comédien et metteur en scène de trento-six ans, Patrick Pelloquet succède à Jean Guichard.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTERAIRE 45-55-91-82, peste 4356 *VILLE DE CAEN*

Le Monde ● Mercredi 14 novembre 1990 17

REGION BASSE NORMANDIE MINISTERE DE LA CULTURE

Les Arts Parissants WILLIAM CHRISTIE

NOVEMBRE 1990.

Luigi ROSSI (1598-1653) ORFEO

Opéra en un prologue et trois actes Livret de Francesco BUTI

Agnès MELLON - Monique ZANETTI Sandrine PIAU - Noémi RIME Jean-Paul FOUCHECOURT Jérôme CORREAS - Bernard DELETRE

M. BOYER - C. ELLOIR - D. FAVAT - N. ISHERWOOD B. MALLERET - D. MICHEL-DANSAC C. PELON - J.M. SALZMANN - B. THIVEL

Chœur et Orchestre LES ARTS FLORISSANTS Direction William CHRISTIE

Le 14 à 20H30 LILLE Festival de Lille

Le 16 à 20H00 MONTPELLIER Le 25 à 15H30 VIENNE

Wiener Konzerthaus Le 26 à 20H00 PARIS Théâtre du Châtelet Le 27 à 19H00 LONDRES Queen Elizabeth Hall

RECITAL A DEUX CLAVECINS

Couperin - Le Roux - Rameau - Rigel

William CHRISTIE-Christophe ROUSSET

Le 29 à 20H30 CAEN

Eglise N.-D. de la Gloriette

DECEMBRIA 1990

M-A CHARPENTIER (1643-1704)

ANTIENNES "O" DE L'AVENT H.36 à 43 NOELS H.531 et H.534/PASTORALE H.483

S. PIAU - C. PELON - N. RIME - B. THIVEL F. PIOLINO - F. BAZOLA - J. CORREAS H. REYNE - J.-P. NICOLAS - A.-M. LASLA S. ABRAMOWICZ - E. MATIFFA - E. BELLOCQ.

Orgue, clavecin et direction William CHRISTIE

Le 12 à 21 HOO ROANNE Théâtre Le 13 à 19H00 PARIS L'Auditorium / Châtelet Le 14 à 19H30 LONDRES Wigmore Hall Le 16 à 15H30 POITIERS Théâtre Le 17 à 19H00 BUCAREST Athénée Avec le soutien de l'AFAA

Le 19 à 17H00 PRAGUE Eglise Saint-Jacob Avec le soutien de l'AFAA

PECHINEY

D Feydenn à la Bibliothèque nationale. - Une centaine de manuscrits de Georges Feydeau viennent d'être donnés par ses héritiers à la Bibliothèque nationale, soit plusieurs milliers de seuillets, parmi lesquels trente pièces fameuses comme le Dindon, Un fil à la patte, Feu la mère de Madame, des monologues, cahiers de notes, et même des scénarios de films. Cet ensemble assez unique d'un anteur de théâtre populaire pèse 25 kg et représente la majeure partie de son œuvre. Il était conservé dans une malle depuis la mort du drama-turge en 1921.



théâtre de la bastille

du 13 au 18 novembre à 21 h dimenche à 17k THEATRE TATOUE

du 21 au 26 novembre à 19130 RECITS D'UN JEUNE MEDECIN de Mikhail Boulgakov
Mise en scène Etienne Pomineret
avec Eric Doye et Mario Haniotis

jeudi 22 novembre à 21 k MARCO BERRETTINI CHRISTIAN BOURIGAULT / SCHIELE CEORCES APPAIX / MILISIL



76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS 43 57:42 14

HÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES

DU3 AU15 JANVIER 1991

L'OPERA

NATIONAL

DE LENINGRAD

(THEATRE MOUSSORGSKI)

BORIS GODOL NOV 3.5.12 13. JANVIER 1991 & 1946.90

LE COQ D'OR 1. 8 JANVIER 1991 à 19h30 6 JANVIER 1991 à 171

LA KHOVANCHTCHINA 19, 15 JANVIER 1091 a 0916 50

L'esprit collegial d'une troupe magnifique-ment homogène et polyralente fait des etincel

les. Tout est merveilleusement au point, tous les

LOCATION OUVERTE

nédire des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne 75008 Paris

Par téléphone (du lundi au samedi de 11h à 18h)

47 20 36 37 / 40 70 00 94

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS

DE CONCERTS

CHÂTELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Morcred 21 Vendred 23 novembre 12 h 48

à 20 h 30

D'OBSAY

Jeudi

22 novem 20 h 30

Loc. tél. : 40-49-49-78 (p.s. Valendet Riber)

SALLE

GAYEAL

23 poves 20 h 30

TEL : 49-53-05-07

49-53-05-08

PLEYEL Vendredi 23 nover

20 h 30 Tél. loc. 45-61-06-30

Loc. **salle** 11 h à 18 h

O. et C.)

PLEYEL Samedi 24 novemb 20 h 30

salle gaveau Mardi

27 novembre 20 h 30

DUMAY

PIRES

BRAHMS, MOZART BEETHOVEN

DEBUSSY

KRISTIAN

ZIMERMAN

FRANÇOISE HERR

MINKOWSKI

des membres de ligion d'HONNEIR

BRAHMS

ISAAC STERN

YO YO MA

EMANUEL AX

COPPEY

MEYER

LE SAGE

MARC COPPEY

ÉRIC LE SAGE

ZEMLINSKY - FAURÉ

BRAHMS

BEETHOVEN

Dir. : J. GRIMBERT

GEORGES

Triple concerto Symph. nº 6 Pasto D, LAVAL piano

13 nover 20 h 30

CHAMPS ELYSÉES Vendred 16 novem 20 h 30

20 h 30

PLEYEL

Loc. salle 11 h à 18 h

Rens. T&L : 45-61-08-30

PNAC Virgin SOS Thistres

GAVEAU

19 novemb à 20 h 30

SALLE GAVEAU

19 novemb

SORBON GRAND

Écoles Mardi

20 novem 20 h 30

Loc. Tel. :

42-62-71-71 FNAC

(p.e. Valma

THÉATRE

CHAMPS ÉLYSÉES Mardi

20 noves 20 h 30

Pierre Petit (Le Figaro)

Quatuor de

TOKYO

SCHUBERT - VERD BEETHOVEN

LES MIDIS MUSICAUX

EGEL

Marisa Borini

SCHUMANN, RAVEL le 23 : ALEXANDER

PALEY

Plano

« GRANDS

VOUS »

FREIRE

BACH - FRANC VILLA-LOBOS

COLLARD

PENNETIER

Deux pianos CHABRIER SAINT-SAENS DEBUSSY - BRAHMS

DE PARIS
trgerise un concert
exceptionnel en proint
de l'Association françai

de latta contre la MUCOVISCIDOSE

Quatuor

LUDWIG

XU ZHONG

BEETHOVEN - SPANS

Trançois-René

DUCHABLE

Piano BRAHMS - CHOPIN SCHUBERT - LISZT au profit du

ECHIES CYLENTIFIE

ORCHESTRE

SYMPHONIQUE

PETITGIRARD

GRIMAUD

GAGNEUX BRAHMS - BIZET

RINGEISSEN

roles sont tenus d'une manière impeccable

rocalement, musicalement et sceniquement."

ALBERT SARFATI

En trio à la Salle Pleyel, le pianiste réinvente les grands standards pagnon de l'ombre qu'est le bas-

C'est à une sorte d'opération d'émergence que se livre Keith Jarrett en trio. Longuement, il introduit la plupart des stan-dards : aux harmonies, on croit deviner (Coltrane? Rollins? Bill Evans?). On se trompe parfois.

Soudain, la mélodie tombe comme une pluie d'été. Dans l'instant, eile se lie au rythme en une danse à trois, fascinante et légère, où chacun semble jouer la musique de l'autre. Pas sealement l'anticiper, la prévenir, non : chacun la suggère pour l'autre.

Ce délicat dégagement du jazz une composition connue apparaît quand l'introduction se retire comme une mer - est double. La seconde émergence, c'est celle de la musique propre au trio, sur ce fond de standards éprouvés. Nardis, par exemple, la composition

attribuée à Miles Davis, est prise de biais en une polyrythmie vive. acerbe, inaccontumée, rappelant au passage toutes les interprétations successives qu'elle décale.

Ombrageux, énigmatique, lumi-neux seulement devant son seul clavier, Keith Jarrett n'est jamais si créatil, si sonverain que dans cette formule de trio. Il a marqué tous les orchestres dont il fut le pianiste. Il a poussé l'exercice du solo jusqu'à l'épuisement.

Son irruption dans le répertoire classique va plus loin qu'un simple exercice d'école, mais en trio, avec Gary Peacock (basse) et Jack DeJohnette (batterie), c'est comme s'il délivrait à l'arraché la vérilé de sa musique, son mystère.

Les grands pianistes - qu'on se souvienne de Bill Evans - se reconnaissent au choix de ce com-

siste. Pas seulement au choix d'ailleurs, à l'amitié qui les lie en musique aussi. Gary Peacock, c'est net, prévient le calcul harmonique du piano. Il anticipe sur le hasard. Si le mot n'était pas équivoque, on pourrait parler de

Ce serait masquer au passage l'étrange sérénité où se fonde et rayonne le groupe : cette pudeur contredite par la gesticulation qui est la marque du jeu de Keith Jar-rett, quand eile gouverne celui, retenu à la limite du silence, de Jack DeJohnette.

FRANCIS MARMANDE

Discographie: Keith Jarrett, Gary Pescock, Jack DeJohnette. ECM Polygram,

Brahms au juste poids

Brahms, Brendel, Masur, l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig : une leçon de mesure

Le choral de Bach donné en bis Nun komm der helden Heiland, dans la transcription de Busoni) sonnait comme un nota bene. Comme une clef fournie a posteriori par Alfred Brendel pour nous faire mieux comprendre, mieux entendre, ce qui venait de précéder. Comme une possible voie d'accès proposés par l'interprète lui-même à son exécution, dimanche soir il novembre au Châtelet, à Paris, avec le Gewandhaus de Leipzig et Kurt Masur au pupitre, du Premier Concerto pour clavier de Brahms.

Exécution qui signale nettement (la première qualité du pianiste autrichien n'est-elle pas la netteté?) tout ce qui distingue cette œuvre – charnière historique – du futur grand concerto romantique
(Tchaīkovski, Saint-Sačus,
Rachmaninov) tout ce qui iui
« manque » encore, si l'on peut
dire, d'égocentrisme, de triomphalisme, tout ce qui en fait une symphonie concertante magnifique : Brahms avait d'abord conçu ce Premier Concerto comme une symphonie; c'est pourquoi le soliste n'y joue jamais sa partie en solitaire ni en exhibitionniste; il doit se contenter - et pour lui, c'est toute la difficulté - de converser avec un orchestre particulièrement exubérant, foisonnant

et indocile. Avec son élégance de clergyman, Brendel n'a rien, à la scène comme à la ville, du soliste héroïque. Lyrisme, sous son toucher percutant et soigneusement surveillé, ne signifie ni abandon de soi ni souffle irrésistible, extérieur à soi. Quant à sa singulière technique, elle semble, d'une certaine que, elle semble, d'une certaine façon, plus organistique que pia-nistique, plus visuelle qu'affec-tive : les nuances, les couleurs, les phrasés se suivent ou se superposent sans se fendre jamais tout à fait : ainsi, à l'orgue, passe-t-on d'un registre-ou d'une mixture à l'autre, au gré de moments, d'images, d'états bien caractérisés.

Jansénisme pianistique? Façon toute personnelle de trouver le bonheur au clavier. C'est un régal de voir Brendel, le nez dressé avec gourmandise, le dos joyeusement

S PETITS FRERES DESPAYARES

CONCERT ANNUEL

SAMEDI 17 NOVEMBRE 1990

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

Pablo CASALS

avec la participation de

Margarita ZIMMERMANN

Pierre REACH

Casals, Villa-Lobos, Brahms,

Petit, Florentz, Fauré...

Tarif: 200 - 150 - 100 - 50 F

Renscignements et locations

au théâire et par tél. : 47.20.36.37

42.33.43.00 ou à la FNAC

tourné vers ses partenaires de l'orchestre, construire avec allégresse tous ces beaux moments de piano que lui propose le Premier Concerto de Brahms. C'est un délice de garder dans l'oreille l'entrée du premier thème en sixtes : l'accord naît avant même qu'on ait vu l'interprête attaquer le cla-vier. Brendel y pensait bien avant, il était dans l'orchestre, il n'a même pas eu à se montrer discret. Brendel vit le style d'une œuvre dans son corps même. Brendel est un pianiste épatant à regarder.

Transparence et finesse

Il retrouvait dès le lendemain, dans le Second Concerto du même, Kurt Masur et le Gewandhaus de Leipzig, conviés en ce qui les concerne par le Chârelet à une intégrale des quatre symphonies. Voici un orchestre dont le quatuor à cordes reste merveilleusement équilibré, un orchestre en parfaite santé, dont on remarque à peine, tant sa personnalité est forte et son expérience assurée, de relatives anicroches à l'arrière-plan (fiûtes et hautbois un peu ternes, entrées des cors parfois négligées).

Quelque quatre-vingts musiciens au total : cette transpa cette finesse, vont bien avec le jeu de Brendel. Vont-elles aussi parfaitement avec le style, autrement haletant et torturé (dans les premier et quatrième mouvements en tout cas) de la Troisième Symphonie de Brahms? Et Kurt Masur est-il capable de l'engagement physique et métaphysique – néces-saire dans ce monument? Avec sa battue carrée, sa main gauche poussant toujours vers le sol pour maintenir les violons à la corde, le nouveau titulaire de l'Orchestre philharmonique de New-York (ii n'abandonnera pas pour antant la vieille Europe) est un trop sûr technicien, an trop habile rythmi-cien pour plonger dans le prosaïsme la plus belle et la plus syncopée des symphonies de Brahms. Mais s'il a la force, il n'a pas le goût des élans démesurés. Qui l'a,

DANSE

14 ET 17 NOV 20H30

16 NOV 18H30

DANAT DANZA

CIFLO ESTA ENLADRILLADO création pour 6 danseurs

et 1 musicien

LOC. 42742277

2 PL DU CHATELET PARIS 4º

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

d'ailleurs, de nos jours? ANNE REY

Hermeto Pascoal en France

Ni ange, ni démon, Hermeto joue à tuer les habitudes. La musique, il ne l'a jamais apprise; juste comprise. Il la voit partout. Comme si ses yeux d'albinos, trop clairs pour les tropiques, possé-daient le don de deviner l'usage sonore des choses de ce monde. Une bouilloire sert peut-être à faire chauffer l'eau. Mais c'est aussi une excellente trompette. Une stalactite est peut être une formation cal-caire, mais quel merveillenx orgue

naturel!

"Le jazz n'est pas un genre, mais
un point de vue d'où l'on peut
regarder toutes les musiques »,
disait le pianiste Jerry Roll Morton. Une bonne raison d'en jouer
Legmeto, Pascoal, autodipour Hermeto Pascoal, autodidacte, sils d'un épicier pauvre du Nordeste, profondément imprégné de culture indienne. Débauche sonore, sa musique s'invente à chaque mesure et s'offre en spectacle.
De la piscine gonfiable amenée sur la scène du Festival d'Antibes-Juan-les-Pins pour servir d'instrument de percussion, aux tubes d'aiuminium posés à même le sol, et aux instruments trafiqués, découpés, reconstitués, le joueur de flûte (mais aussi d'accordéon, de piero ou de recondent) de piano ou de saxophone), s'en donne à cœur joie. Après neuf ans passés aux côtés d'Airto Moreira au sein du Trio Andraza, et de séjours aux Etats-Unis émaillés de rencontres fructueuses (avec Ron Carter et Miles Davis pour l'album Live Evil), le magicien à l'hisurte barbe blanche a décidé de voier de

ses propres ailes en 1973. **VÉRONIQUE MORTAIGNE** ► Hermeto Pascoai e Grupo, Petit journal Montparnasse, les 13 et 14 novembre, à 21 heures. Tél.: 43-21-56-70. Le 17 à Straebourg, le 21 à Nice, le 23 à Toulouse... Album: Hermeto. Pascoai, e Grupo, Som da Gente/DAM.

 Mort de l'actrice américaine Eve Arden. - Eve Arden vient de mourir à Beverly Hills. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans. Découverte à la fin des années 30 dans les Ziegfeld Follies, Eve Arden crée au cinéma, dans Pension d'artiste (1937), un person-nage vite populaire. Elle a joué notamment dans l'Entraîneuse fatale, de Raoul Walsh (1941), ou le Roman de Mildred Pierce, de Michael Curtiz (1945), puis Eve Arden a également connu le succès à la télévision dans Our Miss Brooks, ou les Belles-mères.

ARTURO TAMAYO

Hákon Austba. c

Thomas Parties

Beat Funer

DANSE «AnA» de Régine Chopinot

Comme toujours chez Régine Chopinot, l'emballage du paquet cadeau est affriolant - et la pub bien faite. Après le ring tournant de KOK, voici l'échiquier géant d'AnA: devant une muraille chatoyante de miroirs, soixante-quatre dalles de verre, surélevées, ce qui permet à quelques poignées de spectateurs de voir les danseurs par en-dessons (intérêt très limité), les autres occupant les gradius.

Helas, Chopinot ne retrouve pas l'inspiration poético-humoristique de KOK, et son encephalogramme chorégraphique reste désespérément plat d'un bout à l'autre d'AnA. S'il y a dans la saile des oueurs d'échecs, peuvent-lis suivre a « vraie » partie que disputent, paraît-il, les danseurs au début du spectacle? On en doute. Pour nous, en tout cas, ce ne sont que sautiliements maladroits, avancées et reculées confuses, chutes, redites. Des espèces de Pierrots rouges à pois biancs s'opposent à des espèces de Pierrots blancs à étoiles rouges. On a connu Jean-Paul Gaultier lui aussi infiniment plus imaginatif dans ses costumes.

Après l'entracte, ses tutus noirs à bretelles sur tec-shirts rayés et dessous roses sont un peu plus rigolos. Mais ces dix-neuf Alices (on se réciame de Lewis Carroil) des deux sexes, en perruques mi-longues, font penser aux collégiens en folie Bongo Nageela. Vous avez dit coïncidence?

SYLVIE DE NUSSAC Grande Halle de La Villette, Espace Charlie-Parker, du 13 au 24 novembre, 21 houres. Tél.: 48-78-75-00. Tournée en France de décembre 1990 à juil-

 Mort du chorégraphe américain Vic Upshaw. - Vic Upshaw, chorégraphe américain installé en Europe depuis 1964, vient de mourir à Paris. Il était âgé de cinquante aus. Vic Upshaw a beaucoup contribué à la vogue en France de la danse jazzy. Il a réglé à plusieurs reprises les ballets du Lido, a fondé une école, a travaillé avec Zizi Jeanmaire et surtout à la télévision. Ces dernières années, il a partagé son temps entre Hawai, Los-Angeles et Paris.

Roman Haubentstock-Romati

Lundi 19 novembre – 19h Auditonom / Chatelet

Location 40 28 28 40

Amoid Schoenberg

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

Lundi 26 novembre 1990 à 20 h 30

MIDORI

au piano : ROBERT, McDONALD MOZART - STRAUSS - BEETHOVEN

ERNST .: CHOPIN/MILSTEIN - RAVEL

forcation Theatre: too to agencies of FSAC - Rens. 47-20, (0.8) of partelophone 47-2036-37

SALBERT SARFATI presente



CINÉMAS

THE POTE OF

St. Left H. I

100

100 90 100

and the state of the same

1000 1000

10 miles 10 miles 10 miles

- 14

* perfection

手棚 君和古文之一。

(美国教)和 计,更多编码。

The man in the second of the s

With the segment when the

Death of an execu-

Million Bags 1979

Company Physics

والمنافق والمتحار والمتحار والمتحار

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MARDI En collaboration avec le festivel de Montpeliler : Amours d'asclaves (1907), d'Albert Capellani, le Caduta di Trola (1910), de Giovanni Pastrone, la Sposa del Nilo (1911), Sil ultimi giorni di Pompei (1908), de Luigi Maggi, 16 h ; En collaboration avec le festival de Montpellier : le Villege maudit (1929), de Florien Rey, 19 h ; Incognito (1990), d'Alain Bergels, 21 h

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.): Gaumont Ambas-sade; 8: (43-59-19-08); Studio 28, 18-(46-06-36-07); v.f. :- UGC Montpar-nasse; 6: (45-74-94-94); Hollywood Bouleward, 9: (47-70-10-41).

LES AFFRANCHIS [" (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5: (43-29-44-40) : Bretagne, 6: (42-22-57-97) : UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9- (45-74-95-40). L'AIGUILLON DE LA MORT (Jap.

v.o.): 14 Juillet Odéon, 6. (43-25-59-83), ALBERTO EXPRESS (Fr.): Cinoches

6- (48-33-10-82). LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77). ATTACHE-MOI I (Esp., v.c.) ; Latina, 4° (42-78-47-86) ; Lucemaire, 6°

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.): Latra, 4 (42-78-47-86); Epés de Bols, 5 (43-37-67-47); George V, 8 (45-62-41-46); Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88). BAD INFLUENCE (A., v.o.) : Studio des Ursuitoes, 5- (43-28-19-09).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-CITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnesse, 6-(43-26-58-00); Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77). CASTE CRIMINELLE (Fr., v.o.) :

Utopia Champollon, 6- (43-26-84-86). LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : George V, 8: (45-62-41-46); Denfert, 14 (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68). CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11• (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) LE CHATEAU DE MA MERE [Fr.]; Gaumont Les Halles, 1° [40-26-12-12]; Gaumont Opéra, 2° [47-42-60-33]; Rex, 2° [42-36-83-93]; 14 Juillet Odéon, 6° [43-25-59-83]; Retagne, 8° [42-22-57-97]; Le Pagodé, 7° [47-05-12-15]; Gaumont Ambassade, 9° [43-59-13-08]; Publicis Champs Elysées, 8° [47-20-78-23]; Saint-Lazara-Painder, (42-97-25-42); Le Pagolide, 10° [42-97-25-42]; Le Pagolide, 10° [40-97-25-42]; Le Pagolide, 10° [quier, 8: (43-87-35-43); La Bastille, 11: (43-07-48-80); Les Nation, 12: (43-43-04-87); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugraneile, 15-(45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17-(40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20° (46-36-

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.): Républic Cinémes, 11. (48-05-51-33); Grand Pavois, 15. (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-681.

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (Fr.): Panthéon, 5 (43-54-

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.f.): Rex, 2: (42-36-83-93); George V, 8: (45-62-41-48). CRY-BABY (A., v.c.) : Cinoches, 6' (46-33-10-82). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC

Triomphe, 8' (45-74-93-50); Sept Parnessiens, 14' (43-20-32-20). DADDY NOSTALGIE (Fr.) : Epée de LA DESENCHANTÉE (Fr.) : Forum Horizon, 1" (45-08-57-57) ; Pathé

Impérial, 2· (47-42-72-52) : Pathé Hau-tereuile, 8· (48-33-79-38) ; George V, 8· (48-62-41-46) ; Escurial, 13· (47-07-

Programmes du mercredi 14 au mardi 20 novembre LA CINÉMATHÈQUE | 84-501; Sept Parnassiens, 14-43-20-

DICK: TRACY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); UGC Triomphe: 8= (45-74-93-50); v.f.: UGC Mompanesse, 6= (45-74-94-84). DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

DOCTEUR PETIOT (Fr.) : Sept Par-15, 14 (43-20-32-20). ETOILE CACHÉE (Ind., v.o.) : L'Enreport, 14 (45-43-41-63).
EXTREMES LIMITES (A.) : La Géode: 19 (48-42-13-13).

LA FEMME FARDÉE (Fr.) : Forum Horizon, 1 = . (45-08-57-57) ; UGC Rotonde, 6 . (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; LIGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94); Le Gambette, 20-(46-36-10-96). LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.):: Utopia Champollion, 5- (43-26-

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

SPECTACLES

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15- (48-23; 42-27); Pathé Weplar II, 18- |45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (48-36-10-86).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 3- (43-59-38-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) ; Denfert, 14- (43-21-41-01).

| HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25) : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) : Sept Parnassians, 14 (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Ga mont Les Halles, 1 (40-26-12-12); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); v.f.: Les Montparnos, 14- (43-27-52-37).

94-95) ; Pathé Montparnassa, 14 (43-20-12-06). PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) :

LES FILMS NOUVEAUX

AIR AMERICA. Film américain de 83-93) ; UGC Momparnesse; 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31) ; Les Nation, 12 (43-(43-43-01-59); USC Lyon Bastile, 12-(43-43-01-59); USC Gobelins, 13-(45-61-94-95); Miramar; 14- (43-20-89-52); Mistral, 14- (45-39-52-43); Gaumont Convention; 15-(48-28-42-27); Pathé Wepler, 18-

DAMES GALANTES, Film francais de Jean-Charles Tacchella : Gaumont Les Halles, 1= 140-26-Gaumont Ces Halles, 1º (40-20-12-12); Gaumont Opéra, 2· (47-42-60-33); Publicis Saint-Gormein, 6º (42-22-72-90); La Pagode, 7º (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8· (43-59-19-08); George V, 8º (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Fauverte, 13º (43-31-56-86).; Germont Alésia, 14-(43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepker II,

DARKMAN. (*) Film américain de Sam Reini, v.o. Forum Hortzon, 1-(45-08-57-57) ; Pathé Hautefouille, (45-08-57-57); Patne Hamteroulle, 6: (46-33-79-38); George V, 8: (45-82-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-58-92-82); Sept Pérnéssiens, 14: (43-20-32-20); v.f.; Rex, 2: (42-36-83-93); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); Feuvette Bis, 13: (43-31-60-74); Mistral, 14: (45-39-62-43); Pathé Monmarmesse, 14: (43-20-12-06); Montparmasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01); Le Gambetta, 20 (48-36-

EUROPA EUROPA. Film franco-allemand d'Agnieszka Holland, v.o. : Forum Horizon, 1º (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6º (48-33-

GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6- (42-342-71-52-35); UGC Damon; 6-42-25-10-30); UGC Normandie, 8-(45-63-(16-16); Mistrel, 14-(45-39-52-43); Sept Pamassiens, 14-(43-20-32-20); UGC Maillot, 17-(40-68-00-16); v.f.: Rex, 2-(42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Seint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9. (47-42-56-31); Les Nation, 12: (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); Fauvette, 13: (43-31-56-86); UGC Convention, 15: (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6º (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Saint-Lazere-Pasquier, 8 (43-87-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27- | 35-43) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ;

79-38) ; Pathé Merignan-Concorde, 79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); Sept Parmes-siens, 14° (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); v.f.: Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Lee Nation, 12° (43-43-04-87); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Pathé Momparnasse, 14° (43-20-12-06).

LETTRES D'ALOU. Film espagnol de Montos Armenderiz, v.o.: Latins, 4 (42-78-47-86); Gaumont Ambas-sade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Pamassa, 14 (43-35-30-40). L'OBSERVATEUR. Film soviétique d'Arvo lho, v.o. : Cosmos, 6-

LA PUTAIN DU ROI, Film franco-tale-britannique d'Alex Cord, v.o.: Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); UGC UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6: (45-74-94-94); UGC Champs-Eyedes, 8: (45-62-20-40); Mistral, 14: (45-39-52-43); UGC Maillot, 17: (40-68-00-16); v.f. : Rex, 2: (42-38-83-93); UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); UGC Convention 15: (45-74-94-94); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18° (45-24-46-01); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31).

RE-ANIMATOR II. Film eméricain de Brian Yuzna, v.o. : Forum Orlent Express, 1= (42-33-42-26) ; George

UN COMPAGNON DE LONGUE UN COMPAGNON DE LONGUE DATE. Film américain de Norman René, v.o.: Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-93); Publicis Champs-Ely-sées, 8: (47-20-76-23); 14 Juillet Bestille, 11: (43-57-90-81); Gaumont Pemasse, 14 (43-35-30-40); monr Pemesse, 14- [43-35-30-40];
Gaumont Alésia, 14- [43-27-84-50]; 14- Juillet Beaugrenelle, 15- [45-75-79-79]; v.f.: UGC Opéra, 9- [45-74-95-40]; Fauverte, 13- [43-31-56-86]; Les Montparnos, 14- [43-27-52-37]; Gaumont Convention, 15- [48-28-42-27]; Pathé Wepler II, 18- [45-22-47-94]; Le Gambetta, 20- [46-36-10-96].

ILS VONT TOUS BIEN (II., v.o.) : George V, 8* (45-62-41-46). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6: (46-33-

10-62). JEAN GALMOT AVENTURIER (Fr.) Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); UGC Normandie, 8: (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-

20-12-06).
JOURS DE TONNERRE (A., v.o.) Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); UGC Blarritz, 8-(45-82-20-40); v.f.: Rex, 2' (42-36-83-93); Peremount Opéra, 9' (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13' (45-81-94-95); Miramar, 14- (43-20-89-52); Le Gambette, 20 (46-36-10-96). LES LIAISONS DANGEREUSES (A.

v.o.) : Cinoches, 6* (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15* (45-54-46-85). LUNG TA (Fr.) : George V, 8- (45-62-

MADO POSTE RESTANTE (Fr.) : Lucemaire, 6- (45-44-57-34). LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); UGC Denton, 6- (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37). LES MATINE CHAGRINS (Fr.): Uto-

pis Champolition, 5• (43-28-84-65).

METROPOLITAN (A., v.o.): Ciné
Beaubourg, 3• (42-71-52-38); Recine
Odéon, 6• (43-26-19-68); Les Trois Balzac, 8• (45-61-10-60) ; Gaumon Pamasse, 14• (43-35-30-40).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15- (45-54-NIKITA (Fr.) : Gaumont Alésia, 14-

(43-27-84-50). PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26): Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77); Les Trois Balzac, 8- (45-

79-38); UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40); La Bastille, 11• (43-07-48-80); v.f.: UGC Opéra, 9• (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13• (45-61-

Friesum Introduction (A., v.c.);
Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Bienvenüe Montparnasse, 15 (45-44-25-02); UGC Maillet (45-44-25-02) lot, 17 (40-68-00-16); v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Pathé

Bastule, 12° (43-43-01-59); Pathe Montparnesse, 14° (43-20-12-06). PROMOTION CANAPÉ (Fr.); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); Georga V, 8° (45-62-41-46); Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01). QUAND HARRY RENCONTRE

SALLY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5. (43-37-57-47). ROGER ET MOI (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33); Denfert, 14- (43-21-41-01).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) :
Gaumont Les Haßes, 1* (40-26-12-12) ;
Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33) ;
Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) ;
UGC Odéon, 8* (42-25-10-30) ;
Gaumont Opéra, 2* (43-25-10-30) ;
Gaumont Opéra, 3* (44-31-32-32) ;
Gaumont Opéra, 4* (44-32-32-32) ;
Gaum mont Ambassade, 8 (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Escurial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Pamesse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Kinopanorama, 15- (43-06-50-50); v.f.: UGC Montpariasse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01). LE SOLEIL MÈME LA NUIT (it., v.o.): Lucerneire, 6- (45-44-57-34).

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumona Les Hailes, 1= (40-26-12-12) ; Gaumona Opéra, 2- (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Gaumont Champs-Elysées, 8- (43-59-18, ⊺ 1⁴ (45 90-81): 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(48-78-79-79): Bienvende Montpar-nasse, 15-(45-44-25-02). : THELONIOUS MONK (A., v.o.) :

Action Christine, 6- (43-29-11-30); George V, 8- (45-62-41-46).

TO SLEEP WITH ANGER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 8º (42-22-87-23); Les Trois Belzac, 8º (45-61-10-60); La Bastille, 11º (43-07-48-60). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Cind Beaubourg, 3* (42-71-52-36) : Epde de Bois, 5* (43-37-57-47).

TOTAL RECALL (*) (A., v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Rex (le Grand Rex), 2" (42-36-83-93); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); George V. 8" (45-62-41-46); UGC Normandie, 8" (45-63-16-16); v.f. : Rex he Grand Rex), 2- (42-36-83-93); UGC Montpernasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Fauverne Bis, 13 (43-31-60-74); Pathé Montpar-nasse, 14 (43-20-12-06); Pathé Cii-

chy, 18- (45-22-48-01). UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.): 14

Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00). LES SÉANCES SPÉCIALES

ALEXANDRIE ENCORE ET TOU-JOURS (Fr.-Eg., v.o.): Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) mar., lun. 12 h. L'AMOUR POURSUITE (A., v.o.):

Studio 28, 18 (46-06-36-07) mer., jeu. à 19 h, 21 h. BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-88) mer. 17 h, sem. (13 h 40, dim. 10 h 15 (25 F).

BRAZIL (Brit., v.o.): Studio Gelande, 5- (43-54-72-71) mer., dim., lun., mar. 20 h, jeu., ven. 16 h, sam. 18 h. LES CHEFS-O'CEUVRE DE WALT DISNEY (A., v.f.): 14 Juillet Parnesse, 5- (43-26-58-00) mer., sam., dim. 14 h 20, 15 h 50. LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) :

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.):
Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68) mer.,
mar. 18 h 45, km. 15 h 15.
LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) mer., avec.
LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 8- (43-28-58-00) mer., séences
à 17 h 30, 19 h 50, 22 h film 10 mn

LE DÉCAMÉRON (It., v.o.) : Chempo - Espace Jacques Tati, 5- (43-54-51-60) séences mer., ven., dim., mar. à 13 h 50, 15 h 55, 18 h, 20 h 05, 22 h 10 film 10 mn après. LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX

DUNE (A., v.o.): Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) mer. 21 h 30. E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.): Grand Pavols, 15- (45-54-48-85) mer. 15 h 15, sem. 16 h, dim. 13 h 15. EMMANUELLE (**) (Fr., v.o.): Studio (A., v.o.): Pethé Impérial, 2- (47-42-72-71) mer. 72-52); Pethé Hautefeuille, 6- (48-33-72-52); Pethé Hautefeuille, 6- (48-33-72-71) mer.

FANTASIA (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) mer. 15 h 40, sam., dim. 18 h 10. FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., km, 19 h.

19 h. LE GOUT DU SAKÉ (Jap., v.o.) : Seimt-André-des-Arts 1, 6- (43-26-48-18) mer., ven., dim., mar., film à 13 h 20, 15 h 30, 17 h 40, 19 h 50,

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68) mer, 17 h, dim. 11 h 45 (25 F).

17 h, dim. 11 h 45 (25 F).
L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.):
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer.
16 h 30, sam, 15 h.
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**)
(Fr.-it.-All.): Saint-Lambert, 15 (45-3291-68) mer. 21 h, dim. 21 h 15.

IN THIS OUR LIFE (A., v.o.): Action Rive Gauche, 5° (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sem., km., mer. à 12 h T.U.: 20 F. IVANHOÉ (A., v.f.) : Escurial, 13-(47-07-28-04) mer., sam., dim. 10 h (-de 15 ans, 15 F). LE JOURNAL D'UN CURÉ DE CAM-

LE JOURNAL D'UN CURE DE CAM-PAGNE (Fr.): Reflet Logos II, 5º (43-54-42-34) mer. 11 h 50. JULES ET JIM (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6º (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h. LE LOCATAIRE (Fr.): Saint-Lambert, 15º (45-32-91-68) mer. 21 h, dim. 21 h 15.

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Acca-

MARMMA ROMA (IT., v.o.): Accatone, 5: (46-33-86-86) mer. 18 h 05,
ven. 16 h 20, sam. 14 h 40, lun.
19 h 50, mar. 18 h 10.

MARY POPPINS (A., v.f.): Studio
des Ursulines, 5: (43-26-19-09) mer.,
sam., dim. 15 h 30; Denfert, 14: (4321-41-01) mer., sam., dim. 15 h 30.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) Denfern, 14• (43-21-41-01) mer, 10 h, 13 h 50, sam., dim. 13 h 50 : Grand Pavols, 15• (45-54-46-85) mer. 13 h 30, 15 h ; Saint-Lambert, 15• (46-32-91-68) mer., dim. 15 h 15.

MIDNIGHT EXPRESS (**) (Brit., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) mer. 20 h, iun. 22 h 30. LE MIROIR (Sov., v.c.) : Denfert, 14-

(43-21-41-01) mer. 21 h 50. LE MYSTÈRE DE LA TROISIÈME PLANÈTE (Sov., v.f.): La Beny Zabra, 11° (43-67-61-55) mer. 15 h. NOCE BLANCHE (Fr.): Grand Pavols, 16 (45-54-46-85) mer. 18 h 15, sam. 16 h 45.

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Républic Chiémas, 11- (48-06-51-33) mer., lun. 19 h 30, sam. 20 h 20. LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) mer. 16 n, ven., mar. 22 h, sam., lun. 19 h 60,

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.1.): Studio des Ursulines, 5· (43-26-19-09) mer., sam., dim. 14 h ; Saint-Lambert, - 15· (45-32-91-68) mer., km. 13 h 40, dim. 10 h 15 (25 F).

PAS DE PRINTEMPS POUR MAR-NIE (A., v.o.) : Reflet Logos (, 5- (43-54-42-34) mer., jeu., km. 12 h 05.

PIÈGE DE CRISTAL (A., v.o.) : Grand Pavols, 15^o (45-54-46-85) mer. 19 h 15, jau. 13 h 30, sam. 22 h 30, mar. 20 h 30.

LA PRINCESSE ET LE PETIT POIS (Sov., v.f.): Le Berry Zèbre, 11* (43-57-51-55) mer. 13 h 45. REVES (Jap., v.o.): Cinoches, 6* (46-33-10-82) mer., ven., dim., mer. 14 h.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.): 14 Juillet Parnassa, 6 (43-26-58-00) mer., sam., dim. 14 h, 15 h 45.

LE SEPTIÈME SCEAU (Su., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40) mer., (eu., ven., sem., lun., mar. à 12 h 10 T.U. : 20 F. SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) mer. 20 h, jeu., mar. 14 h, lun.

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). mer. 22 h.

STALKER (Sov., v.o.): Républic Cinémas, 114 (48-05-51-33) mer. 21 h., STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.): Utopia Champolion, 5: (43-26-84-65) mer., sam., lun. 22 h.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.f.) ; Studio Galande, 5• (43-54-72-71) mer. 18 h.

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Fr.

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Fr.Arg., v.o.): La Berry Zèbre, 11 (43-5751-55) mer, 21 h, dim. 19 h.
37-2 LE MATIN (*) (Fr.): Studio
Galande, 5- (43-54-72-71) mer., sam.,
dim. 16 h.
LA VIE EST UN LONG FLEUVE
TRANQUILLE (Fr.): Choches, 6- (4633-10-82) mer., van., dim. à 13 h 50.
YEELEN (mañen, v.o.): Images d'añleurs, 5- (45-87-18-09) mer., sam.
18 h, jeu. 16 h, ven. 20 h 30, dim.
22 h, lun. 20 h.
ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.): Lee

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6: (46-33-97-77) mer., sam., dim., 10 h Enfants 16 F, aduites 23 F.

LES GRANDES REPRISES L'AVENTURE DE MME MUIR (A.,

v.o.) : Action Christine, 6: (43-29-BAL POUSSIÈRE (ivoirien, v.o.) : Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09), LE CHEVALIER A LA ROSE (Brit.

v.o.) : Vendôme Opéra, 2. (47-42-LE CRI DES HOMMES (Alg., v.o.) :

Institut du monde arabe, 5: (40-51-LA DOLCE VITA (it., v.o.) : Reflet Logos i, 5: (43-54-42-34). EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6

(46-33-10-82). FANTASIA (A., v.f.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). LES FORBANS DE LA NUIT (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5: (43-29-

L'ITALIEN DES ROSES (Fr.) : Latina 4 (42-78-47-86) ; L'Entrepôt, 14 (45-

LAURA (A., v.o.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5* (43-54-42-34); Action Champs-Elysées, 8* (43-25-71-89).

LES MILLE ET UNE NUITS (h., v.o.) : Le Chempo - Espace Jacques Tetl, 5- (43-54-51-60). NOBLESSE OBLIGE (Brit., v.o.) :

Reflet Logos II, 5: (43-54-42-34); Ely-sées Lincoln, 8: (43-59-36-14). NOLA' DARLING N'EN FAIT QU'A SA TETE (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09).

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 54 (43-37-57-47).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). THE SHANGHAI GESTURE (A. v.o.) : Action Ecoles, 6- (43-25-72-07). TRAINS ETROITEMENT SURVEIL-ES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5. (46-

UN HOMME QUI DORT (Fr.-Tun.): .L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

LA RUSSIE Histoire des mouvements spirituels

G. PODSKALSKY - I.A. MINEA T. SPIDLÍK - É. BEHR-SIGEL B. MARCHADIER - F. ROULEAU

pour mieux connaître les mouvements spirituels qui ont animé la vicille Russie.

180 pages

BEAUCHESNE



OPÉRA COMIQUE Epreuves publiques **CONCOURS CONTEMPORAIN** 15 et 16 novembre

CONCOURS CLASSIQUE 17 au 20 novembre

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

SOIREE DE GALA JEUDI 22 novembre 20 h

avec les lauréats et la participation exceptionnelle de CARLA FRACCI et ERIC VU-AN

RENSEIGNEMENTS: (1) 45 22 28 74

THE ATEL DES CHAIRS S MARI MARIE

The state of the s

the second terms of the

PARIS EN VISITES

MERCREDI 14 NOVEMBRE

Exposition «Les maisons de Colette», 11 heures, Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal, vestitule rez-de-chaussée (M. Hegar). «L'ébénisterie», 14 h 30, Musée du Pent Palais.

du Petit Palais.

«Les caracombes : des cernières de pierres qui ont bâti Paris à l'ossuaire», 14 h 30, à l'entrée, place .

Denfert-Rocheresu (visite pour les jeures. CNMI-).

«Le baroque à Paris : l'ancienne église Saint-Louis des Jésuites et la maison professe», 15 heures, 99, rue Saint-Antoine (Monuments historiques)

«La franc-maconnerle», 14 h 30, 16, rue Cadet (P.-Y. Jusiet). « Jardins et cités d'artistes de Montmartre», 14 h 30, métro Lemarck-Caulaincourt (Paris pittores-

que ex insolite).

2 Le Louvre; des fortifications à l'intérieur de la Pyramide », 14 h 30,
métro Louvre-Rivoli (C. Merie).

La Défense, ville du troisitame milténaire », 14 h 30, RER Défense, hall,
sortie L (D. Reuriot).

4 Hôtels et jardins du Marais, place
des Vosges », 14 h 30, sortie métro
Saint-Paul (Résurrection du passé).

2 Le Musée de la police », e Le Musée de la police », 15 haures, 1 bis, rue des Carmes (Parle et son histoira). « Peinture française de la Renals-

sance», 18 h 30, Musée du Louvre, passage Richelieu (M.-G. Leblanc).

CONFÉRENCES

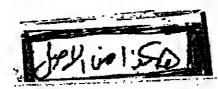
Auditorium de la gelerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne, 13 heures : Mémoire des autres, un film de Roger Pic. Entrée libre (Bibliothèque nationale).

Salia Psychá, 15, rue Jean-Jacquas-Rouseau, 15 heures : «La vie après la vie », réponses aux questions des auxi-teurs par A. Lasserre (Usfipes). Tolt de la Grande Arche (selle 2), à la Défense, 16 heures : «Les Algériens en France», par B. Stora (L'Arche de la fratemité).

Mairie, 4. place de Louvre; 17 h 30 : «Cinquarte Ségur et Rostopchine écri-vains autour de la comtesse de Ségur», par F. Lanchy (Académie du Second Empire).

18, rue de Varenne, 18 h 15 : «L'épanouissement de la vie dans le judaisme», avec le rabbin P. Touitou (Fratemité d'Abraham). Musée national des monuments français, paiais de Challiot, 19 heures : «Citoyenneté et urbanité : la citoyenneté à l'âge post-moderne », par G. Lipoyetaky (Délégation interministénielle à le Ville).

(Fr.) : Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) mer. 15 h 15.



20 Le Monde • Mercredi 14 novembre 1990 •••

Cholestérol Ou Das?

Il y a des questions qu'il faut poser à temps.

La formation des Biologistes de votre Laboratoire d'Analyses Médicales vous garantit la qualité de vos analyses.

LES BIOLOGISTES

Des spécialistes indispensables à la vie!

C.N.B. CENTRE NATIONAL DES BIOLOGISTES

or, the pirote techniques

AND CONTROL OF THE PARTY OF THE

Forza

Her California and Maria California and California

And the second s

The second of th

Guerre du feu stellaire

Les grandes manœuvres politico-financières autour de la recherche sur la fusion thermonucléaire menacent la suprématie européenne

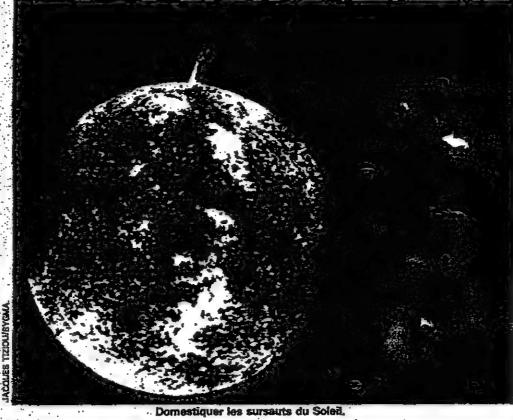
n'est pas perdue pour l'Europe, mais elle est bien mal engagée. Si les Européens ne font pas preuve d'un minimum de fermeté et de dynamisme, ils joue-ront, au mieux, les seconds rôles der-rière les Etats-Unis, l'Union soylétinere les Elais-Onis, i Onion sorieu-que et le Japon. » Le constat de ce spécialiste de la fusion peut paraître sévère, mais il est largement mérité. Et cette situation est d'autant plus navrante que l'Europe fait, depuis plusieurs années, figure de leader ians cette course à la domestication de l'énergie « H », celle-là même qui anime le cœur des étoiles et fait boiller notre Soleil.

Depuis une trentaine d'années, les pays industrialisés se sont lancés dans cette quête avec des fortunes diverses. Des chaudrons thermonucléaires, fondés sur le principe des Tokamaks inventés il y a une vingtaine d'années par les Soviétiques, ont donc fieuri un peu partout dans le monde pour les besoins de la recherche. Les plus paissants d'entre eux ont pour nom JET (Joint European Torus) et TORESUPRA pour l'Europe, TFTR (Tokamak Pusion Test Reactor) pour les Etats-Unis, JT-60 pour le Japon, et T-15 pour l'Union soviétique.

Le but des scientifiques est donc de créer dans ces enceintes en forme de chambres à air (tores) de ces Tokamaks des températures de plus de 100 millions de degrés nécessaires au déclenchement et à l'auto-entre-tien de réactions nucléaires de fusion au sein d'un «plasma», gaz de deuérium et de tritium (deux isotopes dissociés en noyaux et électrons.

Jour après juin, les physiciens ten-Jour après jour, les physiciens ten-tent de maîtriser les sursants du plasma dans ces formidables chan-dières. Sur le papier, tout est simple. Pourtant nombreux sont ceux qui ont annonce sans rire que la fusion thermonucleaire contrôlée était pour dans cinq ans et qu'on aliait mettre, sans coup fèrir, «l'énergie des étoiles en bouteille». Mais il a falla déchan-ter : la fusion, qui, demain, doit nous donner des quantités d'énergie pres-que illimitées, ne ce laisse pas domestiquer ansai facilement.

On en voudrait pour preuve les résultais, pourtant encourageants, obtenus ces dernières années dans les laboratoires les plus performants. Les équipes du TFTR ont pu ainsi se glo-rifier d'avoir atteint les 200 millions de degrés. Celles du JET d'avoir obtenu 140 millions de degrés. Mais pendant combien de temps ces temperatures ont-clies été maîtrisées? Et delà du break even et d'atteindre ce avec quelle densité de plasma? En que les physiciens appellent l'ignigénéral quelques fractions de seconde seniement et avec des densités de car il doit conduire à la construction



reconnaître que les machines actuelles sont encore loin du break les conditions de température et de densité du plasma sont telles que la matière engendre par fusion une énergie équivalente à celle qu'on lui injecte pour la chauffer. Aujourd'hui par exemple, il s'en faut encore d'un facteur 1 à 2 pour que le Joint Euro-pean Torus (JET) de Culham (Grande-Bretagne), pouriant une des ineilleures machines existant au monde, franchisse ce scuil convoité.

Une nouvelle étape .

Chacun est donc conscient dans la communauté scientifique que, pour domestiquer la fusion, il faut franchir une nouvelle étape. Construire un nouveau Tokamak qui, sans être encoré un véritable réacteur à figure des premiers péarteurs à castre un venante reacteurs à fission, ancêtres du parc électronu-cléaire français), permette d'aller au-delà du break even et d'atteindre ce que les physiciens appellent l'igni-tion.

ordres de grandeur inférieurs à ce d'une machine délivrant pendant un qui est nécessaire. environ 1 000 secondes — une puis-sance cinq fois supérieure à celle nécessaire pour le break even. Bref. laquelle le cinquième de la puissance servirait à maintenir le plasma dans de bonnes conditions de fusion et les quatre cinquièmes restants étant uti-lisés pour produire de l'énergie.

Très tôt, les Européens out songé à créer une telle installation, le Next European Torus (NET), prolonge-ment du JET de Culham et du TORE-SUPRA, la machine à fusion supraconductrice de Cadarache (Bouches-du-Rhône), et les Améri-cains firent de même. Mais les Soviétiques, pourtant pionniers de cette technique, patférèrent jouer la diplo-matie et la carte de l'internationalisation d'un tel programme pour raccro-cher au peloton de tête. C'est ainsi que fut iancée l'idée de la construc-nion d'une telle machine par les qua-tre grands de la fusion. Le projet, baptisé ITER (International Thermosuclear Experimental Reactor) sédui-sit le président Reagan au grand dam des Européens et des Japonais. En février 1988, les douze Etats de la CEE domaient cependant leur aval à une coopération sur ce projet, à condition qu'elle son menée sous les auspices de l'Agence internationale

de l'énergie atomique (AIEA). Bref tout cela était un peu vague, loin ver les intérêts de chacun.

Les choses se sont toutefois préci-

pitées ces derniers mois. Souvent cienz de revenir dans une course à laquelle les performances de leur T-15 ne devraient pas leur permettre de participer, les Soviétiques maintiennent, évidemment, la pression pour le lancement d'ITER. Les Américains, poussent fermement leurs pions bien décidés qu'ils sont à apparade le leudership mondial de la second de le leudership mondial de la prons bien decides qu'ils sont a reprendre le leadership mondial de la fusion. Mais ils sont en pleine bagarre interne. Les équipes d'Oakridge, de Livermore et San-Diego jalousent celle de Princeton et son TFTR. Le laboratoire de Princeton piet de needle son director, et ton vient de perdre son directeur, et le département de l'énergie américain n'a pas de responsable chargé de

Comme pour accroître la confu-sion, le secrétaire d'Etat à l'énergie, James Watkins, a fait savoir en juiltet que les Etats-Unis ne pourraient tout faire dans le domaine de la fusion et qu'il fallait se donner des priorités. Fort de cet avertissement, le laboratoire de Princeton a forte-ment poussé sea projets en suggérant de construire une machine qu'elle avait sur plans, le Compact Ignition

Tokamak (CTI), dérivée du TFTR et qui serait capable d'atteindre l'igni-tion, mais pour des périodes de l'ordre de 3,7 secondes seulement. Coût de l'opération : 1,2 milliard de dollars pour une machine dont la mise en service n'interviendrait pas avant

Pour mieux convaincre, Princeton a profité de la tenue à Washington, début octobre, de la conférence bian-nuelle de l'AIEA sur la fusion, pour annoncer que le TFTR était sur le point de réaliser le fameux breuk even que tout le monde recherche. Ce coup de bluff aurait pu passer si certains experts suspicieux n'avaient fait remarquer que les performances annoncées étaient, en fait, le résultat de savants calculs montrant que dans des conditions optimales de fonc-tionnement du matériel il serait pos-sible que... Possible seulement car le même calcul, effectué par les physi-ciens du JET, pour le JET n'aboutit

tion donc pour les Européens de se rallier à quelque CTT que ce soit, en gramme de développement technolo-gique, « Ce qu'il faut si l'on fait ITER, commente un expert, c'est disposer d'une machine qui permette d'atteindre les conditions d'ignition pendant des périodes de 1 000 secondes, x

> JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU Lire la suite page 23

(1) Dans une réaction thermonucléaire de fusion, les noyaux d'atomes légers de deuté-rium et de tritium fusionnent entre eux pour donner un noyau d'hétium et de l'énergie sous forme de particules (neu-trons). Dans la réaction de fission (celle qui permet à nos centrales nucléaires de fonc

Un froid dans la fusion

Dix-huit mois après l'annonce de la découverte de la « fusion froide » per MM. Stanley Pons et Martin Fleischmann, « les preuves du phénomène, de plus en plus ténues, tendent vers l'invisible : le tritium s'est évaporé, les rayons gamma ont disparu, ...et Stanley Pons lui-même se fait rare », écrivait récemment l'hebdomadaire scientifique Nature.

Cet humour tout brh n'est plus d'actualité. MM. Pons et Fleischmann, que bien peu de leurs collègues avaient pu ren-contré depuis plusieurs mois, ont en effet réapperu, mercredi 7 novembre, au grand soulage-ment des autorités de l'université et de l'Etat américain de l'Utah, qui financent l'Institut national de la fusion froide.

L'annonce de cette découverte, le 23 mars 1989, avait fait l'effet d'une bombe. Les deux hommes affirmaient en effet être parvenus à obtenir à température ambiante et par simple électrolyse une réaction de fusion nucléaire (le Monde du 24 mars 1989). Celle-là même qui se produit au cœur du Soleil et des étoiles, et que des mil-tiers de chercheurs s'efforcent en vain de domestiquer, et que des milliers de physiciens voudraient bien obtenir dans d'énormes machines dévo-

reuses d'énergie (lire ci-contre). Depuis, malheureusement, leur expérience n'a pas pu être reproduite, Le débat tourne au dialogue de sourds entre une majorité de chercheurs pour qui MM. Pons et Fleischmann se sont – au mieux – trompés, et leurs défenseurs, dont aucun n'a cependant pu apporter une preuve convaincante de la réa-lité de la fusion froide. Enfin,

rées, les deux hommes n'ont toujours pas publié de compte-rendu précis de leurs expé-Cette situation inquiète, évi-

demment, les responsables de l'Etat et de l'université de l'Utah qui ont investi 5 millions de dol-lars (complétés par 20 millions de dollars de fonds privés) dans l'institut national de la fusion cet organisme l'an dernier. Ils ont exigé qu'une commission d'experts se prononce avant de décider s'ils continueront ou non cet effort. Les deux hommes, qui ne s'exprimaient plus que par l'intermédiaire de leur avocat, ne s'étaient pas présentés pour une première réunion, le mois dernier. M. Fleischmann était, paraît-il, souffrant. Quant à M. Pons, il avait vendu sa maison, retiré son fils du lycée, et disparu de

On imagine le soulagement général quand les deux hornmes ont réapparu, suffisamment mal à l'aise cependant pour tenter de se cacher des caméras de télévision. « J'al demandé une année sabbatique pour travailler à plein temps sur la fusion », a affirmé M. Pons aux experts qui l'interrogeaient. Avant de leur promettre, à nouveau, la publication d'articles sur ses derniers travaux, e dès que cela sera possible sans mettre en cause le dépôt de nouveaux brevets ». Les experts commis par l'Utah se sont, en revanche, fixé une date précise : ils remet-tront leur verdict à l'université le 15 décembre prochain.

Forza la dope!

Les athlètes italiens ne nient pas avoir fréquemment recours à des produits dopants mais ils en reportent la responsabilité sur leur entourage

haute compétition, pour amphétamines et des stéroïdes ansque soit mis fin à l'utilisation des bolisants pour des compétitions cal britannique The Lancet (daté du 27 octobre), et réalisée sous l'égide du Comité national olympique ita-lien et du Conseil national italien pour la recherche, montre en effet que, si la pratique du dopage est effectivement répandue chez les sportifs transalpins, ces derniers souhaitent la mise en œnvre de contrôles plus stricts et plus fréquents, y compris lors des périodes d'entrainement.

Au total, mille quinze athlètes de la pratique du dopage. Les raimedecins, entraîneurs et dirigeants sportifs ont participé, dans le courant de 1989, à cette enquête unique en son genre. Ils avaient été recrutes, selon la méthode des quotas, par l'Institut Gallup, et il leur était demandé de répondre à un questionne de montrent pas moins l'importance de la pratique du dopage. Les raiment et les partiques choix sont multiples, avant tout l'envie de gagner (pour et les performances (9 %), l'espoir de voir s'amoindrir les douleurs partiques (6 %).

NE nouvelle tendance est-elle en train de naître, au sein même de la commu-dopants. Environ 10 % des athlètes nauté des athlètes de avouent utiliser-fréquemment des produits dopants? Une enquête, nationales ou internationales et publiée dans l'hebdomadaire médiseulement occasionnellement.

Enfin, 7 % des athlètes interrogés avouent qu'il leur est arrivé d'avoir eu recours à des transfusions sanguines en vue d'améliorer leurs per-formances.

A contrecœur

Ces chiffres sont bien entendu — du fait même des conditions de l'en-quête — en deçà de la réalité. Il n'en démontrent pas moins l'importance

The second second

athlètes interrogés reconnaissent s'être dopés du fait de leur seule

Se doper semble en tout cas chose facile: 35 % des athlètes reconnaissent qu'il leur serait «très facile», et 39 % « pas très difficile», de se procurer des produits dopants. Les substances les plus utilisées sont les amphétamines et les stéroïdes ana-bolisants. Viennent ensuite les antalgiques narcotiques, les transfusions sanguines, les diurétiques, les vaso-dilatateurs et les béta-bloquants. Classés par ordre décroissant d'effi-cacité, on trouve les stéroïdes anabolisants, les amphétamines, les analgésiques narcotiques et les transfusions sanguines. La nocivité de ces produits est bien comme, en particulier celle des anabolisants et des amphétamines, jugés comme étant, de loin, les plus dangereux.

Tout le paradoxe de cette situation vient du fait que, si le dopage est une pratique répandue parmi les athlètes de haute compétition, c'est en quelque sorte « à contre cœur ». Deux tiers des athlètes et des technidemandé de répondre à un ques-tionnaire très précis tentant de cer-ner les habitudes en matière de dopage.

Première indication: 30 % d'en-tre eux estiment qu'il est possible

Fait important, une majorité de sportifs (62 %) affirment n'avoir pas décidé d'eux-mêmes de se doper mais avoir cédé aux pressions multi-ples de leur entourage (entraîneurs, dirigeants, etc.). Seulement 28 % des

Deux tiers des sihlètes et des techni-ciens réclament des contrôles plus stricts et plus fréquents; 82 % des athlètes demandant que de tels contrôles soient pratiqués, y compris durant les périodes d'entraîneuren.

Ces données, certainement sousestimées, doivent être considérées avec une certaine prudence dans la mesure où la réprésentativité de cette étude peut être sujette à caution. Sans doute les sportifs ayant le pias recours à des produits dopants sont-ils les moins enclins à jouer le jeu de la vérité. Notons néanmoins que peu d'athlètes ont refusé de répondre. D'autre part, le caractère inédit en Europe d'une telle étude rend impossible toute comparaison.

Il n'en reste pas moins vrai que la plupart des sportifs italiens de haute compétition - mais cela vaut sans doute également pour les athlètes des autres pays européens - connaissent bien les techniques de dopage. Et que - fait particulièrement alarmant - lorsqu'ils en arrivent à se doper, c'est bien souvent à la suite de fortes pressions de leur entou-

Ces données, après bien d'autres, devraient inciter les l'édérations sportives, en coordination avec les médecins du sport, à intensifier l'information auprès des athlètes afin qu'ils comnaissent exactement les risques qu'ils prennent en ayant recours à de telles pratiques.

Conférences

Dans le cadre de l'exposition **VIVE L'EAU**

mercredi 21 novembre à 17h "Le goût de l'eau"
par Jacques Puisais, Institut français du goût

et Michèle Rizet, Lyonnaise des eaux Animation: Eric Solal, "Cuisine et vins de France"

mercredi 28 novembre à 17h "Comment l'eau façonne la terre"

par René Letolie, université Pierre et Marie Curie Animation: Emmanuel Serafini, "Science et vie Junior"

(accès libre)

Informations (1) 46 42 13 13

Sida : prévenir en urgence

En l'absence de thérapeutiques efficaces, la prévention demeure la seule arme contre le sida. Comment, au plus vite, le faire comprendre au plus grand nombre ?

MONTREUX

de notre envoyé spécial quelques mètres du lac Léman, violemment agité par les bourrasques d'au-tomne, on avait, dans les Palais des congrès, affiché quelques dizaines de posters, ces affiches tifiques qui n'ont pas trouvé place dans les sessions plénières. Là, parmi celles venues du monde entier, une équipe suédoise expli-quait comment elle avait pu enquêter sur l'infection par le virus du sida chez les clients des restaurants et des cinémas gays d'Oslo. Plus loin on trouvait les bandes des-sinées qui au Surinam incitent à l'usage du préservatif. Au premier étage les responsables du prouisse contre le sida propodépliants informatifs, ainsi que divers modèles plus ou moins sophistiqués de préservatifs.

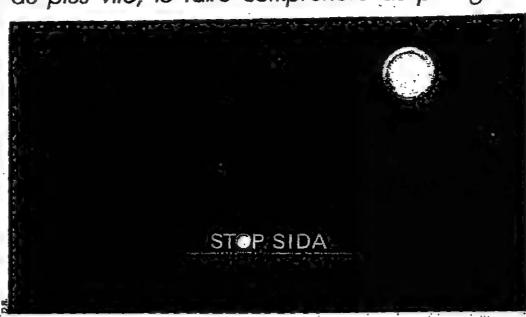
Au programme officiel de la réu-nion, à laquelle participaient plus de trois cents spécialistes, figuraient aussi bien des travaux sur l'utilisacents norvégiens que les change-ments de comportement des homosexuels gallois, ou que les actions de prévention organisées dans les motels de Managua. Montreux accueillait aiusi il y a quelques jours, à l'initiative de la CEE, l'une des premières réunions internatio-nales consacrées à l'évaluation des multiples actions de prévention lancées ces dernières années un peu partout à travers le monde (1). Cette manifestation tout à fait originale, après celles qui ont été organisées à Paris et consacrées aux recherches riologiques (le Monde du 31 octobre), puis à l'action des ONG (le Monde daté 4-5 et du 6 novembre), témoigne de l'ampleur et de la diversité des problèmes soulevés aujourd'hui par l'épidémie de sida

L'évaluation des actions de pré-vention est un sujet encore neul en médecine, limité pour l'essentiel au

dépistage de certains cancers ou à certaines affections cardiovascu-laires. « Avec l'épidémie de sida, est apparue une donnée tout à fait nou-velle, un véritable sentiment d'urgence, qui a eu pour conséquence d'accèlérer les programmes d'évalua-tion des actions mises en œuvre, explique le professeur Fred Paccaud (institut universitaire de médecine sociale et préventive, Lauzanne). l'un des principaux organisateurs de la réunion de Montreux. Lancées pour l'essentiel en Europe à partir de 1986, les campagnes de prévention contre le sida sont entrées dans une nouvelle phase. Et pour les pays les plus avancès dans ce domaine, à enregistrer certaines difficultés pour maintenir la prévention, pa continuer à susciter de l'intérêt, il s'agit des lors de savoir comment nous devons poursuivre des actions plus que jamais indispensables.»

A la différence des autres entre prises de prévention médicale, celle compte tenu des caractéristiques de cette infection, d'aborder des sujets extrêmement complexes, au premier rang desquels figurent les comporte-ments sexuels. Le mode de transmission dominant aujourd'hui à l'éche-lon international ae pouvant plus être réduit aux seules relations homosexuelles, la prévention doit intégrer les multiples formes de l'hé-térosexualité à hauts risques de contamination. Il s'agit de s'adresser au plus grand nombre pour rappeler les dangers que peuvent constituer les relations sexuelles sans protection avec des partenaires plus ou moins anonymes ou connus pour être dangereux eu égard à leur toxi-comanie, à leur bisexualité ou à la multiplicité de partenaires.

Spots télévisés, brochures, affiches, bandes dessinées, encarts publicitaires, incitation à l'usage des préservatifs, promotion de la fidélité, mises en garde répétées, on ne compte plus le nombre, la forme ou le mode de diffusion des messages de prévention contre le sida. Est-il possible aujourd'hui d'en mesurer



l'impact et l'efficacité? La réunion suisse a montré que rien dans ce domaine n'était évident. « Dans les premières années qui ont suivi l'apparition de l'épidémie, les communautés homosexuelles ont réusti. grâce notamment à leurs réseaux associatifs, à mettre en euvre des actions de prévention efficace, explique le professeur Peter Piot (institut de médecine tropicale d'Anvers). Aujourd'hul, il s'agit de s'adresser aux toxicomanes, aux jeunes, aux est d'autant plus difficile à atteindre que nous ne disposons pas d'outils permetiant une évaluation précise et objective des actions entreprises.»

Comment en effet mesurer les évolutions et les changements de comportement dans un domaine complexe que celui de la sexualité humaine? En pratique, les observateurs peuvent avoir recours

mentaires, a Nous disposons de trois grands types d'Indicateurs, résume le cteur Jean-Baptiste Brunet (centre collaborateur de l'OMS sur le sida, hòpital Claudo-Bernard, Paris). Il y a d'abord des critères chiffres. comme l'évolution des ventes de préservatifs, ensuite les résultats d'études socio-comportementales comme celles réalisées en France par l'équipe de M. Jean-Paul Moatti. Enfin, il y a les évaluations de l'impact des campagnes de prévention qui, à mon sens, doivent être prises. arec beaucoup de précaution puisqu'elles mesurent plus la satisfaction immédiate de l'auditoire que leur véritable efficacité. » Les spécialistes accordent aussi désormais un grand

intérêt à un nouveau type d'indicateur épidémiologique, celui donné par l'incidence des cas de maladies sexuelles transmissibles aigues (comme les gonoccocies) dans la .- indirect mais fidèle - des compo tements sexuels à bauts risques visà-vis du sida.

D'une manière générale, les quelques chiffres concernant la prévalence de l'infection dans la population générale ne sont pas - ou difficilement - interprétables pour ce qui concerne l'état réel de l'é mie ou ses formes évolutives. Seuls quelques indicateurs peuvent être tirés d'études réstisées auprès de certaines catégories, au premier rang desquelles figurent les femmes enceintes. Chez ces dernières, on trouve en Europe de l'Onest des fré-quences de contamination très variables dans des rapports de 1 à

> L'ouverture vers l'Est

D'une manière générale, ou estime que le taux moyen de la contamination par le virus du sida dans ce groupe est, au sein de la CEE, de 0,1 % avec de notables différences entre les pays, les villes, voire certains quartiers. A leur manière, les cas déclares de sida reflètent aussi une certaine réalité épidémique en dépit des temps, par-fois très longs, existant entre l'infection et l'apparition de la maladie. Tous les pays de la CEE n'ont pas, comme la France, réalisé d'études visant à une approximation raison-nable du nombre des séropositifs ces derniers ne scraient pas plus de 200 000 en France selon les études récemment publices sur ce thème (le Monde du 22 septembre) mais, selon certaines informations, ce nombre, à l'échelon de la Communauté européenne, pourrait se

situer aux environs de 400 000. La plupart des spécialistes de l'épidémiologie du sida sont aujour-d'hui inquiets des possibles consé-quences infectieuses liées à l'ouverture vers l'Est du continent européen dans la mesure où les épidimies es développent avec la circu-lation des populations. Beaucoup donnent aussi une grande importance, après celle accordée aux

aux migrants, ces populations mar-ginales souvent rejetées par leur pays d'origine et par leur pays d'ac-cueil, éloignées des systèmes de distribution des soins et dont les com-portements sexuels sont généralement très difficiles à étu-

Ces mêmes spécialistes, notam-ment ceux de nationalité belge, regrettent que les responsables religieux en général, catholiques en par-ticulier, ne s'impliquent pas plus directement dans les actions crètes de prévention du sida (2). ils soulignent enfin que, compte tenu de la multiplicité des situations socio-culturelles existant sur le Vieux Continent, il est tout à fait illusoire d'espèrer aujourd'hui que des messages européens standardisés de la lutte contre le sida puissent

« On ne peut nullement imaginer que les actions de prévention contre cette épidèmie soient similaires dans les régions à forte dominante catholi-que du sud de l'Italie et dans celles, explique lo docteur Brunet. Pour ce-qui est de la France, pays latin à dominante catholique, nous en sommes restés à l'opposition quelque peu simpliste entre le préservatif et la fidélité. De la sorte, nous évitons de parler directement des pratiques secuelles qui permettent de réduire le risque de contamination. il est de fait difficile d'imaginer que l'on puisse, dans notre pays, aborder cette question dans un spot télèvisé à une heure de forte audience... »

Plus généralement, la réunion de Montreux a souligné avec force que les travaux actuels de prévention contre la diffusion de l'épidémie impliquaient la participation de diverses disciplines des sciences humaines qui jusqu'à présent n'étalent, peut-être à tort, que fort médecine préventive. Les avis sont encore très partagés sur l'apport réci de ces disciplines et sur la qualité ou l'efficacié de la greffe tentée avec les sciences plus fondamentales inhérentes à la formation et à la

Il n'en est pas moins vrai que dans ce domaine, le progrès passera par l'obtention d'une véritable com-plémentarité entre des spécialités tenues jusqu'alors pour étrangères les unes aux autres. La lutte contre le plus dangereux des «effets secontion (la discrimination vis à-vis des personnes malades, contaminées, ou haut risque de contamination), soit en d'autres termes la défense des droits de l'homme, qu'ils soient ou non malades; impose qu'on y parvienne au plus vite.

JEAN-YVES NAU

(1) «Assessing AIDS prevention» Mon-treux 29 octobre-1« novembre. Cette réu-nion était organisée par la CEE, l'Organi-sation mondiale de la santé et les autorités sanitaires suisses.

santaires susses.

(2) Lors de la récente conférence conse-crée à l'action des ONG face au sida, un texte rédigé par le groupe de travail « Reli-gions et uidas et approuvé par la confé-rence, indique que dans cé donaine e nom-bre d'Egisses constituent un obstacle pour les indispensables efforts d'éducation et de pérention et deviennent ainsi un facque de risque ».

POINT DE VUE

La mort, main dans la main

par Geneviève Laroque

VANT d'être si malade, il avait affirmé, en toute conviction, serme et calme, qu'il ne supporterait pas la déchéance, la dépendance et qu'il demanderait qu'on « l'aide à partir » quand il estimerait le moment venu. Il refusait une thérapie illusoire. Il nsclamait l'euthanasie.

Déjà malade et conscient de sa maladie, il n'avait accepté de traitement que sous conditions : une promesse, sincère, que le médecia à qui on loi demandait de se confier était un a bon », un a très bon technivien », qui, de plus, ne trompait pas ses malades, qui avait une bonne relation avec eux, qui savait « passer contrat » avec eux, et qui, s'il fallait a nousser la seringue », le faisait lui-même. Il a gagné presque un an de vie normale, de bonne qualité, presque sans effets secondaires ; presue un an de bonheur inesperé, avidement, pleinement vécu.

Quand la souffrance a menacé, les nalliatifs efficaces ont été utilisés. Les ajustements techniques, minutieux, délicats, out été élaborés, appliqués, avec une sereine compétence, dans un environnement affectif intense, solide, les réseaux professionnels. familiaux, amicaux, soigneusement vérifiés, activés, entretenus. Quand la dépendance est survenue, par l'affaiblissement, l'incapacité de faire seul les gestes les plus ordinaires de la vie. liers et les domiciles out pu être faits de manière souple, huilée, sans a-coups meurtriers. Pendant quelques iours encore, il a savouré intensément chaque instant de cette existence, qu'il aurait repoussés avec horteur quelques mois seulement

Il savait où il allait : il savait comment il y allait. Il savait que son confort, son absence de souffrance, la maîtrise des malaises surajoutés, l'accompagnement affectueux, les présences relavées, le soutien à sa compagne, étaient nos priorités absolues.

Il est mort, parsiblement, dans son sommeil, sans nécessité de « renforcer » celui-ci. Il avait encore répété. queiques jours plus tôt, qu'il n'avait pas changé d'avis, qu'il voulait. - si sa mort. La promesse en avait été réitérée : cette loyauté dans la promesse, et l'attention minutieuse à son bienêtre, j'ose dire à son bonheur pendant ces derniers jours lucides, difficiles quand on a envie de vivre, - cette combinaison du « vouloir l'aider à vivre jusqu'au bout » et du respect de sa propre volonto, ont permis d'attendre, sans autre nécessité, le bout de la

il a su, au plus profond de lui. qu'on n'aurait pas besoin de le tuer. même si pour calmer les derniers jours ou dernières beures – pour lui, et, plus encore, pour sa compagne -, on était amené à l'apaiser jusqu'au sommeil. Il savait que la promesse serait tenue, d'une mort paisible et digne, quand elle viendrait - bientot, - mais a auf ne sait ni le

Pendant ce temps, d'autres n'ont pas ces a privilèges », et c'est un scandale. Qu'a-t-il fallu pour mener cette stratégie qui a permis, par des thérapeutiques savantes, « pointues », coûteuses, de lui donner un gagneront plus - d'une vie d'homme, pleine et entière ? Qu'a-t-il fallu pour tricoter à cette thérapeutique une éla-boration et une pratique de soins dits palliatifs adaptés, utiles, a réussis », pour achever un parcours réputé dif-

L'humlité d'apprendre

Il a fallu, d'abord, une volonté et qui l'aimaient. Beaucoup de aos contemporains sont entoures amour. L'amour ne suffit jantais, il a fallu des compétences, qui s'apprennent, et ne sont pas encore assez

Compétences des médecins, d'abord, pour savoir les drogues utiles, pour oser s'en servir, contrebalancer finement les unes par les autres, prendre des décisions rapides sans précipitation, faire les gestes techniques nécessaires. Ces compétences s'acquièrent. Elles sont différentes de celles des thérapeutes qui

même partielle et temporaire. Elles en sont complémentaires. Ces compétences s'apprennent, mais trop nombreuz encore sont ceux pour qui elles sont secondaires et faciles. Ils croient sincèrement savoir et ne savent pas. Il faut an médecin beaucoup d'humi lité pour apprendre, apprendre sans relache, alors que sa science ne servira « plus qu'à » soulager, à accepter et accompagner cette mort que toute à combattre.

Dialogue ultime

Ces compétences, on les trouve dans les récentes a unités de soins palliatifs », creusets nécessaires, et de formation, de réflexion. On les trouve aussi ailleurs, chez des médecins de ville, dans des services hospitaliers ou l'équipe médicale peut être suffisamment polyvalente, et c'est aussi pour cela qu'il faut des équipes, et das de hommes seuls.

Compétences des équipes infirmières, qui savent voir et informer. qui savent exécuter et prendre des initiatives, qui connaissent les gestes qui soulagent et les gestes qui génent. Le rôle infirmier est continu, de la thérapie à la palliation : rôle technique, certes indispensable, rôle aussi de carrelour entre le médecin, le malade et l'entourage, rôle difficile de médiation discrète. Les infirmiers de ville, libéraux, et plus encore - car accompagnement des fins de vie exige le plus souvent un travail d'équipe - les quelques centaines de services d'hospitalisation à domicile ou de soins infirmiers à domicile doivent, pour cela, être informés, formés

et multipliés. Il n'empèche que, souvent, i hopital, structure organisée, permanente, reste le lieu le plus rassurant, le mieux outillé pour ces taches, s'il apprend à s'ouvrir plus largement. dans ses murs comme dans son mode de sonctionnement, à l'entourage naturei du malade.

La compétence « froide » ne suffit pas à entourer le mourant et 5a famille. Encore faut-il y ajouter cette attitude compréhensive, relation

d'aide par excellence, qui respecte l'autonomie de pensée, d'attitude, de demande, sans infantiliser, sans abandonner. Ce n'est qu'appuyés confortés par ces compétences, qu'à la maison - si on le vent, si on le peut - on à l'hôpital qui sait, s'il le veut, devenir accueillant, « hospitalier », l'amour, l'affection, la spontanéité tendres peuvent apporter au malade le confort suprême de se savoir aimé, donc important, de savoir que cette sin de vie est peutêtre un des moments les plus riches et

les plus remplis de son existence. Et l'enthanasie, dans tout ca? D'abord, toutes les équipes françaises on étrangères (anglo-saxonnes ou canadiennes surtout) qui pratiquent depuis des années les soins pullintifs. en unités spécialisées on ailleurs l'affirment fermement, là où il y a précocupation majeure du confort matériel et psychologique du malade et de son entourage et où il y a compétence dans la réponse, la demande d'enthanasie devient infime.

Il faut done informer, former and soins palliatifs et d'accompagnement tous les professionnels de santé pour qu'ils les pratiquent « naturellement » ou sachent appeler ceux qui les pratiquent.

Ensuite, subsisteront malbeurensement toujours des situations insoutenables. Elles ne penvent pas, ne doivent pas être réglementées : on ne bureaucratise pas la mort. Elles res-tent de ce ressort singulier, intime, dangereux, du dialogne ultime eutre le médecia (même s'il a pris avis de son équipe) et le malade (même s'il a pu s'exprimer avec les siens). Hors d'un champ juridique propre, l'enthanasie reste, en droit français, un crime, comme elle reste, en morale, nne transgression. La liberté finale est aussi de transgresser dans la dou-leur, la clarté, le risque, quand il n'est plus possible de respecter les lois mais sentement de respecter les

► M= Geneviève Laroque fut présidente du groupe de travail ministériel sur l'aide aux mou-

L'éros en France

Si la Commission nationale informatique et libertés n'op-pose pas son droit de veto, une enquête de grande ampleur concernant les comportements saxuels des Français sera mise en œuvre à partir du premier semestre de 1991. Réalisée à l'initiative de l'Agence national de recherche sur le sida, cofinancée par la direction générale de la santé et le Comité français d'éducation pour la santé, cette enquête devrair être manée auprès de 20 000 personnes vivant en France métropolitaine. Elle mobilisera une vingtaine de chercheurs du CNRS, de l'INED

et de l'INSERM. Une première étude de terrain menée auprès de 800 per-sonnes, dont les résultats ont été présentés à Montreux (Nathalie Bajos, Alfred Spira, unité 293 de l'INSERM), a montré les avantages et les inconvénients des deux méthodes pou-vant être utilisées: l'entretien phone. Aucune décision n'a encore été prise sur ce sujet.

Cette enquête vise avant tout,

1970, à fournir à partir d'un échantilion lerge et représentatif un ensemble de données pré-cises et chiffrées sur les différents types de comportement sexuel. Il s'agit aussi, avec toutes les garanties indispensables d'anonymat, de quantifier l'ensemble des pratiques connues pour être à risque visà vis des maladies sexuellement transmissibles en général, du sida en particulier. Entre autres renseignement cette enquête devreit par exemple établir le pourcentage des Français homosexuels ou bisexuels, l'importance réelle de la prostitu-

D'autres enquêtes complémentaires pourraient per ailleurs être menées auprès des quinzedix-huit ans ainsi que dans la région Antilles - Guyane. On devrait ainsi disposer d'une photographie précise de la sexualité en France, un outil essentiel pour améliorer l'efficacité des actions entreprises contre l'épidémie de sida.

DEUX VIAIS OVNIS

SCIENCES - MEDECINE

Les débris d'un mystère

Trois jours auront suffi pour donner une explication à un phénomène étrange apparu dans le ciel d'Europe



· 建氯化物 (1)

tiales (CNES), ils provenzient de la désintégration du troisième étage d'une fusée soviétique, lancée le 3 octobre dernier pour met-tre en orbite un satellite de télécommunications, Gorizont-21. Après cinq semaines de voyage orbital, les débris de la fusée en combustion ont pénétré les **Deux vrais ovnis** « Plutôt que d'inciter chaque Individu à rapporter systémati-

drions surtout iul permettre de procéder à un tri préalable et

de mieux interpréter les phéno-mènes naturels, si étranges

soient-ils, ou les objets connus

susceptibles d'apparaître dans le ciel. » Ainsi se définissait

dès sa naissance le Groupe

d'études des phénomenes

identifiés (GEPAN), créé la 1- mai 1977 par le CNES et

récemment rebaptisé SEPRA

(Service d'expertise des phé-

acquis une expérience à toute

aérospatiaux

E mystère n'aura duré que

trois jours. Vendredi

9 novembre, les phéno-

mènes lumineux observés

épreuve en matière de canulars, d'effets d'optique et de quement à la gendarmerie petits hommes verts. locale toute observation de bizarrerie céleste, nous vou-

En treize ans, deux ovnis sont pourtant parvenus à défier leur rigueur scientifique. Le cas le plus connu s'est produit le janvier 1981, dans le petit village de Trans-en-Provence (Var), où un témoin avait affirmé avoir vu « un engin ayant la couleur du plomb » tomber à trente mètres de lui. L'enquête démontra que la végétation avait subi une profonde transformation à l'endroit désigné de l'atternissage. Un autre phénomène

nomènes de rentrée atmosphéobservé deux ens plus tard reste inexpliqué : une forme stationnaire, repérée en plein Depuis cette date, le service de Toulouse a examiné environ jour dans la banlieue paride sa disparition, se lever les ont résisté à l'analyse statistibrins de gazon comme sous que et nécessité une enquête Keffet d'un fort champ magnétrois responsables ont

allant de Pau à Strasbourg. Trois jours durant lesquels, pourtant, tous les rêves furent permis. Les conditions météorologiques, particulièrement nettes ce soir-là au-dessus de l'Europe de l'Ouest, avaient permis à des milliers de témoins, simples passants ou professionnels de l'aviation, d'observer le phénomène (le Monde du 8 novembre). Les témoignages, dans un premier. temps, sont contradictoires:
« Trois boules, orange, jaune et.

couches denses de l'atmosphère, le

5 novembre à 19 heures (heure française), selon une trajectoire

verte, dispasées en triangle », « Un objet très lumineux en forme de Y, qui se déplaçait sans bruit », « Une soucoupe volante en losange ». Mais, très vite, le portrait-robot de l'objet volant non identifié (ovai) se précise. De Bischwiller (Bas-Rhin) à l'aéroport de La Rochelle (Charente-Maritime), des Landes aux Ardennes, ainsi qu'en Allemagne. en Belgique, en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne et en Italie, la plupart des observations s'accor-

dent à décrire « des points lumineux rouge orangé se déplaçant simultanément, en forme de trian-gle ou de trapèze, suivis d'une tache plus brillante de couleur blanche». L'affaire, cette fois, est imme-diatement prise au sérieux par les

spécialistes. Infiniment plus qu'au

printemps dernier, durant lequel les avions de chasse belges décollèrent à plusieurs reprises pour traquer de mystérieux engins sur-volant le ciel de Bruxelles (le Monde du 9 mai). « Depuis le 5 novembre, nous avons recueilli sur les trois quarts du territoire français des milliers de témoi-gnages concordants, dont l'un émane d'un cosmonaute français, d'autres d'une vingtaine de pilotes civils et militaires, d'autres encore de clubs d'astronomes amateurs. Un cas exceptionnel qui exclut totalement l'hypothèse d'une hallucination collectives, soulignait des le 7 novembre M. Jean-Jacques

Velasco, directeur à Toulouse du

service d'expertise des phéno-

mènes de rentrée atmosphérique

(SEPRA) du CNES, Un ovni, donc, mais encore? Pour le SEPRA, l'enquête ne fait alors que commencer. Vingt-qua-tre heures à peine après l'appari-tion inmineuse, ses responsables appelaient les témoins à leur four-nir toutes les précisions sur leurs observations, par l'intermédiaire nationales, des services de météomilitaire. Quelques jours plus tard, le service d'expertise croulait sous les appels. Un mai nécessaire, puisque seule la multiplication des

phénomène n'avait été élucidé dans les jours sujvants, d'évaluer très précisément l'altitude et les caractéristiques de trajectoire de l'oval observé.

Dès les premiers jours, et tout en n'excluant « aucune hypo-thèse », les chercheurs du SEPRA avaient quasiment éliminé celle de la «pierre tombée du ciel». « Les points de lumière ont été observés plusieurs minutes d'affilée, alors que la rentrée d'un corps céleste dans l'atmosphère n'excède jamais quelques dizalnes de secondes, objectait déjà M. Velasco. De plus, les données recueillies donnent une idée de l'envergure et de la trajec-toire approximative de l'objet. S'il s'agissait d'une météorite, elle s agassai à une meteurité, été serait de grande taille et serait très probablement tombée sur le soi, non dans la mer. Or aucun impact important n'a été signalé depuis le 5 novembre...»

Aucun écho sur les radars

Restait donc l'hypothèse d'un objet artificiel, débris de satellite ou de fusée. Depuis le lancement, le 4 octobre 1957, du premier satellite artificiel de la Terre, Spoutnik-1, plus de trois mille cinq cents engins spatiaux ont été volontairement envoyés dans l'es-pace. Soit des millions d'objets divers mis en orbite dans la même période, le lancement d'un engin spatial s'accompagnant obligatoirement de la satellisation non désirée de tout un tas de débris, boulons, éléments de protection ou restes d'étages de fusée en dé-cagrégation Sciont hebdomadaire britannique New Scientist (1). trois millions et demi de debris d'une taille supérieure à 10 centimètres seraient ainsi, actuellement, en orbite autour de la Terre,

la plugant provenant d'engins spa-tiaux soviétiques et américains. Du fait de leur faible altitude (moins de 300 km pour les orbites basses), la plupart des débris sateldans les couches denses de l'atmosphère, le plus souvent sans que

suffit cependant qu'un débris de grande taille entre dans l'atmo-sphère avec une vitesse et un angle d'incidence importants ponr que sa combustion devienne visible, à condition, bien sûr, que l'événement survienne de nuit et au-des-

sus d'un continent. C'est précisémment ce qui s'est produit dans la soirée du 5 novembre. Encore fallait-il pouvoir le confirmer au terme d'une enquête rigoureuse. Encore fallait-il, également, ne pas se laisser impressionner par un détail appa-remment déroutant : observé par des milliers de témoins, le troisième étage en combustion de la fusée soviétique n'a fourni aucun écho aux radars civils et militaires. « Ce qui signifie simplement que l'objet est passe plus haut ou plus bas que la zone d'altitude soulignait dès le lendemain M. Velasco, avec une logique toute scientifique. Familiers de

(voir encadré), les responsables du SEPRA prirent contact, dès les premiers témoignages, avec la NASA.

Très vite, celle-ci évoqua la piste de la fusée soviétique, dont le troisième étage se trouvait jusqu'alors en orbite d'attente. Quelques jours encore, et le centre de calcul du CNES de Toulouse vérifiait que la rentrée dans l'atmosphère de ces morceaux de fusée coîncidait exactement avec les horaires et la trajectoire du phénomène observé.

Le mystère de l'ovni disparaissait. Reste une enquête exemplaire et rondement menée, un peu de déception, et le souvenir de trois jours durant lesquels tout, on presque, fut possible.

CATHERINE VINCENT

(1) New Scientist v 1 738, 13 octobre

Guerre du feu stellaire

l'étrange depuis plus de treize ans

« C'est à ce prix que l'on pourra démontrer qu'il est possible de faire de l'énergie à partir de la fusion et tester, sans souci d'endurance, des matériels destinés au futur réacteur à fusion. Il faut être raisonnable, dit-il, avancer pas à pas et ne pas s'imaginer que l'on peut tout faire en même temps.»

Si la voie de la saison semble devoir l'emporter sur ce point, celle de la politique risque fort de balayer sur le projet ITER, ont fait soudain prêts à brûler les étapes et à faire en sorte qu'un accord complet sur le site, sur son directeur, sur son finance ment, soit signé au 1" janvier 1991.

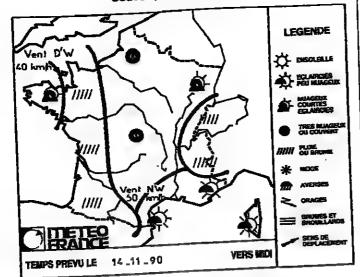
Mission impossible? Peut-être pas tant que cela. Les Américains pourraient, en effet, se montrer un peu plus souples sur ce projet de 5 milliards de dollars, à condition que les Japonais acceptent de financer une part (2 milliards de dollars) des 9 milliards de dollars que leur coûtera une autre grosse machine : le Super-conducting Super Collider (SSC), un les États-Unis veulent construire au Texas pour effacer la suprématie du européen du CERN. Un tel accord

LE MONDIAL EN 98 & LES J.O. A PARIS Toute la Seine Saint-Denis est prête lite e grand stade L'eros en France Le meilleur score pour le choix du sport membre 27.

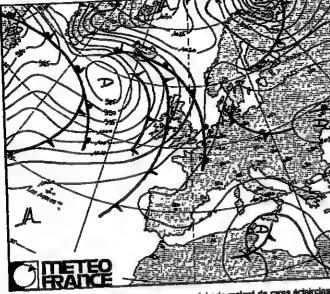
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le marcredi 14 novembre Couvert, doux, pluvieux.



SITUATION LE 13 NOVEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



Le temps sera souvent brumeux et très nuageux sur la France. Les pluies faibles et épasses se renforceront à par-tir de vendradi soir. Seul le pourtour méditerranéen sera favorisé evec de Jeudi : beaucoup de grisalile. - Sur

les Alpes, le ciel bien nuegeux le matin s'écleircire l'après-midi. Sur le pourtour méditerranéen la jour-

née sera bien ensoleillée.

De la Vendée et de Poitou-Charentes au Limousin, à l'Aquitaine et à Midi-Pyau Limousin, à l'Aquitaire et a mont y rénées ainsi que sur la Bourgogne, la Franche-Comté et l'Auvergne, il y eura des brumes et des bancs de brouillard le matin. L'après-midi, la tandance sera

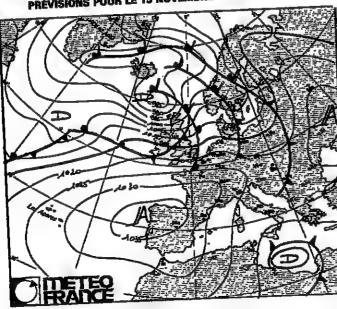
eu ciel grie malgré de rares éclaircles qui

Sur les régions plus su nord, soit sur la Bretagne, la Normandie, le Nord, le Sassin parisien, les Ardannes, l'Alsace et la Lorraine, le ciel sere gris et bas. Il pleuvre un pau par moments. Le vernt de sud-ouest sere assez fort près de la Marche

Les températures du matin seront de 3 degrés à 6 degrés dans l'intérieur. Sur les côtes, elles atteindrent 7 degrés à 40 deserts.

L'après-midi, il fera de 11 degrés à 14 degrés et même 16 degrés à 19 degrés près de la Méditerranée.





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 13-11-90 la 12-11-90 à 6 heures TU et la 13-11-90 à 6 heures TU									
FRANCE AIACCO	ZAUOT AZUOJUOT PLA-ATMON	### 15 Page 15	NDC CPCPNCCPDPDD000 - 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12	LUXEMBOUR MARRAKECH MEXICO MELAN MONTREAL MOSCOU NAIROSE NEW-YORK OSLO PALMA-DE-L PÉKIN RIODE-JANI ROME SINGAPOUR STOCKHOLI TÜNSL TÜNSL VENISE VENISE	G 97 17 23 15 15 12 15 17 17 15 15 15 15 17 17 15 15 15 17 17 15 15 15 17 17 15 15 15 17 17 15 15 15 15 17 17 15 15 15 17 17 15 15 15 17 17 15 15 15 17 17 15 15 15 17 17 15 15 17 17 15 15 17 17 15 15 17 17 15 15 17 17 15 15 17 17 17 17 17 17 17 17 17 17 17 17 17	5 6 3 D D B B D R P N C D D D D A N D B A C D P 13 1 7 7 15 3 1 7 2 29 6 4 9 15 11 13 2 2 5			
A B C ciel couvert	D cici dégagé	ninalicux cici	Ontest	P	tempête	neige			

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semeine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

> signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; » On peut voir ; » » Ne pas manquer ; » » Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 13 novembre

TF 1

20.35 Cinéma : Urgence. III
Film français de Gilles Béhat (1985). Avec
Richard Berry, Bernard-Pierre Donnadieu. 22.25 Magazine : Ciel, mon mardi | Invité : Richard Bohringer. 0.15 Journal, Météo et Bourse.

0.35 Série : Passions.

20.40 Les dossiers de l'écran :
Norma Rae.

Rim américain de Martin Ritt (1979). Avec Sally Field, Beau Bridges, Ron Liebman.

22.50 Débat : Où en est le syndicalisme

22.50 Débat : Où en est le syndicalisme en France?

Animé per Gabert Kahn. Avec Merc Blondel, secrétaire général de FO, Sylvie Salmon-Tharreau, secrétaire général de la Fédération des transports de le CGT, Pierre Eelsen, PDG d'Air Inter, Pierre Rosanvallon la Cuestion syndicale), Jean-Yves Coz, membre du comité de coordination des portuaires dunkerquois, Jean Kespar, secrétaire général de la CFDT.

0.00 Journal et Météo.

0.20 Sans frontières, Jazz à Antibes : Spécial Blood Sweat and Tears, par Jean-Christophe Averty.

FR 3

15.30 Club Dorothée.

17.30 Série : Starsky et Hutch. 18.20 Jeu : Una familie en or. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.18 Tirage du Tac-O-Tac.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.48 Divertissement :
Pas folles, les bêtes !

De Daniel Duvel. 0.05 Journal, Météo et Bourse.

17.05 Magazine : Eve raconte.
Marilyn Monroe (3 partie).
17.30 Jeu : Des chiffres

et des lettres junior.

18.25 Magazine : Une fois par jour.

Le mari de l'ambassaueu.

De François Velle.

21.35 Sport : Football. Chempionnat d'Europe des Nations. Tchéchoslovaquie-Espagne, en différé de Prague.

23.10 Magazine: Car'avaz-vous fait de vos vingt ans ?
Présenté per Christine Ockrent.
Invité : L'abbé Pierre.

0.10 Journal et Météo.

0.30 Magazine : Edtra.

20.40 Feuilleton : Le mari de l'ambassadeur.

0.30 Magazine : Extra. Enfants : Le nouveau monde.

14.05 Magazine : Thalassa (rediff.).
14.50 Questions au gouvernement.
En direct de l'Assemblée nationale.
17.05 Magazine : Graine d'infos (rediff.).

18.15 Magazine : C est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Jeux : La classe.
20.40 Magazine :

22.20 Journal.
22.40 Sport: Voile. La Route du mum.
22.50 Magazine: Faut pas rêver.
Inde: Les gamelles de Bombay; Austrelie:
Bruce Larkin et ses machines à sous; Guadeloupe: La nuit des clindindins.
23.45 Documentaire: L'obscur chemin des veisseaux de lumière.

0.40 Massique: Carnet de notes.

0.40 Musique : Carnet de notes. **CANAL PLUS**

Oiseaux de proie.

17.50 Dis Jérôme « ... ? ».
Présenté par Jérôme Bonaidi.
18.00 Cabou cadin.

De Moshe Alpert.

15.30 Téléfilm : Un amour de banquier. De lan Toynton, avec Martin Sheen, J queine Bisset. 17.00 Les Nuls... l'émission (rediff.).

— En clair jusqu'à 21.00

15.00 Documentaire:

viagazzine : La marche du siècle. Valèry Giscard d'Estaing-Jacques Chirac Le nouveau combet.

17.30 Alió Bibizz. 18.15 Magazine : C'est pas juste.

FR 3

22.20 Journal.

(7º épisode). 14.35 Erio et tol et moi.

17.55 Magazine : Giga.

20.00 Journal et Météo.

18.20 INC.

13.43 Feuilleton: Constance et Vicky

16.30 Jeu : Le chevalier du labyrinthe.

Pas folies, les bêtes !

19.50 Tirage du Loto.

20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.

20.40 Variétés : Sacrée soirée.
Présentés par Jean-Pierre Foucault. Avec Michel Fugain, Roch Voisine, les inconnus, Marian Carrey, Fétic Gray et Didier Barbelivien, Dave Stewart, Richard Clayderman.

22.40 Série noire : Un chien écrasé.
Da Daniel Duval.

20.40 Téléfilm : Alcyon.

De Fabrice Cazeneuve, avec François
Négret, Hito Jaulmes.

Un vieil homme et un adolescent. 22,15 Journal et Météo. 22.35 Sport : Voile, La Route du rhum. 22.50 Télévision régionale.

23.30 Traverses. Une certaine idée de la France (rediff.).

0.25 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS 20.30 Cinéma:
L'orchestre rouge.

El l'orchestre rouge.

Film italo-franco-belge de Jacques Rouffio (1989).

Avec Claude Brasseur, Daniel Othrychski, Dominique Labourier.

22.30 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Blue jean cop. E Film américain de James Glickenhaus (1987). Avec Richard Brooks, Peter Weller, Antonio Ferges (v.o.).

LA 5 20.40 Cmema : Bête mais discipliné.

Film français de Claude Zidi (1979). Avec Jacques Villeret, Kelvine Dumour, Michel Aumont

22.30 Magazine : Goool. De Pierre Cangloni. 23.30 Sport : Tennis. Résumé des Masters 1990. 0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Marie et sa bande. D'Eric TE, avec Gema Zamprogna, Gwynyth Walsh. Une gamine se falt passer pour un garço

22.20 Téléfilm : Messages de l'au-delè De Jack Bender, avec Michael Brandon. Un jeu dangereu

0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Magazine : Dazibao. 0.10 Magazine : Ciné 6.

Boulevard rock and hard.

LA SEPT

20.59 Une minute pour une image. 21.00 Magazine : Mégamix. 22.00 Magazina : Dynamo. 22.30 Téléfilm : Trois amours (demière parde). De Lars Molin.

FRANCE-CULTURE 20.30 Archipel médecine. L'édition de santé. 21,30 Vies à crédit. Le surendettement des pa iculiers (rediff.).

22.40 Les nuits magnétiques. Un Negra devant Merseille. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

PRANCE-MUSIQUE

20.30 Concerts de jazz (donné, le 14 soût à Mercisc): Secret love, de Fain; Cool walk, de Peterson; Someone to warch over me, de Gershwên; The gemel waltz, de Peterson; Someone to warch over me, de Gershwên; The gemel waltz, de Peterson; Seven come eleven, de Goodman; Who can I turn to, de Bricusse; Sweet Georgia Brown, de Pinkerd, per Oscar Peterson, pieno, Herb Ellis, guitare, Brown, contrebasse, Jeff Hamilton, battisrie, (Dormé le 23 juillet 1981, à Jusn-les-Prins): Falling in love with love, de Rodgers; Cool walk, Who can I turn to/ Love ballade, de Peterson; You look good to me, de Wells; Soft winds, de Goodman; Old folks, de Foster, Blues etude, de Peterson, Mack, the knife, de Wells, per Oscar Peterson, plano, Dave Young, contrebasse, Martin Orew, battaria.

23.07 Poussières d'étoiles. 23.07 Poussières d'étoiles.

Mercredi 14 novembre

18.30 Dessins animés : Ca cartoon. Présentés par Philippe Dans.

18.50 Top albums.
Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleursPrésenté par Philippe Gildas
et Antoine de Counes.

st Antoine de Caunes.

20.30 Cinéma dans les salles.

21.00 Cinéma : The assault. BM
Film holiandals de Fons Rademarkers
(1988). Avec Derik De Lint, Maro van Ucheien, Monique van de Ven.

23.00 Flash d'informations.

Sport : Football.
Champiornat d'Europe des Nations :
Tchécoslovaquia-Espagne, en différé de

Pregue.

O.45 Cinéma : Génération perdue. III.
Film américain de Joal Schumscher (1987).

14.35 Série : Le renard. 15.35 Série : Sóko. 18.00 Sport : Tennis. Masters 1990, en direct de Francion.

19.00 Journal images. 19.10 Sport : Tennis (suite). 19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Histoires vrales.

22.25 Débat : Autodéfense. 23.45 Sport : Tennis.

0.00 Journal de minuit.

M 6

14.45 Téléfilm : Le retour de Sherlock Holmes. 15.55 Musique : Boulevard des Clips (et à 0.25). 16.40 Série : Les têtes brûlées.

17.35 Variétés : Tungstène. Emission présentée par Fatine 18.00 Jeu : Zygomusic.

18.26 Six minutes d'informations. 18.35 Série : Campus show. 19.00 Série : Magnum. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Mariés, deux enfants. 20.35 ► Téléfilm : Nom de code Rebecca.

De David Hemmings (1" partie).

22.25 Série : Brigade de nuit. 23.20 Documentaire : 60 minutes

De Gaulie vu d'eileurs...
1. Naissance d'un mythe, 1939-1946.
0.15 Six minutes d'informations. 0.20 Magazine : Dazihao.

LA SEPT

14.00 Cours d'Italien (7). 14.30 Documentaire : Histoire parallèle 15.30 Magazine : Magazine : Histore parali 16.30 Magazine : Magazine : 16.30 Documentaire : Les patients, De Care Saron, 17.45 Cinéma d'animation : Images,

1 TE 1

17.55 Les documents interdits. Cinéma : Bellisalma. === Fim Italien de Luchino Visconti (1951).

Musique de l'Afrique noire (Musique de Cemzafrique). 20.00. 20.59 Une minute pour une image. 21.00 Documentaire :

Les demiers marranes. 22.05 Cinéma d'animation : Images (La main). Les docu

22.30 Cinéme : Deux sous d'espoir. THE Film Italien de Renaro Castelli (1961).

0.05 Court métrage :
Histoire de Catherine.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publique

de langue française.
22.40 Les nuits magnétiques.
Un Nagra devent Marseille.

0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Cods.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 24 octobre en l'église Notre-Dame de le Gloriette à Ceen) : Autour des centates de Nicoles Bernier. Œuvres de Lambert, Bernier, Leclair, par Les Arts flo-rissants, clavecin Christophe Rousset. 23.07 Poussières d'étailes. Jazz club en direct du Petit Journal. Montpernasse : Hermeto Pascoal e Grupe.

> Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une emission de GLBERT DENOYAN avec ANNECK COJEAN et la colleboration du «Monde».

Audience TV du 12 novembre 1990 & Monde / SOFRE SNIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TFI	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	58.3	Bande ann 17,6	Une fols 5,7	Act. région. 25,8	Bande ann. 2,2	Télé contect 2,3	Megnum 3,9
19 h 45	61,4	Roue fortune 28,0	Une fois 5,7	19-20 Infos 16,6	Nulle pert 3,3	Journal 2,7	Magram 4,8
20 h 16	74.4	Journal 33,6	Journal 19,5	La classe 8,8	Nulle part 2,8	Journal 4,2	Mademe 5,5
	73,5	Spars 90 33,6	11 étak 7,3	M. Klein ** 15,3	Exelon	Opele 11,0	Raging Bull 6,0
20 h 55	52.0	Stars 90 . 30,3	1 était	M. Klein 12,8	Etalon 1,0	Opale 10,2	Raging But
22 h 08	39,7	Pub 16,3	Santa d'abord	Soir 3 5.4	Chine	Jack Killian 4,4	Raging But 5,3
22 h 44	<u> </u>	<u>) </u>		Li		4	37

BILLET

de gouverneurs

Douze hommes sérieux réunis

devaient achever de dessiner les

grandes lignes d'une institution

déale : la future banque centrale

Le Comité des gouverneurs des

devait en effet mettre la dernière

banques centrales des Douze

main au projet de statuts de

14 décembre prochain à

la conférence

l'Eurofed, qui sera examiné le

Bruxelles lors de l'ouverture de

mardi 13 novembre à Bâle

Le Monde

Rêves

28 Bataille antout des étrans plats. 29 L'endettement du groupe Bacheffe.

39 Bourse de Paris.

in religion

this simple said

Intergouvernementale sur l'UEM en mit fie per une ... (Union économique et Ces spécialistes, à ce stade de 作 图 医 接 la procédure, se sont fait plaisir. lls ont élaboré, à en croire les informations qui ont filtré sur leurs travaux, une sorte de banque centrale de rêve,

A DOMESTIC STREET

Later Control of the State of t

the statute of Maryana

THE PROPERTY OF THE

projection of physicistic col-

4.5 Bill efter Martin falle.

record leninary to

Beitrandirte fin Paiffe 24

on completed and and

the state of the state of

Assessed I statement to

The state of the s

TRACTOR

white the same of the same

The state of the s

en richte martente

Lo vice the territories

IN MAPPINE PARTIES

the second section of the sect

1 to address their sections

, and a might style PARTY IN THE PROPERTY.

V. Committees and the second

entièrement dégagée du contrôle des politiques. L'exercice est si « théorique » que le gouverneur de la banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, a pu y participer pleinement, alors que son pays est officiellement opposé à l'UEM et défend un projet très différent, où l'écu circulerait en parallèle avec les autres monnales européennes.

L'objectif majeur de l'Eurofed, et il devrait être inscrit dans les statuts, sera la maintien de la stabilité des prix . La banque n'apporterait son soutien à la CEE que pour des politiques non

Indépendance : aucun membredes instances de décision de l'Eurofed ne pourrait recevoir d'Instruction des instances

Compétences : l'Eurofed aurait la responsabilité exclusive de la définition et de la mise en œuvre de la politique monétaire communautaire, y compris l'émission de billets et de pièces.

Organisation: le conseil, composé des gouverneurs des douze banques centrales, déciderait à la majorité simple, l président - nommé par le conseil des ministres de la CEE - ayant voix prépondérante.

Les banques centrales nationales ne conserveraient que la responsabilité des niements nationaux et la tutelle des systèmes bancaires. Par les abandons de souveraineté qu'il suppose, un tel projet risque de provoquer de vives oppositions lorsqu'il arrivera sur le bureau des dirigeants politiques. En France notamment.

Dans l'ouest de la capitale, et en particulier dans les Hauts-de-Seine

Les loyers des bureaux de la proche banlieue parisienne ont fortement augmenté

On commence à voir, dans Paris, sur des immeubles de bureaux, et dans les beaux quartiers, des pancartes blanches offrant à la location des mêtres carrés de bureaux... Après la pénurie (intense jusqu'en 1984), puis la frénésie de construction neuve - surtout en banlieue - accompagnée d'une hausse vertigineuse des prix, le temps est-il venu du retournement de tendance? Pas vraiment, si l'on en croit l'étude présentée mardi 13 novembre à la presse par M. Jean-Claude Bourdais, spécialiste en immobilier d'entreprise, sur «Le marché des bureaux dans l'ouest perisien» (1). Ce marché, avec un an de stock, aurait trouvé son équilibre.

Depuis qu'à la fin de 1984, le gouvernement Fabius a supprimé la nécessité d'un agrément pour la construction de bureaux «en blanc» (entendez : sans affectation préalable), on a beaucoup construit de bureaux dans la région parisienne. A Paris, bien sûr, quand on pouvait, et où on pouvait, mais la capitale offrait peu de terrains disponibles, et ce sont surtout la rénovation et la restructuration de locaux qui ont fourni les 543 000 mètres carrés mis sur le mar-

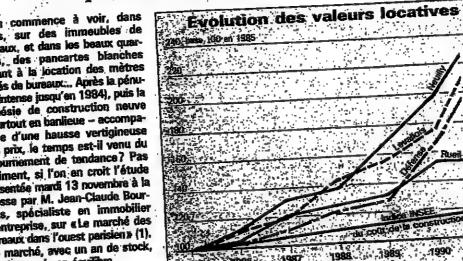
C'est dans les Hauts-de-Seine que les bureaux sont sortis de terre, comme champignons après l'ondée de la déréglementation : en tout 3,3 millions de mètres carrés en cinq ans (soit 69 % des mises en chantier de la petite couronne) avec, pour la seule année 1989; plus d'un million de

La remise des Ecus or

La fin des OPA?

Depuis la betaille entre Paribas et la Mixte, il n'y a pas eu, à la Bourse de Paris, de nouvelle OPA hostile. La réglementation, plus favorable aux défenseurs, comme les échecs des attaques récentes conduisent-ils à la fin des OPA inamicales? Les rapprochements d'entreprises seront-ils désormals le fruit d'un mariage consentant Le Monde organise à l'occasion de la remise des Ecus or, mercredi 14 novembre au CFCE (10, avenue d'léna) de 17 h 15 à 18 h 30, un débat sur ce thème, auquel par ticiperont MM. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais Jacques Henry David, PDG de la Banque Stem, Piet Jochem Etze membre du directoire de la Dresdner Bank, et Erik Belfrage, viceprésident de la Skandinaviska Enskilda Banken.

A l'issue des débats, M. Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, remettra les Ecus or, en présence de M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie. Le ministre d'Etat prononcera ensuite un discours de conclusion:



mètres carrés. Il semble cependant mètres carrés. Il semble cependant que la situation se calme, puisque, selon la DREIF (direction régionale de l'équipement d'Île-de-France), de juillet 1989 à juin 1990, on n'aura mis en chantier que 850 000 mètres carrés de bureaux. Tout y incitait, il fant bien le dire : outre la liberté faut bien le dire : outre la liberté recouvrée, l'amélioration de la situation économique permettait aux entreprises de céder à l'envie de se entreprises de ceder a i cuvie de se mieux loger, dans des locaux plus fonctionnels et plus confortables; enfin, pour les entreprises en expan-sion, s'agrandir supposait presque obligatoirement d'after en banlieue. Paris intra-muros offrant peu de bureaux neufs sur de grandes sur-

Chemin faisant, les prix se sont envolés (voir graphique ci-dessus) : si à Rueil, la hausse en cinq ans n'a été que de 53 %, le prix du mètre carré 1 450 F elle est de 108 % à Levallois (de 1 250 à 2 600 F), de 95 % à La Défense, dans le meilleur quartier (de 1 800 à 3 500 F), de 125 % à Neuilly (de 1 600 à 3 600 F). Mais, comme toujours dans l'immobilier, qu'il soit professionnel ou d'habitation, les prix varient fortement, selon «les presta-tions offertes par les immeubles, le prestige plus ou moins élevé du site, la qualité de la desserte», et même pour des quartiers voisins: 1 400 à 2 000 F à Nanterne, contre 3 500 F à

platôt qu'acheter

la tête de La Défense...

Jusqu'ici, les entreprises préférent louer plutôt qu'acheter, mais lorsque les loyers s'envolent, elles peuvent décider d'acheter ou... lorsque leur activité le leur permet, déménager pour un site moins costreux. La forte hausse intervenue à La Défense a ainsi conduit des entreprises vers Rueil ou vers Cergy, où l'on trouve des locaux dont le loyer peut être compris entre 600 et 1 000 F du mètre carré. La phipart des responsa-bles considèrent en effet que la charge du loyer ne doit pas dépasser 10 % du

chiffire d'affaires de l'entreprise. Acheter pose bien sûr le problème de l'immobilisation de capitaux. A

titre d'exemple, donnons les valeurs maximales du mètre carré de bureau dans les quatre communes déjà citées: 18 700 F à Rueil, 40 000 F à Lévallois, 58 000 F à La Défense, et 60 000 F à Neuilly...

Les stocks se sont reconstitués et couvrent grosso modo une année de commercialisation. Sur la totalité de la région Ile-de-France, ils atteignaien millions de mètres carrés au débu de l'année, en progression de 30 % sur 1989. Mais dans la proche ban-lieue ouest, ils étaient intérieurs à un million de mètres carrés, et de 600 000 mètres carrés en grande ban-

Cependant, la révision du schéma directeur de la région, le rééquilibrage des activités entre l'est et l'ouest, la création de grands pôles tertiaires à la Plaine-Saint-Denis, à l'amont de la Seine, à Roissy, à Massy, à Marne-la-Vallée; la livraison de programmes importants dans Paris même (Tolbise...), le démarrage des conventions Etat/communes (qui engage la collec-tivité locale à construire 2 mètres carrés de logements pour 1 mêtre carré de bureaux) (2), la taxation sur les bureaux construits, qui fait peser une fiscalité plus lourde à l'ouest (50 F le mètre carré à Boulogne-Billancourt, au lieu de 15 F en Seine-et-Marne), tout cela risque de provoquer une évolution du marché, avec l'émer-gence d'une nouvelle concurrence.

Au demeurant, le premier critère de choix des entreprises, toutes options confondues, reste la proximité des moyens de transport : « Une desserte de qualité en transports en commun, des accès routiers performants sont des préalables incontournables, » Et, en fin de compte, l'étude de Bourdais reste optimiste pour l'onest parisien Malgré la volonté politique de rééqui librage, l'ouest demeure le secteur pri-vilégié des entreprises (...) ce qui favo-rise le bon écoulement des stocks. Ny a-t-il pas là une sorte d'incanta-

JOSÉE DOYÈRE

(i) Bourdais, 160, boulevard Haussma aris-8, 1 500 F. (2) Suresnes, Boulogne, Levallois, Asnières, Courbevoie ont signé une telle convention, qui devra être visée par le Conseil d'Etar. Rueil devrait le faire bientôt. L'évolution des rémunérations en 1991

«Les grands axes de la politique salariale ne doivent pas être modifiés»

estime le CNPF

Dans sa traditionnelle recommandation salariale annuelle, M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, considère que les incertitudes économiques actuelles imposent aux entreprises « de faire preuve de prudence et de réalisme » en 1991. Il précise que « les grands axes de la politique salariale ne doivent pas être modifiés ».

La lettre de cadrage adressée mardi 13 novembre par le CNPF aux fédérations et unions patronales ne déroge pas aux habitudes. C'est justement, serait-on tenté d'écrire, ce qui en fait l'intérêt, Alors que l'année 1990 « s'est caractérisée par une réelle progression de la masse des rémunerations des salariés du secteur privé qui garantira une augmentation du pouvoir d'achats (pour le premier semestre, l'INSEE évalue à 1,4 % le gain de pouvoir d'achat du salaire mensuel brut) et que « l'environnement économique paraît moins favo-rable », le patronat ne semble guère

redouter un dérapage en 1991. Dans sa missive, M. Girai rappelle que les revalorisations « doivent être compatibles avec la situation propre à chaque branche professionnelle et plus que jamals à chaque entreprise ». Le développement de l'intéressement et «la prise en considération des performances individuelles», à condition

qu'elles soient « objectivement mesurèes », sont une nouvelle fois encouragés. « Une telle politique se doit d'être menée dans un esprit de concertation qui passe par la recherche d'accords collectifs», pour-suit M. Giral Le CNPF, qui a renoncé depuis 1983 à avancer une référence salariale chiffrée, insiste sur « la nécessité impérieuse » de ne pas relancer l'inflation et de « proscrire tout retour à l'Indexation ». Mais il n'est pas question de changer de cap.

Ainsi, prend soin de préciser M. Giral, il importe que les branches professionnelles « persevèrent dans leur démarche contractuelle et soutiennent la dynamique dont elles sont à l'origine en poursuivant des négociations portant notamment sur tous les élèments de nature à faciliter la résolution du problème des garantles de salaires applicables aux salariés les moins qualifiés. Traduction : les engagements pris en juin dernier auprès des pouvoirs publics et des syndicats pour améliorer le déroulement de carrière des salariés du bas de l'échelle seront tenus. Ce qui n'empêche pas le patronat de réaffir-mer sa volonté d'aboutir à «la mise en place, dans certaines professions de barèmes de garanties annuelles hiérarchiques prenant en compte l'en-semble des éléments de rémunéra-

A trois semaines de la fin de l'« Uruguay Round »

Le directeur général du GATT juge que la négociation est « compromise » La réussite de l' «Uruguay chef du gouvernement italien, Round», le cycle de négociations M. Giulio Andreotti, et le président

commerciales multilatérales qui doit s'achever début décembre à Bruxelles, est désormais « compromise», a déciaré lundi 12 novembre à Genève le directeur général da GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), M. Arthur Dankel.

A moins qu'une volonté politique générale ne se manifeste « dans les prochaines heures ou au maximum dans les prochains jours » a ajouté M. Dunkel, a je ne vois pas cor M. Dimica, « je ne vois pas comment nous pourrons apporter à Bricxelles une base de travail pour des décisions finales réellement multilatérales ». La dramatisation dans la phase

finale d'une négociation aussi vaste n'a rien en soi d'étonnant. Samedi, déjà, les Etats-Unis et les quatorze pays du groupe de Cairns ont rejeté l'offre de la Communauté économique européenne concernant la réduction des subventions agricoles et interrompu les poorparlers.

Est-ce la rupture? Pas du tout, à en croire le commissaire européen à l'agriculture, M. Ray McSharry, qui a estimé lundi que les discussions avaient simplement été a ajournées » à cause de plusieurs rencontres à hant niveau prévues cette semaine. D'abord à Washington mardi où le

M. Jacques Delors, rencontreront le président George Bush. Jeudi à Bruxelles ensuite oule secrétaire d'Etat James Baker discutera des relations commerciales entre les Etats-Unis et la CER. Faut-il s'étonner de cette diffé-

rence d'appréciation entre les responsables européens d'une part, les aurres pays et la direction du GATT de l'autre? La CEE est habituée aux moments de forte tension qui précèdent les grands accords. Mais il est vrai qu'un cycle du GATT est une affaire encore plus complexe qu'un «paquet» communautaire, et que le temps messe.

M. Dunkel n'a pas voulu laisser planer l'éventualité d'un report de la réunion ministérielle finale du Round prévue du 3 au 7 décembre. Celle-ci aura lieu aux dates prévues mais ses résultats risquent d'être maigres, estime-t-on dans son entourage. De très sérieux blocages demeu-rent dans la plupart des quinze volets de cette grande négociation visant à une nouvelle libéralisation du commerce mondial, le plus grave portant sur le dossier de la réduction des subventions agricoles.

Les projets de réforme de la Sécurité sociale

La longue marche de la contribution sociale généralisée

La contribution sociale généralisée (CSG) ne constitue pas seulement l'aboutissement d'une idée née au début des années 80. Les projets de réforme visant à élargir le financement du régime général sont, en effet, presque aussi anciens que la Sécurité sociale

L'originalité du « modèle français» de sécurité sociale, créé en 1945, était qu'il reposait à la fois sur des cotisations patronales et des cotisations salariales. Alors qu'à l'étranger protection sociale obligatoire rime générale-ment avec fiscalité, cette construction française atypique a suscité assez rapidement des critiques et inspiré dès le début des années 50 de multiples projets de réforme (1).

En 1951, M. Théo Braun, futur ministre délégué chargé des personnes agées (de juin 1988 à octobre 1990), présente au Conscil économique et

reproche de peser excessivement sur le coût du travail et de décourager le cout du travail et de décourager l'embauche, notaimment dans les industries de main-d'œuvre. Quelques années plus tard, le IIIe Plan (1958-1961) propose de transférer e une partie des prestations sociales sur un finduscament soit par l'impat direct un financement soit par l'impôt direct, soit par l'élévation des taux de TVA soit par l'étévation des taux de TVA sur les besoins non essentiels ». Quant aux V° Plan (1966-1970) et VI° Plan (1971-1975), ils préconisent un déplafonnement partiel des cotisations. Engagé en 1967, celui-ci deviendra effectif en 1983 pour l'account de la company de effectif en 1983 pour l'assurance-ma-ladie et en 1990 pour la branche

D'antres propositions, comme un prélèvement assis sur la valeur ajoutée des entreprises - proposé notam-ment en 1974 par le CES, - feront des adeptes dans les rangs syndicaux mais connaitront moins de succés. La nécessité d'un élargissement du finan-cement reste néanmoins d'actualité car, au fil des années, le hiatus se social (CES) un rapport qui insiste sur creuse entre un financement par des

les défauts d'un système auquel on cotisations - reflet d'une logique d'as-reproche de neser excessivement sur sionnelle - et une protection sociale qui tend de plus en plus à se généraliser sans tenir compte de l'effort contributif de ses bénéficiaires.

Une fiscalisation rampante

De fait, la fiscalisation est rampante : la part des cotisations dans les recettes de la «Sécu» régresse peu à peu (elle perdra six points entre 1959 et 1985) au profit de taxes affectées et de prises en charge directes par l'Est (Fonds national de solidarité, allocation aux adultes handicapés), même si ce dernier s'avère souvent mauvais payeur. De plus en plus d'experts considérent qu'il convient d'aller plus loin, mais chacun s'accorde pour considérer que l'impôt sur le revenu n'est pas l'instrument adéquat. D'où l'idée de créer un prélèvement proportionnel sur l'ensemble des revenus prenant le relais des cotisations. En 1981, une note du commissariat du

plan - rédigée notamment par M. Dominique Strauss-Kahn, actuel président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale - fixe les principes de ce que pourrait être ce futur prélèvement. Celui-ci permettrait d'atténuer l'effet dégressif des cotisations sociales, d'intégrer les revenus de remplacement et de répondre aux prévisibles besoins de financement des régimes sociaux. Or ces derniers se font de plus en plus pressants et, en 1983, le ministre des finances, M. Jacques Delors, propose de recourir à ce nouvel instrum

Hostile au projet, M. Pierre Béré-govoy, ministre des affaires sociales, obtient gain de cause: le « 1 % Delors » aura un caractère « exception nel» et il sera prélevé non pas sur tous les revents mais sur les seuls revenus imposables. En 1985, il sera supprimé pour les salaires (mais non sur les revenus du capital) avant d'etre rétabli en 1986 au taux de 0.4 %. Toujours à titre « exceptionnel»... Le concept de prélèvement généralisé garde néanmoins de nom-

propositions du Xe Plan, dans celles du CES ou dans le programme du Parti socialiste. Le rapport du cornité des « sages » installé en 1987 par le gouvernement de M. Jacques Chirac lors des Etates admirante de la Sécurité lors des Etats-généraux de la Sécurité sociale la reprend à son compte. Les « sages » recommandent un prélève-« sages » recommandent un preieve-ment « de nature fiscale », déductible du revenu imposable et affecté à un fonds de régulation permettant de combler les déficits des régimes de base. Mis à part la CGT, ni les syndi-cats ni le reternat ne renoussent le cats ni le patronat ne repoussent le principe d'une telle réforme.

L'enfant de MM. Juppé, Séguin, Chotard...

Dans un article paru dans le Monde du 21 mai 1987, M. Alain Juppé, ministre du budget, plaide en faveur d'un « prélèvement étendu à l'ensemble des revenus, de faible taux, voté par le Pariement et prélèvé autant que possible à la source». Soutenu par M. Philippe Séguin, ministre des

affaires sociales, M. Juppe ne parviendra pas non plus à ses fins. Un an plus tard, le pré-rapport rédigé par M. Yvon Chotard, ancien président de la commission sociale du CNPF, va dans le même sens mais, pour d'autres motifs, il sera rejeté.

Le projet de CSG, qui ne figure pas dans la Lettre à tous les Français, aura finalement été imposé par M. Michel Rocard avec l'approbation du président de la République au terme de deux années d'un intermina-ble bras de fer interministériel marqué par l'opposition résolue de M. Bérégovoy. Il reste encore à cette réforme un obstacle à franchir, à par-tir du 15 novembre à l'Assemblée nationale. Ce ne sera pas l'un des

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) M. Jean-Marc Dupuis, du Laboratoire d'études et de recherches économiques de l'université de Caen, en dresse un inventuer complet («La réforme du financement de la protection sociale», ministère des affuires sociales-Mission recherche-expérimentation, décembre 1989).

______ rv nns; summer; 1,70 PS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,25 S.

ÉCONOMIE

Espoirs et limites de l'action sur les quartiers défavorisés

Ils vivent un mal-être insupportable dans des banlieues inhumaines. On essaie d'améliorer leur sort. Mais on ne sait pas créer la ville tiendra compte) pour avoir des sub-

« Aucun de nous ne saurait tolérer plus longtemps que des hommes, des femmes et des enfants vivent dans de parellles condi-tions. » Ainsi s'exprimait M. Jacques Chaban-Deimas, alors premier ministre, il y a bientôt un quart de siècle, visitant bidonvilles

Les bidonvilles ont à peu près disparu, les garnis – moins visi-bles, moins recensés – perdurent vaillamment, mais de grands ensembles dégradés ont largement pris le relais de la honte. Il y a quelques semaines, Vaulx-en-Velin s'enflammait, témoin du mal-vivre de villes trop hâtivement bâties, devenues des ghettos inhumains et dangereux, où seuls restent ceux qui n'ont pas les moyens d'aller vivre ailleurs : chômeurs, souvent en fin de droits, jeunes sans formation, familles monoparentales, Français et étrangers de couleur et aussi RMistes, salariés en invali-dité, tous souffrant à des titres divers de leur situation d'exclus.

Pas de recette infaillible

Pourtant, les actions n'ont pas manqué. De fonds d'action sociale en délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain, de programme « Habitat et vie sociale » en procédure DSQ (développement social des quartiers), de loi sur le « droit au logement » en projet de loi « anti-ghettos », pour n'en citer que quelques-unes, les initiatives se sont multipliées, au fil des années, avec des fortunes diverses.

A mi-parcours du programme « Développement solidarité » (voir encadre ci-contre), la Caisse des Dépôts a jugé qu'était venu « le temps de la réflexion », selon la l'ormule de son directeur général, M. Robert Lion. Un colloque, à La Villette, le 25 octobre, a été l'occasion pour quelques acteurs du ter-rain (chefs de projet DSQ ou DSU, maires, animateurs, responsables d'organisme d'HLM, chefs d'entreprise d'insertion) et quelques témoins spécialisés (chercheurs, sociologues, psychana-lystes...) de confronter leurs réflexions sur la pérennité des actions entreprises, sur l'utilité col-lective des expériences, sur la diffi-culté de saisir la demande sociale.

Les efforts faits, les expériences menées n'ont pas donné naissance à une recette sinon infaillible, du moins applicable partout dans ses grandes lignes. On a ainsi pu se rendre compte qu'il était aussi difficile de créer la ville que de créer la vie. Enfin, on prend aujourd'hui conscience que réparer les erreurs accumulées est une gageure.

Tout le monde est d'accord désormais sur l'absolue nécessité de réunir tous les acteurs autour d'un même projet, de regrouper tous les moyens, humains et finan-ciers, d'agir de façon concertée, de à un moment choisi, les énergies de tous les protagonistes. L'absolue nécessité en question est plus facile à définir qu'à mettre en pratique, tant les acteurs sont nombreux et les comportements difficiles à

Comment organiser un véritable partenariat entre la municipalité, les organismes d'HLM, les divers services départementaux (équipement, action sociale...), les directeurs d'école, les organismes de formation professionnelle, les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers, le commissariat de police, les juges, les associations de locataires, les travailleurs sociaux, les animateurs, etc. ? Est-ce possible, ou faut-il croire avec Christian Bachmann, chercheur en sciences sociales, que la simple « globalisa-tion des budgets départementaux est un vœu pieux, le représentant du ministère de l'intérieur n'étant pas

prèt à donner un sou à celui de l'éducation nationale, pendant que des gens s'épuisent sur le terrain »? Encore faudrait-il, pour que les expériences des uns puissent servir aux autres, que les dispositifs mis

en place et les politiques adoptées « ne se développent pas à des rythmès différents », comme le dénonce M. Pierre Maclouf, professeur à l'université de Limoges. La capitalisation de dix ans d'ex-périence ne peut plus reposer sur le postulat d'une «contagion», qui gagnerait de proche en proche naturellement. Trois objectifs peuvent s'attacher aux expériences positives menées ici ou là : les faire durer dans le temps ; agréger ces micro-initiatives; faire que les nouvelles politiques transforment les règles du jeu au niveau natio-

Béquilles à usage temporaire?

Quant au rôle des institutions. des structures, il est controversé. Indispensables pour mettre en route les projets, rassembler et fournir les financements, pour har-moniser et coordonner les actions, doit-on en attendre qu'elles assurent, machineries lourdes, lentes à ébranler mais capables de fonctionner longtemps, la pérennité de l'action entreprise ? Ou bien sont-elles des béquilles à usage temporaire, susceptibles d'être mises de côté quand ça marche?

Encore faudrait-il connaître la demande profonde des intéressés, de ceux qui vivent - mal - ces pseudo-villes . Selon les associa-tions, la demande porte sur l'emploi, le logement, la considération, la dignité. La recherche des besoins et des souhaits est récente : « Il a failu connaître l'échec cuisant de la première page de s'élabilitation constraire. vague de réhabilitation pour pren-dre l'avis des habitants », dit

CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment).

De l'écoute nouvelle, on peut craindre une dérive technocratique, qui consiste à « faire le bon-heur des gens malgré eux et faire croire qu'on le fait avec eux ; c'est une offre très terroriste même sous le couver d'un libéralisme avancé » (la formule est de Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France, et chargé d'une étude par la Caisse dans de la caisse des dépôts). Assurer une forma-tion, créer des emplois, entretenir sans relâche le cadre bâti et son environnement, cela va de soi, mais ne suffit pas.

Selon M. Bourdieu, enregistrer une demande, la prendre au pied de la lettre est insuffisant, car « il n'est pas certain que les gens sachent très bien ce qui leur man-que ». Comment formuler une demande culturelle, par exemple, quand on n'a jamais assisté au moindre spectacle ? Il faut « transformer des malaises en symptômes », « inventer une manière d'interroger différente », et. a faire rencontrer l'information informulée et la surdité sélective de

M. Michel Bonetti, chercheur au l'administration », car, souvent, e les gens concernés ne se retrou-vent pas dans la démarche des administrations, même si les mesures adoptées évitent des drames plus graves encore » (Alain de Romefort, homme de terrain à Saint-Fons, dans le Rhône). En gros, Pierre Bonrdieu ambitionne de « fournir à la société un organe qu'elle n'a pas, faire savoir aux respecteurs par le la partie de la ponsables qu'ils ne savent pas, que c'est très complique ».

La pauvreté, une fatalité

Au passage, les « évaluateurs » de la demande et du résultat des actions entreprises, fabricants leur demande des études (qui ne servent à rien et dont personne ne

d'études en tout genre, s'égrati-gnent eux-mêmes. Si l'objectif louable est de « faire de l'évaluation un instrument de pilotage de l'action » (A. de Romefort), trop souvent les évaluateurs ont une « fonction décorative », à l'effica-cité immédiate et limitée : « On

Au reste, selon Bernard Préel, du BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques), « l'opinion publique ferme les yeux sur les pauvres », et beaucoup « considèrent que la pauvreté est une fatalité, inévitable dans l'évolution du monde moderne » : « La maladie de notre société, c'est que les gens sont de plus en plus conscients, mais de moins en moins prêts à agir ; c'est le soutien sans participation, » Et, de plus, un jugement moral sous-tend inconsciemment l'analyse : il est pauvre, laid, malade, sans emploi, donc il

ventions. » (Ch. Bachmann.)

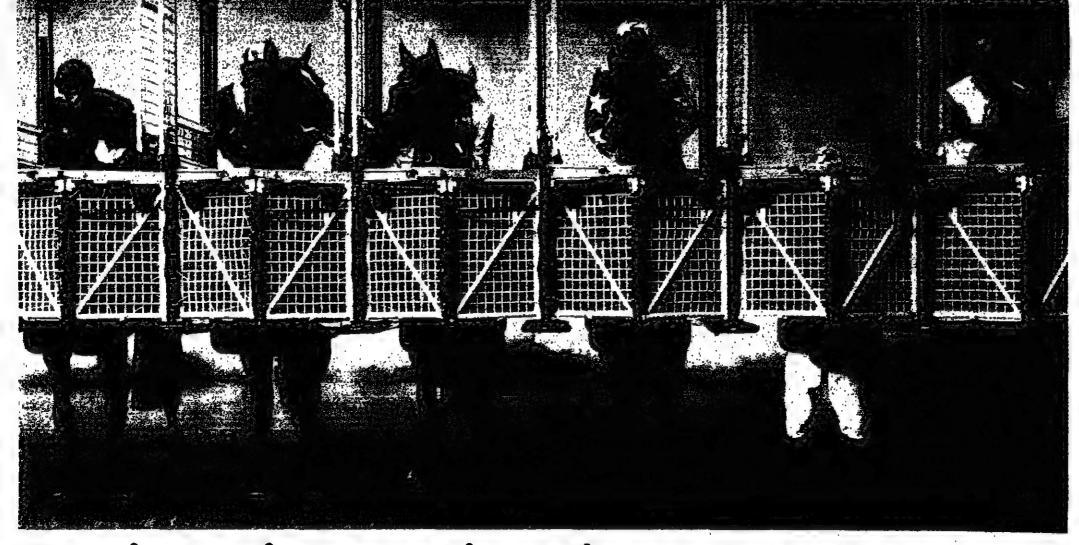
Enfin, comment obtenir que les pouvoirs (locaux et nationaux) définissent en la matière des politiques à long terme, et cessent d'avoir recours aux expédients, comme on le fait depuis longtemps, qu'il s'agisse de l'agricul-ture, de la retraite, de l'emploi ou... des quartiers dégradés ? En l'ait, « les politiques ne se saisissent de ces problèmes que lorsque l'ordre est menacé » (M. Bonetti).

Constat déprimant ? Pas complètement. M. Michel Rocard, lointain successeur de M. Chaban-Delmas à la tête du gouvernement, n'a-t-il pas souligné, en clôture de ce colloque, la nécessité de la durée et celle de « réinventer la démocratie de base, celle du quartier, du voisinage ou de l'agglomération »? Le discours a évolué, et ne doutons pas que les exclus de toutes sortes obligeront au fil du temps - fût-ce par des flambées de colère excessives – les responsables de tous niveaux à assurer la pérennité de la lutte contre l'exclusion.

Dix milliards de francs en trois ans

Le programme « Développement Solidarité » de la Calsse des dépôts est né d'une demande du premier ministre, en juillet 1988. Les ressources mobilisées pour trois ans ettelgnent 10 milliards de francs : 8,6 milliards de prêta viennent du livret A des caisses d'épargne (que gère la Caisse) et 1,4 milliard de subvention des fonds propres de la Caisse. Un grand nombre de projets se développent selon trois axes d'action avec les partenaires les plus divers : développement

économique et social des quartiers et des villes (16 villes, appul à la délégation interministérielle à la ville, programme « déplacements et sécurité en ville », etc.), insertion (logement des personnes défavorisées, edeptation des centres sociaux, des foyers de jeunes, des résidences pour personnes âgées, alde à la délégation interministérielle au RMI), éducation-formation (relance des zones d'éducation prioritaires, modernisation des lycées...).



Devinez qui n'a pas fait confiance à Federal Express?

Appelez-nous et nous vous donnerons notre parole. Une parole qui a fait notre renommée dans le monde. Parole que nous livrerons votre envoi en temps voulu. Sans exception. Notre flotte, et ses 393 avions, distribue près de 1,3 millions de colis dans 110 pays. Ce n'est pas tout: grâce à notré. système "Cosmos", nous pouvons vous préciser où se trouve votre envoi et vous garantir la preuve de l'enlèvement et de la livraison, au moment même où vous téléphonez. Qu'il s'agisse de Documents ou de Fret Aérien à remettre en France ou à l'autre bout du monde, vous pouvez faire confiance au Numéro 1 mondial du Transport de Colis et de Fret Aérien. Une confiance inconditionnelle et absolue. 2 1/40.85.38.00. Federal Express. Quand il s'agit de livrer à temps



service téléfila expert de l'emplon de

Mes Societas Jugo Les the leading of the course

MITDES SOCIET BROPE RESTE A

PTE

A CARREST !

The state of the state of

A -- ---

with the man stage

The Market

Service of Alexander

STATE OF STATES

- da -2 (3

and the state

Federal Express

La menace du cassoulet aux pois chiches

Le groupe de réflexion sur la normalisation dans l'agroalimentaire, créé il y a un an sur l'initiative des ministères de l'agriculture et de la consommation, des organismes interprofessionnels et de l'AFNOR (Association francaise de normalisation) vient de rendre, mardi 13 novembre, ses premières conclu-

Ou'est-ce qu'un yaourt ? Elé-mentaire, selon le dictionnaire : « Leit ceillé par un ferment spé-ciel, originaire de Bulgarie. » Pas si simple, répondent les profes-sionnels latiters français : pour eux un bon vaourt ast un vaourt « vivant », autrement dit contenant un million de bectérles par gramme. Ce qui exclut de la dénomination tout produit ayant subl un traitement par la cha-leur, tel le yaourt thermisé allemand. Et il existe au moins autant de débats de ce genre que de produits alimentaires sur le marché européen:...

La perspective du egrand marché » est venue compliquer encore un peu plus les choses. Par souci d'harmonisation, les autorités communautaires ont limité depuis 1985 le champ d'application des règles européennes au strict minimum, santé publique et information du consommateur, principalement. Par exemple, la Communauté définit les qualités du lait liquide, mais les dénominations de vente restent libres pour les produits transformés, matières grasses, crème ou yaourt.

« A la limite, rien ne a oppose à ce qu'on vende un cassoulet à base de pois chiches's, s'inquiète M. Pierre Creyssel. Conseiller d'Etat, spécialiste de ces questions - il présidait, en 1987, la Commission d'experts sur la modernisation du droit alimentaire - il dirige depuis un an e stratégie de normalisation dans l'agro-alimentaire ».

Dans le rapport d'étape qui devait être présenté, mardi 13 novembre, le groupe Creyssel, composé de quarante-qua-tre experts, professionnels et représentants de l'administration, tente de définir une « voie mayenne z: C'est-à-dire z'éloi-

cassoulet aux pois chiches sans tember dans l'illusion d'un cigantesque corous de normes universelles : « li a fallu 18 ans pour établir une norme confiture a, ironise M. Daniel Hirsch, membre du groupe et responsa-ble de l'agro-alimentaire à l'AF-NOR (Association française de

Un logo pour différencier les produits

Entre ces deux écueils, le. groupe propose d'abord de développer l'acquis européen par l'adoption de réglementations (verticales) concernant «un certain nombre de produits de bases. Mais surtout, les experts français souhaitent mettre en place cun système de régulation volontaire fondé sur ia normalisation (...) et la certification's par un organisme tiers indépendant, en respectant «le principe de reconnaissance mutuelle des règles techniques et des normes d'un Etat à l'autres. En clair, le consommataur français pourra trouver dans les rayons, sous le nom de vaourt. son produit habituel aussi bien que la recette en vigueur outre-M. Creyssel, qu'il puisse les différencier immédiatement egrace à un logo, par axem-

Schema ideal : il n'entrave pas le libre-échange, puisque tout industriel peut choisir de ne pas respecter la norme et s'exposer à la concurrence des produits « estampillés »; il assure en même temps l'information du consommateur sur la composition et l'origine de ses achats. Un système qui risque toutefois de favoris gences privées ». « L'AFNOR est un lieu de pressions », reconneit M. Hirsch. Si le groupe Creyssel préfère se féliciter de la concertation à amorcée at de la «prise de conscience» des ssionnels, il sere bien difficile d'empêcher tel grand groupe, leader sur un produit, d'essayer d'obtenir une norme

aussi proche que possible de sa propre gamme. FRÉDÉRIC BEGHIN

AGRICULTURE Le cabinet

de M. Mermaz Le ministre de l'agriculture M. Logis Mermaz, a communique handi 12 novembre la composizion de son cabinet dont le directeur est M. Jacques Berthomean (auparavant directeur adjoint du cabinet de M. Henri Nailet). Les conseil-lers du ministre sont MM. Georges Morin et Jean-Pierre Philippe, Ancien conseiller technique de M. Nallet, M. Daniel Basset devient chargé de mission auprès de M. Mermaz, chargé des questions laitières, du bois, de la forêt et des relations avec les organisa-tions professionnelles agricoles. Ma Monique Elfassy a été nommée chef de cabinet et M. Didier Lauga directeur adjoint. Ont été nommés ou maintenus conseillers techniques MM. Jacques Bernard (budget, financement, fiscalité), Joseph Bonnemaire (enseignement, recherche, développement), Alain Le Berre (productions végétales, viticulture), Marcel Jamet (protec-tion sociale, calamités), Michel Prost (productions animales), Luc Serot-Almeras (relations internationales bilatérales), Jean-Louis Touati (agroalimentaire), Jean-Claude Vial (aménagement rural) et M= Riou-Canals (GATT, affaires européennes). M= Elisabeth Vinot est chargée de la com-munication et M. Olivier Blan-chard des relations avec le

«Pour la première fois depuis 1923, il n'y a pas de budget annexe des PTT. Entre-temps, une page adminis-

Les députés ont adopté, lundi

12 novembre, le projet de budget

du ministère des postes, des télé-

communications et de l'espace

(PTE), qui représente 601,4 mil-

tions de francs. Compte tenu de la loi du 2 juillet dernier, le ministère

de M. Paul Quilès ne comprend

plus les services d'exploitation de

la Poste et de France Telecom, qui

deviendront, à partir du 1° janvier

1991, des personnes morales de

droit public, dotées de l'autonomie

En cette période de « vaches maigres» pour le gouvernement (buit budgets adoptés sur vingt), le projet de budget de M. Quilès a remporté

un beau succès en recueillant 286 voix en sa faveur (les socialistes, M. Pierre de Bénouville (RPR) et

treize non-inscrits) contre 248 voix (RPR, UDF, PCF, six non-inscrits).

Les députés centrates se sont absto-nus, ainsi que deux députés RPR (MM. Gorse et de Rocca-Serra) et

deux députés UDF (MM. Pelcizit et José Rossi).

secrétaire général de l'UIMM. La CGT a « refusé le marché de dupes de l'UIMM ».

12 Les importations d'automobiles japonaises en Europe : M. Rocard pour une transition de « pas lote de dix ans ». — M. Michel Rocard s'est prononcé lundi 12 novembre à Tokyo pour une période transi-toire de « pas loin de dix ans » jusqu'à l'arrivée sans restriction en Europe des voitures japonaises après l'instauration du marché unique de 1993. Le premier ministre français, qui a eu un entretien avec le ministre ignonais du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), M. Kabun Muto, a estimé que la transition de cinq ans (jusqu'au début 1998) proposée par la Commission européenne « n'était pas assez ». Les constructeurs automo-

biles français demandent une 🗆 Grève à la Sorenolif. - La respériode transitoire de dix ans.

A l'Assemblée nationale

M. Quilès fait adopter le nouveau budget

des postes et télécommunications

trative de notre pays a été tournée, et l'autonomie de gestion a été attribuée aux deux exploitants publics : la Poste et France Telecom. A partir du 1º jan-vier prochaîn, ils voru vivre leur vie, et

rier procesan. Its vora were teur ne, et j'ai veillé à ce que la représentation nationale dispose des moyens pour s'assurer qu'ils mettent bien leurs suc-cès techniques, économiques et sociaux au service du pays et des Français, de tous les Français », a expliqué le pour des VIET pour contraires.

ministre des PTE pour «cadrer» ce

ministre des FIE pour «cauter» ce budget d'un pouveau type. S'agissant de la délicate question des prêts que pourrait consentir la Poste (sujet qui avait suscité une certaine polémique à l'Assemblée comme au Sénat lors de la session de printennes) M. Ouilès s

la session de printemps). M. Quilès a précisé que le gouvernement déposera bien, devant le Parlement, un rapport

Le ministre souhaite, en effet, pou-

voir remettre en route cette affaire

dans un climat plus serein que celui qui avait prévalu lors de la discussion du projet de séparation de la Poste et de France Telecom. Le gouvernement

vient donc de confier une mission sur ce sujet à M. Yves Ullmo, conseiller-

maître à la Cour des comptes et secré-

taire général du Conseil national du crédit. «Le rapport aura également pour objet d'évaluer les conséquences pour le système financier français d'un accès de la Poste aux activités de

sur cette question.

□ Volvo va supprimer 900 emplois en Saède. - Près de 900 emplois seront supprimés en 1991 dans les usines Volvo de Torslanda, près de Goteborg (sud de la Suède) à la suite de la disparition des équipes du soir et de la nuit, a annoncé lundi 12 novembre le constructeur automobile suédois. Par ailleurs, la production de voitures sera rame-née de 120 000 à 100 000 par an. Scion Volvo, « l'équipe du soir disparaîtra dès la deuxième semaine de 1991 et l'équipe du muit à partir du 1^{er} juin de l'année prochaine». Quelque 8 000 personnes sont actuellement employées à Torslanda, où Volvo fabrique les modèles des gammes « 200 », € 700 m et € 900 m.

ajoutant que l'étude sera remise au Parlement dans les prochains mois et sera discutée lors de la session de

M. Quilès a enregistré, au cours de ce débat, nettement plus de louanges que de critiques. C'est ainsi qu'un député centriste, M. Jean-Pierre Fou-cher (Hauts-de-Seine), s'est montré sensible aux effonts déployés pour que la réforme se fasse dans la concertation. « Nous nous réjouissons que la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications, à laquelle participent deux parle-mentaires centristes, se solt mise en place dans les délais prévus», a-t-îl dit. M. Daniel Le Meur (PC, Aisne), dont le groupe s'était retrouvé seul pour voter contre la loi du 2 juillet, a dénoncé la politique de M. Quilès. « Votre politique livre le service public des P et T aux impératifs des grandes sociétés. (...) Pour faire passer le ser-vice public sous la coupe du privé, votre lot a permis de supprimer « le carcan administratif » dont vous parliez le 27 octobre 1989 : l'heure serait

EN BREF

D Métallurgie : la révision de la prime d'ancienneté est évoquée. — Lors de la séance de négociation du 12 novembre, l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) a évoqué l'avenir de la prime d'ancienneté qui peut repré-senter 15 % du salaire au bout de 15 ans d'ancienneté. La réforme éventuelle est liée au relèvement des salaires minima, sur lesquels sont calculés les primes d'ancienneté, et qui penvent être inférieurs au SMIC. Elle serait nécessaire, seion la délégation patronale, dans le cadre de la revalorisation des bas salaires qui impliquerait une refonte des barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques, cette fois supérieure au SMIC. Ceta e ne signifie en aucun cas une diminution des ressources du sala-rié», a précisé M. Bernard Leroy,

tauration est de nouveau interrompue sur le TGV Sud-Est, les grévistes de la Sorenolif (filiale des Wagons-lits, 980 salariés), ayant à nouveau bloqué l'approvisionnement lundi 12 novembre. La direction, qui avait suspendu le service vendredi 9, puis l'avait repris dimanche à la suite de la levée des piquets de grève, a envoyé des let-tres de licenciement à 44 salariés pour « entrare à la circulation des camions et des charlots transportant la nourriture ». Soutenus par la CGT et la CFDT, les salariés en grève depuis deux semaines (50 % des « roulants » selon la CGT) réclament une hausse des salaires mensuels de 1 000 F et une amélioration des conditions de travail,

DROIT DES SOCIETES ? L'EUROPE RESTE A FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à mai-

Il existe maintenant un recueit à feuillets mobiles, le "Droit des Sociétés dans les pays de la CEE", dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions que l'on doit se poser.

Pays par pays, il présente les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, actualisés chaque mois.

Le "Droit des Sociétés Jupiter": un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par la LODJ.

Actuellement et jusqu'au 31 Décembre 1990, vous pouvez bénéficier d'un tarif préférentiel. Pour toute information, appelez le (1) 43 35 01 67 ou ecrivez à : LGDJ

26, rue Vercingétorix 75014 Paris "Droit des Sociétés Jupiter" Maitriser les droits nationaux pour conquérir l'Europe

LGDJ 26, rue Verdingétorix 75014 Parls

Le droi

des affaires

de la CEE --

36 15

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

PAYEZ VOTRE ROVER SÉRIE 800 EN 36 MOIS LE MÊME PRIX QU'AU COMPTANT



AVEC LA L.O.A. FORMULE ROVER

usqu'au 31 décembre 90, Rover vous fait bénéficier d'un ment exceptionnel sur la Rover Série 800 de votre choix avec la L.O.A. Formule Rover.

main (Dépôt de garantie de 15 % + 1º loyer de 30 %), pouvant être représenté en totalité on en partie par la reprise de votre volture, vous partirez au volant de la Nover Série 800 de votre chobs.

Ensuite vous aurez à acquitter 11 loyers d'un montant de 2,80 % du prix de votre Rover Série 800, puis 12 loyers de 2,20 %, enfin 12 loyers de 1 %.

Au terme de cette location avec option d'achat sur 36 mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre Bover Série 800 sans rien régier. L'option finale d'achat, équivalente à 0,80 % du prix tarif sera prélevée sur votre dépôt de garantie de 15 % dont le solde (soit 14,20 %) vous sera restitué.

Au bout du compte, sur 36 mois, avec la L.O.A. Formule Rover, votre Rover Série 800 vous contera exactement le mème prix qa'au compuut.

Exemple: Rover 820e 16v prix tarif au 30/09/90: 120 000 F TTC Dépôt garantie (15 %): 18 000 f 54 000 F (30 %): 36 000 P le loyer Ensuite 11 loyers (2,80 %)×3 360 F 36960F Puis 12 loyers (2,20 %) × 2 640 F 31680F - Enfin 12 loyers (1 %)×1 200 F 14 400 F

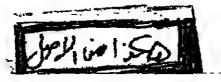
Restitution du solde du dépôt de garantie avec déduction de l'option d'achat finale 17040F 15 % - 0,80 % soit 14,20 % du prix TTC du véhicule Cout total (Hors assurances) au bout des 36 mois équivalent au même prix qu'au

Rover Série 800, une gamme prestigieuse de 12 modèles, Berlines et Fastback, 16, 24 soupapes et Turbo Diesel, à par-tir de 120 000 FTTC. Modèle presenté: Rover 827 i Vitesse V6, prix: 200 000 FTTC. Prix tarif ciés en main au 30 septembre 90 (millésime 91).

ROVER SERIE 800

novembre su 31 dicembre 90 chez les concessionnaires Rover participants à l'opération, sons réserve d'acceptation de votr de Locanivers 51, bonkvard des Dames 13002 Maxieille - 5.1. su capital de 22000 000 F - R.C. 5. Mayeille B 071 800 130

Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratult) ou composez sur votre minitel le 36.15 Rover.



TECHNOLOGIES

Ordinateurs et téléviseurs : un enjeu mondial

Les Japonais accroissent leur avance dans le domaine stratégique des écrans plats

 L'Europe, qui essaie à grands renforts de milliards de francs de défendre sa position dans le domaine des composants électroniques, doit s'apprêter à livrer une bataille tout aussi stratégique, celle des écrans plats. Les Japonais ont déjà environ deux ans d'avance.

Peut-on imaginer une industrie de téléviseurs qui n'auraient pas d'écran, de micro-ordinateurs dépourvus également de tout organe de visualisation, ou de Minitel également infirmes? La réponse est bien évidemment négative. Les fabricants curopéens de téléviseurs et de microordinateurs pourraient pourtant se retrouver dans quelques années dans cette situation, signant ainsi leur arrêt de mort. Car à l'écran cathodique, au «tube» jourd et encombrant qui équipe actuellement pratique-ment tous les téléviseurs et la grande majorité des micro-ordinateurs, succède petit à petit l'écran plat, de quelques centimètres d'épaisseur. Or les Japonais sont passes maîtres dans la fabrication de cet élément essentiel. Après avoir perdu la bataille des composants électroniques, l'Europe et les Etats-Unis sont donc en train de perdre une autre bataille, d'un enjeu tout aussi important, celle des écrans plats. Si rien n'étuit fait pour enrayer ce phénomène, on pourrait alors se demander si les dizaines de milliards de francs dépensés dans des programmes de recherche comme Jessi l'ont été à bou escient; car peu

importerait que l'Europe ait rattrapé son retard dans le domaine des composants électroniques si un autre aillon de la chaîne a lâché d'ici là.

Des raisons techniques ont pour l'instant limité la généralisation des brants, leur mauvaise lisibilité était un inconvénient rédhibitoire. Mais ce défaut est en passe d'être corrigé. Le 8 novembre dernier, le constructeur japonais Toshiba présentait un micro-ordinateur portable, le T 3200 SXC, doté d'un écran plat couleur d'une résolution équivalente à celle des écrans graphiques couleur à tube qui équipent actuellement les PC compatibles. La technologie utilisée est celle des cristaux liquides à matrice active de transistors ou TFT les écrans à cristaux liquides « classi-ques », l'écran est formé de deux plaques de verre retenant en sandwich le cristal liquide. Selon que les molécules du cristal recoivent ou non le courant électrique, les molécules s'orientent différenment et deviennent ou non opaques. Mais, à la dif-férence des éctans classiques, ca sont des transistors (un pour les écrans noir et blanc et trois pour chaque couleur fondamentale pour les écrans couleur) qui commandent l'aliumage de chaque point de l'image. Ce qui améliore considérablement le contraste de l'image obtenue. Le procédé employé pour fabriquer ce type d'ecran est assez voisin de celui nécessaire à la réalisation des composants électroniques. Mais la maîtrise de cette technologie est extrêmement

Vente su palais de justice de Paris, en UN SEUL LOT le Jeudi 29 novembre 1990 à 14 h au 6 étagn du bâtiment A

UNE CHAMBRE

Droit svec les copropriétaires du 6 étage à un LOCAL commun à cet étage - Dépendant d'un immemble

à PARIS 10°

207, rue La Fayette

Mise à Prix: 70 000 F Sada la S.C.P. BLIAH, STIBRE, ULLAIO, avocan à Paris II 18, r. Duphot. Tél.: 42-60-39-13.

blèmes pour passer du stade de pro-totype au stade industriel. Un écran de 25 centimètres environ de diagocent mille transistors (en noir et blanc) et donc trois fois plus pour un ceran couleur. Il suffit qu'un seul de ces transistors soit en panne pour qu'au milieu de l'image un point noir apparaisse sur l'écran,

Quatre équipes

enropéennes Or jusqu'à présent les « rendements», c'est-à-dire les pourcentages de produits sans faute en sortie de chaîne, étaient mauvais : de l'ordre de 15 à 20 %. C'est-à-dire que 80 % de la production pouvaient être mis à la poubelle. Toshiba, en collabora-tion avec IBM, pourrait être le premier à avoir trouvé la solution à ce problème, puisqu'il annonce la com-mercialisation du T3200 SXC dès le mois de février prochain. Le leader sur ce marché, un autre constructeur japonais, Sharp, affirme quant à lui démarrer courant 1991 la commercialisation de ses écrans couleur à cristaux liquides à matrice active. En Europe, quatre équipes travail-lent actuellement sur les écrans

plats: Philips, Thomson, le LETI (laboratoire granoblois du Commis-sariat à l'énergie atomique) et la SAGEM et le CNET (au sein du groupement d'intérêt économique Planécran). Mais elles sont loin de pouvoir faire de tels pronostics. La SAGEM n'envisage pas de pouvoir démarrer une production industrielle avant deux ou trois ans, et Thomson sortait il y a trois semaines les premiers prototypes de son usine greno-bloise. Quant au LETI son cas est un peu différent. La technologie sur laquelle il travaille est encore plus futuriste que celle des cristaux liquides (soir encadré). Ce laboratoire de recherche public, en tête mondialement pour cette technologie, n'a pas réussi pour l'instant à trouver d'industriels européens pour prendre le relais. Une situation qu'il connaît Dien. En 1985 dejà, il avait mis au ciassique et cherché un industriel pour exploiter ses travaux. Aucune

trée intéressée, c'est finalement à une firme japonaise, Stanley, qu'il a cédé

Les raisons expliquant l'avance aponaise sont exactement les mêmes que celles qui ont permis aux constructeurs nippons d'acquérir une position dominante sur le marché des mémoires à semiconducteurs. D'abord, une vision à long terme qui leur a permis d'investir en moyenne 500 millions de francs par entreprise (et beaucoup plus pour certains, on cite le chiffre de 5 milliards pour Sharp) dans cette technologie. Alors que Thomson, le LETI ou la SAGEM n'y ont chacun investi que 100 millions de francs. Ensuite, une stratégie « technologique » basée sur la maîtrise pois l'exploitation tous azimuts d'une technologie, ce qui justifie aussi des investissements massifs. Toshiba est tout à la fois vendeur de téléviseurs, d'ordinateurs et de pièces détachées pour les fabri-cants des uns ou des autres. La recherche et la production des écrans

cher Jacques Duchene, respon-

sable du programme « écrans

plats au Leti (Isboratoire

d'électronique, technologie et

Instrumentation), l'un des centres de recherche du Commis-

sariat à l'énergie atomique. Ce dirigeant de laboratoire public

de recherche est au Japon. Pour

deux raisons. Rendre visite à

son licencié. Stanley (voir article

ci-contre). Et rencontrer les

constructeurs nippons intéres-

sés par une autre technologie

mise au point avec son équipe ;

Au lieu du canon à électron

unique qui équipe les téléviseurs

actuels, elle utilise des millions

les écraps à micropointe.

Le CEA vend ses travaux à Tokyo

montés sur des micro-ordinateurs, il pourra réaliser des économies d'échelle et faire suffisamment baisser les coûts pour en justifier l'utilisation sur les téléviseurs. Alors qu'en Europe Thomson n'est plus fabricant de micro-ordinateurs et que Philips vient de décider d'en faire autant, arrêtant par là même ses recherches sur les écrans plats pour ordinateurs. Les firmes européennes, positionnées sur un marché plus étroit, ont une stratégie par marché qui divisent leurs équipes de recherche elles-mêmes. Ainsi, au sein du groupe Thomson, deux équipes distinctes travaillent sur les écrans plats. L'une, Thomson tube électronique, mène plasma, pour des applications mili-taires. L'autre, dans le cadre de la filiale grand public Thomson Consumer Electronics, étudie les écrans à cristaux liquides pour des applica-tions dans le domaine de l'avionique d'une part (en partenariat avec l'Aé-rospatiale) et celui de la télévision

de microcanons (environ mille

pour chaque point de l'Image).

Cette technologie a fait sensa-

tion lors de sa présentation aux

Etats-Unis en juillet demier (1).

Epoque à laquelle Thomson, qui finançait une partie de ces tra-

vaux e interrompu son aide. Si

cette technologie s'averait

effectivement prometteuse, le

Japon tirerait à nouveau les

bénéfices d'une technologie

développée dans un laboratoire

public de recherche français.

"(t) Un article consacré à la technic

logie des écrans à micropointe mise au point par le Lett a été publié dans le

Aux Etats-Unis, les quelques rares fabricants d'écrans plats (technologie classique) en sont à faire des procès anti-dumping aux producteurs japonais (Wall Street Journal du 1º septembre 1990). Air connu signalant que l'on est en passe de perdre la bataille. Tout comme ce fut le cas pour les mémoires; si le dumping pour les memoires, si le dangines était prouvé, des mesures douanières conduiraient à un renchérissement du prix des écrans aux Etats-Unis, ce qui pénaliserait les fabricants de micro-ordinateurs américanis intégrant ces produits dans leur produc-tion; leurs produits auraient en effet un prix de revient supérieur à celui de leurs concurrents japonais. Pour protéger le marché des écrans, on affaiblirait encore davantage celui des ordinateurs,

Seul IBM a su prendre les devants... en s'alliant à Toshiba, L'écran qui équipe le T 3200 SXC de Toshiba sortira des usines de Display Technology, société japonaise dont le capital est détenu pour moitié par Toshiba et pour moitié par IBM

Ceux qui préconisent une alliance américano européenne pour contrer l'offensive nippone partent donc déjà avec une position très affaiblie dans co secteur des écrans plats, IBM est en effet un partenaire de choix puisqu'il est le constructeur d'ordinateurs maîtrisant le mieux la technologie des composants électroniques, utiles pour industrialiser les écrans à cris-taux liquides.

Reste à compter sur ses propres forces au niveau de l'Europe et à réunir les moyens, pour l'instant disper-sés, des différents acteurs de ce ses, des differents acteurs de ce domaine: Thomson et Philips en particulier. Et si l'on y parvenait, encore faudrati-il s'attaquer à un autre élément de la chaîne; celui des machines nécessaires à la fabrication des écrans. Et là aussi les places sont déjà prises... par des firmes japo-

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP 64. rue La Boétie. 45-63-12-66 MINITEL 36.15 CODE A3 T

APPARTEMENT à PARIS 11º 6. rue Guénot Mise à Prix : 60 000 F

APPARTEMENT ce, tuis, as la étage - CAVE xus-sol - Daos na immeuble à PARIS 11º 79, rue Saint-Maur Mise à Prix : 50 000 F

'ente sur suisie immobilière, palais de justice à Nanten le JEUD1 29 NOVEMBRE 1990, à 14 b - EN UN LOT UNE PROPRIÉTÉ à BOURG-LA-REINE (92)

9. TUE AUDOIN - CONT. 2 a 2 ca
M. à P.: 70 900 F Sadr. M. Brigine REYNAUD-DUPORT.
avocat. 12, bd da Sod-Es, \$2000 NANTERRE TE: 46-93-06-38. LE MATIN - As greffe du TGI de
Nameure où le cah. des charg, est déposé. Sileas pour visites, les 20 NOVEMBRE de 11 h à 12 h et
22 novembre 1390, de 14 à 15 houres.

ente aux ENCH. PUB., Pal. Just. PARIS. Lundi 26 novembre 1990, à 14 h IBRE DE LOCATION — M. à Px 1 400 000

S'adresser M^o J. COPPER-ROYER, avocat à PARIS 17, 42, rue Ampère TÉL, 46-22-26-15. – VIS, S/PL, le 20 NOVEMBRE, 14 h/15 h. Vente sur sarsie immobilière, palais de justice de Versailles le MERCREDI 28 NOVEMBRE 1998, à 9 h 30 - EN UN LOY

PAVILLON D'HABITATION à ISSOU (78) 15, rue des Anbépines

Lieudit « Les Présux » - Cont. : 4 A.8 CA.

M. à P. : 200 000 F Sadr. M. E. Veley, avoir, 5, rue des Éas-Généraix 7800 Versilles - 35-51-8-25

An greffe du T.G.L de Versailles où le cahier des charges est déposé. POUR VISITER : S.C.P. MALRAISON et GRAMAIN, huissiers de justice, 6, r. de Champagne, Mantes-la-Jolie. Tél. : 30-94-46-76.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le jeute 29 novembre 1990 à 14 h, en un SEUL LOT à PARIS (9e) — 26, rue de Douai UN APPARTEMENT UN APPARTEMENT

Réunis par un escalier intérieur et formant un seul Réunis par un escauer nucrieur et formant un obla APPARTEMENT occupé — Mise à prix : 200 000 F adresser pour renseignements à M° CONSTENSOUX, avocat, membre de SCP CONSTENSOUX-MOCCAFICO, demourant à PARIS-17, 19, rue père, têl.: 47-63-53-68. Au Greffe du Tribl de Gde Inst. de PARIS, et s.: pour visiter le LUNDI 26 NOVEMBRE 1990, de 14 à 15 à 15 h 15, assurée par Me CHARDIN, buissier à PARIS, tél.: 40-34-19-32.

MARQUIRSIB

ÉTUDIANTS* GAGNEZ DES STAGES A VOCATION INTERNATIONALE

COMMENT PARTICIPER?

Pour gagner l'un des stages offerts par les vingt-quatre entreprises participantes:

du 13 au 19 novembre 1990, venez associer à chacune des entreprises participantes l'information qui lui correspond. Conservez vos réponses, vous les reporterez dans le bulletin-réponse qui paraîtra le 20 novembre dans le

Monde (daté du 21). Vous pouvez également demander un bulletin de participation gratuit auprès du délégué de la Bourse aux stages ou du Centre d'information et d'orientation de votre université ou de votre école.

Pour vous aidez, sur Europe 1, un indice sera diffusé chaque jour au journal de 20 heures pendant toute la durée de la Bourse.

Retrouvez ces indices sur Minitel: 3615 LEMONDE. Les meilleurs candidats seront invités au Grand Oral de sélection devant des représentants des entreprises le 7 février 1991 à l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP).

BAC + 3 obtanu courant 1991

Associez à chacune de ces entreprises le nom de son président* :

Schlumberger

en pages EMPLOL

- Thomson Consumer Electronics
- Neurones Associés
- **Bertrand Faure Automobile**
 - A Jean Mandelbaum
 - B Euan Baird
 - C Jean-Claude Tournand D Bernard Isautier

CAMPUS

EUROPE

Alliance américano-japonaise

Fr. 1237 141

Au jeu de go et des techniques d'encerclement, les Japonais sont bien décidément les maîtres. **ANNIE KAHN**

COMMUNICATION

L'endettement d'Hachette atteint son niveau maximal

L'inébranlable foi en l'avenir de M. Lagardère

«Le groupe Maxwell doit faire face à une lourde échéance financière dès maintenant : celui de Murdoch est astraint à rembourser ses dettes très bientôt. quant au géant Time-Warner, son endettement record doit être. régié dans les deux ans. En comparaison de ces groupes multi-médias de rang mondial, l'endettement d'Hachette, étagé sur des emprunts à long terme, croît normalement. Et il n'y a pas d'explosion prévisible » : lundi 12 novembre, M. Jean-Luc Lagardère, PDG d'Hachette, s'est employé pendant près de deux heures à convaincre les analystes financiers de la bonne santé du premier groupe de communication français.

Yance

THE PARTY

S Rentwegen

Service

rans plais

La plupart des groupes mondiaux affrontent une phase délicate - le premier d'entre eux, Time-Warner vient de se mettre en quête de partenaires pouvant l'aider à régler sa dette de 10,8 millions de dollars - et Hachette doit lui aussi faire la preuve de ses capacités à

1111 DEZ.

North Color of Application

 a management in nere a 🕿

100

Committee of the Commit

J. - 7 22 22

112

ETUDIANTS*

GAGNEZ
CATION INTERNATION

A STATE OF A PERSONAL DESIGNATION OF THE PERSONS AND A PERSONS AND A PERSON AND A P

THE WAY THE

The second control of the second control of

Asia Carrie Commission

Charles this france

OF FEET

The second life him the little of the little

are languages

digèrer et relancer ses acquisitions.

A la fin de cette année, le groupe
dont le chiffre d'affaires, le groupe
s'établir à 30,2 milliards de francs
(contre 7,8 milliards iors de son
rachat par M. Lagardère il y a dix
ans), va atteindre un niveau d'endettement global de 11,7 milliards.

Même si la plus grande partie de cette somme est couverte pas des prêts à long terme, le niveau maximal est atteint. « Nous n'allons plus faire d'acquisitions qui risqueraient d'augmenter notre dette; contracter d'autres empruns ne fait pas partle de notre stratignes. de notre stratégie», assure le PDG d'Hachette, qui estime que « les investissements de l'ordre de trois invesussements de l'orare de trois milliards de francs réalisés ces der-niers temps, l'ont été au détriment du résultat 1990 mais au bénéfice du futur».

Une dimension mondiale

Depuis trois ans, le groupe a acquis une dimension mondiale en s'implantant aux Etats-Unis par le biais de l'achat du réseau de distribution Curtis, de la maison d'édition Grolier puis du groupe de presse Magazines Diamandis rebaptisé il y a quelques semaines Hachette Magazines Inc.

La fin d'une vraie radio locale

A Rouen, FMR disparaît

de notre correspondant

La radio locale associative FMR de la région de Rouen, installée à Mont-Saint-Aignan, créée il y a meuf ans, a déimitivement fermé son antenne au début de la semaine, après la mise en liquidation de l'association lundi dernier. Ainsi prend fin le réve d'une équipe constituée avant la libéralisation des ondes en 1981.

Radio FMR était née de la fusion de diverses initiatives dont une stution pirate (Radio-Méan-dres) qui avait fait l'objet de saictaculaires en 1980. Elle a par la suite réassi à conserver son-indépendance tout en restant généraliste, réunissant une centaine de bénévoles sur son antenne. Elle employait trois permanents dont un journaliste professionnel. Radio FMR produisalt quinze heures d'émissions quotidiennes avec des journaux d'information, des magazines, un programme culturelreconnu pour sa qualité, compre-nant notamment des créations (feuilletons). Elle travaillait régnlièrement avec l'éducation natio-

Pour se développer, FMR avait crée un service de tormation continue en communication et montait des radios locales ponetuelles pour des animations communales. L'ensemble de ses revenus convrait les deux tiers d'un budget de six cent mille francs, le reste étant en prin-cipe fourni par le fonds de soutien à l'expression radiophonique versé par le ministère de la culture et de la communication.

« Malheureusement; nous avons ments du ministère», constate amèrement Laurent Delabouglise, directeur de la station disparue, Les banques n'ont donc jamais voniu s'engager dans des plans de financement à long terme. Pour tenter de s'en sortir, FMR s'était tourné vers les collectivités locales comme le suggère la loi pour les radios associatives, avait écha-faudé un plan avec le Sivom, (syn-dicat intercommunal à vocation multiple) de l'aggiomération de Rouen (quatre cent mille habi-tants), présidé par M. Laurent Fabius, a Nous étions la seule radio généraliste dans la zone de diffusion recouvrant l'agglomération. Forts de cet avantage, nous avions proposé au Sivom la réalisation d'un radio-guidage original pour aider les automobilistes pendant les importants travaux de construction du futur mètro de Rouen», raconte

Senies quatre communes avaient répondu. A ce peu d'écho, s'est ajouté l'ajournement d'octobre 1990 à février 1991 de la décision du Sivom de lancement des travaux du métro (deux milliards de francs). Déjà handicapée par les alcas de la loi sur les radios locales privées, Radio FMR à eu le tort de s'appuyer sur l'agglomération rouennaise, paralysée par des querelles entre la droite, le PS et le PCF: « Nous nous sommes trompes. car l'agglomération de Rouen n'existe pas », conclut le dernier directeur de Radio FMR. ETIENNE BANZET

Novembre 1990

Laurent Delabouglise.

En Europe, le rachat de la maison d'édition espagnole Saivat puis de 25 % de la Cinq font partie d'une même stratégie de conquête. Mais si Curtis se révèle « une bonne affaire qui détient 28 % de part de marché dans la distribution aux Etass-Unis, contre 13 % lors de son rachat », les activités édition et presse magazine - et surtout cette dernière confrontée à la récession outre-Atlantique, - sont grevées par leur endetlement.

En dépit de la conjoncture éco-nomique, M. Lagardère garde cependant bon espoir, Selon lui, en 1991, le cours des choses devrait s'inverser et la filiale américaine de presse magazine devrait dès l'an prochaîn couvrir « largement » ses frais financiers grâce à ses béné-

Le groupe assure avoir les reins solides. En plus d'une ligne de cré-dit de deux milliards de francs, Hachette pourrait en cas de diffi-cultés mobiliser rapidement deux autres milliards de francs en cédant certains actifs. Mais M. Lagardère reste mystèrieux sur ceux-ci. Il nie vouloir céder le groupe de presse régional le Pro-vençal, a pour lequel, lors du rachai, il a souscrit l'engagement moral et écrit de le conserver au sein d'Hachette», on vendre la société d'affichage Girandy, on encore se désengager du l'arisien. Restent les immeubles de la librairie Hachette, voire celui d'Europe I, autour desquels les rumeurs de cession vont bon train.

Quant à la Cinq, elle a coûté pour l'instant 620 millions de francs au groupe Hachette, dernière augmentation de capital incluse. Il n'est bien sûr pas question d'envisager de céder cette chaîne, a qui représeate pour le vingt et unième siècle d'Hachette ce que le livre fut au vinstième s. que le livre fut au vingtlème », déclare avec emphase celui qui est aussi le patron de Matra.

Afin d'atteindre 18 % d'audience on 1994 (contre 12 % sujourd'hui), le groupe Hachette prévoit d'épon-ger de nouvelles dépenses avec 1,75 milliard de francs issus de la vente de son immeuble des NMPP. convrant 85 % des foyers en 1991 contre 66 % actuellement et en accueillant « dans les jours qui viennent» les grands professionnels tant attendus

YVES-MARIE LABÉ

Canal J réclame des émetteurs plus puissants. - La chaîne thematique payante Canal J, qui doit émettre sur un réseau herizien couvrant Paris et 22 villes, va réclamer au CSA des émetteurs plus puissants, notamment à Paris, et plus nombreux. Handicapée par les problèmes des satellites TDF1/TDF2 (le Monde du 10 novembre), la chaîne demande en compensation des garanties sur une bonne couverture technique du territoire avant de poursuivre ses investissements. Elle espère ainsi, à son lancement définitif en mars prochain, pouvoir toucher une quinzaine de millions de Fran-

CARNET DU Monde

Naissances - Nation et Les LEGAL

le 11 novembre 1990, à la villa Tar-

Mariages Martine ALLIGON
 ct Charles ARICH

ont le plaisir d'annoncer leur mariage, le 10 novembre 1990, à Nimes.

<u>Décès</u>

Le président,
Le conseil d'administration,
La direction générale et le personnel
de la Mutuelle des architectes français,
ont la profonde tristesse de faire part

M. Marc BISSUEL, architecte DPLG, ancien président de la MAF, croix de guerre 1939-1945, officier de l'ordre national du Mérite,

La cérémonie religieuse aura lieu le Jeudi 15 novembre 1990, à 14 h 30, en l'église Saint-Claude de Tassin (69160).

9, rue Hamelin, 75116 Paris,

Nous apprenons le décès, survenu lundi 12 novembre 1990, de

M. Jacques MANSION, compagnon de la Libération,

dont les obsèques seront célébrées, mercredi 14 novembre, à 14 h 30, en l'église d'Olonne-sur-Mer (Vendée).

Pegusa a Chonne-sur-Mer (Venoce).

Rié le 7 mars 1914 à Saint-Danis, dans la baclieue de Paris, Jacquan Mantion au réfugle, le
17 juie 1940, au Angletarna, et après l'appel de
géndral de Gautle. Il est volontaine pour effectuer
des missions spéciales se l'anne. Il accomplira
autanneur queire lungur misons cinadectines
(dont certaines derivent anne matre et six mois)
de 1940 à 1942. Au met, cus défiérantes uneraises de mois de actual prisenant transe moiraises de l'anne de l'anne des écèles de la
Direction générale des études et récharches
(DEEU, qui, sous le combite de Jacques Sousman, pois de misonal l'anne des écèles de la
Direction générale des études et récharches
(DEEU, qui, sous le combite de Jacques Sousman, pois de misonal l'anne des écèles de la
Direction générale des études et récharches
(DEEU, qui, sous le combite de Jacques Sousman, pois de misonal l'anne des écèles des
actuals Direction générale des la sécurité autécieurs (DGSE). En juin 1944, il est paracheuté en
Bretagne. Le 7 mars 1945, Jacques Mansion a
déf fait compagnon de la Ebération, comme capi-Bretsgae, Le 7 eserà 1945, Jacqueel Mansion à été feit compagnon de la Libération, comme capi-taine à la DGER, l'Itulaire de la Bronze Star Medal, II était officier de la Légion d'homest.]

- M. André Orsini,

son époux, M™ Danielle Orsinl-Labos, M. et M™ Gérard Orsinl, ses enfants, Géraldine, Blandine et Llonel, Raphačile et Maxime,

ses petits-enfants, M™ Antonia et Cécile Campana, M™ Valérie Balliccioni-Campana,

scs steurs,
Ma Pépita Cosimo-Oraini,
sa belle-sœur,

Ses neveux et nièces, Ses filleuls, Ses parents et altiés, ont l'immènse chagrin de faire part du décès de

Joséphine-Raphaella ORSINI, née Campana,

survenu le 12 povembre 1990.

Une cérémonie religieuse aura lieu à

l'égise Saint-Pierre de Montrouge, place Victor-Basch, Paris-14, le mer-credi 14 novembre, à 13 h 45. Elle sera suivie de l'inhumation dans le tombeau familial, à Poggio-Mezzana (Corse),

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille exprime sa reconnaissance aux diverses équipes médicales, et par-ticulièrement à tous les membres de l'unité de soins palliatifs de l'Hôpita international de l'Université de Paris.

12, rue Emile-Faguet, 75014 Paris. 20, boulevard Paoli, 20200 Bastia.

« Verrà la morte e avrà i tuol occhi. » - M= Delphine Roumailhac

son épouse, Jean et Anita Roomailhac, ses enfants, Etienne son petit-fils.

Ses neveux, ses nièces, La famille et les familles alliées, ont la douleur de faire part du décès de Jean ROUMAIT.HAC

directeur départemental adjoint honoraire des impôts, militant syndical et mutualiste, chevalier de l'ordre du Mérite,

survenu subitement le 5 novembre dans sa quatre-vingt-hultième année. Selon la volonté du défunt, la céré-monie s'est déroulée dans la plus stricte intimité familiale.

68, rue Champ-Lagarde, 78000 Versailles.

Mª Raymond Popelin,

M. et M= Michel Popelin, M. et M= Gérard Popelin, Olaf, Alexandra, Marie-Hélène, Flo-rence, Ludovic, Delphine et Jean-Ma-

ne, ses petits-enfants, M. et M™ Arnaud Meunié, et leurs culiurts, M. et M™ Gautier-Meunié,

et leurs enfants,
ses neveux et nièces,
Mª Jacqueline Louviot,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond POPELIN,

survenu en son domicile dans sa qua-tre-vingt-douzième aunée, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe-du-Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8°, sa paroisse, le mercredi 14 novembre 1990, à 13 h 45.

L'inhumation aura lieu au cimetien de Montmartre, dans le caveau de famille.

Ni fleurs al couronnes. 7, rue Rembrandt, 75009 Farm.

- On nous prie de faire part du

M= Pierre RINER, nee Marcelle Marie Fremond,

survenu le 10 novembre 1990, à l'âge

De la part de Ses enfants, Petits-enfants et scrière-petits-enfants Beau-frère, Neveux, nièces,

Parents, allics et amis. Les familles River, Couturier, Fremond, Sarda, Scheffer, Roux et Manois.

La messe a étá célébrée le lundi 12 novembre, en sa paroisse de Crest, suivie de l'inhumation au cimetière de Divajeu.

On rappelle à votre souvenir son

Pierre RINER,

décédé le 14 novembre 1970.

Ni fleura ni couronnes. Ambassade de France à Tananarive

(Madagascar). 44, boulevard des Invalides, 75007 Paris.

- On nous prie de faire part du décès de

Pierre ROLAND-LEVY.

nº 58128.

Oranicaburg, Sachsenhausen,

Sonia Vanuiar, Janica Roland-Levy,

Danielle, Fabien, Christine, Jean-Pierre et Marie-Caroline, ses enfants,

Et leurs conioints. Pauline, Benjamin, Franklin, Adèle, Paul et Blanche, ses petits-enfants,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

Pierre ROLAND-LEVY,

magistrat honoraire, ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec paime, croix du combattant volontaire

de la Résistance croix du combattant, médaille de la déportation

survenu le 9 novembre 1990 à l'hôpital Begin, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Une cérémonie aura lieu le vendredi lé novembre au grand salon du créma-torium du cimetière du Père-Lachaise, où l'on se réunira à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue du Mont-Thabor, 73001 Paris.

- M= Micheline Treves. on épouse, Daniel et Martine Treves, Les docteurs Alain et Thérèse Les docteurs Philippe et Muriel

Laurence et Lionel Beylard, Jean-Michel et Galit Treves,

ses enfants,
David, Méianie, Benjamin, Ariel,
Maya, Rachel, Jonathan, Tali, Eytan,
Nathanel,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de Jean-Louis TREVES,

survenu le 8 novembre 1990 à

38 Rehov Ramban.

Jéruszlem. 139, chemin des Bulesses, La Tour-de-Peilz (Suisse). 64, rue de Vangirard, 75006 Paris.

Enatum

- Dans l'avis de décès de Marie-Lugise PLESSIR

arrière-grand-mère. Remerciements

leur mère, belie-mère, grand-mère et

Sommières (Gard), Londres, Jer-

sa compagne, Penelope Hope-Durrell,

et son époux, John Hope, Gerald et Lee Durrell, ses frère et bello-sœur, remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur amitié lors de la dispari-tion, le 7 novembre 1990, de

Lawrence DURRELL.

La crémation a eu lieu, selon son désir, à Orange (Vaucluse), le 9 novem bre, dans la plus stricte intimité.

Que son esprit et son cœur qui ont tant donné à ses lecteurs trouvent paix

(Le Monde du 9 novembre.)

- Saint-Quentin, Catenoy.

M= Zahra Romenteau
Et toute la famille,
La direction régionale des affaires
culturelles de Picardie,
Le personnel de l'Association pour
les fouilles archéologiques nationales,
La Société archéologique de Picardie,
Le CRAYO

Le CRAVO et ses collègues archéologues, Les équipes de l'autoroute A-16 et du TGV,

très touchés des nombreuses marques de sympathie qui ont été témoignées

M. Pierre ROMENTEAU,

prient toutes les personnes syant assisté aux obséques ou qui, empêchées, leur ont exprimé leur sentiment de condo-léances, celles qui se sont associées à leur deuit par un envoi de fleurs, de trouver ici avec leurs remerciements émus, l'expression de leur vive grati-

P.-F. Vignon, Saint-Quentin. P.-F. Grigaut, Liancourt.

Anniversaires

Il v a deux ans, le 14 novembri 1988, pour philipie

Christiane GALLENCA.

Son souvenir est vivant parmi nous.

« All days are nights to see till I see

Manifestations du souvenir

- Anciens de la 10º division un service solennel à la mémoire des camarades de la 10. D.L. tombés au champ d'hoaneur sera célébré, le

dimanche 25 novembre, en l'église des Blancs-Manteaux, rue des Blancs-Man-teaux (métro Hôtel-de-Ville), à 10 h 45.

Communications diverses - Première conférence du cycle : HALAKHA – du Collège des études juives de l'Alliance braélite universelle, jeudi 15 novembre 1990, à 20 h 30, à l'AlU, 45, rue La Bruyère, Paris-9, par le rabbin Sail Naouri, sur le thème :

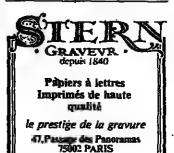
Le shabbat . PAF. Soutenances de thèses

- IEP de Paris, le jeudi 15 novem-bre 1990, à 9 h 15, salle André-Sieg-fried. M. Gaetano Manfredonia : « Etudes sur le mouvement anarchiste en France, 1848-1914 ».

 Université Paris-XII « sciences », le jeudi 15 novembre, à 14 h 30, salle des Thèses, bâtiment P, M. Denis Bemer : « Exploitation des propriétés physiques d'un sérosol pour la mesure de la taille des particules et de leur

de la falle des particules et de jeur concentration. Applications ».

— Université Paris-III, Sorbonne nouvelle, le vendredi 16 novembre, à 13 h 30, salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, Mª Suzanne Fraysse: « Folie, écriture et lecture dans l'œuvre de Vladimir Nabokov ». - Université Paris-I, Panthéon-Sorbonne, le vendfedi 16 novembre, à 15 heures, salle 113, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste-Du-mas, Sorbonne, M= Françoise Oppiko-fer-Brutsch; « Gaston Chaissac:



Tèl.: 42.36.94.48 - 45.08.86.45

antérieurs à l'éclatement de la crise dans le Colfe, Dans les calculs des « décideurs », ils pèsent tout autent que la nécesaité d'imposer le respect d'un ordre international qui faissit fi du droit. La raison peut-elle encore conjurer le risque de guerre ? • LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE A BOUT DE

LE MONDE

diplomatique

• LA CRISE DU GOLFE : LE RISQUE ET LA

RAISON. - Par CLAUDE JULIEN. L'essoufflement de

l'économie mondiale, les signes de récession sont

NERFS. - Par JEAN-MARIE CHAUVIER. La stratégie

Parlement soviétique, mais ses adversaires radicaux a'ont

point désarmé, et la Russie menace de faire sécession. Tandis que s'accroissent les pénuries, la société, à hout de

nomique de M. Corbatchev l'a finalement emporté au

nerfs, redoute les effets de cette perestrolka « new look ». Les pleins pouvoirs suffiront-ils à M. Gorbatchev ?

Egalement au sommaire :

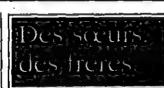
pétroller » ? par Jean-Louis Comband.

• Washington touche les dividendes de l'opération « Bouctier du désert », par Ibrahim Warde.

L'économie supporterait-elle un troisième « choc

• Les frontières du Proche-Orient, brûlantes cicatrices

du pertage colonial, par Jacques Thobie. En vente chez votre marchand de journaux



Les méconnus du roman familial.

Un ouvrage collectif

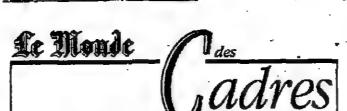
des éditions Autrement 192 p. 89 F. En librairie.

autrement

Le Monde

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ARTS ET SPECTACLES



La communication interne au GAN, une assurance de réussite 🥦

En pointe dans notre métier d'assureur, nous le sommes aussi au niveau de la communication interne et offrons une opportunité nouvelle à un

194 in 150

Jeune Chargé de Communication Interne

Au sein d'une petite équipe et en liaison étroite avec les correspondants communication locaux, vous assumez une double mission;

redaction d'articles, suivi des publications

• participation à la conception et à la réalisation de divers chantiers (séminaires, con

justifiez d'une première expérience en communication interne, acquise idéalement au sein d'une structure importante du secteur financier. Au-delà de vos solides compétences techniques incluant une excellente maîtrise de la rédaction, vos qualités relationnelles affirmées ainsi que votre esprit d'initiative vous permettent d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de l'entreprise

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. ED/LM/56 à GAN. Gestion et Recrutement des Cadres, 2 rue Pillet-Will, 75448 Paris Cedex 09.



Importante organisation humanitaire (Association reconnue d'utilité publique) orientée vers le soutien au développement des Tiers-Mondes

RESPONSABLE DE SON SERVICE AMÉRIQUE LATINE

Missions et objectifs:
Sous la responsabilité du Directeur du Département Projets et
Programmes, il met en œuvre les objectifs de développement définis par
l'Association pour le continent latino américain.
L'Association pour le continent latino américain.

il gère et contrôle un budget de 15 MF et assure le suivi des réalisations mises en œuvre dans le continent.

Expérience réussie de plusieurs années de gestion d'un budget, d'encadrement d'équipe et expérience de vie associative.
 Connaissance et expérience du continent latino-américain.
 Niveau de culture générale et technique; bac + 3.
 Bonne pratique de l'espagnol.
 L'expérience des problèmes de développement, la pratique du portugais ainsi que la pratique de l'informatique sont un plus.

Intérêt de la fonction:
 Action et innovation dans un contexte international en changement.
 Finalité et environnement riches.
Conditions offertes:
 Grande autonomie et importantes responsabilisée.

• Grande autonomie et importantes responsabilités.
• Rémmération en relation avec environnement associatil l'empérience (référence 160 KF).

Ecrire sous n° 8127 - Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy - 75007 Paris.

JEUNES DIPLOMÉS (HEC, ESSEC, ESCP CENTRALE, MINES, SUPELEC.

u sein du groupe Calan Ramolino et Associés, partner-firm de Spicer and Oppenheim International, 12ème entreprise mondiale de consulting, choisissez le conseil en organisation dans des conditions idéales.

internationale (55 pays), me formation soutense à notre méthodologie, et des missions variées amprès d'entreprises prestigienses.

Nous saurons en plus vous accueillir dans use équipe solidaire à taille homaine, où chacun parti-

Nous saurous entin, grâce à notre développement. vous faire évoluer très rapidement au sein du

Merci d'adresser lettre, ev et photo sous référence LM 10, à Sandra Sorianz, Groupe Calan Ramolino et Associés, 2 me Paul Cézanne, 75008

GROUPE



RESSOURCES HUMAINES

La branche béton prêt à l'emploi du groupe des ciments français compte aujourd'hui 2000 personnes et représente un CA de 2,5 milliards de francs. De formation supérieure BAC + 4, + 5 (DECS - Ecole de Commerce...), vous justifiez d'une première expérience acquise dans le domaine des Ressources Humaines. Vous moitrisez l'outil micro-informatique.

Nous vous confierons la mise en place de notre système informatique de gestion des Ressources Humaines. Vous organiserez l'harmonisation des systèmes de rémunération, de retraite et de prévoyance et assurerez toute étude statistique

Votre goût des contacts, votre rigueur et votre sens du travail en équipe seront vos meilleurs atouts pour réussir au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre monuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. CM007 au Département des Ressources Humaines - UNIMIX - 15 quai le Chatelier 93454 L'ILE SAINT DENIS CEDEX.

Le Groupe Climents Français, diversifié dans les matériaux de construction : climent granulats, béton prêt à l'emploi, bétons industriels réalise un CA de 16 Mas F. Présents bares 14 pays. 17.000 collaborations, client plus de la ropitié à l'intermitional parta-gent les même objec-tif : progrésser parmi les tout premiers pro-Actourd not, CIMENTS FRANÇAIS affirms sa pointe d'être un groupe

F. U. T. U. R INSTINCT



Notre Groupe est présent sur deux mêtiers, le commerce avec des bouriques de produits haut de gamme et la restaurante. Il développe ses activités principalement sur les aéroports et évolue vers le milliard de charge d'affaires avec le concours d'un millier de personnes. Nous recherchons, pour nour filiale de restruration de ROISSY CDG 2, site de 300 personnes, un:

CHEF D

Humaines : intégration animation des structures internes. Recrutere avec les parteneres sociaux avec panicipation Directement ratisché au Directeur Opérationnel Res

... • Formation : Elaboration du plan, suivi et Administration du Personnel - Relations régociation annuelle. ation, en liaison avec la DRH Groupe,

e vous animerez. vous serez assisté d'une équipe de quatre personnes dans la fonction Personnel. Vos qualités personnelles sero

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure est c expérience "terrain" de 4/5 ans

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, salai Direction des Ressources Humaines, 74/76 rue Laugier, 75017 PARIS.

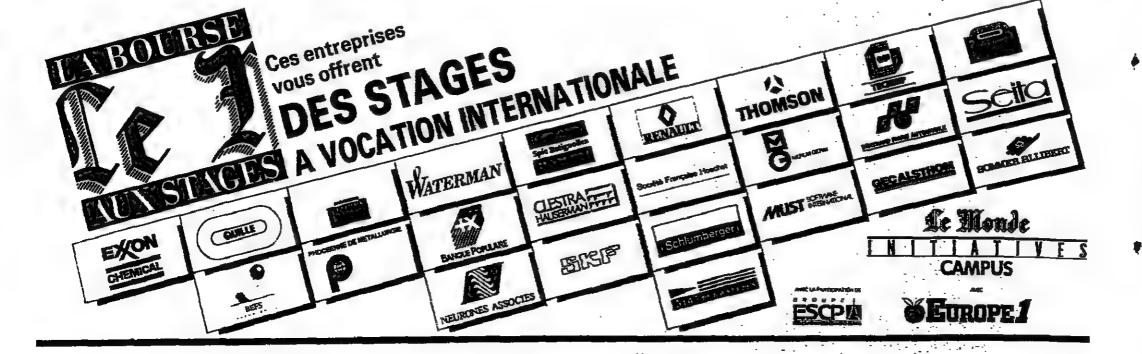
MISABLE . EGERCHE FOR

空へIBLES D'A NA

ISPONSABLE

ON DES CARRE

HILOPPEMENT BE



2.5 MILLIARDS DE CA. 100.000 LOGEMENTS LOCATIFS 1.500 COLLABORATEURS Directeur d'agence Orleans

L'agence Centre du Groupe immobilier 3F rayonne sur 6 départements. Elle a construit et gère 2.400 logements répartis en 45 programmes.

Directeur de l'Agence vous animez, coordonnez, gérez une équipe de trente collaborateurs dont vous optimisez la productivité. Impliqué fortement dans la recherche foncière et le montage d'opérations, vous déployez votre dynamisme relationnel pour devenir rapidement une personnaité reconnue dans la région. Diplômé d'une école supérieure de commerce ou de

gestion, votre expérience opérationnelle de l'immobilier vous a permis d'acquérir des compétences juridiques et financières ainsi qu'une sensibilité aux techniques de construction.

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir lettre, C.V. et photo sous référence 3425 B BOSSARD CARRIERES - 4, rue Quentin Bauchart



5 To 1 1 525 $t^{-1}=0,\ t\in \mathcal{S}_{2,\frac{1}{2}}$

1 1 88 1 APR 11 1 14 10 1 12g

10000 10000 4 1 4 1 122

1000

1 -- - T. Page 17m

11 194

AMERICAN PROPERTY.

1 - 2 may 10 - 2 医三氯甲酰基

ಾರ್ ಎಡ ಘಟನೆಗಳು

The state of the s

president 25

F

The second of the second

6 51 ATTRE

3.4772

1 . 1 . 1 m C 2

And the second s

A STATE OF THE STA

The property of the control of the c

A Proposition of the Control of the

Continue groups as Bill to West to Particular

The same day the page of the Fare

i, spiedlikinger effen Sig

11 11 11 11 11

William Control of the Control of th

The second section is the second section of the second section in the second section is a second section of the second section is a second section of the second section in the second section is a second section of the second section in the second section is a second section of the second section in the second section is a second section of the section of the second section of the section

· ·

Action Congress Con-



imes une fédération de moyennes entreprises dont

Ca fort développement nous amène à renforcer notre Direction s Ressources Humaines. Nous recherchons notre

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT ET **GESTION DES CARRIERES**

Vous serez rattaché au Directeur des Ressources Humaines et gurez bour mission :

- · l'assistance des filiales dans la gestion des hommes qu' comprend :
- la mise en œuvre d'outils de gestion prévisionnelle de l'encadrement,
- · la sensibilisation des sociétés filiales à une démarche d'éva-
- l'assistance opérationnelle dans les recrutements en tenant compte des besoins immédiats et futurs.

l'ensemble de la gestion du personnel siège. Par vos contacts permanents avec les Directeurs de filiales et les

Directeurs opérationnels, vous contribuerez donc à harmoniser et dynamiser la politique des Ressources Humaines dans l'ensemble Ca poste convient à un candidat de formation supérieure (Droit,

Sciences Po, CESA...) ayant au moins 5 ans d'expérience dans la fonction personnel, avec la pratique du recrutement et/ou de la gestion prévisionnelle de l'encadrement. La connaissance de la méthode HAY serait un atout supplémentaire. Compte tenu du caractère international de la société, la pratique

courante d'une deuxième langue sera vivement appréciée. Ca poste constitue un tremplin pour une évolution dans notre groupe dont la réputation est non seulement liée à son efficacité conomique, mais également à sa politique sociale. Posta situé à Paris.

Eartre sous réf. 45 B 1998-0M



recherche RESPONSABLES D'AFFAIRES

Rattachés à la direction générale, ils seront chargés du montage des opérations qu'ils auront à gérer sur les plans techniques, juridiques, financiers tant en logements qu'en bureaux et locaux d'activités. L'un des postes pourra évoluer à terme vers une fonction d'encadrement et, de ce fait, demande obligatoirement une pratique dans la fonction d'encadrement et de ce lait, demande obligatoirement une pratique dans la fonction d'an moins sing ans.

Les entres postes peuvent s'adresser à des candidats qui doivent aussi avoir une première expérience dans la fonction. Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront agés de trente-tinq ans environ.

RESPONSABLES *DE RECHERCHE FONCIERE*

Rattachés an directeur général, ils seront chargés de rechercher des sites nouveaux pour la réalisation de bureaux, parc d'activités et loge-ments. Les candidats devront avoir un sens aign des opportunités à saisir ; une expérience en la matière est nécessaire. Le salaire sera motivant en fonction des résultats. Ces postes sont basés à Paris.

Adresser: CV + photographie d'identité + lettre manuscrite + prétentions au journal, sons réf. n° 8133. LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montressuy - 75007 Paris



NOUVEAUX Filiale du leader de l'Industrie mondiale des matériaux de construction (35 milliards de CA, 33 000 personnes), nous

le CA a quadruplé en quatre ans, soit aujourd'hui un CA de 3,6 milliards de francs avec 3 300 personnes.



IC COMPAGNIE GÉNÉRALE de SANTÉ

Leader EUROPÉEN de **PHOSPITALISATION** PRIVÉE (3 Md de CA)

RECHERCHE POUR UNE UNITE DE 200 PERSONNES A PARIS SON :

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Aubrès du Directeur Général, vous développerez la gestion des emplois et des carrières, assurerez la mise en place et le transfert d'un nouveau système de paie vers les services comptables.

HOMME DE COMMUNICATION, vous imprimerez une culture d'entreprise indispensable dans un secteur en pielne évolution et prendrez en charge :

• la formation et l'assistance au recrutement des opérationnels.

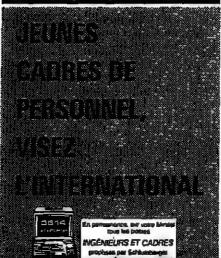
• l'évaluation des hommes et la motivation du personnel.

Agé de plus de trente ans, de formation supérieure (ESC, IEP, CIFFOP...), vous avez une expérience opérationnelle significative et souhaitez développer vos capacités de Manager des Ressources Humaines.

Prenez contact avec nous en adressant votre candidature (C.V. + lettre de candidature) sous la référence RH/M à la Compagnie Générale des Eaux -Service Relations et Ressources Humaines - 52, rue d'Anjou - 75008 PARIS.

PASSION

Schlumberger



La Direction du Personnel de SCHLUMBERGER LIMITED Paris souhaite intégrer 2 jeunes diplôme(e)s de l'IEP, du CIFOP ou du CELSA ayant une bonne maîtrise de l'anglais et d'une autre langue européenne.

Vous êtes débutant(e) ou vous avez acquis une courte expérience de la fonction personnel. Nous vous confierons dans un premier temps, sous l'autorité du Responsable "Employee Benefits", l'établissement, l'aménagement et la mise à jour de bases de données concernant les avantages sociaux en vigueur dans les pays où SCHLUMBERGER est implanté.

La connaissance de notre environnement et de nos structures, jointe à vos capacités d'initlative et de responsabilité, vous permettront d'évoluer à moyen terme vers un poste opération-nel de Chef du Personnel dans l'une des unités de SCHLUMBERGER.

La rigueur professionnelle, le sens des contacts et la mobilité seront les garants de votre réussite chez SCHLUMBERGER.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée, en précisant la référence LM/1310, à la Direction du Personnel.

42, rue Saint-Dominique, 75007 Paris

ANNES MANDELIEU

SOCIETE DE L'AUTOROUTE ESTEREL COTE D'AZUR 1300 PERSONNES

ESCOTA, société d'Economie Mixte, ayant pour vocation la construction et l'exploitation d'autoroutes, renforce les structures

de sa Direction des Ressources Humaines et crée la fonction de Chargé de la formation et de la communication interne (H/F)

Placé sous l'autorité du Directeur des Ressources Humaines. vous aurez pour missions la conception et l'animation de la Formation dans l'Entreprise. Vous aurez également un rôle privilégié dans la promotion d'une politique de Communica-tion Interne. A ce double titre vous agirez en tant que conseil auprès de la hiérarchie mais vous serez aussi conduit

à réaliser des actions sur le terrain. Pour réussir dans ce poste à creer, vous devez posséder une formation supérieure et une première expérience acquise

dans un Service du Personnel, d'une société industrielle ou commerciale. On vous reconnaît donc déjà un professionnalisme dans le domaine de la Formation ou de la Communication Interne.

Bien entendu, votre principal atout réside dans vos Indiscutables qualités relationnelles et votre sens de l'écoute. Des talents d'animateur (stages, réunions, etc.) seraient un plus. La rémunération attractive est complétée par des conditions matérielles Intéressantes.



Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) en précisant la référence 0646 et un numéro de téléphone à Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Vous serez contacté confidentiellement et rapidement.

Groupe international du secteur mécanique, leader européen, recherche pour l'une de ses unités décentralisées (600 personnes) située

Membre du comité de direction de l'usine, vous créez un service achats autonome : mise en place d'une politique achat, organisation et animation de votre équipe. . .

Vous avez en charge la gestion de 200 MF environ en collaboration avec les services Etudes, Qualité et Production. Vous établissez des relations de partenariat avec les fournisseurs dans le cadre de l'assurance qualité et mettez en œuvre un plan de productivité

De formation supérieure, (Ingénieur, Ecole de Commerce...), vous avez une expérience significative de la fonction en milieu industriel. Organisé et bon négociateur, votre réussite à ce poste vous ouvre de larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 10 059 à AVENIR CARRIERES CADRES

à 150 km Est de Paris :

AVENIR CARRIERES CADRES E



VOUS AVEZ UN FORT TEMPÉRAMENT COMMERCIAL ET VOUS ÊTES MOTIVÉ PAR LA VENTE

Jeunes Diplômés BAC + 2/BAC + 4

pet 275 F CFA; Subde, 14 KRS; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 25; USA (others), 225 S.

débutants ou avec une première expérience, devenez

CONSEILLERS EN ASSURANCE VIE H/F

dans une entreprise en pleine expansion - augmentation du C.A. 89 de 54 % et des objectifs encore plus ambitieux pour les 3 années à venir.

Après formation, vous aurez à faire preuve d'autonomie dans la prise en charge d'un secteur où vous vendrez sur rendez-vous nos contrats de PRÉVOYANCE, de RETRAITE et de PLACEMENT auprès des Chefs d'Entreprise, des artisans, des professions indépendantes et des salariés du bêtiment et des travaux publics, ainsi qu'auprès de toutes catégories de particuliers.

Vos réelles qualités relationnelles feront de vous un commercial averti et diplomate. Vous aurez à votre disposition un matériel informatique performant. Une éventuelle expérience de la vente de produits d'assurance serait un atout supplémentaire. Nous vous offrons une rémunération constituée d'un salaire mensuel de 8.050 F X 13,6 auquel s'ajoutera une farce

participation aux résultats, perçue trimestriellement. Vous bénéficierez d'une formation rémunérée : • statut cadre à un an • voiture indispensable.

Postes à pourvoir : en RÉGION PARISIENNE (Créteil - Rosny - Cergy Pontoise - Meiun)

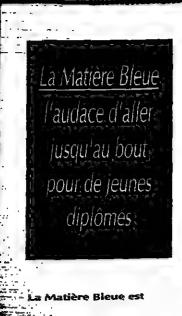
à PARIS Merci d'adresser votre dossier de candidatura et vos prétentions sous réf. CAV/3 EN PRÉCISANT LA VILLE CHOISIE à SMA-Vie BTP - Service Recrutement 114, avenue Émite Zola - 75739 PARIS CEDEX 15

L'ASSUREUR VIE DES CONSTRUCTEURS

4 rue Théodore de Banville 75017 PARIS.

PPRSUNAEL





, force et élan. Elle est la

force que Sema Group confere à tout projet,

lie est l'élan qui porte

Présentes dans tous les secteurs de l'économie (Banque, Assurance, Industrie, Secteur Public, Défense, Services...), les équipes de la Branche Conseil et Informatique de

Gestion France s'appuient sur

les méthodes et outils du

Groupe. Au coeur de nos

projets, vous relèverez

de nouveaux défis

au sein d'un groupe

de 7500 personnes

présent dans

toute l'Europe.

RECHERCHE DÉBUTANTS DÉLIBÉRÉMENT

 Vous venez d'achever vos études d'ingénieurs, vous êtes diplômé d'une grande école, ou universitaire du 3e Cycle. iouver un emploi n'est pas, pour vous, un problème. Mais le plus souvent vous vous heurtez à l'exigence d'une pre-

Sema Group n'a pas peur des débutants, car nous sommes passés maîtres dans l'an de vous ronner et de vous intégrer, c'est-à-dire d'adapter vos connaissances et vos aspirations aux metiers de l'informatique.

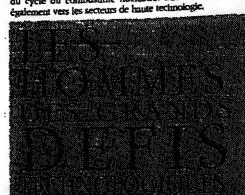
2. Nous avons un plan pour vous début janvier : D'abord un stage de formation qui constituera pour vous un véritable 4ème cycle, puis une intégration dans nos équipes pour participer au développement des systèmes d'informa-

Toutes les opportunités de carrière en informatique de gestion que peut offrit un groupe de conseil et d'ingénierie info tique, intervenant dans tous les secteurs de l'économie.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous ré MCB12 à Pascale Rajaofera, SEMA GROUP, 16-18 rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX-

JEUNES CADRES FINANCIERS

Filiale de la COGEMA, le groupe SGN (3000 personnes, 3 milliards de frs de CA) a acquis des compétences mondialement reconnues dans le domaine de l'ingénierie du cycle du combustible nucléaire. SGN se développe



Fon de notre croissance, nous recherchons pour le Serv Plan de notre Direction Financière située à ST-QUENTIN EN-YVELINES, un JEUNE CADRE FINANCIER. Au sein d'une équipe de quarre personnes et en relation avec les autres Directions, vous participerez :

 à l'élaboration des prévisions à court terme moyen tempe de la société et de ses liliales, à la réalisation d'analyses financières et d'études

économiques.

De formation supérieure (École de Commerce : option Gestion, Science Po, Dauphlne...), vous justifiez d'une première expérience dans un poste similaire. Votre dynamisme, voire capacité de synthèse et votre aptitude à travailler en équipe sont les qualités que nous

manuscrite, CV et photo), s/ref. OJ/JCF/LM, à SGN, D.P.R.H., 1, rue des Hérons, Montigny-le-Bretonneux, 78182 SAINT-QUENTIN-EN-TVELINES.

SCN

RECRUTEMENT

DEVELOPPER LES ACTIVITES D'UN GRAND CABINET EN AQUITAINE

Nous sommes un important Cabinet Français de recrutement de Cadres et de Dirigeants (par annonces et approche directel.

Nous recherchons un Responsable motivé et de bonne envergure, capable et désireux d'animer une équipe et de développer une activité déjà solidement implantée.

Nous confierons cette responsabilité à un candidat de formation supérieure (psychologue, Grande Ecole de Gestion, Sciences Po, ...), ayant au moins 5 ans d'expérience dans le recrutement de càdres (acquise en Cabinet ou en entreprise).

Nous avons une réputation de qualité, d'efficacité et de sens du service aux Clients et il est évidemment indispensable de partager notre éthique, de participer à notre dynamisme commercial et de témoigner de la disponibilité et de la sagacité qu'implique une activité de

Connaissance de l'anglais et/ou de l'italien très souhaitée.

Rémunération : 350.000 F +

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) et prétentions sous réf. 2916-M à JLT 13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.

Autorautes du Sud de la France

Autoroutes du Sud de la France, première société française d'autoroutes (3 200 personnes)

recherche

SON RESPONSABLE DE LA PRESSE ET DE LA COMMUNICATION INTERNE

Rattaché hiérarchiquement au directeur de la communication, vous avez entre 25 et 35 ans environ. Vous bénéficiez d'une première expérience réussie en entreprise. De formation Sciences-Politiques, CELSA ou Lettres, vous possédez de solides capacités rédactionnelles et vous maîtrisez bien les techniques de relations avec la

Le poste est disponible immédiatement. Il est basé à Paris avec de fréquents voyages en province.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :

AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE

Direction de la Communication 16, avenue Elisée-Reclus - 75007 Paris Pour renforcer notre équipe

Consultant en recrutement

(5 personnes), nous souhaitons intégrer un jeune consultant. Vous aurez la responsabilité

complète de missions de recrutement, vous gérerez une partie de notre clientèle et en assurerez le développement.

Plus qu'une formation supérieure, plus qu'une première expérience, de préférence en ressources que nous recherchons avant tout.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence ALCOLM & Alcane - 26, rue du Quatre Septembre

meilleurs atouts.

Créé il y a 3 ans, notre cabinet conseille des entreprises de secteurs variés dans la constitution de leurs équipes de cadres. Généralistes du conseil en recrutement, par annonce et par approche directe, nous fondons notre démarche sur la confiance établie tant avec nos clients gu'avec les noire service.

ALCANE

Consultant(e)

Junior

Vous souhaitez entrer de pieln pied dans l'action avec responsabilités et autonomie : nous vous offrons d'integrer notre Cabinet Conseil en Recrutement et

de participer activement à son développement.

Une formation à nos méthodes, une bonne culture

générale, un niveau Bac + 4 et une première expérience (même petite) dans le domaine des

relations humaines vous permettront d'appréhender

avec alsance les missions que nous allons vous

Tonus, disponibilité, ouverture et rigueur sont vos

Ghislaine CAIRE traitera confidentiellement votre clossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous réf. 9011/77/M.

Nous prions instamment nos

annonceurs d'avoir l'obligeance de

répondre à toutes les lettres qu'ils

recoivent et de restituer aux inté-

ressés les documents qui leur ont été

L.T.M. Ressources Humaines

28 rue Bergère 75009 PARIS.

Filiale d'un important groupe agro-alimentaire (7000 p CA 9 MF), nous fabriquons et distribuons des aliments pour chiens et chets.

Rattaché au Dirécteur d'usine et dans un contexte de l'abrication élaboré, vous prenez en charge l'ensemble de la production depuis le contrôle-réception jusqu'à l'expédition des produits (planning, organi-sation et suivi de fabrication, respect des normes qualité et des délais...); vous encadrez une équipe de 40 professionnels et travaillez en llaison

Jeune Ingénieur AGRI (spécialisation IAA), vous avez une première expérience de la production en agro-alimentaire, vous vous sentez motivé pour évoluer à terme vers des responsabilités de direction

étroite avec notre atelier maintenance et le labo contrôle-qualité.

Rejoignez notre groupe qui sait proposer à ses cadres de valeur des opportunités de carrière.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MO/10992, à notre conseil PG Consultants, 21 rue Emile-Zola, 37000 Tours.

ANGERS - BORDEAUX - NANTES - PARIS - N PROMOTEUR IMMOBILIER DE LOISIRS

Filiale d'un important groupe financier, recherche

RESPONSABLE DE PROGRAMME basé à Montpellier.

Sous l'autorité du Directeur de la Promotion, en véritable gestionnaire, vous réaliserez le montage des projets immobiliers au niveau juridique, administratif, financier et technique. Avec rigueur, vous veillerez au strict respect des coûts, délais et qualités d'exécution.

De formation supérieure (Ecoles de Commerce, IEP, Droit...), vous justifiez d'une première expérience de montage et de gestion d'opérations immobilières.

Merci d'adresser, sous pli confidentiel, votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à J.L. AZAM - ROCAMAR S.A. 316, rue de Casseyrols - 34080 MONTPELLIER.

LA VILLE DE MEUDON (HAUTS-DE-SEINE)

RECRUTE PAR VOIE DE MUTATION, DÉTACHEMENT OU CONTRAT

SON DIRECTEUR **DE LA COMMUNICATION**

Sous l'autorité du Maire, il définit et coordonne l'ensemble des actions de communication et de relations publiques de la Ville. Profil du poste :

 Connaissance indispensable des collectivités territoriales. Qualités rédactionnelles affirmées.

- Sens de l'organisation et du travail en équipe.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 250 à : Monsieur le Maire de Meudon Hôtel de ville - 92190 MEUDON.

Responsable de production







o system



••• Le Monde • Mercredi 14 novembre 1990 33

JEUNES CADRES FINANCIA

Responsable de producti

2.5

VALORISEZ VOS ACQUIS: CREEZ NOTRE FONCTION PERSONNEL

Au travers d'un réseau national de 40 points de vente, notre groupe (240 personnes, 200 MF de CA), spécialisé dans la vente de travaux PHOTO, pellicules et accessoires, connaît un développement exemplaire (10 nouveaux magasins en 1990).

Pour mettre en place une stratégie Ressources Humaines qui accompagne notre expansion, nous créons la fonction :

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Force de proposition, vous participez, auprès de notre Direction Générale, à l'élaboration de la politique "Ressources Humaines" de l'entreprise et êtes responsable de sa mise en œuvre. Vous agissez sur la totale étendue de la fonction : administration, législation, relations sociales, gestion prévisionnelle des emplois et des carrières, recrutement, formation, communication.

A 30 ans environ, de formation juridique, Maîtrise de Droit Social, Droit du Travail, IEP, vous souhaitez vaiorisez les acquis d'une expérience réussie d'adjoint au Responsable du Personnel dans une PME/PMI, par exemple dans une fonction globale à responsabilité élargie, que vous

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 3610/PHOM à notre conseil : 17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

> MORENO CONSULTANTS REIMS-PARIS-LYON



Le Monde

Région parisienne Ouest 180/200 000 F

Important groupe industriel français, nous avons atteint une taille mondiale au cours de ces dernières années. Au sein de la Direction des Affoires Sociales et des Ressources Humaines, nous renforçons la structure Relations Sociales Européennes en créant le poste :

Assistant du responsable des relations sociales européennes

Rattaché au Responsable du Service, vous l'assistez dans ses missions. Vos domaines d'intervention : • Les relations sociales : analyse et création d'une banque de données des législations en vigueur dans chaque pays et des spécificités locales en terme de rémunération ;

La Gestion de la mobilité internationale des Cadrès : participation à la création des procédures, en conformité avec les accords internationaux, mise en place d'un système de gestion

Diplôme de l'IEP, ou titulaire d'une Maîtrise de Droit, vous parlez couramment l'anglais et si possible l'allemand, vous justifiez d'une expérience d'un an au sein d'une Direction du Personnel d'una entraprisa industriella. Aisance rédactionnelle, organisation, esprit d'analyse et de synthèse, goût de l'opérationnalité, sont les atouts nécessaires pour réussir dans la fonction. Ce poste comporte des déplacements de courte durée.

Sylvia CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement, sous référence 9054/LM au 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél.: 42 89 10 25.



Groupe industriel de dimension internationale, SNPE (7 000 personaes, 3,7 milliards de CA) bénéficie d'un potentiel technique et humain de premier plan. Pour renforcer nos équipes, suite à une promotion, nous recherchons aujourd'hai pour notre Siège Social de Paris IV^a, un

Responsable systèmes d'information et études sociales

Rattaché au Responsable des Affaires Sociales et à la tête d'une équipe de trois personnes : • vots supervisez le système central de paie • vous réalisez les études d'innovation sociale, • vous avez la responsabilité des outils d'aide à la décision flableaux de bord, études diverses... Deformation supérieure à dominante économique (Bac+4), complétée par une expérience réusse d'au moins trois ans dans des fonctions similaires, vous êtes familiarise ovec la poie, l'informatique de gestion et les méthodes quantitatives. Progmotique et méthodique, vous sourez être une force de proposition en matière de prospedive sociale dans une société résolument engagée dans une démarche "Qualité Totale". Bien sûr, vous oppréciez le travail en équipe.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. M1211, à : SNPE, DRH, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.

RESPONSABLE

DU DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Chargé de l'ensemble des recrutements, de la formation (gestion + animation de certaines sessions de menagement), du développement de la stratégie Qualité, de la gestion prévisionnelle des Ressources Humaines et de la communication Interne, vous serez directement impliqué dans notre politique de développement des Ressources

Pour ce poste diversifié, rattaché au Directeur des Ressources Humaines, nous souhaitons intégrer une personne d'environ 30 ans, de formation supérieure (ESC, 3 et cycle ou Maîtrise) ayant impérativement pratiqué le recrutement à tous niveaux.

La connaissance des autres aspects de la fonction sera un plus.

L'anglais est indispensable.

Upjohn

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions), sous référence 9018/M à la Direction des Ressources Humaines, Bruno COLOMB, Laboratoires UPJOHN, Tour Franklin - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 11.

Jeune organisateur

ingénieur généraliste - 1 expérience ou débutant à fort potentiel

Pilotez nos projets commerciaux

C'est le challange proposé par notre important groupe de communication, partenaire privilégié des éditeurs. Le candidat retenu se verra confier les missions sulvantes : e définir les besoins des utilisateurs et organiser des réunions de synthèse avec notre Direction Commerciale e réciger les cahiers des charges et proposer des solutions adaptées aux spécificités de notre métier e superviser, en liaison avec notre personnel aux nouveaux outils de travail.

Outre un excellent niveau de formation (Bac + 4 minimum), une première expérience réussie ou des stages significatifs vous ont permis de développer des compétences méthodologiques et informatiques. Votre rigueur, vos qualités relationnelles et votre réalisme sont les atouts dont vous disposez pour réussir

CONSEL EN CESTION DES RESSOURCES HI MARIES

ANIMER, GERER ET FAIRE EVOLUER NOS SERVICES GENERAUX

Groupe d'Assurances à forte notoriété Internationale, nous recherchons notre RESPONSABLE DES SERVICES GENERALIX

Rattaché au Directeur de l'organisation, vous animez l'ensemble des équipes qui composent les Services Généraux (Achats, Gestion des Stocks, Imprimerie, Courrier, Archives, etc...), soit en tout une soixantaine de personnes. Vous en optimisez l'organisation, avec le souci constant du service rendu et de la mustrise des coûts.

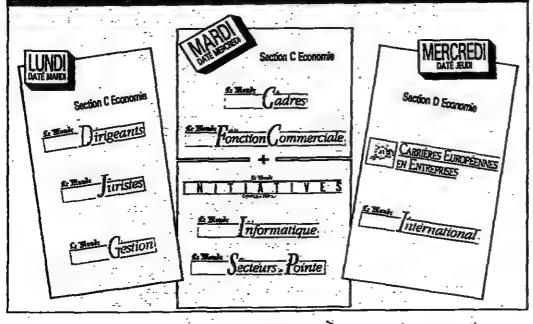
A 30/40 ans, vous êtes diplômé d'études supérieures à dominante technique. Imaginatif et ouvert, vous possédez impérativement une expérience probante de l'animation des Hommes.



ASSURANCES

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à J.L. VICHERAT - ZURICH ASSURANCES 14, boulevard Poissonnière - 75009 PARIS

3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »



FRANCE CONSTRUCTION

Société de promotion immobilière,

habitat résidentiel région parisienne, nous recherchons

RESPONSABLE **DE PROGRAMME** CONFIRME(E)

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur et possédez une expérience de 3 / 4 ans dans la gestion d'opérations en promotion immobilière. Assisté(e) d'une équipe de 3 responsables programme adjoints, vous participerez au montage des opérations et assurerez :

- · la définition de la stratégie commerciale
- des opérations. le suivi de la commercialisation,
- la gestion acquéreur, l'établissement des bilans d'opérations,
- la livraison des opérations en collaboration

avec le service technique. Si vous souhaitez nous rejoindre, envoyez C.V. + lettre + photo à l'attention de Laurence VAN EECKHOUT

FRANCE CONSTRUCTION - 42, rue de Bellevue 921BO BOULDGNE BILLANCOURT.



634 000

LECTEURS

CADRES

SUPÉRIEURS.

le Monde

est la

première

source

d'information

des cadres

supérieurs.

(IPSOS 90)

Dans le cas d'une annonce domiciliée au

« Moude Publi-cité », il est

impératif de faire figurer la réfé-

rence sur votre

enveloppe, afin de transmettre

votre dossier dans les meil-leurs délais.

SMITHKLINE BEECHAM LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES

Diriger une de nos deux unités

affaires réglementaires



Aeroports de Paris 🖔

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports, recherche

2 ASSISTANTES SOCIALES

 D.E. Assistante Sociale et diplômée conseillère du travail, vous avez une première expérience de plusieurs années du service social du travail et si possible de l'encadrement. Vous serez chargée de l'animation, la coordination et l'encadrement du service social du travail. (réf. AC/90/502). Ce poste est basé à Paris.

• Diplômée et si possible conseillère du travail, vous avez de préférence une première expérience en entreprise.

Ce poste est basé à Orly. (réf. AC/90/389). Adressez lettre manuscrite + C.V. sous la référence choisie aux AEROPORTS DE PARIS - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - 291 bd Raspail

O SAFEGE , spécialiste de

l'ingénierie de l'environnement pour le monde entier, recherche pour travailler au sein d'une équipe plundisciplinaire :

UN HYDROBIOLOGISTE

75675 PARIS CEDEX 14.

Bénéficiant d'une expérience en bureau d'Ingénierie de l'environnement ou au sein d'une administration, vous assurerez la responsabilité de l'aspect qualité des eaux faune et flore aquatiques dans les études destinées à nos

Pour ces deux postes basés à Nanterre, vous avez une farmation d'ingénieur ou équivalent complétée de préférence par un 3ème

A 30 ans environ, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine concerné. Anglais impérati

Merci d'oriresser voire candiciature (CV + photo + prétentions, sous référence) à Danielle MERKEL Cabinet SWITCH 40, rue Amelot - 75011 PARIS.

de vos cambilios SW (TCH



UN INGENIEUR

GENIE CHIMIQUE

Vous serez responsable de nos

interventions auprès de clients industriels concernant les

rejets liquides et gazeux. Réf. 1041/F LM





recherche son

CHEF DE CABINET

Vous remplacerez l'actuel titulaire appelé à occuper une fonction opérationnelle au sein de l'Entreprise. Les LABORATOIRES PIERRE FABRE emploient 4 000 personnes en FRANCE et à l'ETRANGER.

En 1989, notre EXPANSION a permis une AUGMENTATION du C.A. de 35% et l'arrivée de 670 Collaborateurs.

L'Entreprise est présente dans trois secteurs

- PHARMACEUTIQUE (Médicaments),

- MEDICATION FAMILIALE (O.T.C.), - DERMO-COSMETIQUE (sélective).

Agé d'environ 35 ans, ancien élève d'une GRANDE ECOLE de MARKETING ou de Gestion, ou de formation équivalente, vous avez une EXPERIENCE SIGNIFICATIVE dans l'INDUSTRIE.

Vous ASSISTEREZ le PRESIDENT dans toutes les tâches non directement assumées par les Opérationnels ou les Fonctionnels spécialisés... mais vous êtes à la croisée de toutes les actions et informations!

Le poste est basé à CASTRES (50 000 habitants), dans le TARN, où sont situées toutes les Directions, y compris, bien entendu, la Direction

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), à PIERRE FABRE S.A. Direction des Ressources Humaines - Réf. D 266/2 11, rue Théron Périé - 81106 CASTRES CEDEX.

PHARMACIEN H/F

Votre mission: Rattaché au Directeur Pharmaceutique, vous serez assisté par un pharmacien et le secrétariat correspondant. Dans le cadre d'un fonctionnement en équipe-projet, vous développerez les produits de plusieurs gammes thérapeutiques, en collaborant à l'établissement des objectifs et en déterminant le cahier des charges inchnico-réglementaire.

Responsable des dossiers et procédures d'enregistrement, vous assurerez pour les médicaments commercialisés, les activités réglementaires d'extension, d'amélioration, de publicité et l'export.

Votre profil : Pharmacien Diplômé (si possible DESS Droit de la Santé), vous avez une expérience de plusieurs mnées des Enveptsments. De plus, vous connaissez le développement pharmaceutique en Laboratoire ou Société de services. Anglais courant souhaités. Personnaité de contact, vous apportenez une authentique contribution au travail de groupe.

Adresser leure manuscrite, CV, photo et désiderata à noire Conseil Olivier de LANGENHAGEN, GROUPE PANISSOD Activités Santé qui vous garantit réporse rapide et stricte confidentialité.





Grand Groupe International d'Assurances

recherche pour la France

SON FUTUR DIRECTEUR des ASSURANCES DE PERSONNES

PROFIL: — 35 - 45 ens,
— Grande écoles ou équivalent,
— Sens du contact et de la négociation,
— Esprit créatif et kinovateur,

Expérience à haut niveau dans la profession,

Anglais courant.

MISSION: - Atteindre les objectifs d'un plan à 4 ans Définir les stratégies pour atteindre ces objectifs,

- Adapter notre savoir faire international au

marché français,
Manager et faire progresser une équipe qui
etteindre rapidement 70 personnes.

Adresser C.V., photo et prétentions à CIGNA - Direction des Ressources Humaines - 14, rue Ballu - 75009 PARIS

Chilly-Mazarin 91

CSEE Transport est une entreprisé qui utilise les techniques les plus avancées de l'informatique, de l'électromque et du traitement

du signal. Elle recharche, un Adjoint administratif. De formation Sciences PO, Essec, Dauphine, vous serez chargé de mission administratif financier, juridique, dans la cadre de la gestion de gros contrats. Assistant direct du chef de projet, vous serez en contact avec notre clientèle,

les sous-traitants et différents services internes : comptabilité, achats... Votre aisance relationnelle assurera votre succès dans cette mission. De réelles possibilités d'évolution vous nt offentes au sein de notre Direction administrative et financière. Adressez votre candidature à l'attention de R. PETAIN - CSEE Transport -

Zi de la Vigne-aux-Loups rue Denis Papin

91380 Chilly-Mazarin.



FORMATEUR

Salaire de départ 130 KF

Cabinet de conseil et formation (7 intervenants) recherche UN COLLABORATEUR pour intervenir dans grandes entreprises tous secteurs, sur les thèmes du management, de la qualité, des méthodes de travail et de la communication.

★ Formation supérieure

★ Connaissance de l'entreprise

Fortement motivé par l'animation de groupes et le travail en équipe

* Déplacements fréquents en province (20 à 25 semaines/an). Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à :

GAME CONSEIL - 10, rue d'Hautpoul - 75019 PARIS.

ADJOINT(E) DE DIRECTION

Conseil de direction, nous apportons aux entreprises une contribution de qualité en management des ressources et structures humaines : évaluation, recherche et sélection de cadres et dirigeants, audit psycho-social, actions spécifiques de formation. Nous souhaitons accueillir un adjoint de direction en charge directement auprès de notre directeur général de responsabilités opérationnelles diversifiées afférentes à la préparation et à la réalisation de nos missions de conseil et à la gestion du cabinet. Bac + 3 minimum, droit, sciences-éco, sciences humaines... (DESS apprécié), vous connaissez l'entreprise de l'intérieur et souhaitez enrichir votre acquis et développer votre personnalité au sein d'une structure à taille humaine.

Merci d'écrire avec CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. AD/M au Cabinet: PELISSIER, GUILLON & ASSOCIES, 93 rue Jouffroy, 75017 PARIS.

PELISSIER, GUILLON & ASSOCIES



Société d'Économie Mixte

recherche pour COLOMBES

INSPECTEUR FONCIER

Négociateur

pour réaliser acquisitions foncières et participer à l'action de développement foncier de la collectivité locale.

> Formation juridique supérieure ou expérience aménagement indispensable.

Écrire avec C.V. et prétentions, sous nº 8129 Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy - 75007 Paris

The second of th

Presse Professionnelle

JOURNALISTE

Notre revue mensuelle spécialisée s'adresse à tous les professionnels de la chaîne graphique. Elle informe sur les équipements, les fournisseurs, les marchés ainsi que sur les stratégies des différents acteurs de cette branche d'activité. Connue de longue date pour le sérieux de ses investigations et pour son action professionnelle, la rédaction cherche aujourd'hui à étoffer son équipe de permanents.

Entre 25 et 30 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une première expérience du journalisme et vous avez un intérêt pour les problèmes de fabrication ou d'édition. Prêt à vous immerger totalement dans ce milieu, vous parlez l'Anglais, l'Allemand ou l'Italien.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 46/3366 F à :

EGOR COMMUNICATION ET MEDIAS 8, rue de Bem - 75008 PARIS Tél. : (1) 42.25.71.07

MANU KO KOMANIK LILLE LYCH MANTES STRAEDURRE TOLKOVE BELGIOUÉ DAYMARK DELITSCH AND ESPANA IDALA MEDERLAND PORTUGAL SWEDEN LINTED KRIGDOM

Ville de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) classée 40 000/80 000 habitants recherche 1 directeur des affaires sociales • 1 directeur adjoint des affaires sociales

pour gérer les actions concernant le logement, l'emploi, la santé et la famille, l'action sociale et le RMI 1 attaché responsable RMi aux conditions statutaires ou détac • 1 directeur de l'Office Municipal du Tourisme

Adresser candidature manuscrite avec C.V. et photo à : Monsieur le Maire - RSCG - Mairie de La Ciotat BP 121 - 13712 La Ciotat Codex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE BATIMENT Région Parisienne pour son Département ENERGIE et ENVIRONNEMENT

1) TECHNICIEN SUPÉRIEUR CHAUFF./CLIM. (D.U.T., B.T.S. ou équivalent)

pour travailler en équipe dans les domaines du chauffage urbain, de le maimmence et du traftement des déchets. Perspective d'évolution pour candidat ayant le sens du contact et du travail en équipe. Intervention sur le territoire national.

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous le numéro 3846 à Agence Centrale de Publicité, BP 229 93523 Saint-Denis Cedez qui transmettra.

*

Baciele internation TER mediagne a terracial por

MICTEUR GENERAL The state of the s

The state of the second State of the second but TOTAL SECTION mer a bresident i item bermit (7 A Sale (152-19) 3. 1888 1-6-1889

distance interious

WHEURS DU MATT Specialities

Address of administration Street Street Street Catholic States and Commissions Date du motte dage :

Jan Jan Ser 1988 Charters carriptions the man are grantant time

Eservice télémini ende l'emploi de





French From Lower 1888

JOH RNALISTE

And the state of t

Le service télématique expert de l'emploi des cadres:

fonction (, ommerciale

IOMEGA, le premier constructeur mondial de systèmes de

stockage magnétique par disques amovibles, basés sur le principe Bernoulli, accroît ses activités en Europe du Sud et recherche : SALES EXECUTIVE

Basé en région parisienne et qui s'occupera de nos activités en

VExpérience du marché micros/minis et des réseaux de distribution Bilingue français-angleis Connaissance de l'italien ou espagnol

* Connaissance de l'inaien on espagnoi

* Capable de travailler indépendamment

* Pouvoir poursuivre l'implantation de la société IOMEGA en France

* Capable de gérer et de développer le revenu de ce territoire

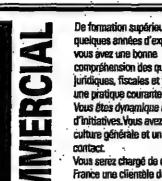
* 30-35 ans environ

Noes offrens

* Rémunération intéressante. * Plan de commissions attractif, plus avantages dont une voiture de

* Un avenir au sein d'une société de haute technologie en pleine IOMEGA CORPORATION

70, avenue du Général de-Gaulle, 94022 CRÉTEIL CÉDEX



une pratique courante de l'anglais. d'initiatives. Yous avez une solide

culture générale et un excellent contact Vous serez chargé de développer en France une clientèle de haut niveau, particuliers et entreprises, en proposant les services que notre banque commercialise. Vous participerez à l'élaboration des nouveaux produits et services. Une extension de votre domaine d'activité vers les autres pays

De formation supérieure avec

quelques années d'expérience,

compréhension des questions

uridiques, fiscales et financières et

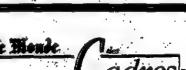
Vous êtes dynamique et capable .

européens pourra, le cas échéant, . pod envisagée. Merci d'adresser votre candidature

(lettre manuscrite, CV, photo et

prétentions sous réf. LM/7007 à

M E D I A PA 50/54, que de Silly - 92513 BOULOGNE BULL CEDEX, qui transmettra.



Petite société internationale Lender européen du vidéodisque interactif pour la formation

RECHERCHE SON

DIRECTEUR GÉNÉRAL Diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une première expérience de la gestion d'une PME et de l'animation d'une équipe créative, vous comprenez le monde de la formation, de l'audiovisuel et de l'informatique. Gestion financière, gestion de la production, négociation sont vos points forts et vous parlez parfaitement l'anglais.

Mercel d'adresses voire deseare complet de gandidature à

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature à INTERAXIS, Mondess la Président-Directeur Général, 154, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX.

Le ministère de l'Intérieur

5 INGÉNIEURS DU MATÉRIEL Spécialités: - automobile

- batiment Conditions d'admission: diplôme d'architecte, d'ingénieur - licence ès-sciences, maîtrise - être âgé de moins de 35 ans au 1/01/1991

> Date du concours : - 15 et 16 janvier 1991 Clôture des inscriptions :

 14 décembre 1990 Renseignez-vous: Tél.: (1) 60-37-13-21

En France comme à l'international, notre croissance a une forme olympique... Et vous?

Notre réussite commerciale sur le marché français comme à l'étranger est fondée sur un marketing clientèle très élaboré, l'excellente image de notre Groupe, la qualité technique de nos produits et le professionnalisme reconnu de nos ingénieurs commerciaux. Compétence technique et implication leur permettent de prendre avec succès le parti pris du client.

Ingénieurs en électrotechnique, électronique, génie électrique... De nombreuses opportunités yous sont offertes pour révéler votre enthousiasme en France ou à l'international.

France. Notre Direction Commerciale France (1 400 pers., 4 régions opérationnelles) connaît une exceptionnelle croissance et étoffe ses équipes. Pour nos agences de Lille, Limoges, Marseille, Montpellier, Nantes, Orléans, Rouen,

Tours, nous recherchons des ingénieurs commerciaux confirmés

Vous possédez une expérience d'ingénieur commercial de 3 à 5 ans dans un domaine

technique. Au contact direct avec les utilisateurs de nos produits moyenne et basse tension (gros installateurs, tableautiers, PME, PMI ...) vous vous impliquerez dans l'ensemble de leurs problèmes techniques et leur proposerez des solutions efficaces. Vous révélerez vos compétences at votre sens aigu du client, déve-

sein de notre Groupe.

d'Ensemble a pour mission d'accroître la diffusion de nos technologies dans les grands projets industriels et tertiaires internationaux.

International. Notre Division Réalisation

ingénieurs d'affaires export confirmés

Vérliable patron d'affaires d'importance variés - 5 à 150 MF - vous préparez les ofires, bâtissez la stratégie d'approche et d'obtention des contrats, négociez et garantissez qualité, délais et prix dans la réalisation. Vous agissez dans ce contexte en relation avec des interiocuteurs variés - clients, fournisseurs, services internes...- en manager averti et

soucieux de l'efficacité du travail de vos , Ingénieur grande école, vous possédez une expérience de quelques ennées dans une activité internationale et maîtrisez l'anglais ainsi que l'allemand ou l'espagnol. Postesi basés à Grenoble avec des déplacements

réf 1C MOND 494

un enthousiasme partagé

presse économique),

Merlin Gerin ?

Une forme olympique l

près de 20 % de croissance

par an : 3,1 milliards de CA en

1980, 19 milliards aujourd'hui

30 000 collaborateurs dont 3

dont 50 % à l'International I

500 cadres dans 67 pays,

• une belle santé financière

(jetez un coup d'œil dans la

un développement qui

s'accélère encore cette année,

MERLIN GERIN

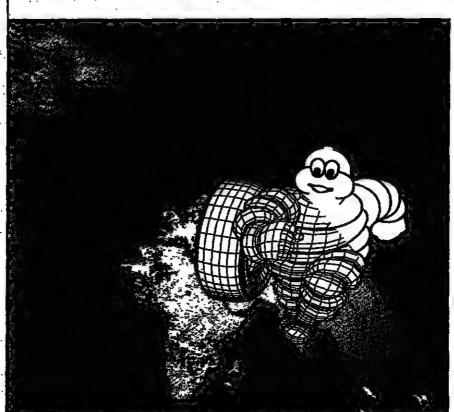
la maîtrise de l'énergie électrique

GROUPE SCHNEIDER

réf 1C MOND 493 de courte et moyenne durée. L'enthousiasme est votre atout ? C'est aussi le nôtre l Nous vous donnerons toutes les raisons de le conserver durant votre parcours professionnel. Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence correspondante à Merlin Gerin, Gestion prévisionnelle des cadres, 38050 Grenoble cadex.

Entretiens sur Paris ou province.

NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



Les moyens de se passionner.

Nous recherchons plusieurs HEC - ESSEC - ESCP - IEP

débutants ou première expérience. Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commercants, et capables de prendre rapidement en charge après une période de formation en France

LA DIRECTION COMMERCIALE D'UNE DE NOS FILIALES

Vous avez obtenu un diplôme commercial, et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau. Vous voulez éviter la filière «classique». Assistant Chef de Produit, Chef de Produit, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation.

vous souhaitez prendre rapidement des respon-

A L'ETRANGER

sabilités de commandement. Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM/39 à MICHELIN. Service du Personnel - Olivier BRUET

63040 CLERMONT FERRAND CEDEX.

gel, 475 F CFA; Suide, 14 KRS; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 2\$; USA (others), 2.25 \$.

Génie Climatique Régulation Thermique

DIRECTEUR DE REGION

Paris - Ile de France

Filiale Française de l'un des plus importants fabricants européens de matériels de Régulation et de Télégestion, Thermique et Climatique, cette société est réputée pour la qualité de ses produits qu'elle fabrique et commercialise. Elle réalise une progression constante de son chiffre d'affaires. Pour accélérer son développement, elle recherche le Directeur de sa Région Paris - lie de France.

Dans le cadre de la politique de l'entreprise, le candidat aura pour mission d'élaborer et de mettre en place une stratégie commerciale offensive à même de développer le niveau d'activité de la Région auprès d'une clientèle d'installateurs, de revendeurs et de prescripteurs dans le domaine du chauffage, et du génie climatique, il disposera pour cela des moyens humains et financiers nêces

Nous recherchons pour ce poste un candidat autonome, de formation Ingénieur ou Technicien supérieur avec de fortes connaissances en génie climatique, thermique et/ou électronique industrielle qui souhaite bâtir sa réussite sur le terrain. Un esprit de développeur et une expérience confirmée de manager sont

L'entreprise bénéficie d'une excellente notoriété. Le statut et la rémunération qu'elle propose sont de nature à motiver un candidat de valeur. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération sous réf. M 44/2630 H à :

EGOR CARRIERES COMMERCIALES 63, rue de Ponthieu - 75008 PARIS Tél. ; (1) 42.56.01.44

WARS ABJEN PRICHENCE BORDEALDY LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOLLOUSE

INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE ET EXPORT

Ensembles industriels automati-Sés - Notre société est spécialisée dans les équipements industriels de projection de poudre et peinture par procédé électrostatique. Notre renommée internationale est fondée sur la qualité des systèmes mis en œuvre, notamment auprès des "grands" de la technologie aéronautique et automobile. Poursuivant notre expansion, nous recherchons un ingénieur commercial confirmé qui prendra en charge le développement de notre activité en France et à l'export. Au sein de la direction commerciale, il est res-

ponsable du suivi de la clientèle, depuis la préparation de l'offre jusqu'à la réalisation de l'affaire. Ingénieur généraliste à dominante mécanique, vous avez déjà réussi une ou plusieurs expériences de la vente de biens d'équipements industriels, par exemple dans le secteur automobile. La maîtrise de l'anglois est indistricts de la vente de l'anglois est indistricts de la vente de la vente de l'anglois est indistricts de l'anglois est indistri de l'anglais est indispensable. Ecrivez à D.
BONNEFOY en précisant la référence
A/3244M - PA Consulting Group - 78, Bd
du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél., 78.93.90.63 (Minitel 36.15 code PA)



Au service des grands comptes

Nous sommes une des premières SSII (1760 personnes dont 80 % d'ingénieurs) partenaire d'un grand groupe international. Notre Division Gestion connaît un fort développement et renforce son équipe commerciale. Nos prestations, forfalts ou assistance technique sont reconnues dans les domaines de la gestion administrative et comptable, la finance, la gestion du personnel et la

INGENIEUR COMMERCIAL

Vous devez assurer le développement d'un centre de profit, entretenir des relations à haut niveau avec les administrations, les entreprises para-publiques et les grands groupes industriels et financiers. Vous êtes entreprenant et accrocheur et possèdez une expérience de 5 ans minimum de la vente de prestations intellectuelles. Cette dynamique vous intéresse.

> Adressez votre dossier de candidature sous référence 1289 à SYSECA - 315, bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex.



COMMERCIAUX

Vous aimez la facilité et vos pantoufles Ceci ne vous concerne pas.

Vous connaissez le verre, produit noble, vous voulez vous battre, relever un défi,

VENEZ NOUS REJOINDRE

Vous ne connaissez pas la verre, mais vos clients l'utilisent, alors n'hésitez pas

VENEZ NOUS REJOINDRE

Située au nord de Paris, notre Société, de taille moyenne, a pour activité la négoca du verre et son environnement. Vous contacterez Claudine BOURGY au :

(1) 48-26-40-24

DSM France

Filiale française de commercialisation de Matières Plastiques, du Groupe Hollandais D.S.M., nous recherchons

INGENIEUR **TECHNICO-COMMERCIAL**

Après une période de formation, nous vous confierons le suivi et le développement d'affaires auprès des transformateurs de matières

Pour ce poste, une formation supérieure (Technique ou Commerciale) ainsi qu'une première expérience réussie de la vente auprès d'industriels

Compte tenu de notre contexte international, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 2447R/M ou trans-mettez-le à CVCADRE en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL 12. RUE PONTHIEU - 75008 PARIS

PARIS - LYON - NANTES TOULOUSE - BARCELONE



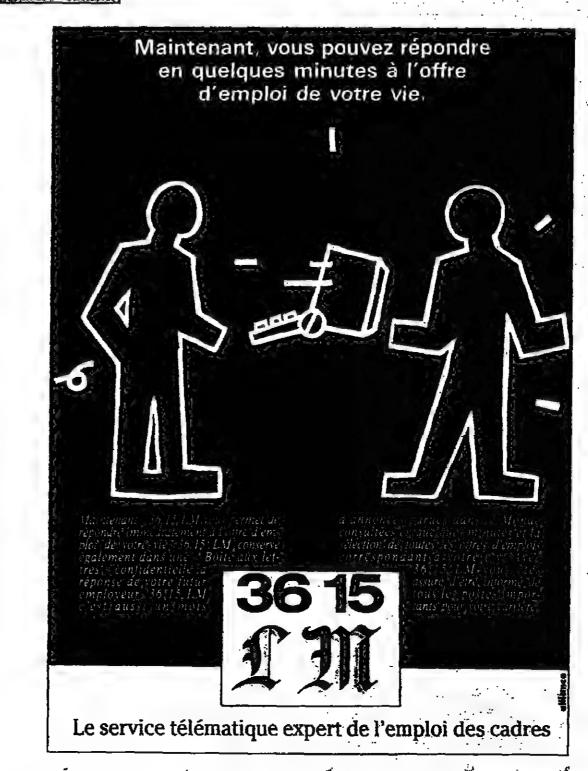
Nous sommes l'un des leaders dans l'organisation du transport public de voyageurs et du tourisme par autocars. Nos 20 filiales emploient 2.000 personnes et gèrent 1.300 véhicules. Notre forte expansion nous conduit à intégrer à PARIS et à LYON deux

JEUNES RESPONSABLES MARKETING

Avec une large autonomie, vous conduirez des missions très variées de marketing (anticipation du marché, actions visant à améliorer le CA, la qualité et l'image de services réguliers...), d'ingénierie des transports (répouse aux appels d'offres, études d'implantation et de restructuration de lignes...), de négociation et de conseil à haut niveau auprès des collectivités locales. Au siège ou en région, vous prendrez appui sur le savoir faire de nos équipes et sur des outils informatiques performants. A votre solide formation de type Ingénieur ou Ecole de Commerce, vous ajoutez une première expérience opérationnelle incluant des contacts commerciaux. Vous avez des antitudes à

incluant des contacts commerciaux. Vous avez des aptitudes à concevoir et à mettre en oeuvre des projets d'envergure. Ces postes débouchent à moyen terme sur la direction d'un centre de

Merci de confier votre dossier complet (CV, lettre man., photo, sal. act.) à Gisèle GUILLOU sous réf. SCE 5 M - HERVE LE BAUT CONSULTANTS -57 rue des Mathurins - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39.



*OFESSIONMELL

FORMA TION

EN PERFECTION WISIES PEDAGON

MULTIMEDIAS



erciale

ENIET'R COMMERCIAL RANCE ET EXPORT

THE PERSON NAMED IN

COMMERCIAUX

alaman sagar 💉 🗓 💆

pouvez répondre contras à l'offre or worre vie

Le Monde

SOCIETÉ

D'EXPERTISE COMPTABLE

CHEF de BUREAU

iour ville du Languedec

Rémunération attractive. Ecr. HAVAS nº 198 538 34083 Montpellier Cedax.

FORMATION

PROFESSIONNELLE

INGENIEUSSIBADRESSIDIHICEANIS

UN 3eme CYCLE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR NOVATEUR

INGENIERIE ET CONSEIL

Avec une parfaite maîtrise des méthodes et techniques du conseil.

DEVENIR CONSULTANT

(Cycle de formation rémunéré) + travaux personnals

A TEMPS PLEIN - Rentrée 3 janvier 1991 - EN ALTERNANCE.

CANDIDATURES RETENUES: formation second cycle et expérience professionnelle avec responsabilités significatives en entreprise.

Statut : stagiaire formation professionnelle - plan de formation ou

Adresser lettre de motivation + CV à :

C. PELTIER

IDCE, ECOLE DES CONSULTANTS

49006 ANGERS Codex 01

Tél. 41 47 67 74

Nº vert 05 41 49 49

106 rue de Frémur - BP 624 BC NET

45 journées sur 22 mois

Avec parrainage de professionnels et partenariat européen.

Avec un séjour d'intégration professionnelle.

7 mois dont 3 mois 1/2

conversion : CHF, AFRL.

en applications et chantiers

REPRODUCTION INTERDITY

PREVOIR

PSYCHO DU TRAVAIL

pour fonction recrutement près de son réseau

près de son réseau commercial, base berièste mord de Parte, foiacement de plusieurs de plusieurs de plusieurs de plusieurs de plusieurs de plusieurs années soit en recrutement, soit en fonction commerciale est pratiquement indispensable. Position cedre intégration tans le service recrutement interne. Acresser c.v. et prêt. à : PREVORT réf. nº 809 service du necrutement 20, rue d'Aumaie, 75009 Paris.

PARIS 1=

.....

1 1 1 1 2 E

Compared to the second second

UN ANIMATEUR SON RESPONSABLE

PÉDAGOGIQUE Pour la mise en place de projets pádigogiques à partir des collections du musés; Assumer l'accost des groupes scolaires; Pardoiper à la gestion des collections, inven-taires, documents...

LA COMMUNE DE CHELLES 45 000 habitams

regrute au Missie

VILLE D'ALBERVILLERS
(Seine-Seint-Denis
67000 habitants)
recrute suivant conditions
prévues per le statut de la
fonction publique termoriale
bour son service habitat : Il est récessire de consultre le monde societre, d'avoir une bonne contralesance de l'histoire, du mobiller archéologique de la préhistoire à nos jours. Il faut également connaître le tonctionnement d'un musée. Il faut être capable de pravailler en équipe. DEUX INGÉNIEURS SUBDIVISIONNAIRES chergés d'opération, dens le cadre de le mise en cauve d'un périmètre d'O.P.A.M. (Opération programmée d'amélioration de l'habitat). Formation schnique bâtiment requise : compétences en urbanisme experéciées. Adresser candidature avec c.w. à Monsieur le Maire 2, nue de la Commonde-Peris 93308 Aubervillere Caden.

Ecrire à M. le Maire Hôtel de Ville 77505 Challes Cades Tét.: 84-72-84-84.

Ville moyenne (32 000 ha) 1 hours nord de Paris RESPONSABLE D'UN SERVICE SOCIAL

MÉDIATHÈQUE Las missions seront de :
Feire de la Médistrièque des
Muraetos un pôle d'aritmation cotturelle avec comme outilis le liève, la vidéo et le ton.
Coordonner les actions avec celles des autres secteurs du service ispectacles, animatione, école de musique...).
Ce professionnel aura l'expérience de l'action culturalle, de la diffusion du l'ave, de la cité de lon de l'action culturalle, de la diffusion du l'ave, de la cité de contacts humains et l'expérience de l'animation et de le gestion.

SON RESPONSABLE DU SECTEUR

ARTS PLASTIQUES

Les missions seront de : Créer et diriger un septent, Arts Plastiques reyconant, dynamique, syant des objec-tits de qualité, de modernité et de formation culturale. Le candidat sura l'expé-rience de l'action et de l'organisation de manifesta-tions culturalles.

SON ASSISTANT A LA PROMOTION DO SERVICE AFFAIRES COLTURELLES

Ses missions seront de :
Concavoir et maîtriser l'ensemble des moyers de promotion des secteurs du sarvice.
Le condider sura des epsitudes commerciales et serie chargé de vendre les produits culturels de la ville.
Toute candidature (C.V., photo, lettre) sera adressée à M. Le Maire, consoliter général des Yvelines.
Housi de Ville,
78 135 Les Murester.

MAPORTANTE SOCIÉTÉ EXPERTISE COMPTABLE Centre Ouest recherche DIRECTEUR SERVICE JURIDIQUE

(400 sociétés)
License droit
Mohrise droit des affein
ant d'expérience con
juridique ou fiduciaire
Ecrire sous re 8138
Le Monde Póblicité
5, rue de Monttestay
75007 PARIS

« DIALOGUE » MAGAZINE MENSUEL DE LA MUNICIPALITÉ DE SEVRAN JOURNALISTE

xpérience et carte resse appréciées, Ecri-Monsieur le Maire, rus Roger-le-Maner, 93270 SEVRAN,

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE - YVELINES RESPONSABLE

DES RESSOURCES HUMAINES sera chargé notamment de gestion de la formation rofessionnelle continus et du sulvi des carrières.

Formation supérieure exigée Expérience professionnell souhaitée.

Merci d'envoyer lettre man., CV + photo et prét. à C.C.L. 21, evenue de Paris, 78021 VERSAILLES Cedes

INGÉNIEURS BAG + 5 Débutant ou 1ª exp. SYSTÈMES

> RÉSEAUX SNA HETEROGENE

SUPPORT CAO MECA-ELECTRO SUPPORT CAO

ADMINISTRATION BASES DE DONNÉES RVICE, DÉVELOPPEME

79/50, iv. Charles de Gazile Tour Galiféni 1 93174 BAGNOLET CEDEX Tél. : 43-50-13-54 Lycée privé sous contrat d'association

HYPERFRÉQUENCE

aud de la France AGRÉGÉ (E) DE MATHS et AGREGE (E) DE SCIENCES PHYSIQUES

chargé d'animer l'ensemble des structures sociales d'une municipatité signatuire d'un contrat Etat/ville : (CCAS, foyer de jeunes travailleurs, résidence de personnes égées, camtre de soine, télé-eleme, crèches, etc.), Niveau requis : maîtrise de droit privé ou public. Cualités : expérience d'une activité sociale similaire, capacité d'organisation, de communication st d'encadrement. Salaire brut : 12 000 F x 13 mois. Logement de fonction. D'ÉTABLISSEMENT GRAND HERDOMADAIR FRANÇAIS cherche

Envoyer c.v. + lettre menuscrite + photo menuscrite + photo eous réf. 8010 à : Le Pil Communication 25, rue du Louvre 75001 Parts.

DIACONAT DE MULHOUSE Etablissement de soins de 210 lits — 330 salariés por 2 to its - 300 samme comprenent chinupie, materinti, méde-cine, service de résmination chirupicale et cordiologique, radiologie et laboratoire intégrés recherche en vue de remplacer direc-teur pertent à la retraite

son futur DIRECTEUR Tampárament de chei d'entreprise; les cher d'entreprise; e solide supérience de direction et de gastion; e priorité aera donné à un cendidat posaédant expérience hospitalière.

ENCYCLOPAEDIA

recherone
COLLABORATEURS (TRICES)
Bon nivesu de culture
générale pour poste
à caractère commercial
(pas de porte-à-porte).
Formation assurés;
réchunération très motivante comportent un

rapide pour candidat valeur. Tél.: 47-54-99-67. QUOTIDIEN SECRÉTAIRE RÉDACTION

confirmé, consuissant ceale PAO, cuiture généri riv. c.v., photo, presi bo Rédactaur en chef, ECHO RÉPUBLICAIN, 37, rue de Chatseudun, 28004 Chartree Cades, Cabinet Méthodes Sestion et Simulation

dens le cadre de son développen Un(e) jeune diplômé(e) DUT Gestion, Sc. Eco.

resaf(e) per la fonctio de formateur(trice). réquents déplacements Cours ATELIERS

Env. c.v. et prétentions à : Marie-Christine DELAPOSSE M.G.S. 6 bis, rue Plarre-Brossol 94130 Nogent-sur-Me Groupe international
de premier plan recherc
pour société d'assuranc
de taille moyenna
en forte expansion
située à PARIS (5°)

RESPONSABLE Stages DE SERVICE

Pantachá à la Direction, le candidar retenu aura pour triche de diriger le acruica a Accidents a de la Société. il devra mattre en place une nouvelle organisation basés sur des stations de travail informatisées très performantes. Il devra également être en contact avec les courtiers et assurés de la société et prendre en charge la gestion d'un réseau d'experts. MAS PROVENÇAL Tout cit, 13 ch., 2 dortok grande salle pour réunior pisoine. Fossibilité d'hébergement 40 personne Jacques FOREST Tél. i (1) 43-30-20-81.

Ce poete évolutif conviendrait à un jourse plâné de l'emergneme aupérieur justifient d'une expérience de 2 à 6 ans. ventes de 8 à 11 CV VENDS cause double emplo on Organisateur, syant goût des responsabilités

GOLF GTI 16 S Envoyer c.v. + photo sous nº 8134 le Monde Publicité, Modèle 88, couleur gris inthracite, toit ouvrant, items Scron. 73 000 km. 3 CV. Garantie 16 mois VAG. Parlait état. Tél.: 43-76-31-00. rue de Monttessuy 75007 PARIS. Lycés et collège ert. vd GOLF 16 S. 90,

p., point, métal, toit ouvr., rect. sesist., garande VAG 3 ans, 18 000 km. Px 98 000 F. Tél. burz 64-40-22-42, dom. soir 64-40-25-97 **PROFESSEUR** CHENCES NATURALLE 7emps complet. Tél.; 43-74-79-52 d'ergence pour R.V. m-Mandé, Val-de-Ma Vend R 18 TXE 5 P. svril 89, 30 000 km, reuge, janua aju, Prix; 68 000 F Tál.; 60-02-94-44 Spécialiste de ormation d'entrepris

VANETTE COACH NISSA CHEF de PUBLICITÉ
CONFIRMÉ
CONFIRMÉ
CONFIRMÉ
Entre à ETEX
192, rue Legendre, Paris 17
Tél.: 64-45-38-09

J.F. 27 ans. BTS secrétariet buresutique. 2 ans exp.. cherche poete motivant, aimenit investre con dynamisme et son professionnalisme dens poete à responsabilités motivant. Mafirise TTX (World 4, Textor). Disponible repidement. Queste pronositique and propositique de la constitue de la Lyoše et collège cetholiqu Sud-ouest, 2 000 élèves s/contrat, internat, cherche rentrés septembre 1991

toutes proposition

sérieuses. Tél. : 47-38-58-33.

RESPONSABLE

COMPTA-FINANCE

Expert-comptable specialist an audit consolidation integration fiscale charake mission

poncaseles. Tél.: 30-40-94-83 sp. 18 h.

1 800 000 F. 47-05-24-

original 2 P. tt oft, o pains, mezzanine, poutre

cherpents apparentes, pi soleil, charme, prestation de qualité, 1 300 000 F Tél. : 42-26-16-51

8° arrdt

SAINT-AUGUSTIN

LUXUEUX, IMPECC. PPTARE 45-02-13-43

10° arrdt

13º arrdt

PANTHÉON

5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

SON CHEF

JOURNALISTE CONFIRME

yent une très bonne plum it une solide culture histori une, ement les traditions e pouvent partir en reportage, invoyer curriculum vita-lus photocopies d'article déjà perus au journal. Ecrire sous réf. 8131 su Monde Publiché 5, rue de Montressuy, 75007 Paris.

UN CADRE

TECHNICO-

capitaux

GROUPE SCETA recherche pour sa division sménagement - parkings conception, finencement, onstruction et exploitatio de parkings publics.

COMMERCIAL

Responsable promotic du développement. Ecole de commerce, ngénieur ou équivalent Débutant ou 1 à 2 années d'axpérience. Env. c.v., jettre manuscr. e photo à : M. le Président, Maison du Disconst, BP 2417 — 19, rue d'Alsace, 68067 MULHOUSE CEDEX.

Envoyer c.v. + photo h : SCETA PARC 7, rue Pablo-Neruda 92532 Levallois-Parret Cedex. UNIVERSALIS

vante comportent un minimum geranti ; Evolution de carrière

propositions commerciales Important marché sve

L'AGENDA Conférences

Gi l'art vous intéresse l'Association PALETTE vous propose des conférences et des visites-conférences et des visites-conférences Pour tous renseignements appelez le 42-71-52-87 ou le 45-54-28-88.

Seriture et chor égraphi pour adultes. Paris 5° UNE FOIS PAR MOIS. Tél. : 30-58-89-51. **COURS D'ARABE**

automobiles

JOURNÉE, SOIR, SAMEOL AFAC 42-72-20-88 COURS D'ALLEMAND Groupes, individuels. Tel.: 45-40-86-65.

Part. à part. vand 2 appts 35 m² et 65 m². 700 000 1 et 1 400 000 F. Quartier en courts de rénovation. Visites sur place le 14-11, da 15 h à 17 h 30. de 15 h à 17 h 30. 12, rue du Moulinet, 13°. 45-88-74-63. **A LOUER**

17° arrdt 2 P. tt cft, 2° ét. imm. bri-ques, M° La Fourche, 740 000 F libre date 3 ans. F. CRUZ 42-66-19-00

19º arrdt PROX. B.-CHAUMONT « LES PRINCES »

LYON PART-DIEU. 80 m². 100 m². 108 m². F3 ou F4 specieux. Calme. Est-ousst. Grandes bales, standing. 5 min à pied gare, mêtre, bus. Prox. grandes suss sur-oroutiers. Prox. petits commerces, cerum commercial Part-Dieu, lycées, maternelles. Chauffage au gez individuel, charges réduites. Parking ou gearge en ss-sol. Equipament à la demande. Tél.: 78-29-58-95. Résidence grand standing. Construction récente. Studios, 2, 3, 4, 5 P. Park. Libres de suits ou loués avec baux expirant des 1891. Sur place tous les jours. (dimenche inclus). 10 h 30-13 h et 14 h 30-19 l

95- Val-d'Oise 3 p., PASSY, 85 m², 11 ch, 1 m, 8 500 F c.c. Tél. : 42-33-07-94 pu 19-49-89-201-5-991. A vendre à ENGHIEN dans immeuble de standing Grand studio 47 m² tout confort. Grande cuisine + beloon 11 m² + cave. A 100 m du lac. 570 000 F. Téi. ; 34-15-02-92.

propriétes VD CAUSE DIVORCE DORDIVES (45) magnit, propr. Entrée +
mezzanine. Salon 46 m², a6,
bux. 6 chbres, 2 b., cave,
Maison d'amis avec ger. Sur
4 000 m² CLOS ARBORE,
VUE MERFERNABLE.
A SAISR. 1 500 000 F.
ACTF IMMO ENROPESN,
16-38-85-89-62 - 24 h/24,

J.H. TRENTAINE formation
DECS 7 ans Audit, methode,
restructuration analyse
financière dens filiale
aénégalaise multinationale
étudierait toutas propositions. Mobilité accaptée.
Edire sous réf. : \$126 au
Monde PubSciré
f, rue de Montressuy
75007 Paris. AGENT D'ACCUEIL LIBRE Secrétaire de direction, 30 s., exp. de l'organisation événementielle, rech. emplo secteur tourisme, communi-cation, ref. publiques. Tél.: 47-81-99-49 sp. 20 h.

••• Le Monde • Mercredi 14 novembre 1990 37

DEMANDES D'EMPLOIS

> emploi dans organism de formation. Ecrira sous nº 8135 Le Monde Publicité 5, rue de Monttesauy 75007 Peris.

Momme 45 ans bilingue français/esp. Lleanes pub. Exp. TV. Traduct. e enseign. (crof. de trançais su Mexique) cherche posts stable. Estile toutes propositions. Ecrire sous le re 6054 La Monde Publiché 5. ne de Montressur J.F. médecin et historienne bilingue allemend cherche poste à temps plein dens/pès ville universitaire. Ecrire sous nº 8130 Le Monde Publiché 5, rue de Montassuy 75007 Paris.

18 ans of exp. on P.M.E. et on multinat., spécial. on rodress. de situet. d'ffic.; represd ti serv. adminis. ou compts à organis. ou à meutre an place. Ecrire aous n° 8126 Le Monda Publiché 5, rus de Montreasuy 75007 Peris. INGÉNIEUR
Génie d'vil, informatique, celcul de structures, cuthaite traveil d'équil; dens bureau d'études. Earire sous réf. 8113, LE MONDE PUBLICITE E, rue de Montesauy 75007 PARIS. Homme 31 ans. Directeur commercial. No. maîtrise d'économie. Aptitude à motive, ch. à donner nouvelle inquision à se cerrière. Entre s/réf. M/11 à :
HYPEROLE
2, bd de Magerte,
75010 Paris, qui transm.

J.H. 24 ans format, sup. de commerce internat., periet trilingue sil./angl., 3 ans exp. prof. à l'étranger. Mobile et motivé per les contacts internationaux. Très intéressé per travail d'équipe et création d'entre-prise. Etermine toutes propositions, privilègle sectaur burisme et pommerce internat. pommerce internet. Libre de suite. 78-89-45-84- sp. 18 h. J.F., 28 ans, bec + 5, réali-sation vidéo, dynamique et créative, ch. un posta dens la communication audiovis.

JOURNALISTE RÉDACTRICE Solide expérience Etudie toutes propositions Ecrine sous réf. 8137 au Monde Publicité soade experence
presse et pub,
Assure journal d'entreprise
et tous textes pub
(annonces, maillings,
dossiers, etc.)
Etud. soutes offres.
Tél.: 43-45-76-09. 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.F. 24 a., juriste spécialisée propriété, littéraire, artistique industriel et droit communeu taire, recherche emploi. Tél. : (16) 82-33-11-94 J.F. trilingus, diplômés de l'ENC, BTS de commerce international. DEUS de langues étrangères appliquées su commerce, deux diplômes d'études européannes, cherche emploi Paris ou région parisemne. Disponible immédiatament. Tel.: 60-20-16-28 J.F., 23 one, maltrise co merce intern., triling angleis-allemend, format inglais-allemend, formation oform, at gestion, rech tosta gestion import-accord de préfér, 48-89-98-92. Jeune fille, 25 ans, copérience des entents charche emploi dès 1= svril dans une famille

Jrene Uhy Seattenstr. 34 CH-8051 Zürich 1941/1/321-16-08.

Diplômée, anglaise, bilingue, avec expérisnos en édition et enseignement, ch. amploi à Paris, c.v. et références sur demande. Bolte postale.

Chercheur histoire avec formetion scientifique, inque maternelle expegn Ecrire sous réf. 8136 le Monde Publicité 5, rue de Monttessu 75007 PARIS.

bureaux

GROUPE ASPAC

1- RÉSEAU NATIONAL DE CENTRE D'AFFAIRES Propose : buresus équiof

et services personnelisés. ÉTOILE 16: 47-23-61-51 GRENELIE 16: 47-23-61-58 ST-LAZARE 8: 42-93-50-54 LAFAYETTE 9: 47-23-61-61 BOULOGNE 92: 48-20-22-25 VERSANLES 78: 30-21-49-49

+ 25 centres en Francs. Prix compét., délais rapidas Depuis 1978 à votre service Intos Minitel 3816 ASPAC.

A PARTIR DE 50 F HT/mois Voire ADRESSE COMMERCIALE Paris 1+, 3+, 9+, 12+, 15+, 17+ LOCATION DE SUREAUX INTERDOM, 43-40-31-45.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A L'ÉTOILE

16- CHAMPS-ÉLYSÉES OU AVENUE VICTOR-HUGO Burx, secrét., tél., téles, tex. Domési, : 170 à 390 F/M. CIDES 47-23-84-21

DOMICILIATIONS

Locations

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements appartements ventes

achats YOUS DÉSIREZ YENDRE 5° arrdt un immeuble, une boutique un appertament. RUE MOUFFETARD. 50 m environ + mezzenines, gri nier, Amenagement charm 3° 6c. u/les tolts. imm. 17

IMMO MARCADET

propose : bursus aquipes at salies de réunicos, domiciliations, SIEGES SOCIAUX, déresches, tornalide et CREATION immédiates de the entreprises. Fax, permanence téléphon, escoté. TTX, imprimerie et secotés permanical. RECH. 2 à 4 PCES PARIS. Préférence rive geuche avec ou sens traveux, palement comptent chez notains. 48-73-48-07 même soir. **EMBASSY SERVICE**

rach. pour CLIENTS ETRANGERS APPARTS à PARIS de 200 à 450 m². 40 000 F à 90 000 F is m². **EMBASSY BROKER**

rech. pour RVESTISSEURS ETRANGERS et INSTITU-TIONNELS IMMEUBLES en totalité Paris-province commerciaux et habitations. $240 \text{ m}^2 + \text{STUDIO}$

TÉL : (1) 45-62-16-40 Près HOPITAL ST-LOUIS ge studio av. loggia, excellent pisn, t1 cft, 3°, sac. 660 000 F, 47-05-24-10

locations non meublées demandes

EMBASSY SERVICE B. av. de Messine, 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES OU MEUBLES HOTELS PARTIC. PARIS et

Province

Paris

RESIDENCE CITY

URGENT rach, pour diri-geants étrangers d'impor-tents groupes angle-saxona LUXUEUX APPTS MEU-BLÉS, DURÉE 1 à 2 ANS LOYERS GARANTIS

Tél. : (1) 45-27-12-19

SARI. — RC — RM
Constitution de sociétés.
Démarches et tous service
Permanences tiléphonique
43-55-17-50. LYON PART-DIEU, 140 m² + 80 m² éventuels an mazzanine. 5 minutes gare à pied, navette séroport, prox. grands exes autoroutiers, est-buest, grandes baies, immeuble standing, local aménagé et division à la demande, pose, parking. locations meublées offres :

demande, poss. parkin env. 750 F is m². Tel.: 78-60-50-54. CHATELET. Standing. ndépendent dens un hôtel particulier. 200 m² sur 3 nivesus. 4.20 m hauteur sous plafond. Bail neuf. Tél.: 45-08-12-70. DOMICHIATION 6* BUREAUX, TELEX, TELECOPIE.

AGECO 42-94-95-28. locaux | commerciaux

Locations

A LOUER MAGASIN 5 VITRINES meublées faisant angle, 200 m² Av. Parmantier, Paris 11*. Tél.: 47-36-56-33 à partir de 19 h 30. demandes ≅viagers™

250 000 + 3 050 F/mois 2 P. tt cft + box appt. 6*. asc. M° Télégraphe, occupé tres 69 ans. CRUZ, 8, r. Le Boétie, 42-86-19-00. Libre Versellles (St-Louis) imm. ancien gd 3 P., 87 m², tt cft, calme, couple 69/70 s. 800 000 F + 16 000 F/mois. CRUZ 42-86-19-00

- 12, Torongo, 190 tax: ; Senigel, 375 F CFA; Suide, 14 KPS; Suizea, 1,70 FS; USA (MY), 2\$; USA (MY), 2\$; USA (MY), 2\$;

la liaison permanente entre

1

d'Alès

Continue: -ARCHITECTE ET CONCEPTEUR DE SYSTEMES D'INFORMATION, CHEF DE PROJET, COGNITICIEN, INGÉNIEUR DEVELOPPEMENT

professionnelle. Sélection entre le 28/11/90 et le 15/12/90.

Remarignements: SYSTEMIA - Domoine St-Hicke. Pichaury, Les Milles. 13290 Abren-Provence - Tel (16) 42 24 24 84

Tere session : en cours - 2ême session : 7 janvier 91

Possibilités de bourses d'études

LA SOUCHE A la demande de la Délégation à la Formation Professionnelle LE.D.E.P. L'ÉDUCATION PERMANENTE

INSTITUT D'ÉTUDE ET DE DÉVELOPPEMENT POUR

ATELIERS DE PERFECTIONNEMENT STRATÉGIES PÉDAGOGIQUES MULTIMEDIAS

Public concerné : Formateurs indépendants d'organismes ou d'entreprises. Objectif: Acquérir une culture théorique et pratique des formations multimédias. Établir une stratégie pédagogique en combinent les possibilités des différents supports. Concevoir et fabriquer des documents (Vidéo, P.A.O., etc.).

20 jours de décembre 90 à décembre 91, 2 jours par mois (début 17-18/12/90). programme disponible à l'LEO.E.P. Inscriptions : LED.E.P., place de LA SOUCHE, 91310 MONTLHÉRY, Tél. : 89 01 72 50 Coût : 2 000 F net. (Réductions pour les demandeurs d'emploi).

Ecole des Mines

A AIX-EN-PROVENCE

Un an de formation de hout niveau (6 mois de cours, 6 mois de stage) oux nouvelles technologies de l'informatique

Candidate : diplômés des Grandes Ecoles - Bac + 5, codres en activité - Bac + 4 + expérience

PARIS, 13 novembre 1

Poursuite du redressement

POLITSUITE OU POUTESSEMENT
Le rechessement amorch timidement vendred (+ 0,18 %), puis très
concrètement lors de la première
séance de la semsime (+ 1,56 %),
s'est poursuivi mand main des les
premiers échenges. L'action CAC 40
après avoir curvert sur une note poeltive (+ 1,18 %) evoisineix les 1,9 %
très rapidement. Toutefois, en début
d'après-mid, le baromètre de la piace
pensienne revensit à + 1,13 %.
Avent l'auverture de Wall Stress I se
menteneix à + 1,05 %. Or, c'est le
reffermissement spectaculaire de la

souscription Surotumel, de l'Audi-liaire d'entreprise et de Cérus, Après la fusion de la Lyonnaise des aaux et de Dunez, deux valeurs entrant dans le calcul de l'indice CAC 40, le concel scientifique chargé de la com-

TOKYO, 13 novembre

∉ Banzai! »

A se façon, le Kabuto-cho a salué mardi la montés sur le trône d'Akihito, 125 empereur du Japon. « Banzal I » (longue vie) marmonnaient les professionnels impavides sur le parquet. Au lendemain d'un week-end de trois jours, cet accueil respectueux au nouveau dieu vivant s'est traduit per une vigoureuse reprise. Déjà à mi-séence, l'indice Nikkai enregistrat une avence de 773,04 points (+ 3,4 %). A la cibrure, il s'établissait à 23 973,67 avec un gain de 1 041,87 points, soit une hausse de 4,54 %, la hultième plus forte de toute l'histoire de la Bourse tokyote.

Les investisseurs ont égale-ment été sensibles à la baisse des prix du pétrole. Et après quatre séances consécutives de baisse, le facteur technique à lui aussi

Cours du 13 nov.

Le marché pétrolier commence à être affecté par la surproduction

sur le marché new-yorkais, où ils ont terminé en recul de plus de 2 dollars par baril en raison notamment de l'apparente moindre tension dans le Golfe. Le baril de brut de référence aux Etats-Unis (light sweet crude) pour livraison la plus rapprochée en décembre a clôturé en baisse de 2,02 dollars à 31,87 dollars. Ven-dredi soir 9 novembre en clôture, il avait déjà cédé 1,64 dollar (à 33,89 dollars). Selon les observateurs, une certaine surproduction de brut se fait

Les pays de l'OPEP ont plus que compensé les productions irakienne

Les cours du pétrole brut ont et kowestienne gelées par l'embargo, continué à chuter lundi 12 novembre alors que la consommation a sensiblement baissé du fait de la flambée des prix et du ralentissement économique mondial. Depuis trois mois, l'OPEP a augmenté sa production de 4,2 millions de barils/jour, soit 14 % de plus que la production sous embargo. En octobre, la production des pays membres de l'OPEP a frôlé 23 millions de barils/jour alors que l'organisation, fin juillet, s'était fixé un quota de 22,5. Quelque 60 millions de barils sont stockés ou bloqués en mer en

Le dollar au plus bas la livre attaquée

Le dollar a battu à nouveau ses gros en octobre, hors pétrole et pro-cords de baisse vis-à-vis du duits alimentaires. records de baisse vis-à-vis du mark, tombant à 1,4788 DM contre 1,48 DM la semaine dernière. A Paris, il a glissé à 4,9720 francs contre 5 francs à la veille du week-end, mais se maintient vis-à-vis de la devise japonaise, aux environs de 129 yens.

A New-York, on attend une nouvelle diminution des taux d'intérêt. que la Réserve fédérale pourrait décider après le succès de l'émission trimestrielle d'emprunts du Trésor et l'annonce d'une stabilité des prix de

13 Fusion prochaine de deux grandes banques japonaises. - Deux grandes banques japonaises, la Kyowa Bank

et la Saitama Bank, ont annoncé mardi 13 novembre qu'elles allaient fusionner pour former le neuvième établissement du pays, avec 33 000 milliards de yens (environ 1 300 milliards de francs) d'actifs. La fission prendra effet le 1º avril prochain. La Saitama Bank, dont le libra et l'actifs de Tolore siège est à Urawa (nord de Tokyo), est la douzième banque japonaise avec 16 700 milliards de yens d'ac-tifs (650 milliards de francs), tandis rifs (650 milliards de francs), tandis que la Kyowa Bank, de Tokyo, est classée treizième, avec 16 500 milliards de yens (645 milliards de francs). Cette fusion, si elle est menée à son terme, sera la première entre deux grandes banques nippones depuis celle, l'an dernier, de Mitsui Bank et Taiyo-Kobe Bank. Ces dernières avaient formé le second établissement du pays et du monde avec 63 000 milliards de yens (2 460 milliards de francs) d'actifs.

□ La Moudiale s'oppose à l'aug-mentation de capital du Comptoir des eutrepreneurs. — M. Jean-Jacques Piette, président du Comptoir des eneurs (CDE), a déclaré, lundi 12 novembre, au cours d'une conférence de presse, que la compa-gnie d'assurances La Mondiale, qui

La livre sterling a ser chi, revenant à 2,9060 DM, bien en-dessous de son cours pivot de 2,95 DM et à 9,77 francs. Le recut est attribué à la rumeur d'une baisse des taux d'intérêt britanniques, alimentée par l'annonce d'une diminution de I,1 % des ventes au détail en octobre et d'une augmentation de 0,4 % «seu-lement» des prix de gros, signes avant-coureurs, estime-t-on, d'un ralentissement de l'économie et de

détient 30,66 % du capital du Comptoir des entrepreneurs, menace de «bloquer» en assemblée générale la prochaine augmentation de capital. Selon M. Piette, La Mondiale craint d'être diluée au cours de cette opération qui doit rapporter 244 millions de francs et permettre au CDE de se réorienter vers de nouvelles activités.

D La distribution en Allemagne: Asko acquiert 90 % de Co-op. -Asko Deutsche Kaufhaus AG, géant allemand de la distribution, a annoncé lundi 12 novembre qu'il reprenait 90 % du groupe Co-op, rachetant ainsi les participations contrôlées par la DG Bank (Deutsche Genossenschaftsbank) et la BIG (Bank für Gemeinwirtschaft, du groupe Aachener und Muenchener). Cette reprise devra cependant être soumise à l'avis de l'office ouest-allemand des cartels. Après différentes opérations de cession (120 magasins berlinois à une coonérative est-allemande les Plaza au groupe Promodès, 400 magasins au groupe coopératif ouest-allemand Rewe...), le groupe Co-op «amaigri » pèse environ 4 milliards de DM (14 milliards de francs) de chiffre d'affaires contre près de 12 milliards précédemment.

Les événements locaux sont souvent de taille à faire bouger le monde



Premier rendez-vous samedi 17 povembre (numéro daté dimanche 18-lundi 19)



NEW-YORK, 12 novembra T

Au-dessus des 2 500 points All-dessus des 2 500 points
Début de semaine en fanfare à
Wall Street. Sur sa lancée du vendradi précédant, la Boursa de
New-York a refranchi la barre des
2 500 points à l'indice DowJones et à la côture, son fameur
thermomètre inscrivent un niveeu
de température jamais revu
depuis quelques semaines,
2 540,34 (+ 51,73 points), soit
2,08 % de hausse. Le bilen de la
séance a été excellent. Sur
1 968 valeurs traitées, 1 154 ont
progressé, 381 ont balssé et 433
n'ont pas varié.

Au lieu de déprimer le marché.

n'ont pas varié.

Au lieu de déprimer le marché, les signes persistants d'effaiblissement économique encourage les opérateurs à reprendre des positions dans l'espoir, pour quelques-uns un peu vain, d'un abaissement des taux d'intérêt en vue d'éviter une vraie récassion. Selon certaines rumeurs, le Réserve lédérale pourrait assoupiur sa politique de crédit dès ce mardi. Mais la baisse des prix du pétrole sur la marché libre, en leison avec l'éfoignement momenson avec l'éfoignement momenson. petrole sur la marcare latre, en lan-son avec l'éloignement momen-lané du danger de guerre dans le golfe Persique, a eu également un effet stimulent sur la demande, L'activité s'est encore scarue et 161,39 millions de titres ont changé de mains contre 145,16 millions la valle.

VALEURS	Chars do	Coers du 12 novembre
Alcoe	50 1/2	62 1/4
ATT	47/8	33 7/8 1 45 3/4
Dage Markettan Back	103/9	11 20
In Pont de Namouts		35 1/8
Codet	40 3/4	41 1/2
E000	50 1/2	90 1/4
Ford	27 1/2	28 1/2
General Electric	37 1/2	55 3/8 38 3/4
Goodyeer	13 15	30.00
Bit	110 14	113
Mobil Oi	463/4	47 1/8
Mobil Oi	59 3/4	59 3/8
Mar	78 1/4	77.70
Schlamberger	58 34	58 3/4
Teraco	S\$ 7/8 95 5/8	58 7/6 100 1/4
Lines Carbon	15 344	16
EX.	315/8	313/4
Westinghouse	27 1/8	28
Keeter Corp.	3) 2/4	3334

LONDRES, 12 novembre

Petite hausse Les cours des valeurs ont ter-miné en progrès lundi au Stock Exchange, soutenus per les

miné en progrès iundi au Stock Exchange, soutenus per les gains réalisés à l'ouverture de Wall Street et par un relâchement apparent de la tension dans le Golfe. L'indice Footsia des cent grandes valeurs a gegné 11,3 points, à 2 051,9, soit une hausse de 0,55 % par rapport à le clôture de la séance précédente, sur un marché qui s'ast montré plus actif qu'à l'accoutumée, 478,3 millions de titres ayant été échangés contre 368,7 millions de livres. L'annonce d'une balsse de 1,1 % des ventes de détail en octobre a confirmé les craintes de récession des opérateurs et provoqué un affaiblissement de la livre, éloignant tout espoir d'une réduction prochaîme des teux d'intérêt. Les fonds d'Etat ont terminé partagés, affectés par la repli du sterling.

FAITS ET RÉSULTATS

des ventes. — Le groupe français Moulinex (petit électroménager) a réalisé au cours des neuf premiers mois de l'année au chiffre d'affaires consolidé de 3,79 milliards de francs, en hausse de 15,2 % sur son niveau de la même période de 1989. Le périmètre de consolidation est identique à partir de septembre 1989, intégrant les nouvelles filiales britannique Swan et italienne Girmi. Le chiffre d'affaires de la maison mère Moulinex SA s'est étable no baisse de 1,3 %, à 2,78 milliards de francs.

à 2.78 milliards de francs.

O Paribas prend 25 % de bolding espaguol Arana Maderas. La Compagnie financière de Paribas a pris une participation de 25 % dans la société holding Arana Maderas (Espagne), qui a pour vocation des prises de participations majoritaires dans le secteur agro-alimentaire. Cet investissement confirme la volonté de Paribas d'internationaliser son portefeuille industriel », indique la compagnie de la rue d'Antin. Cette acquisition intervient après la prise de participation dans la société aéronautique Ceseisa et la société aéronautique Cesetra et la prise de contrôle du laboratoire pharmaceutique Cepa

pharmaceutique Cepa

G SAE: OCISA a porté sa participation à 5 %. — Le groupe espagnol de BTP OCISA a porté comme prévu à 5 % sa participation dans la Société auxiliaire d'entrepriaes (SAE). OCISA possédait depuis le printemps demier un peu moins de 2.5 % du capital, et s'était engagé à augmenter sa participation dans les proportions réalisées. Le président de la SAE avait annonce, fix noût, qu'il avait réussi à verrouiller le capital de la société en obtenant une minorité de blocage du capital et la majorité absolue des droits de vote, grâce à l'appui de la Société générale (5 %), de Paulocontrôle (5 %), du personnel et des

familles des anciens dirigeants (2,5 %), du Comptoir des ontrepreneurs (4 %), de la Société mutuelle d'assurances du BTP (4 %) et du groupe espagnol OCISA (2,5 % mainteaux portés à 5 %).

o Ameraham et Kodak s'asse cient dans les immunodiagnost nal a décidé de s'associer avec Eastman Kodak afin de développer le secteur des immunodiagnostiques et d'en devenir l'un des leaders mondiaux. Un accord a été signé, qui entraîne la création d'une nouvelle société, Amerilie Diagnostics, dans lequelle les deux firmes détiendront 50 % chacune. Kodak paiera 42 militions de livres (410 millions de firmes) à Amersham pour la moitié des parts de la nouvelle entité. Simultanément Amersham a annoncé une hausse de 18 % de son bénéfice semestriel net avant impôts à 7,2 millions de livres, par rapport à la même période de 1989.

période de 1989.

Ci Asahi rachète 17 % d'Eldera.

Asahi Brewerics, le Second brasseur japonais, a rachèté 17 % des actions du conglomérat australien Elders-LXL, portant sa part dans le capital à 19,9 %. Le montant total de l'acquisition - 590 millions de dollars - a été révisé à la baisse, puisque l'offre initiale d'Asahi en septembre se montait à 745 millions de dollars avant la chule des actions Elders obligeant le brasseur australien à renégocier la vente. Deux représentants d'Asahi entreront au conseil d'administration du groupe au plus tard le 29 novembre, tandis que M. John Elliott a été démis de ses fonctions de président d'Elders lundi 5 novembre et nommé vico-président. Il sera remplacé par M. Nobby Clark, aucien directeur de la National Australian Bank, la deuxième banque du pays.

Le Monde-RIL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Mardi 13 novembre M. Vincent Merle, consultant au cabiner Bernard Brimbes, sur les «pénuries de per-sonneis qualifiés », thème abordé

Mercredi 14 novembre M. Michel-Edouard Leclerc, coprésident des Centres Leclerc

PARIS:

Se	con	d ma	rché	(adjection)					
VALEURS	Cours préc.		VALEUR\$	Cours préc	Dernier cours				
Arrest Associes	390	390	DIA	318	321				
	105	- 1984	Idianose	122	1 = 4 1				
Appeal	186	166	UKS.	936	915				
			P/2	335	335				
BICM	840	840 -	LP.S.M.	117	120 -				
Boiron (Ly)	405 40	407		295					
Science & you	203	****	Loca investia	80	80				
Cibbles de Lyce	2980	3010	· Locumic	120 10	120				
CALGE (CCI)	239	960	Maga Conto						
Calberran	320	307,20 o	Moiss	180	529				
Cardi	427 20	427 20	Oliveri Logaber	590					
CEGEP	185	184 .	Presbourg	89 90	87 30				
CFP1	258	264	Publifilpsochi	294	279				
Cianets of Origina	421	410	Resi	690	670				
CNUM	819	800	Phone-Alp.Ecu Ly	318	-318				
Codernur	277	276 50	St.H. Medgnon	190	183 30				
Commen	278 50	281 .	Select Invest Ly)	93	86 50 o				
Conforme	791	792	Serbo	420	425				
Creeks	283	287	S.M.T. Gound	176	176 .				
Decembin	405	405	Soor	160 10	-in-				
Deknes	800	E90 '	Supra	110	106				
Demacky Worms Cla	540	E41	Therrandor H. (Lyl	235	233				
Descriptions on Giral	238	236 50	(Indog	169	168				
Deverlay	793	800	Union Fig. de Fr.	340	363 60				
Derile	415	410	Viel et Cle	110					
Orlens	185	177 60	Y. St-Lauriton Groups	897	880				
Editions Bulland	231	221 80 p							
Euron, Procession	. 385	380 10	,		1				
Pacer	130	125							
Frankoparis	162 50	162.50	LA BOURSE	CIID M	UNITE				
SF (group for I)	350 30	350	LA BOUNSE	SUK N	INTIEL				
Grand Livre	405	399		E TAI	257				
Gravourab.	185	185	76.1	E IAI					
Strings	635	935	-343	3	LOWDE				

Marché des options négociables le 12 nov. 1990 Nombre de contrats : 16 845

	min.	OPTIONS	D'ACHAT.	OPTIONS DE VENT	
VALEURS	PRIX	Déc. dernier	Mars dernier	Déc. demier	Mars demier
Bunygnes CGE EM-Aquitaine Emotummel SA-PLC Emo Dismeytand SC Haves Lufarge-Copyde Michalin Midil Periless Persod-Ricard Persod-Ricard Pengeot SA Radmo-Poulene CI Saint-Cobein Source Persier Société générale Source Pennen	490 560 720 44 90 562 340 78 1 000 480 1 000 520 180 440 1 200 389 289	18 2,50 9,64 8 7 12 4,50 13 27,50 17 3 78 23 26 9,59	6,59 35 2 - - - 11,59	24 100 9 45,50 16,10 7,50 - - 38 0,80 - - 5,50 2,80	11,59 50 70 4,59

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation Nombre de contrats : 33 888

COURS	ECHEANCES					
	Décembre !	00 Ma	ex 91	Juin 91		
Dender Pricilest	98,86 97,82		77.98 17.74	97,5 0 97,64		
	Options	sur notions	iol .			
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE		
	Déc. 90	Mars 91	Déc. 90	· Mars 91		
98	0,58	1,47	0,49	1,48		

INDICES

CHANGES Dollar : 4,9720 F ↓

DOBAT: 4,31/20 F

Le dollar s'inserivait de nouveau
en baisse mardi 13 novembre,
après être tombé la veille à un
nouveau plus bas niveau historique contre le mark. A Paris, la
monnaie américaine s'échangeait
à 4,9720 F contre 4,9750 F lundi
à la cotation officielle. La livre
sterling restait également très fàible, cotant 9,7650 F contre
9,7720 F la veille au fixing.

EPANCEORT 12 avec 13 nouveau FRANCFORT 12 agv. 13 agv.

Dollar (en DM) ... 1,4793 1,4788 TOKYO 12 nov. 13 nov. Dollar (ca yeas)... Clos 128,77 MARCHÉ MONÉTAIRE

BOURSES PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

9 nov. 12 nov. 73.60 Valeurs étrangères . 76,40 (SBF, base 100: 31-12-81) ladice général CAC 419,80 420,26 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 1 572,83 1 597,34

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 9 nov. 12 nov. 2 488,61 2 540,35 LONDRES (Indice e Financial Times ») 9 nov. 12 nov. 1 582,60 1 589,79 166 163,59 80,20 80,26 TOKYO Nikkei Dow loses . 22 931,80 23 973,67 Indice général ____ 1 707,40 1 773,62

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COOKE Off TOOM		UNI	MOES .	DEL	K MORE	SIX MOSS		
	+ less	+ jung	Rep.+	ou dip	Rep. +	mdip	Rep.+	an disp	
\$ EU \$ can Yes (160)	4,9625 4,2578 3,8454	4,9645 4,2632 3,8484	+ 82 - 90 + 52	+ 92 - 64 + 68	+ 147 - 172 + 90	+ 167 - 127 + 117	+ 500 - 364 + 279	+ 560 - 283 + 344	
DM Floria FB (100) FS L (1 000)	3,3594 2,9787 16,2919 3,9732 4,4627 9,7612	3,3623 2,9817 16,3091 3,9780 4,4685 9,7701	+ 35 + 30 + 109 + 53 - 86 - 376	+ 51 + 44 + 232 + 71 - 38 - 326	+ 47 + 49 + 161 + 86 - 138 - 637	+ 72 + 73 + 388 + 115 - 61 - 568	+ 133 + 138 + 541 + 282 - 298 - 1407	+ 196 + 196 + 1984 + 355 - 167 - 1248	

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E-U Yen DM Flarin F.B.(188) F.S.	-7 34 7 34 8 14 8 38 7 716	1 1/4 1 1/2 1 5/4 7 11/16	3 14 8 3 34 8 8 13/16 9 8 17/16 4	3/16	\$ 1/8 \$ 7/16 \$ 7/8 8 3/4 9 1/8 \$ 1/2	7 15/16 8 5/16 8 15/16 8 13/16 9 1/4 3 5/16	8 1/16 8 7/16 9 1/16 8 15/16 9 1/2 8 7/16
[[1 005]	14 3/16 9 578	13 14 7/16 5 7/8	11 3/8 11 14 1/8 14 9 3/4 -9	778 11 114 114 13 7/8 778 9 15/16	11 3/4 14 10 1/16	13 3/16 10 1/16	11 1/2 13 5/16 18 3/16

--



Le Monde • Mercredi 14 novembre 1990 35

MARCHÉS FINANCIERS

`				
· ·	BOURSE DU 13 NOVEMBRE			Cours relevés à 14 h 30
	Company VALEURS Cours Cours Demier % +	èglement mens	suel Caragean VALEN	BS Cours Premier Dernier % cours +-
		Lugrand OF 1810 1815 1816	+ 0.28 1670 S.A.T. 1582 1584 1555 - 1.71 137 Electrolars. 1584 1590 158 - 1.71 137 Electrolars. 1589 158	21 80 21 80 54 55 56 60 82 119 30 120 120 120 120 120 120 120 120 120 12
	COMPTANT (e-6lection)		SICAV (sélection)	12/11
	VALEURS du nous. compon VALEURS Préc. cours VALEURS préc.	VALEURS Cotars Demiler prile. cotars	VALEURS Freis Incl. net VALEURS Freis Incl. net	VALEURS Emission Rachat
	Obligations Collect 910 850 Métal Diployd 540 621 125 120 125 120 125 120 125 120 125 120 125 120 125 120 125 120 125 120 125 12	Etrangères	Acollon 35 55 35 02 Pa	Account J 6275 93 6263 40 5711 75 5700 36 finishes 115 56 112 47
-	Complete Reserved Complete 475 476 Revigation (No. 225	A.E.G. 780 780 Alzo Nr Sino 190 30 196 50	Apprintment 7045 70 7045 70 Fracidox 228 15 224 78 Por Apprintment Apprintment 107 57 107 25 Fració-Epargos 29 70 28 Por Apprintment AGF Actions on CP 968 20 944 58 Fració-Epargos 755 54 737 11 Por Apprintment	Mas Gestion 56880 51 56880 51 10922 03 10912 12 107 79 106 72
5	10,80% 79,994	Altam Aluminium	AGF ECU	Separacitation 25579 08 25579 08 1064 21 1038 25 113 05 11
-	Heigh Edit 14,0% 85, 107 05 10 50 12 Cricker 117 117 Parker CP 650 848	Astoriegos Mises	AGF loter loads 404 84 394 97 Gentilion 12893 84 12862 19 Asr AGF Oblg 1070 36 1086 03 Gent Associations 145 28 143 04 Ren	nesci: 156 07 153 76 nescus Trimest: 5304 81 5252 294 nesco Ver. 1123 92 1107 31
	Employ 11% 85	Cas.Pacifique	A.G.F.I.M.O	Honoré Bio-Alim 837 77 799 78 Honoré Global 231 68 221 17 Honoré Met Piec 188 90 180 33
	OAT 8.8% 1/1998. 98 80 7 70 East Basels Victor 2132 2140 Pist 319 PTT 11.2% 85 102 41 9 74 East Victor 1028 1015 Porcher 838 641	Commercianic	Associa 1136 01 1136 01 Japania 146 141 75 St Associa 158 Japania 249 14 245 46 St	Honoré Paciligos
	CNB Strees 5000F	GR. (Bast Lamb) 525 532 General 1130 Grow Holdings Ltd. 74 30 75	Assecie	Honord Services
	CNE 11.5% 85	Goodyear Tire	Axa Europe	cari-Gas
	CRH 10.90% dec.25 101.50 8.54 First Stationary 1370 1351 SAF-IC Alexas 230 209.700 CNARS PCE 9% 100 138 SAF-IC Alexas 230 209.700	Hotomol Inc	Aus Veleurs PSR	ar Amuciations
	Cares Filt 165 153 60 Sags 228 225 CSC 6 jean, 85/85 556 FRAC 1510 1520 Salet Consiston F.1	Lainnis 310 310 Midlend Bank 17 90 Norenda Mines 59 20 60	Copiest	. Est
	Foundary State S	Climps priv 11 60 12 10	Commission 1144 60 1116 68 Lion institution 25131 70 25069 03 Size Compission 25069 05 8090 52 Lionpias 339 09 822 84 S.M.	
*	VALEURS préc. cours France LARO	Proces Garable 403 10 409 10 Ricoh 28 251 253 10	Credit Meteral Capital. 1114 38 1082 54 Livret Bourse Inv. 480 486 02 Seg	plangue 307 13 296 03 plane 52943 11 51401 08 965 16 921 38 plane 1154 30 1101 95
	Actions General 1000 970 Sineis 294 291	Redence M/ 151 150 50 Rollings 234 60 236 70 Salpers 7 30 Sama Gross 50 50 50 60 30	Dissert 1111 91 1094 79 Middlessenia 166 55 199 39 Solid 10089 06 9968 17 Solid 10089 06 10089 06 17 Solid 10089 06 17 10089 06 17 10089 06 17 10089 06 17 10089 06 17 10089 06 17 10089 06	el bressimorments 482 12 463 58 stice
	Agentie jace Sn.) 765 772 G.F.C. 382 282 Soffs. 419 Applications Hydr. 1345 G.F.L. 300 300 10 Soffset 1100 1110 Adolf 758 743 Gods Monitor Paris. 1450 1450 Soffsets 553 548	SGF Aktiobologet	Dread Sicade 229 88 219 98 Monecic 5449 47 5449 47 Star Droad; Silection 137 35 131 44 Moneden 58691 04 58691 04 Tud Equit. 1052 42 1036 87 e) Mone 03333 81 03333 81 Ted	stigin Rendements. 1219 74 1187 35 1180 1187 1187 1187 1187 1187 1187 1187
	Actors 275 Groupe Victorie 1775 1775 SOFIP 44 485 452 Bains C. Moren 882 891 6.7.1 (Tanasport 478 479 80 Sofragi 1357 1365	Torny lad	Economii Copitalisation. 2197 14 2175 39 Matumital dépôtes	98074 554 09 559 50 100 132 90 127 18 105 46 104 42
	8.NP hearcost 250 242.50 kmsobsupe 702 704 Sopagi 168 168 hearbin-style 577 km. kmsobsupe 5320 5300 Souther Associate 815 300	West Rand Cons 12 56 12 95	Economia Mondessin	sor Ples 1109 95 1099 12484 90 12484 90 12211 79 112111 79
	Bindy Open 3750 3800 Inst. Philos Mountains 402 410 Southell 418 10 428 428 437 Seet 725 725 8 7 P 65 67 80 Instect, Site Cal. 3019 3080 Seet (CP) 240 247	Hors-cote Sque Hydro Energia. 285	Energia 257 23 245 57 Natio-Inter 1160 71 1129 84 U.A.	LP.Imestiss 402.58 388.03 LP. Act. F. 520.88 501.98
	Combodige 560 571 Jeeper 53 52 Trickings 3860 3810 Combrose Longian 683 678 Lambert Folies 375 78toolconipse Bacz 3849 3831 Com Poclain 12 Lille Boundless 1800 1550 Teans-Aequites 824	Self-size	Epurcourt-Sterv	JP. Act. Sel
	C.E.G.F. Frigur. S75 Lock-Expension. 304 300 Town-Estat. 235 Contenting Blacky. 460 470 Lock-Expension. 496 496 Uliner. 978 980 Carebal. 48 50 53 Locked. 213 40 207 U.T.A. 2250 2162	C. Ocold, Forestitte	Epunyme Cont Terms. 588 58 589 58 Hesto-Revens. 982 06 972 33 UAF Epunyme Consumes. 1463 20 1414 31 Nexis Sécreté. 12309 61 12308 61 Uni-	P Mayen Terms
	Changest Ny	Coperer 650 651 Grount Assumants 315 Ef Asterper 1900	Epurpus Lory Texts 60695 23 00695 28 Nigopor-Gun 5519 27 5306 03 Unit Epurpus Lory Texts 182 24 177 35 Nigopor-Gun 1279 01 1276 46 + Unit Epurpus Mouch 1055 68 1068 38 ONE-Associations 125 53 124 28 Unit 1055 68 1068 28 Unit 1055 68 Unit 1055	franca
	CLT-R.A.M. ES 2400 Machinem Bell 40 35 40 Marct Shif Brasseria, 265 Clause 405 438 Mag.Unipris 145 142 20 Coffeng 255 Magrant 610	Estop. Access 65 63 83 83 83 83 83 83 83 83 83 83 83 83 83	Epungyar Oldgat	ess Actions
	Cote des Changes Marché libre de l'or	Hoogovens		1806 58 1804 78
	MANCHE OFFICIEL préc. 13/11 achet venta ET DEVISES préc. 13/11	~ Table 181 12/04 13/0		25177 96 25152 78
	501 6 926 6 924 6 927 6 928 6 924 6 928 6	Operational 240	FORMICES 12437 05 12437 05 Purities Patrimoles 502.47 451.95 FRANCE-GAN 8800.80 8269.91 Purities Revenus 88.30 87.43	PUBLICITÉ
	Enile (1000 Free)	Sum Mires		FINANCIÈRE
	Subde (100 km) 89 890 89 630 88 500 94 500 Piece 20 dollars	USumman	Francis - 388 87 387 08 Figure Investigation 704 11 888 94 101 61 Pagement A 1772 47 1150 41	Renseignements:
	Expagns (100 pas)			

M. Jospin propose un « plan d'urgence »

Au terme de sa rencontre avec les délégués des coordinations. M. Lionel Jospin a fait, lundi soir 12 novembre, la déclaration suivante : « J'ai proposé à mes interlocuteurs que les représentants du mouvement lycéen, à partir des demandes et propositions qu'ils ont élaborées, viennent discuter avec moi (...), selon des modalités défi-

» Qu'il s'agisse de nouveaux moyens, humains et matériels, pour les lycées, des conditions de vie à l'intérieur des établissements. des droits et obligations des lycéens, de l'organisation des études ou des rythmes scolaires, les suiets de discussion et de décision paraissent bien établis.

» A cet effet, le principe d'un plan d'urgence pour les lycées a été

« La discussion avec les lycéens, poursuit le ministre de l'éducation, sur leurs conditions de vie et d'études doit être aussi menée

L'ESSENTIEL

SECTION A

Union politique :« Contre l'Europe de l'apartheid », par Charles Pas-qua ; Lycéens : « On veut des claques », par André Bercoff... 2 La crise du Golfe 3 et 4

La lutte pour le pouvoir en Iran

Combat d'arrière-garde des nistes a au Parlement 4 Transition vers le marché en Tchécoslovaquie Un entretien avec le ministre de

Le projet de statut de la Corse Un point de fixation : la notion de

e peuple corse »..... SECTION B

Les manifestations tycéennes... Diagonales

« Voir ce mot », par Bertrand Poi-

A Paris, une exposition consacrée au peintre britannique 17 Keith Jarrett en trio Accompagné de Gary Peacock et Jack DeJohnette, le pianiste américain revisite les grands stan-

SCIENCES • MEDECINE

 Les grandes manœuvres autour de la recherche sur la fusion thermonucléaire . Sida : prévenir en urgence . Les débri d'un mystère...... 21 à 23

SECTION C

Politique salariale La CNPF maintient ses positions 25 Les loyers des bureaux en lie-de-France Une forte augmentation surtout à

Les négociations de l'Uruguay Round La rénovation

des quartiers défavorisés Pas de recettes infaillibles 26 **Technologies** L'avance des Japonais dans la abrication des écrans plats... 28 L'endettement d'Hachette

Services

M. Lagardère exclut tout désin-

Annonces classées.. 30 à 37 Marchés financiers 38-39 Météorologie 24 Radio-Télévision Spectacles..... La télématique du Monde :

3615 LM Le numéro du « Monde » daté 13 novembre 1990 a été tiré à 580 418 exemplaires.

3616 LEMONDE

localement, en fonction des solutions à apporter au sein de l'établissement avec les conseils de délégués des élèves, au niveau régional, dans les conseils de la vie

a Par ailleurs. l'ensemble des partenaires de la communauté éducative seront associés à la nècessaire réflexion sur l'avenir des lyceens, notamment au conseil supérieur de l'éducation. Le dialogue est largement engage, les moyens d'une issue positive sont réunis, conclut M. Jospin, A chacun, en exerçant sa responsabilité. d'y prendre sa part. »

M. Mitterrand: «Ils savent de quoi ils parlent»

sée, entre le président de la République et la délégation des lycéens, M. Hubert Védrine, porte-parole, a indiqué que «toutes les revendications portant sur la démocratie au lycée sont acceptables».

Il a également ajouté que « toutes les demandes entrolnant des charges financières nouvelles, s'ajoutant à l'effort considérable déjà entrepris, méri-tent d'être discutées et doivent l'être dans les jours qui viennens, aussi vite que possible, en accord avec les lycéens », citant les propos de M. Mitterrand à ses jeunes interlocu-

Selon M. Védrine, la parole à été

donnée à tous les délégués qui l'ont demandée.

a Plusieurs lycéens ont décrit de façon concrèté la situation dans laquelle ils se trouvent, les problèmes aqueue us se trouveu, as provenes qu'ils rencontrent et ce qui motive leur mouvement. Le président a été frappé par la qualité de la discussion, par la maturité de la plupart de ses interlocuteurs, par leur sérieux et leur sens des responsabilités », a souligné les est responsabilités », a souligné le porte-parole de l'Elysée.

«Ils savent de quoi ils parlent», a conclu le président, cité par M. Védrine. Ce dernier a ajouté que M. Mitterrand était disposé, le cas échéant et si une demande en ce sens lui était présentée, à recevoir à nou-veau des représentants des lycéens.

La réponse du pouvoir est obérée par la rivalité entre le président et le premier ministre

La « gestion » du mouvement lycéen par les socialistes, aux difrents pâles du pouvoir et, aussi. à travers les militants investis dans les coordinations, se trouve mise en question par le déroulement de la manifestation du lundi 12 novembre et par les entrevues que les délégations de protestataires ont eues avec MM. Lionel Jospin, Laurent Fabius et François Mitterrand. Elle remet en lumière la rivalité latente entre le président de la République et le pre-

Lundi en début de soirée, M. Nas-ser Ramdan, principal porte-parole de l'une des coordinations lycéennes, sort de l'Elysée et déclare devant les caméras de télévision: « Le président de la République est d'accord avec nos revendications. C'est au gouverne-ment Rocard de prendre ses responsa-bilités. » On ne saurait être plus can-dide... Quelques heures auparavant, la délégation lycéenne, reçue à la pré-sidence de l'Assemblée nationale par M. Fabius, expliqueit que ce dernier jugeait nécessaire une « loi de programmation sur cinq ans.» et, en guise de commentaire, créditait l'an-cien premier ministre d'une véritable volonté de réforme de l'éducation nationale, qu'il aurait été, malheu-reusement, empêché de mettre en

Au même moment, à l'hôtel Mati-gnon, M. Jospin, au triple titre de ministre de l'éducation nationale, de ministre de la jeunesse et de premier ministre par intérim, proposait aux lycéens un plan d'urgence, financé par des prets bonifiés. Dès le début de la manifestation, la direction du Parti socialiste, par la voix de M. Pierre Mauroy, était venue à l'appui de M. Jospin en rappelant que « de gros efforts en faveur de l'éduca-tion nationale ont été faits ces deux qu'a il convient de les Intensifier pour les lycées ».

De ce qui pouvait apparaître comme une subtile répartition des rôles, on est passe, lundi après-midi, à une discordance manifeste entre les responsables du pouvoir, les uns mettant en cause la politique du gou-vernement, les autres estimant, au contraire, que la revendication lycéenne va dans le sens de la politique menée depuis deux ans et qu'elle peut et doit y trouver sa place. Ces deux orientations peuvent aboutir, pratiquement, à favoriser l'émergence, chez les lycéens, d'un comportement de type syndical, pris en charge par des militants formés dans



l'action et «cornaqués» par de plus anciens, à travers la Fédération indé-pendante et démocratique lycéenne (FIDL), qu'animent des proches de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélen-chon, chefs de file de la Nouvelle école socialiste (NES). Elle peut, aussi, encourager une radicalisation du mouvement, génératrice de désordres dans la rue et déstabilisatrice

Changement d'attitude en cours de route

Le déroulement de la manifestation de lundi et le comportement des autorités contribuent à soulever des uns et des autres. A une semaine d'un débat de censure qui s'annonce serré pour M. Rocard, aucun geste ne peut être neutre. Il est patent que les responsables du maintien de l'ordre, c'est-à-dire, en dernier ressort, M. Jospin, premier ministre par inté-rim, M. Pierre Joxe, ministre de l'in-térieur, et M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet de M. Rocard (lequel était au Japon), ont changé d'attitude au cours de l'après-midi, après les premiers incidents violents du quartier Montparmasse. L'impression a pu être donnée que ces violences se prétaient à une exploitation politique, au point que certains, du côté de la FIDL, parlent de provoca-

M. Joxe vivement critiqué par le RPR M. Pierre Joxe a été vivement pris à partie par le RPR, mardi matin 13 novembre, à l'Assemblée

nationale, a propos de l'organisation du maintien de l'ordre au cours de la manifestation des lycéens à Paris. Intervenant à l'occasion des premiers débats sur le budget du ministère de l'intérieur, MM. Jacques Toubon et Pierre Mazeaud ont mis en cause des ins tructions données par le pouvoir exécutif aux forces de l'ordre. Le gouvernement a été accusé d'avoir « laissé faire » les casseurs, tandis que la « responsabilité du président de la République » était visée.

Evoquant les « très graves » inci-

dents qui se sont produits en marge d'une manifestation parisienne, elle-même « pacifique », le ministre de l'intérieur a admis que des groupes de plusieurs centaines de jeunes gens ont réussi à « pren-dre de vitesse » les forces de sécurité. Tout en soulignant que plus de trois cent mille lycéens ont manifesté sans heurts en quelque cent cinquante villes de France, M. Joxe s'est interrogé sur les ris-ques que font peser, dans la capi-tale, des rassemblements massifs de jeunes qui ont pour effet d'attirer des casseurs et des pilleurs venus profiter de la situation. « Les forces de l'ordre, comme les organi-sateurs des manifestations, vont devoir tirer des consequences de cet état de foit », a-t-il ajouté. Le gou-vernement continuers toutefois de a privilègier la sécurité des per-sonnes pour éviter des drames, particulièrement lorsqu'il s'agit de très jeunes manifestants, et de demander aux forces de police d'interpel-ler les fouteurs de troubles. . E. IN. DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

mule ainsi : qui avait intérêt à ce que tation et, au-delà, le mouvement lycéen dans son ensemble fussent entachés par des débordements? Certainement pas M. Mitter-rand, qui avait manifesté la confiance qu'il faisait aux jeunes et rappelé au gouvernement la nécessité de les entendre. En revanche, de tels désordres peuvent faire hésiter les centristes devant la perspective d'y ajouter, dans une semaine, une crise politique, en prenant le risque de renverser le gouvernement.

En tout état de cause, les réactions du pouvoir face aux jeunes révèlent une difficulté manifeste à tenir un langage commun. L'entrecroisement des stratégies, dominé par la rivalité entre M. Mitterrand et M. Rocard, obscurcit la réponse donnée au mouvement. La pression exercée par le président de la République sur MM. Rocard et Jospin produit des tensions qui compliquent la perception des enjeux et tendent à dépossé-der les lycéens de la renvendication qu'ils s'efforcent, bon an, mai an, de formuler. Renvoyé à des propositions quantitatives, alors qu'il exprime foncièrement une demande onalitative, le mouvement risone de s'exaspérer dans le sentiment d'être

PATRICK JARREAU

Le retour du maire de Toul

Quelques jours aprés que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar aut des fausses factures de Nancy, affaire qui lui avalt valu d'être emprisonné pendant six mois et demi, M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul, a repris le chemin de sa mairie. Lundi 12 novembre, il a pré-

sidé son premier conseil municipal depuis onze mois. Quolibets, monueries ont fusé dans la plus grande anarchie sans que le maire puisse faire taire ses opposants. On a même entendu hurler « Gossot, démission». Du côté des adjoints et des conseillers, M. Jacques Gossot a pu égale-Dix-huit adjoints et conseillers RPR sont restés fidèles au maire, tandis que M. Jean Dalier, le premier adjoint (RPR) qui a assuré l'intérim, a choisi, avec quatre autres membres du conseil de même étiquette. de se désolidariser de lui et de ne pas paraître. Les élus UDF ont adopté la même attitude. -(Corresp.)

Depuis 1894 DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F PANTALONS 830 F VESTONS 1 860 F

3 000 tissus Luxueuses draperles anglaises
Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES **MANTEAUX et PARDESSUS**

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opére Téléphone : 47-42-70-61. Du lundi su samedi de 10 h à 18 h

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Mascarade

LS ont bien raison de le rappeler à l'ordre, ce voyou de Bush, les parlementaires américains : C'est pas bientôt fini, ces menaces contre ce pauvre petit Irakien qui t'a rien fait? Où tu vas, là, avac tes chars et tes blindés? Qui t'a permis de jouer à la guerre dans la cour de récré du Golfe ? Tu l'as, l'autorisation de tes parents pour sortir d'Arabie, non? Alors, tu te tiens tranquille et t'arrête d'essayer de récupérar la Kowait. C'est pas à toi, de toute façon.

C'est vrai, moi, ca me fait mai eu cœur de penser qu'on puisse s'attaquer à cet amour de Saddam. Vous avez vu hier, à la télé, ce qu'il a encore fait pour prouver sa bonne voiontá : ce camp mondial de la paix ressemblé dans un square pelé, à Bagdad, Pas en sa présence, ce non, il était bien trop occupé à repousser du pied l'invitation du Maroc à un colloque entre chefs d'Etar

N'ampêche, il était représenté par un gigantesque portrait dominant de haut des panneaux marqués de slogans à sa gloire et une estrade où sont venus chanter trois, quatre Italiens, je sais pas d'où il les a sortis. Les ainvités a alignés en rang d'oignon sur des chaises en plastique, ça, pas de problème, ils venaient ou de l'hôtel Mansour Mélia ou des sites. En carl Fallait voir leurs têtes, ils avaient l'air d'être à la fête, les mecs l

Faut dire, on les a gâtés. D'accord, il n'y avait pas foule, les pacifistes, dans cas coins-là, ils osent pas trop afficher la couleur, des fois que ce serait mai pris par le pouvoir, allez savoir. Mais, bon, on a quand mame réussi à attirer un jeune Jordanien à casquatte venu à pied d'Amman, qui s'est effondré, complètement crevé, au premier reng, à côté de deux anciens ministres fraichement débarqués de Copenhague et de Washington. Oui, parfaitement i

C'était sublime, cette cérémonie, bouleversant i Quand ensuite j'al zappé sur l'intronisation da l'empereur Akihito, ca m'a paru d'un minable l Et ces bagnoles incendiées à Tokyo par des gauchos au nez de filcs en miniature, casqués de plexiglas, vous auriez dit des jouets, c'est pas à Bagdad que ça arriverait l Les militaires en grand uniforme et les fonctionnaires du président blenaimé, eux, ils la surveillaient d'un ceil torve, leur soirée de gala : Au pas, la paix i Déposez, armes i

54 (E: 1

103 to 1 to 1

(a) man cal

- may 2

25 A State of

E 12. 8 " . .

24.727

15 1 1

EN 18 2 1 1 2 1 1 2

ANT : 4 10 1

135

12252 24 1

CIEF "S

1305

SERVICE OF

Tan 1 2" 1

35737 A. T. 1

THE THE PERSON .

MEST COUNTY OF A

(30) 24 (1) 14 4

BEETS CONTRACTOR

TET THE . A. ..

2521 W ** :

Military : 1 1

E Transfer of

Ermora :

Start 2 7 1 10

Park to the state of

TEL 2012 1 1014 144

STATES BELLEVER

B1128 1721 : 144

Est marine.

PRINCE IN CASE

14 Land 14 - 15-1 - 2

Change of the

BARRIE A. A. S. A.

SIEBBELLE, M.

186(13

Charle in the

1012 CT 1 1 2 .

LIN' K EES CE

Gires W. Janes

ADEA THEFT I

\$2 mg 241 741 25

SETTING IT IT

time tel parties

large ignorac Silver Print &

#134 1 Jinia : 35

Mary 12 1 2 1

MIN 172 FT

Barting, S. T. Card

41

Active Co.

2

ENGTH ON THE

Dir tires

間を取り さいい

Après la polémique sur la décharge de Saint-Aubin

M. Jean Bazin remplace M. Paul Delpeyroux à la direction du Centre nucléaire de Saclay

M. Jean Bazin, cinquante-deux M. Jean Bazin, cinquante-deux ans, vient d'être nommé directeur du Centre nucléaire de Saclay (Essonne) dépendant du Commis-sariat à l'énergie atomique, en rem-placement de M. Paul Delpeyroux, cinquante-six ans, qui occupait ces fonctions depuis septembre 1988.

Ce remplacement inattendu est la consequence des négligences du Centre de Saciay dans la gestion du site de Saint-Aubin (Essonne) sur lequel des déchets radioactifs furent entreposés jusqu'en 1973. Récemment, en effet, le Parisien avait déclenché une polémique en révélant que des traces anormales de plutonium pollusient ce site.

exécuté à Téhéran. - L'Iran a annoncé fundi 12 novembre l'exécution d'un espion à la solde de la CIA. La victime, qui s'appelait Ali Chabboukhari, a été présenté par le président du tribunal militaire qui l'avait jugé, comme « un citoyen d'un pays étranger » (Chahboukhari est un nom afghan). -

Une information maladroite de une information maladrone de la part de responsables de Saclay avait aggravé le climat de suspi-cion. M. Delpeyroux, dont l'honnêteté n'est contestée par per-sonne, joue donc le rôle du fusible. Mais cette série de maladresses démontre, commente un spécia-liste, que « l'organisation des cen-tres nucléaires du CEA méritérait peut-être un brin de réforme».

[Entré au CEA en 1964, M. Jean Bazin a débuté comme ingénieur au Centre de Saclay, à la section de métallurgie des combustibles, puis au laboratoire d'examen des combusti-bles irradiés (LECI), où il fui successidiés, avant d'être nommé, en 1976, adjoint su chef du LECL En 1978, il rejoint le département des pro-grammes dont il devient le chef en 1984. En 1987, il est nommé direcreur adjoint de la planification et de l'évaluation des programmes, poste qu'il quittera en janvier 1989 pour devenir directeur adjoint des res-sources humaines et des relations sociales du CEA.]



moi?... pent être

un barracada de deux mètres pour le diner.

ça suffira? fais pas la tête au moins on verra les arêtes!

VOLALLER RETOUR, DEPART DE PARIS, PRIA MINIMUM TAPEZ 36 IS NL TELEPHONEZ AL 42 73 10 64